

Arts et Spectacles : le Printemps de Bourges



Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 14997 – 7 F

JEUDI 15 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les Khmers rouges contre la paix

EN quittant subrepticement Phnom-Penh, mardi 13 avril, les Khmers rouges ont porté un nouveau coup dur au plan de paix des Nations unies au Cambodge. Non que les autres signataires des accords de Paris aient jamais eu confiance dans la bonne foi des partisans de Pol Pot. Mais la décision de la faction la moins présentable, qui avait été contrainte à signer les accords, de s'exclure du processus de paix n'est pas de bon augure.

Les élections prévues du 23 au 28 mai prochain sous supervision de l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU) s'annoncent de plus en plus mal. Menacés d'être mis «hors la loi» par l'ONU s'ils continuaient à en saboter la préparation par des attentats sanglants, fustigés par M. Boutros Ghali et par le prince Sihanouk, les Khmers rouges ont montré le peu de cas qu'ils faisaient des condamnations aussi longtemps qu'elles restaient inopérantes. Ils ont montré qu'ils sont prêts à tout pour que le scrutin ne puisse se tenir.

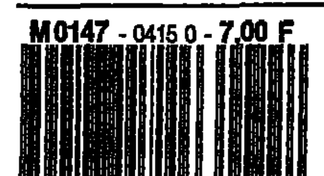
TIGRE de papier amené sur place à prix d'or, l'APRONUC n'a pas su se faire respecter par les protagonistes au conflit, bien au contraire. Les Khmers rouges ont été les premiers à s'en rendre compte, et à en profiter, dès qu'ils ont vu que les bérets bleus n'osaient pas pénétrer dans leurs zones comme ils l'avaient fait dans le reste du pays. Ils n'ont pas été les seuls, le régime de Phnom-Penh – composé d'ex-communistes et d'ex-Khmers rouges – en ayant lui aussi tiré avantage, pour se donner les meilleures chances de remporter les élections face à ses rivaux sihanoukistes et nationalistes.

Tout comme dans l'ex-Yougoslavie, la coûteuse impuissance de l'ONU a «in fine» encouragé les plus enragés à aiguiser leurs couteaux, et il n'est pas sûr qu'un tardif réveil permettra d'enrayer le désastre. Certes, les Khmers rouges n'ont pas coupé tous les ponts : ils ne quittent Phnom-Penh que «provisoirement». Mais plus rien, désormais, ne peut entraver leur volonté de jouer la politique du pire. Soufflant sur les braises d'un sentiment antivietnamien, ils ont forcé, par des massacres bien choisis, les immigrants venus de l'Est à fuir dans la panique.

COMBIEN de temps encore l'APRONUC affichera-t-elle son impuissance face à l'ambition de Pol Pot de reprendre le pouvoir, quatorze ans après en avoir été chassé? Aura-t-elle le courage de montrer du doigt une Thaïlande qui reste le seul pays à soutenir encore officiellement – pour protéger les intérêts mercantiles de certains généraux – ceux qui avaient massacré leur propre peuple?

Plutôt que de se préparer à partir peu après les élections, l'APRONUC doit prendre les mesures pour s'assurer que l'ordre sera maintenu, que le régime de Phnom-Penh n'abusera pas de son pouvoir pour fausser le scrutin, et ne refusera pas de céder la place s'il venait à être défait. Mais surtout pour que les Khmers rouges, devenus hors-la-loi par leur refus d'appliquer les accords, soient marginalisés dans leurs forêts. Combien de temps faudra-t-il encore pour que les va-t'en-guerre de Pol Pot, qui ne comprennent que la force, soient ramenés à la raison?

Lire nos informations page 6



Tandis que Hosni Moubarak reçoit Itzhak Rabin

La reprise des négociations israélo-arabes semble acquise

La reprise des négociations israélo-arabes – fixée au 20 avril par les Américains – paraît désormais acquise. Le premier ministre israélien Itzhak Rabin s'est rendu mercredi 14 avril à Ismaïlia, en Egypte, pour s'entretenir avec le président Hosni Moubarak, dans le cadre des efforts diplomatiques destinés à convaincre les Palestiniens de revenir à la table des pourparlers, malgré l'expulsion de quelque quatre cents des leurs par Israël.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La formule magique qui permettra à chacune des parties en cause dans le conflit israélo-arabe de reprendre bientôt sa place à la table des négociations sans perdre la face est presque au point. Sauf imprévu, la conférence de paix, inaugurée il y a dix-sept mois à Madrid et suspendue depuis le 17 décembre 1992 – date à laquelle le gouvernement israélien a expulsé au Liban plus de quatre cents Palestiniens, – devrait reprendre le 20 avril à Washington. Tel est l'espoir des Israéliens, tel est le vœu des Américains, le souhait des Syriens, des Libanais et des Jordaniens. Tel est aussi, au fond, le désir des Palestiniens et de l'OLP. Officiellement, la participation ou non des partenaires arabes d'Israël ne sera décidée qu'à la veille du prochain week-end, lors d'une réunion interarabe qui aura lieu à Damas. Mais, si tout fonctionne comme prévu, ce ne pourrait être qu'une formalité. Bien sûr, comme à l'accoutumée et jusqu'à la dernière minute, les marchandages se poursuivent.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 6

La sécurité et la répression de l'immigration clandestine au conseil des ministres

Charles Pasqua veut donner à la police de plus larges facilités juridiques

Le conseil des ministres du mercredi 14 avril devait entendre une communication du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire sur «la sécurité en France». Reléguant au second plan les récentes «bavures» policières, M. Pasqua veut donner à la police de plus larges facilités juridiques. Outre la lutte contre la drogue, il se fixe comme mission prioritaire de rendre effectives les mesures de reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière et de donner à la police un «cadre légal rénové». D'autre part le gouvernement saisira dès le 5 mai prochain l'Assemblée nationale de la proposition de loi réformant le code de la nationalité votée par le Sénat le 21 juin 1990.

«Des événements malheureux.» Tout en rappelant que la police doit travailler dans le strict respect du droit républicain, M. Pasqua n'a pas été au-delà de cette formule convenue pour évoquer la récente série de «bavures» policières mortelles. Son propos était autre : définir le cadre de l'action du nouveau gouvernement en matière de sécurité. De ce point de vue, la réforme de la police ne semble pas être sa priorité, M. Pasqua ayant brièvement souligné l'existence de *«pesanteurs»* liées à l'organisation du travail, à la dispersion des missions et aux conséquences mal maîtrisées de la récente départementalisation des services. En revanche, il s'est longuement étendu sur la dégradation de la situation dans les grandes agglomérations, estimant qu'une *«véritable fracture sociale»* se fait jour. Critiquant les politiques menées par ses prédécesseurs, il a affirmé que l'une des priorités de son ministère sera de rendre effectives les mesures de reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière. S'en prenant aux *«détournements de procédure»* que recouvriraient le regroupement familial, les mariages de complaisance et les certificats d'hébergement, il a affirmé qu'il y avait là *«le terreau d'une nouvelle délinquance»*.

L'autre priorité de M. Pasqua est de donner aux services de police de plus larges facilités juridiques pour mener leur action répressive. Dans ce domaine, il a insisté, sans préciser le contenu d'éventuelles modifications législatives, sur les contrôles d'identité, dont la jurisprudence actuelle remettrait en cause le principe même; sur l'impunité dont bénéficieraient les mineurs récidivistes; et, enfin, sur les entraves que la récente réforme de la procédure pénale aurait apporté à l'efficacité des investigations policières.

Lire nos informations page 22

L'Albanie sous perfusion

Grâce à l'humanitaire et aux travailleurs émigrés le pays a survécu. Il reste à le reconstruire

TIRANA

de notre envoyée spéciale

Le pont en construction, sur la route de l'aéroport, n'a guère avancé. *«Je crois, d'ailleurs, qu'il recule»*, constate le plus sérieusement du monde un fonctionnaire albanais. Un pont qui recule? En Albanie, c'est possible : quand les matériaux de construction sont introuvables sur le marché, on se sert sur les chantiers, quitte à démanteler l'ouvrage, d'autant plus facilement qu'ils sont abandonnés depuis belle lurette.

Ainsi va la vie à Tirana deux ans après l'effondrement de la dictature. Si ailleurs, en Europe de l'Est, on évoque la «sortie du communisme», ici c'est plutôt de sortie de l'apocalypse qu'il faudrait parler. Coupé du reste du monde pendant quarante ans par une autarcie moyenâgeuse, puis livré au chaos avec le choc de la liberté retrouvée, le pays tout entier est un spectacle de désolation, à l'image de ses arbres d'abord coupés, puis rognés jusqu'à la racine pour fournir du chauffage aux habitants frigorifiés.

Ici, il y avait une forêt, imagine-t-on en longeant une route bordée d'un terrain hérissé de ces misérables trognons. Il y a eu aussi un champ d'extraction pétrolifère dans cette vallée de Patos où des derricks d'un autre âge voisinent avec des citernes rouillées aux trous béants; parfois, une pompe tourne dans le vide, des hommes sont allongés sur un rocher, quelques vaches maigrichonnes paissent dans l'herbe noire.

Il a dû y avoir des usines, là où ne sont plus que murs éventrés et vitres brisées, tout comme il y avait un troupeau traversant cette chaussée, peu avant Lushnjë, où l'on ralentit pour éviter les cadavres de moutons jonchant le bitume, les viscères encore palpitants, après le passage d'un autocar qui n'a pas jugé utile de s'arrêter.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 4

G 7 : le Japon accroît son aide à la Russie

MAIS, ÊTES-VOUS SÛR DE POUVOIR TENIR?

PANCHO

Lire les articles de PHILIPPE PONS et ERIK IZRAELEWICZ page 14 et nos informations page 22

Le procès des putschistes à Moscou

Les confidences de Guennadi Ianaev. Lire l'article de JOSÉ-ALAIN FRALON page 4

Le siège de Srebrenica

Les organisations humanitaires se préparent «au pire des scénarios». Lire l'article de JEAN-BAPTISTE NAUDET page 3

ARTS ◆ SPECTACLES

Le Printemps de Bourges

La dix-septième édition du Printemps de Bourges se déroule du 20 au 25 avril. Une programmation éclectique : on entendra notamment du folk (Suzanne Vega), du rock (Willie DeVille, Keziah Jones ou Jean-Louis Aubert), des chanteurs (Jacques Dutronc, Michel Jonasz) ou des conteurs (le Berbère Hamed Bouzine, l'Ivoirien Manfei Obin). Sans oublier un concert de gospel donné par Marva Wright.

Pages 23 à 34

Le sommaire complet se trouve page 22

Tous paysans!

Les emplois industriels suivent-ils la même évolution à la baisse que ceux de l'agriculture?

par Alain Lebaube

«Nous sommes tous des paysans!» En forme de slogan, qui rappelle le fameux *«Nous sommes tous des juifs allemands!»* scandé en 1968 pour soutenir Daniel Cohn-Bendit, l'affirmation pourrait bien faire florès. Paradoxale, elle résumerait, mieux qu'un discours, l'analogie de situation qui existe déjà entre le sort depuis longtemps réservé aux agriculteurs et celui qui, à cause du chômage, attendrait les salariés de l'industrie, voire, demain, les employés du tertiaire. Telle une sombre prédiction, elle annoncerait un univers économique et social où, tout en produisant toujours davantage, pourquoi pas jusqu'aux surplus, l'activité humaine se réduirait comme peau de chagrin, faute de travail pour tous.

Absurde? Quand la part des sans-emploi atteint les 10,5 % de la population active, et que leur nombre dépasse les trois millions, l'hypothèse d'un lent et long déclin ne peut plus être écartée. Par leur «fatalisme», que la droite reprochait aux socialistes, ou par leur prudence, manifeste dans le désir du gouvernement de M. Balladur de ne se laisser enfermer par aucune promesse, les dirigeants de ce pays ont pris conscience de ce risque. Des patrons, qui voient plus loin que le bout de leur nez, et donc qui ne se soucient pas de leurs seuls intérêts immédiats, commencent à s'en inquiéter. Certains d'entre eux le disent; ils craignent maintenant que, la machine étant devenue infernale, la désintégration d'une société soit, aussi, le revers de la performance.

Avec une croissance négative comme aujourd'hui, ou, dans un futur proche, qu'on espère stable, modeste et même relativement forte, les paramètres de l'équation à résoudre ne changent guère.

Lire la suite page 15

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 $ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 46 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 190 esc; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

Gauche

Point d'orgue

par Anicet Le Pors

LE processus de décomposition politique de la gauche vient de franchir une importante étape qui peut, à terme, déboucher sur une nouvelle donne si toutes les conséquences en sont tirées. Mais il ne semble pas que ce soit le cas pour le moment.

Rien ne laisse supposer que le Parti socialiste, malgré son implosion, soit prêt à tirer la leçon de la sanction reçue pour avoir manqué à l'espérance.

Le Parti communiste vient de procéder à une analyse surréaliste de ses résultats pour tenter de masquer la poursuite de son déclin : nouvelle réduction de son implantation nationale, pertes sensibles dans ses bastions, affaiblissement de son identité dans une démarche étroitement protestataire.

Par ailleurs, ceux qui avaient pris quelque distance avec les appareils politiques (Mouvement des citoyens, Refondateurs communistes, SEGA...) et pensaient, à ce titre, pouvoir compter sur la reconnaissance du peuple de gauche ont connu un échec relatif en raison de la faible lisibilité de leur message et de l'illusion que l'on pouvait prendre des raccourcis avec la décomposition.

En effet, rien n'est plus important que de caractériser correctement le moment où nous sommes. Il faut mesurer les ruptures qui viennent de se produire en quelques années : rupture de la représentation de la société rêvée (l'utopie), rupture du modèle (le socialisme), rupture de l'instrument (le parti-guide et son projet révolutionnaire), rupture de l'individualité (la religiosité politique). Des choses doivent mourir pour que d'autres vivent. Un travail de deuil est indispensable qui sacrifie méthodiquement des conceptions d'appareils, de comportements, de mentalités constitutifs de l'ordre ancien et nous permette de prendre conscience des contradictions réellement à l'œuvre et d'intervenir dans leur développement.

Mais le naufrage électoral de la gauche ne peut-il également être regardé comme le point de départ de sa recomposition, de la relance de l'action sociale et d'une nouvelle créativité idéologique ?

Considérons ainsi qu'un puissant mouvement de mondialisation est à l'œuvre, qui appelle la nécessité de promouvoir un état de droit sur l'ensemble de la planète. La fin des espaces clos relativise le rôle, jusque-là déterminant, des Etats-nations et de leurs Parlements. Des régions continentales, telle l'Europe, se dotent de cadres institutionnels de plus en plus formalisés. Les diverses collectivités territoriales revendiquent des compétences plus étendues. L'individualité connaît elle-même de profonds changements. Le principe de subsidiarité appliqué à ces différents niveaux de souveraineté devient une question politique majeure dont il convient de préciser le contenu et les mécanismes de contrôle.

Comprendre notre époque, c'est aussi la dénommer. La logique capitaliste existe, on la rencontre. Elle continue de présenter dans les pays développés, comme dans nombre de pays sous-développés, un caractère dominant. Il s'agit pourtant, dans ses différentes acceptions, d'un système complexe, hybride, dans lequel s'exprime la contradiction entre, d'une part, une logique d'exploitation et d'exclusion, d'accumulation et de profit et, d'autre part, une logique de socialisation effective, marquée notamment par l'affirmation croissante de missions de service public. Considérer «le» capitalisme comme le seul état objectif capable d'efficacité auquel un projet de gauche apporterait du social, ou bien le contester en se bornant à préconiser son dépassement dans une étape historique ultérieure, ne rend pas compte de cette réalité dynamique, complexe et contradictoire pour laquelle le vocabulaire nous manque.

Une large mouvance progressiste

L'effondrement des régimes dits du socialisme réel a condamné, de même, toute représentation figée de l'alternative démocratique aux systèmes dans lesquels domine la logique capitaliste. «Le» socialisme défini comme système social reposant sur la propriété sociale des grands moyens de production et d'échange, le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés et la démocratie poussée jusqu'au bout, n'est plus qu'un archaïsme. «Le» socialisme en tant que source d'inspiration des diverses expériences social-démocrates n'a plus de consistance, si tant est qu'il en ait jamais eu. Mais, aux tenants de l'ultralibéralisme, il demeure néanmoins nécessaire d'opposer la perspective d'une transformation socialiste démocratique progressive dont les avancées pourraient être appréciées par rapport aux trois dimensions suivantes :

– la promotion des valeurs universelles, généralisation aujourd'hui possible des valeurs dites de gauche, qui englobent des normes éthiques et nourrissent des contractions non strictement liées à l'antagonisme capital/travail (paix-développement scientifique, droit au développement-protection de l'écosystème, droits individuels, droits du genre humain...) ;

– la recherche de l'efficacité sociale, concept prenant en compte la pluralité des utilités sociales non marchandes (environnement, aménagement du territoire, formation, innovation, etc.), jusque-là principalement traitées dans le cadre des missions de service public ;

– l'affirmation du principe de responsabilité, à la fois sous ses formes individuelles et collectives, principal moyen d'assurer l'articulation entre l'autorégulation de la société et l'autodétermination des citoyens.

Sans doute cette réflexion ne prend-elle pas la place de l'indispensable intervention populaire ; mais celle-ci ne se décrète pas.

Elle ne dispense pas non plus de rechercher les moyens de reconstruire et de réorganiser une large mouvance progressiste dans le respect de l'identité de chacune de ses composantes. S'agissant de la diaspora des hommes et des femmes de sensibilité communiste ou en affinité avec un progressisme fort, ce n'est pas la machinerie d'un 28e congrès, déroulant son processus selon des règles obsolètes, qui répondra à leur attente. Car comment pourrait-on faire confiance au centralisme démocratique pour abolir le centralisme démocratique ? Par définition, on ne le peut pas.

Plus généralement, il est vain d'espérer des appareils qu'ils rompent d'eux-mêmes avec une logique de survie qui leur tient lieu de stratégie politique. Mais nous ne devons pas attendre, non plus, la fin de la décomposition pour rassembler et organiser, alors que s'amorcent les premières entreprises d'un réformisme confus, les forces encore nombreuses d'un progressisme fort et rigoureux. Cela suppose que soient surmontées les divisions de chapelles et que celles-ci soient elles-mêmes expurgées des miasmes de la décomposition.

Dans ce temps suspendu, point d'orgue d'une terrible déception, la convergence des conceptions sur quelques questions-clés : promotion de normes mondiales et européennes démocratiques, élaboration de critères d'efficacité sociale développant l'emploi et la formation, contestation du présidentialisme dans la perspective d'une VIe République, genèse d'une nouvelle éthique de l'action civique, etc., n'est-elle pas le bon terrain pour engager cette construction nouvelle ?

► **Anicet Le Pors est ancien ministre.**

Un socialisme du vingt et unième siècle

par Maurice Duverger

LA révolution de palais qui a renversé Laurent Fabius et investi Michel Rocard montre que le successeur est meilleur tacticien que le prédécesseur, plus rapide. Sa manœuvre a été moins traumatisante pour des militants qui ne sont pas encore guéris de leur déplorable congrès de Rennes. Sur la route de la renaissance d'une organisation désagrégée par le tremblement de terre des 21-28 mars, ce premier pas était probablement nécessaire. Mais il n'est sûrement pas suffisant parce qu'il ne touche pas à l'essentiel. Comme tous ses congénères européens, le Parti socialiste français souffre moins d'un défaut d'organisation ou d'une insuffisance de ses dirigeants que d'une absence de projet.

Sans le dire, il s'est rallié, voici dix ans, au système social-démocrate que les Scandinaves, les Anglais et les Allemands ont peu à peu établi depuis la Libération, sans modèle préconçu, en amalgamant de façon empirique le New Deal du démocrate américain Roosevelt, les idées sur le plein emploi des libéraux anglais Keynes et Beveridge et les thèses du socialiste suédois Gunnar Myrdal. Par touches successives plus ou moins différentes suivant les pays, ils ont ainsi édifié des régimes mixtes où les excès et les insuffisances des mécanismes du marché sont corrigés par des interventions de la puissance publique. Non seulement pour réduire les inégalités par une redistribution des revenus, notamment sous forme de sécurité sociale, mais aussi pour stimuler la production par l'éducation populaire, l'aide à la recherche, certaines nationalisations, et pour régulariser le développement économique par la politique conjoncturelle.

Paradoxalement, le succès même de cette transformation profonde de l'Europe occidentale est aujourd'hui l'un des facteurs essentiels de la crise que traversent les partis socialistes. Contrairement à l'opinion que les médias conservateurs n'ont cessé de répandre, ils ne sont guère touchés par l'effondrement des dictatures communistes, bien qu'elles aient prétendu incarner *«le socialisme réel»* : car ils n'ont plus rien de commun avec elles depuis longtemps, mis à part quelques survivances d'un langage marxisant que nul ne prend au sérieux, mais parvenus qu'ils sont maintenant au terme de l'installation de régimes sociaux-démocrates que le centre et la droite modérée ne songent plus à détruire. Les socialistes ont ainsi glissé de la situation de réformistes à celle de gestionnaires, comme les libéraux au début du siècle, une fois installés le suffrage universel, les prérogatives des Parlements et les libertés publiques.

Le désarroi devant une telle évolution est plus profond chez les militants socialistes français. Fraîchement convertis à la social-démocratie sans qu'on leur en ait clairement expliqué les raisons, ils regrettent le langage pur et dur des vieilles idéologies d'opposition. Mais un retour en arrière serait pire que l'immobilité actuelle de leurs congénères étrangers parce qu'il serait encore plus éloigné de la réalité, qu'il faut affronter désormais. Le succès des régimes sociaux-démocrates installés dans le demi-siècle écoulé ne risque pas de transformer les partis socialistes en gestionnaires, parce que les régimes en question vont être bouleversés dans le demi-siècle qui s'ouvre par une transformation radicale de l'économie, dont nous commençons à peine à entrevoir l'ampleur et les conséquences. Sur notre continent, l'extension du chômage, la concurrence de produits à bas prix reposant sur des bas salaires, le transfert des entreprises vers les pays à plus faible protection sociale, le déclin d'une agriculture qui concerne la civilisation autant que l'économie, sont les prodromes d'un nouveau capitalisme sauvage d'une échelle inconnue jusqu'ici.

Des moyens de puissance publique

Il ne peut plus être contenu par les régimes sociaux-démocrates nationaux parce que les Etats de notre continent n'ont pas séparément une dimension suffisante, en face de l'hégémonie des Etats-Unis et même de la puissance du Japon. Seule la construction d'une Europe unie permettrait à l'ensemble des peuples la composant de faire contrepoids et de lutter d'égal à égal dans une compétition économique où les plus forts feront la loi, comme dans les guerres militaires. Mais l'évolution actuelle de cette construction va plutôt en sens contraire, car elle tend à dépouiller progressivement les Etats des moyens de puissance publique qui leur ont permis de construire les régimes sociaux-démocrates sans qu'elle transfère ces moyens à la Communauté. Transformée ainsi en zone de libre-échange ouverte à tous les produits, celle-ci devient structurellement un obstacle au socialisme, quels que soient les efforts d'un Jacques Delors. Mais elle tourne en même temps le dos à son objectif essentiel, qui est de permettre à l'Europe de résister à la pression des Etats-Unis.

Tout projet socialiste ouvert sur le vingt et unième siècle doit d'abord surmonter cette contradiction fondamentale. Elle ne peut l'être que par une réforme profonde des structures de la Communauté. A cet égard, le traité de Maastricht est très insuffisant : mais il ouvre une voie qui resterait fermée sans lui. Nécessaire aussi pour mettre les institutions communautaires en accord avec la mentalité de peuples profondément marqués par les acquis des social-démocraties établies, une telle réforme doit également tenir compte de leur attachement aux nations dont la diversité fait la richesse de notre continent. Doter la Communauté de moyens efficaces de puissance publique n'implique pas qu'on la transforme en super-Etat, mais qu'on imagine une architecture politique originale dont les linéaments commencent à se dessiner.

D'autre part, il ne suffira pas de transformer au niveau de l'Union européenne les techniques des social-démocraties des Etats membres. Un projet socialiste devra élaborer des modalités particulières de combinaisons entre le marché concurrentiel et la puissance publique communautaire. Parmi les nombreuses pistes à explorer dans ce domaine, deux peuvent servir d'exemples. La première concerne l'autonomie de la Banque européenne, qui décidera de l'émission de la monnaie unique et du niveau des taux d'intérêt ; de même que l'autonomie du pouvoir judiciaire vis-à-vis du législatif et de l'exécutif, celle d'un tel pouvoir financier est acceptable. Mais à condition qu'il soit équilibré par un pouvoir de politique économique communautaire. Un gouvernement des banquiers serait aussi dangereux qu'un gouvernement des juges.

Par ailleurs, dans une économie mondiale où les besoins en capitaux sont considérables et où ceux-ci deviennent des denrées rares, la liberté d'action économique des capitaux publics apparaît essentielle ; pour favoriser la naissance et le développement d'entreprises dans les secteurs de pointe ; pour engager des recherches fondamentales à rentabilité aléatoire et lointaine ; pour empêcher des OPA transformant l'économie de marché en économie de casino. Des institutions comme la Caisse des dépôts paraissent fondamentales à cet égard. Les notions de privatisation ou de nationalisation devraient être repensées dans une telle optique. L'argent public n'est pas plus sale que l'argent privé et beaucoup moins que l'argent des mafias dont 80 % au moins sont réinvestis tranquillement.

Beaucoup d'autres réflexions devront nourrir les futurs états généraux dont les socialistes français sont devenus friands. Mais ceux-ci ne seront vraiment généraux que s'ils s'ouvrent aux autres partis de gauche, sans lesquels ils seraient condamnés à une opposition permanente. Et, surtout, s'ils s'élargissent progressivement aux partis équivalents dans les autres pays de la Communauté. Car il n'est plus possible aujourd'hui d'élaborer des projets socialistes dans le cadre de chaque nation considérée isolément, mais dans celui de ses rapports avec l'ensemble de l'Union européenne.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

REVUES — FRÉDÉRIC GAUSSEN

L'Etat, la société et les juges

Contesté par la «société civile», limité par l'influence des experts et des juges, grignoté par la régionalisation d'une part, l'Europe de l'autre, le pouvoir d'État est en crise. Une situation difficile à vivre dans un pays aussi traditionnellement centralisateur que le nôtre.

LES cohabitations se suivent et ne se ressemblent pas. Celle de 1986 s'était installée sous le signe de l'ultra-libéralisme thatchérien, porté par la «bande à Léo» et auquel semblait s'être rallié Jacques Chirac ; en 1993, les premiers mots de M. Balladur ont été pour souhaiter *«le raffermissement de l'Etat»*. La tonalité gaullo-pompidolienne de ce propos sonnait comme un coup d'arrêt aux évolutions centrifuges qui se manifestent dans la société française, que ce soit par le renforcement de la régionalisation, prônée par l'UDF durant la campagne électorale, ou par l'apologie de la «société civile», qu'avait symbolisée Bernard Kouchner, dans le précédent gouvernement.

Plus d'Etat, moins d'Etat... La France est particulièrement sensible à ce débat, tant pèse sur elle la tradition républicaine incarnée par le pouvoir central et l'administration publique. Mais les questions qui se multiplient sur ce thème traduisent l'inquiétude causée par l'affaissement des principaux piliers de la vie publique. Paul Thibaud observe, dans un dialogue avec Alain Touraine organisé par la revue *Projet*, pour un dossier intitulé «Citoyen en quel Etat ?», le double affaiblissement de la société, *«travaillée par la décomposition des mécanismes d'intégration (chômage, marginalités)»*, et de l'Etat, qui *«affiche son impuissance à remédier aux grands désordres et scandales sociaux»*. De son côté, Alain Touraine remarque que l'internationalisation de l'économie, le recul du syndicalisme et l'atomisation des rapports sociaux ont disloqué l'action collective. *«Il faut que le politique reconstruise le social que le marché ne cesse de dissoudre»*, affirme-t-il. Pour lui, *«la grande affaire de la société est d'apprendre aux gens à vivre ensemble, à respecter leurs différences, tout en cherchant des éléments d'unité»*.

L'appel aux experts

Mais qui peut s'en charger ? Le fait nouveau est que les politiques – et leur bras séculier : l'administration – se voient contester la compétence et la légitimité qui leur permettraient de faire ce travail. D'où l'appel aux experts, aux techniciens du social, aux personnalités qualifiées, aux spécialistes de l'audit..., chargés de «réinjecter du social» là où la machine se grippe ou ne fonctionne plus du tout. Le rocardien Patrick Viveret évoque les *«nouveaux outils démocratiques»* nécessaires pour permettre au pouvoir de gouverner : l'évaluation des politiques publiques, la possibilité d'expertises contradictoires (notamment dans des secteurs vitaux comme la santé ou le nucléaire), la possibilité de prendre en compte, dans la fabrication des lois, les phénomènes nouveaux de société qui échappent à l'appareil politico-technocratique.

Dans ce paysage, l'Etat n'apparaît plus comme le souverain, à qui la légitimité populaire confère l'infaillibilité, mais comme un arbitre attentif, un manager avisé, un éveilleur. Un *«animateur»*, selon les sociologues Jacques Donzelot et Philippe Estèbe, évoquant ces nouveaux personnages que sont les *«chefs de projet»*, chargés du développement des quartiers en difficulté et qui agissent en toute indépendance pour mettre en œuvre un contrat passé entre l'Etat et une municipalité.

Un autre personnage a pris ces derniers temps une importance considérable face à l'Etat : c'est bien sûr, le juge. Philippe Raynaud, dans un dossier que le *Débat* consacre au «pouvoir du droit», analyse la montée en puissance du pouvoir juridique en France, du fait à la fois de la création du Conseil constitutionnel, des compétences accordées à la Cour européenne de Luxembourg ou du nouveau droit d'ingérence humanitaire, auquel on pourrait ajouter le développement du droit administratif ou du droit social. Sans aller jusqu'au cas limite que nous offre actuellement l'Italie, on peut constater, avec Pierre Avril, que le développement du juridique vient à point nommé combler le *«déficit démocratique»* dont souffrent les sociétés modernes : l'image gratifiante du juge – surtout s'il est «petit» – relaie celle passablement défraîchie du politique. Le droit, censé être stable et impartial, viendrait ainsi se substituer à la versatilité du suffrage populaire. Mais Pierre Avril attire, à juste titre, l'attention sur l'*«illusion»* qui consiste à *«faire régler par le juge ce qui relève de la responsabilité politique, et donc, en dernière instance, du suffrage universel»*.

Cette évolution est d'autant plus problématique qu'elle va à l'encontre de la tradition républicaine française, qui distingue très nettement le rôle du juge, chargé d'«appliquer» la loi, de celui du fonctionnaire, qui a en charge l'organisation et la régulation de la société, comme le rappelle Olivier Beaud dans son introduction au premier de deux numéros spéciaux de la revue *Droits* consacrés à l'Etat. *«La différence de tradition*, explique-t-il, *entre les pays de la* common law *et la France se traduit également par la différence de statut – juridique et social – des juges et des fonctionnaires. Sociologiquement, la conversion de la France à «l'Etat de droit» signifierait une inversion des élites, et elle serait ainsi contraire à la Constitution réelle de la France – composée par le droit mais aussi par les mœurs, – qui est d'abord une Constitution administrative avant d'être une Constitution judiciaire.»*

Le mal absolu de la corruption

Mais, même dans les pays anglo-saxons, le pouvoir juridique se développe au détriment de celui de l'État, comme le montre le renforcement, aux Etats-Unis, des *«multinationales de l'expertise»*, décrites par Yves Dezalay dans *Actes de la recherche en sciences sociales*. Ces grands cabinets d'avocats, spécialisés dans le lobbying, se constituent en contre-pouvoirs face aux administrations et aux grands groupes capitalistes. *La «position de ces experts, aux marges du pouvoir économique, les conduit à essayer de structurer ce marché international en se faisant les porte-parole de l'intérêt général. Paradoxalement, la défaillance des Etats-nations les mène ainsi à «produire», de l'Etat.»*

Dans les pays européens, où la fonction politique jouit traditionnellement d'une forte autorité, son déclin se nourrit, malheureusement, de la faiblesse des élus eux-mêmes. Comme l'explique Jean-Fabien Spitz dans *le Débat*, le mal absolu qui ronge la politique est la corruption des hommes politiques. Le seul bien commun, dans une République, est la justice, c'est-à-dire l'égalité de tous devant la loi. Si ceux qui ont la charge de faire la loi se servent de leur pouvoir pour la détourner à leur profit, ils sapent, du même coup, le principe qui fonde la communauté sociale. *«C'est bien parce que la corruption attaque l'équité et la justice des règles qu'elle est destructrice du lien social : les pratiques qu'elle autorise disloquent les liens mutuels d'obligation et sapent les fondements de la liberté.»*

Qu'il soit modeste ou régalien, arbitre ou souverain, le pouvoir d'Etat doit d'abord être honnête... Faute de quoi, comme on vient d'en avoir la démonstration, le juge le fait trembler et le peuple le révoque...

► **Projet, n° 233, printemps 1993, 60 F, 14, rue d'Assas, 75006 Paris.**

► **Le Débat, n° 74, mars-avril 1993. Gallimard.**

► **Droits, n° 15, PUF, 1992.**

► **Actes de la recherche en sciences sociales, n° 96/97, mars 1993. 90 F. Diffusion Le Seuil.**

هكذا من الأصل

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Les appels à la communauté internationale pour qu'elle vienne en aide à la population de Srebrenica, en Bosnie orientale, se sont intensifiés, mardi 13 avril. La présidence bosniaque a ainsi demandé au Conseil de sécurité des Nations unies de *« prendre toutes les mesures supplémentaires nécessaires pour mettre fin aux souffrances de la population de Srebrenica et sauver le processus de paix en Bosnie-Herzégovine »*, tandis que plusieurs responsables du HCR ont multiplié les appels.

L'envoyé spécial du HCR dans l'ex-Yougoslavie, Jose Maria Mendulice, a indiqué à Zagreb que son organisation a *« un énorme respect pour ce que le général Morillon a fait pour l'accès à Srebrenica »* et qu'elle souhaite que la FORPRONU réussisse à déployer des « casques bleus » dans la ville.

De son côté, l'ancien premier ministre britannique, Margaret Thatcher, a vivement critiqué, mardi, l'attitude *« passive »* de l'Europe face au conflit en Bosnie-Herzégovine, et plaidé pour la fourniture d'armes aux Musulmans, qui ont *« droit à l'autodéfense »*, ainsi que pour un ultimatum aux Serbes de Bosnie sur le plan de paix.

***« On ne peut pas laisser des personnes innocentes se faire massacrer comme elles le sont maintenant »*, a déclaré Lady Thatcher sur la BBC. *« On ne peut pas continuer cette politique,* [qui consiste à] *nourrir les gens mais à les laisser se faire massacrer »*. L'ancien premier ministre, qui a dit *« avoir honte »* de la Communauté européenne, a accusé les pays occidentaux *« d'être un peu comme des complices du massacre en Bosnie-Herzégovine »*.**

***« La politique actuelle d'aide humanitaire, associée à des négociations et à des tentatives d'obtention d'un cessez-le-feu, n'a clairement pas fonctionné »*, a affirmé Lady Thatcher, estimant que deux politiques restent possibles. *« La première est de veiller à ce que les Musulmans de Bosnie soient armés »*, a-t-elle affirmé, ajoutant qu'ils devraient bénéficier *« d'un soutien aérien total »* si besoin est. L'alternative, a poursuivi l'ancien premier ministre, est un ultimatum aux Serbes sur le plan de paix de Cyrus Vance et David Owen, qui est *« le seul actuellement sur la table de négociations »*, que l'on approuve ses termes ou pas. Le message aux Serbes de Bosnie devrait être : *« Acceptez ce plan dans un certain nombre de jours ou bien nous intervenons »*, a-t-elle conclu. Le vice-ministre russe des affaires étrangères, Vitaly Tchourkine, arrivé à Belgrade mardi pour une troisième série d'entretiens avec les responsables serbes, a immédiatement rencontré le président Slobodan Milosevic.**

L'émissaire américain, Reginald Bartholomew, était attendu à Belgrade mercredi.

Les organisations humanitaires se préparent au « pire des scénarios » à Srebrenica

ZAGREB

de notre correspondant

A son regret, Jose Maria Mendiluce, l'envoyé spécial dans l'ex-Yougoslavie du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), a fait, mardi 13 avril à Zagreb, la chronique de la mort programmée de Srebrenica. A entendre M. Mendulice parler, plus souvent au futur qu'au conditionnel, on imaginait déjà une interminable colonne de milliers de personnes, femmes, enfants, vieillards – *« j'espère qu'il y aura aussi les hommes »*, a-t-il dit – marchant dans la neige, trébuchant pendant une cinquantaine de kilomètres à travers les montagnes, vers Tuzla, fuyant l'enclave musulmane en ruines de Srebrenica tombée aux mains des Serbes. L'envoyé spécial du HCR a estimé, lors d'une conférence de presse dans la capitale croate, que *« Srebrenica ne pourrait être sauvée sans une action décisive au plus haut niveau international »*.

Ne cachant pas son pessimisme, M. Mendiluce a révélé que son organisation *« travaillait sur le pire scénario »* : la prise de l'enclave musulmane de l'est de la Bosnie par les forces serbes qui l'assiègent depuis le début de la guerre et l'attaquent avec une rare violence depuis quelques semaines, tuant, dans la seule journée de lundi 12 avril, au moins 70 personnes, selon des observateurs de l'ONU sur place. Après la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), M. Mendiluce a *« dénoncé de façon la plus ferme ces atrocités commises, malgré le cessez-le feu, contre la population civile de Srebrenica, surpeuplée de personnes déplacées »*. Il a dit exercer *« autant de pressions »* qu'il pouvait *« pour que la communauté internationale fasse tout ce qu'elle peut faire pour arrêter ces atrocités »*.

Sans illusions, le HCR a déjà un plan pour assister l'évacuation de toute la population de l'enclave, a précisé M. Mendiluce. En cas d'offensive finale ou de panique qui déclencherait une fuite de Srebrenica, *« nous déploierons*, a-t-il expliqué, *toutes les ressources que nous avons dans cette zone et celles, en réserve, que nous pouvons envoyer de Zagreb ou d'ailleurs en trois ou quatre heures »* afin de fournir de l'assistance sur *« toutes les routes que les réfugiés vont tenter d'emprunter pour aller, à pied, vers la région de Tuzla. Nous fournirons des camions, quelques bus, avec de la nourriture, des couvertures. Et nous essayerons de transporter ceux qui ne pourront continuer à marcher »*. M. Mendiluce a jugé *« impossible d'évacuer 60 000 personnes en bus ou camions »* car cela nécessiterait *« des centaines »* de véhicules. Mais, a-t-il poursuivi, *« nous établirons, avec des unités mobiles du HCR équipées de radio, une sorte de corridor »*, dont le tracé dépendra finalement de la situation militaire.

Un imprévisible « degré de folie »

La seule protection à laquelle l'envoyé spécial du HCR pense *« est de demander un cessez-le-feu, de demander aux Serbes d'autoriser les gens à traverser »*. En attendant, il pense que la solution pour Srebrenica n'est pas l'évacuation de toutes les femmes et des enfants, ce qui faciliterait une offensive finale serbe, mais *« d'arrêter l'agression, d'arrêter les bombardements, d'arrêter la tuerie, de garantir le déploiement dans la région des Forces de protection des Nations unies »*.

Selon M. Mendiluce, à cette demande de la FORPRONU, le chef des forces serbes de Bosnie, le général Ratko Mladic, a répondu que si le secrétaire général de l'ONU demandait *« par les canaux appropriés »* à la « République serbe de Bosnie » (autoproclamée) le déploiement de troupes, la requête serait examinée par son Parlement. *« Ce qui*, de l'avis du représentant du HCR, *veut dire que nous aurons une réponse dans quelques années et que cela sera trop tard »*. Il a donc estimé que le HCR, accusé d'assister la « purification ethnique » pour avoir déjà évacué près de 8 000 personnes de l'enclave, dont 800 mardi 13 avril, *« ne pouvait condamner des femmes et des enfants à mourir tous les jours sous les bombardements ou faute de soins médicaux, condamner des blessés qui doivent être évacués »*. Pour ceux qui peuvent rester, *« une évacuation au dernier moment est possible »*, car M. Mendiluce ne pense pas qu'*« une attaque massive contre des civils fuyant Srebrenica bénéficierait aux Serbes »*.

Un éventuel massacre – non programmé – semble dépendre de ce qu'il a appelé un imprévisible *« degré de folie »*.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Les réserves de vivres s'épuisent et la famine menace de nouveau en Bosnie

GENÈVE

de notre correspondante

« J'espère que le commandant qui a organisé le bombardement de Srebrenica flambera dans le coin le plus brûlant de l'enfer. Quant aux soldats qui ont chargé leurs armes et ouvert le feu, j'espère que toutes leurs nuits seront pour toujours hantées de cauchemars ; que leur sommeil est déchiré par les cris des enfants et les sanglots des mères [qui] *n'ont plus d'autre choix que d'être transbahutés comme des bœufs ou abattus comme des moutons. »* C'est un responsable du Haut-Commissariat pour les réfugiés en Bosnie, le Britannique Larry Hollingworth, qui faisait, mardi 13 avril, ces déclarations. Qu'il en vienne, comme d'autres responsables du HCR, à renoncer à ce point à toute fausse sérénité diplomatique (et au flegme britannique) donne la mesure de l'indignation qui règne dans les rangs de l'organisation humanitaire internationale.

La cause n'en est pas uniquement le harcèlement que les forces serbes font subir aux populations de Bosnie orientale, mais aussi le spectre de la famine qui de nouveau menace. Le HCR a dû lancer, mardi à Genève, un nouveau cri d'alarme : les réserves s'épuisent, la communauté internationale ne répond plus aux demandes pressantes de fonds indispensables pour sauver de la faim plus de 3 800 000 personnes en ex-Yougoslavie. L'appel lancé au mois de mars pour réunir 817 millions de dollars destinés aux activités des divers organismes humanitaires de l'ONU sur le terrain jusqu'en décembre prochain, n'a pratiquement pas eu d'écho.

La situation est particulièrement désespérée en Bosnie-Herzégovine où, comme l'a écrit le haut-commissaire Sadako Ogata dans une lettre adressée, mardi, aux ministres des affaires étrangères des pays donateurs, *« la survie de 2 300 000 personnes dépend de l'assistance internationale »* et *« la pénurie actuelle de ressources aggrave considérablement les risques qu'elles encourent* [...] *Nous avons maintenant atteint le seuil critique où il manque plus de la moitié des vivres essentiels pour la période avril-juin »*.

Chaque semaine, le HCR réunit à son siège de Genève des représentants des pays donateurs pour leur demander d'accomplir un effort financier, mais il n'a recueilli ces derniers temps aucune réaction tangible. La Communauté européenne, qui avait couvert depuis presque une année 90 % des besoins élémentaires de la Bosnie, n'envoie plus rien depuis la fin du programme d'hiver.

Le HCR s'est par conséquent vu obliger de *« détourner »* 7 400 000 dollars versés par la CEE pour un tout autre programme d'ordre plus général, afin de pouvoir procurer des secours élémentaires d'urgence à ceux qui en ont le plus besoin. Il ne dispose dans ces stocks, situés à l'extérieur de la Bosnie, que de la nourriture suffisante pour cinq jours au maximum, soit 12 tonnes de farine de blé, 500 tonnes de viande en conserve et 500 tonnes de poisson également en conserve.

Selon Sylvana Foa, porte-parole du HCR, il n'y a aucune chance pour que les vivres puissent parvenir à leurs destinataires avant la fin du mois. Ils ne couvriraient à cette date que la moitié des besoins essentiels. M[me] Foa a ajouté que le président bosniaque Alija Izetbegovic, s'est adressé aux pays islamiques qui n'auraient jusqu'à présent apporté aucune aide humanitaire conséquente.

ISABELLE VICHNIAC

POINT DE VUE

Adieu la Bosnie

par Hugues Dewavrin

C'EST maintenant clair, ni les Nations unies, ni l'Europe, ni le gouvernement ne veulent, ni ne peuvent sans doute, sauver la Bosnie. C'est fini. Le rideau va tomber.

Bien « heureusement », la télévision, pendant tout ce conflit, nous aura renvoyé l'image que nous attendions de nous-mêmes : un général plein de panache, les *french doctors* au cœur de la tempête, les colis de nos bambins. L'humanitaire n'est jamais que la forme la moins inélégante du renoncement politique...

Mais je ne voudrais pas, vraiment pas, que nos gouvernants qui sont mes amis continuent de prendre cet air navré en nous expliquant qu'il y a un an tout était possible et que la ligne rouge aujourd'hui se situe au Kosovo et en Macédoine. Soyons plus direct. La « purification ethnique » mise en place par les Serbes a gagné face à notre impuissance. Toute initiative militaire telle que le pilonnage de certaines positions mettrait maintenant en grand danger nos « casques bleus ». L'opinion publique ne l'accepterait pas. Nous allons donc faire semblant. Le strict minimum, sans même laisser aux Bosniaques la possibilité de s'armer pour ne pas mourir à mains nues.

J'ai le vague sentiment que dans un passé récent nous avions été un peu plus exigeants. Excusez le dérangement.

► **Hugues Dewavrin est secrétaire national du Parti républicain.**

□ **CROATIE : renforcement de la FORPRONU.** – Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a recommandé, lundi 12 avril, de renforcer de quelque 2 000 hommes la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) déployée en Croatie, afin de mettre en œuvre l'accord intervenu la semaine dernière entre les autorités de Zagreb et les représentants des Serbes de Krajina (Croatie). Les parties doivent s'engager à accepter que la FORPRONU s'acquitte de toutes les fonctions de police dans ces zones. – *(AFP.)*

□ **MACÉDOINE : négociations à New-York.** – Les médiateurs internationaux, Cyrus Vance et David Owen, espèrent obtenir d'ici à la fin du mois un accord de principe sur les différends qui opposent la Grèce et la Macédoine, a indiqué, mardi 13 avril, leur porte-parole Fred Eckhard, à l'issue d'une première série de négociations à New-York. Athènes et Skopje négocient par l'entremise des coprésidents de la conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie la question du nom définitif de l'Etat admis la semaine dernière à l'ONU sous l'appellation provisoire d'« ex-République yougoslave de Macédoine », et autres « mesures de confiance », parmi lesquelles le drapeau de ce pays et ses frontières internationales, a ajouté M. Eckhard. A Paris, le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a affirmé, mardi, qu'il souhaitait que la médiation de l'ONU *« aboutisse vite »* de sorte que les Douze *« puissent prendre d'un commun accord leur décision »*.

Le « New York Times » et « Newsday » reçoivent le prix Pulitzer pour leur couverture de la guerre

Les journalistes John Burns du *New York Times* et Roy Gutman de *Newsday*, autre quotidien new-yorkais, ont tous deux obtenu, mardi 13 avril, le prix Pulitzer du reportage international pour leur couverture de la guerre dans l'ex-Yougoslavie. John Burns a été distingué pour ses articles *« complets et courageux »* sur la destruction de Sarajevo et les atrocités de la guerre en Bosnie-Herzégovine. Roy Gutman a été récompensé pour ses reportages révélant les violations des droits de l'homme en Croatie et en Bosnie.

D'autres prix Pulitzer – la plus prestigieuse récompense américaine dans le domaine du journalisme – sont allés au *Washington Post* pour ses articles sur le candidat à la présidence Bill Clinton et au *Los Angeles Times* pour sa couverture *« équilibrée et complète »* des émeutes qui avaient suivi l'an dernier l'acquittement des policiers blancs accusés d'avoir passé à tabac Rodney King. – *(AFP.)*

Le groupe RPR et l'action du général Morillon

Selon Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, les élus néo-gaullistes ont rendu, mardi 13 avril, lors de leur réunion hebdomadaire, un *« hommage unanime et sans réserve »* au général Morillon, qui, *« dans des circonstances particulièrement difficiles et là où les gouvernements occidentaux avaient fait preuve de leur carence, pour ne pas dire de leur démission »*, avait *« eu un courage, un panache et un sens de l'initiative qui méritaient d'être salués »*. *« Par contre*, a ajouté M. Pons, *en ce qui concerne la durée de sa mission, le groupe RPR considère que ce sont les autorités compétentes qui doivent en décider et que le RPR n'a pas à s'immiscer dans des décisions qui relèvent essentiellement du ministre de la défense. »*

En fait, les avis exprimés lors de la réunion des députés n'ont pas été aussi unanimes. Si Jean de Lipkowski (Charente-Maritime) a effectivement rendu un hommage vibrant au général Morillon, les députés ont également prêté une oreille très attentive aux propos de Robert-André Vivien (Val-de-Marne), qui s'est élevé contre la *« médiatisation »* que cultive l'officier français, avant de souligner que le mandat de celui-ci était terminé.

DIPLOMATIE

La réunion de Copenhague

Les pays de l'Est réclament un meilleur accès aux marchés d'Europe de l'Ouest

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

Priorité au libre-échange ! Les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) qui, avec la disparition du COMECON et l'implosion de l'URSS, ont perdu l'essentiel de leurs débouchés traditionnels, réclament avec insistance un meilleur accès aux marchés de leurs voisins occidentaux, et en particulier une application moins restrictive des accords d'association que la plupart d'entre eux ont conclus avec la Communauté.

Tel a été le thème central des interventions de leurs ministres, mardi 13 avril, à Copenhague, lors de la première journée de la Conférence sur le développement économique en Europe centrale et Orientale organisée par le gouvernement danois entre représentants d'Europe de l'Est et de l'Ouest (1). La délégation française était conduite par Alain Lamassoure, le ministre chargé des affaires européennes.

Sir Leon Brittan, le vice-président de la Commission de Bruxelles, partage l'idée que l'ouverture des marchés des Douze aux produits des PECO constitue le moyen le plus sûr de faciliter leur transition vers l'économie de marché. Il s'est employé à dénoncer la campagne de désinformation tendant à présenter la possibilité d'exportation à bas prix des pays de l'Est comme un danger redoutable pour les économies occidentales et à exiger, dans la foulée, des mesures de protection aux frontières des Douze.

En fait, a souligné M. Brittan, la Communauté apparaît comme le vrai bénéficiaire de la réorientation du commerce des PECO. Ses échanges avec ceux-ci, traditionnellement déficitaires, sont devenus excédentaires depuis deux ans (plus 1,3 milliard de dollars avec la Pologne, la Hongrie, les Républiques tchèque et slovaque, la Bulgarie). En 1992, les exportations de la CEE vers les PECO ont progressé plus vite que ses importations (20 % contre 11 %).

Tendances protectionnistes

Mettre en avant des statistiques concernant certains secteurs sensibles, tels les produits sidérurgiques ou les textiles, masque cette réalité et peut provoquer *« un alarmisme injustifié »*, a observé M. Brittan. Selon lui, en cas de dumping *« démontré »*, la Communauté dispose de moyens tout à fait suffisants pour se défendre mais, a-t-il averti, son intention n'est d'en faire usage qu'avec prudence et modération.

Une promesse qui sera appréciée par ses interlocuteurs de l'Est. Plusieurs d'entre eux, à l'instar de Luben Berov, premier ministre de la Bulgarie, ont regretté que l'ouverture « asymétrique » des marchés (les barrières protégeant ceux de l'ouest doivent être éliminées plus rapidement) que prévoient les accords d'association avec la CEE, soit remise en cause par *« un usage abusif de droits antidumping, de clauses de sauvegarde ou de mesures de protection vétérinaire »*. La décision récemment prise par Bruxelles d'interdire les importations dans la Communauté d'animaux vivants, de viande et de produits laitiers pour faire barrage à la fièvre aphteuse a ainsi été dénoncée comme illustrant les tendances protectionnistes de la Communauté.

Admettant que *« le commerce est plus efficace que l'aide financière »*, M. Lamassoure s'est prononcé, lui aussi, en faveur d'échanges plus ouverts, à condition cependant que les pays de l'est respectent des conditions de concurrence loyale. Mais le ministre des affaires européennes a particulièrement insisté sur la nécessité de revitaliser le commerce entre les pays de l'Est eux-mêmes. *« Il est paradoxal que des barrières commerciales se dressent entre la Bohême et la Slovaquie, ou entre la Slovénie et la Croatie au moment où on veut les faire disparaître entre la CEE et ces pays »*, a-t-il fait valoir.

M. Lamassoure a expliqué qu'il ne s'agissait, dans son esprit, *« ni de reconstituer le COMECON, ni de chercher à différer indéfiniment des adhésions à l'union européenne. Tout au contraire... »* La France fera des propositions pour encourager des regroupements du type de celui de Visegrad qui rassemble la Hongrie, la Pologne, la Bulgarie, les Républiques tchèque et slovaque, étant entendu que *« ce n'est pas à nous de définir les limitations géographiques et le contenu de tels accords régionaux »*.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Participent à cette conférence, outre les représentants des pays d'Europe centrale et orientale, ceux de la Communauté, de l'Association européenne de libre-échange (AELE), de la Commission européenne, de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

EUROPE

RUSSIE : le procès des putschistes

« Mikhaïl, tu es fatigué, prends trois jours de repos... »

Guennadi Ianaev, principal acteur de la tentative de coup d'Etat d'août 1991 à Moscou raconte les « événements » et ses démêlés avec Gorbatchev et les « fossoyeurs » de l'URSS

MOSCOU

de notre envoyé spécial

A le voir ainsi, en pantoufles et en pull-over, dans son appartement cossu du centre de Moscou, on lui donnerait le Kremlin sans confession à Guennadi Ianaev ! Le chef, du moins officiellement, des putschistes d'août 1991, l'homme qui durant quelques dizaines d'heures a fait peur au monde entier, avant de sombrer, avec ses complices, dans la tragi-comédie, s'explique aujourd'hui presque naïvement sur ce qu'il appelle avec pudeur *« les événements »* d'août 1991. *« Même si votre journal m'a attaqué pendant vingt ans*, prévient-il d'emblée, *je vais tout vous dire, car, comme chrétien, je n'ai pas de rancune. »*

Mais, sous cette apparence paterne, il faut se méfier. L'homme dont les mains tremblaient lorsqu'il lut la première déclaration des putschistes est le symbole même de ces « apparatchiks » rusés, maîtrisant parfaitement la langue de bois et qui sait, au détour d'une phrase apparemment badine, décocher le trait assassin. Ainsi, s'il accorde son « pardon » au *Monde*, il ne manifeste aucune tolérance pour ceux qu'il considère comme les fossoyeurs de l'URSS. A commencer par Boris Eltsine, *« le chef du coup d'Etat contre-révolutionnaire »* et qui devra, un jour, *« répondre de ses actes »*. Eltsine qui, selon Ianaev, veut d'abord profiter de ce procès pour se débarrasser définitivement de Gorbatchev. *« C'est son rêve »*, dit Ianaev, qui estime que les deux hommes *« s'aiment d'un amour... zoologique » (zoologuitcheskaïa lubov)*. L'ancien vice-président, qui jouit d'une solide réputation de bon vivant et dont on a souvent dit qu'il était ivre au moment du putsch, souhaite que Boris Eltsine vienne témoigner au procès, mais, ajoute-t-il perfidement, *« c'est un homme très occupé et ce sera aussi très difficile de trouver un moment où il sera sobre »*.

« Le torturé de Foros »

Autre cible : l'actuel ministre de la défense, le général Pavel Gratchev, qui commandait à l'époque les troupes aéroportées soviétiques, et qui aurait obéi aux ordres des putschistes, tout en tenant la Maison blanche informée. *« Il a trahi. Autrefois, dans l'armée tsariste, si un officier trahissait le code d'honneur, il devait jouer à la roulette russe. »*

Mais, pour l'ancien vice-président, le vrai responsable, c'est Gorbatchev, *« un personnage provincial, médiocre, qui considérait la politique comme une balançoire »*. *« Lui, un spécialiste en matière de construction de l'Etat ? Allons, il était illettré »*, assène Ianaev, qui poursuit : *« Il ne savait jamais rien, ou ne voulait jamais rien savoir ; en mars 1991, par exemple, il a donné l'ordre de faire entrer des troupes à Moscou, mais, en même temps, il me disait de tout faire pour éviter les heurts. C'est tout Gorbatchev, ça : s'il y avait eu un mort, eh bien, il aurait dit qu'il n'y était pour rien, et c'est moi qu'on aurait accusé ! »*

Guennadi Ianaev en vient alors à cette rencontre capitale, le dimanche 18 août, quelques heures avant la proclamation de l'état d'urgence, entre une délégation des « futurs » putschistes, dont il ne faisait pas partie, et Mikhaïl Gorbatchev. *« Ils l'ont averti de ce qu'ils voulaient faire, mais, lui, a répondu qu'il était d'accord pour instaurer l'état d'urgence à condition que ce soit le Soviet suprême qui prenne la décision. »* Ianaev poursuit : *« Alors ils se sont adressés à lui d'une manière simple, populaire, et ils lui ont dit : Mikhaïl, repose-toi pendant trois jours, on fera tout, comme si tu n'étais au courant de rien, on fera semblant de te couper le téléphone. Comme cela, tu ne recevras pas d'appels hystériques. Après, nous convoquerons le Soviet suprême qui instaurera l'état d'urgence et tu n'auras qu'à revenir et accomplir tes fonctions de président. »*

Aujourd'hui, le chef des putschistes se dit *« certain »* que Gorbatchev a donné sa *« bénédiction implicite »* à cette délégation. *« Connaissant les gens qui sont allés voir Gorbatchev, je vous assure que s'ils n'avaient pas été sûrs de son soutien, jamais ils n'auraient engagé cette action ! »* La preuve, selon Ianaev, de ce soutien implicite : s'il n'avait pas été d'accord, alors Gorbatchev aurait réagi. *« Il aurait pu nous faire arrêter, car il avait sa garde personnelle chez lui, il aurait pu prendre l'avion, son avion était là, et rentrer à Moscou. » « Il s'est limité à lire sa déclaration historique devant ses proches »*, ironise l'ancien vice-président. Selon lui, Gorbatchev attendait : *« En cas de victoire du Comité pour l'état d'urgence, il n'avait pas de souci à se faire, il nous connaissait très bien et savait que nous ne le trahirions pas. »*

Et si les démocrates devaient l'emporter ? *« Il pensait revenir à Moscou*, explique Ianaev, *s'entendre avec Eltsine et garder sa place de président, estimant, en plus, que l'image du torturé de Foros allait encore augmenter sa popularité. »* Mais il a perdu. Pourquoi ? *« Sans doute n'avait-il pas pris en considération ce facteur subjectif, à savoir ses relations avec Eltsine. »* De l'influence des « amitiés zoologiques » sur le destin du monde...

Outre cette faute majeure d'avoir fait confiance à Gorbatchev, quelles sont les autres raisons qui expliquent l'échec du putsch ? *« On a écrit que nous avons été idiots, que nous n'avons pas été capables d'organiser un vrai putsch, d'arrêter Eltsine ou quelques députés, que nous n'étions pas des professionnels »*, s'insurge Ianaev. Or, *« ce n'est pas du tout cela ! D'abord, nous avons perdu du temps, c'est en octobre 91 que la lutte avait atteint son apogée entre les forces qui étaient pour un Etat uni et le socialisme et celles qui étaient favorables à la destruction de cet Etat et l'instauration d'un capitalisme dans sa variante latino-américaine et mafieuse »*. Selon Ianaev, le Parti communiste, déchiré par *« les ennemis de l'intérieur »*, ne pouvait plus réagir de manière adéquate. *« Que voulez-vous !*, regrette-t-il. *Quand un organisme ne produit plus d'adrénaline... »*

Autre erreur : avoir appelé des troupes à Moscou. *« Même s'il fallait bien protéger les objets de grande importance économique contre les éventuelles provocations des démocrates. »* D'ailleurs, les militaires avaient reçu l'ordre de ne pas se servir de leurs armes, jure Ianaev, qui pense que les putschistes *« auraient dû s'adresser au peuple, aux collectifs de travailleurs »*.

« Putschistes, nous ? », interroge Ianaev, faussement naïf. *« Eltsine était sur son char, et nous n'avons même pas coupé l'électricité à la Maison blanche ! »* En fait, ce qu'il fallait faire, conclut l'ancien vice-président, c'était convoquer le Congrès avant la signature du traité de l'Union, qui marquait, selon lui, le début du processus de désagrégation et demander aux députés de destituer le président. *« Et, peut-être, de le juger pour haute trahison. »* Peut-être ?

JOSÉ-ALAIN FRALON

Les mains tremblantes qui ont changé l'histoire...

Le 19 août 1991 en début d'après-midi, les Russes sont devant leurs postes de télévision, à guetter la retransmission annoncée, en direct, d'une conférence de presse des représentants du Comité pour l'état d'urgence – le « GéKaTchépé » – dont la radio avait annoncé au petit matin qu'il assumait le pouvoir pour sauver l'URSS. Au centre de la tribune, celui qui est présenté comme leur président, Guennadi Ianaev. Une journaliste russe s'enhardit, demande si ce dernier a « *compris* » qu'il a lancé un coup d'Etat. Pendant que Ianaev balbutie une réponse, la télévision cadre en gros plan ses mains qui tremblent. Beaucoup de Russes raconteront ensuite que c'est à ce moment précis qu'ils ont compris, eux, le peu de sérieux de l'entreprise, à laquelle Eltsine venait d'appeler à résister, juché sur son char.

Il faudra encore une journée d'extrême tension, où des milliers de Moscovites entourent la « Maison Blanche », dont l'assaut a été annoncé, et, dans la soirée, trois morts dans une foule entourant des chars, avant que l'épilogue se joue, le 21, à Foros. Les représentants des putschistes qui se sont rendus auprès de Gorbatchev dans sa villa de la mer Noire sont cueillis sur place et arrêtés. Celui qui perdra trois mois plus tard son poste de président d'une Union soviétique disparue va déclarer : *« Dieu me garde de raconter tout ce que je sais. »* Il doit comparaître au procès comme témoin.

L'Albanie sous perfusion

Suite de la première page

Y a-t-il eu un service de ramassage des ordures ? A en juger par les tas qui encombrent les trottoirs des petites villes ou des faubourgs de Tirana, c'était il y a bien longtemps.

Sans doute y a-t-il eu un pays ici, puisque, pour le défendre, Enver Hodja a fait construire ces 700 000 petits bunkers qui, eux, restent debout comme autant de pieds-de-nez à ses successeurs. Des statues de Lénine, de Staline ou de Hodja, on en a déboulonné partout, y compris en Albanie. Mais quand tout est à faire, peut-on s'offrir le luxe de dynamiter 700 000 bunkers ?

Pourtant, en 1993 à Tirana, tout le monde vous dira que *« ça va beaucoup mieux qu'il y a un an »*. C'est objectivement vrai : les coupures d'électricité sont un peu moins fréquentes, les femmes osent de nouveau sortir seules l'après-midi – le soir il n'en est toujours pas question – et, surtout, on trouve à manger. Cher, bien sûr, mais une armée de vendeurs à la sauvette ou, plus sérieux, de petits commerçants installés dans des boutiques récemment privatisées proposent désormais barres de chocolat, Marlboro, oranges grecques ou cuisinières électriques turques, et apprennent les règles de la concurrence.

Pour un peuple qui en a été réduit à piller les dépôts d'aide alimentaire au risque de se faire tuer, c'est énorme. Dans les campagnes, il arrive de voir des paysans (des femmes, surtout) travailler la terre, qui est à présent la leur. Le pays est calme – un miracle quand on pense que le revenu réel, de 1991 à 1992, a chuté de 55 %. *« L'ordre public a été rétabli*, se félicite le président Sali Berisha, dont le Parti démocratique a célébré en mars son premier anniversaire d'exercice du pouvoir. *L'an dernier, l'Albanie a importé plus de réfrigérateurs qu'en cinquante ans. »* Pour lui, c'est indéniable, *« il existe une reprise économique albanaise »*. Et même si *« l'Albanie vit des jours difficiles, en un an*, nous a-t-il affirmé, *la réforme économique a donné des résultats qui rendent irréversible le processus de transition vers l'économie de marché »*.

Le FMI est content

Sur le papier en effet, le FMI est satisfait, ses sacro-saints critères respectés : contrôle de la masse monétaire, du déficit budgétaire, pas d'hyperinflation, taux de change relativement stable, prix libérés... Dans la réalité, bien des signes viennent tempérer le bel enthousiasme du président Berisha, cardiologue de son état, un homme chaleureux, bourré d'énergie et doté d'un certain charisme.

Car cette économie de marché, en vérité, fonctionne d'une drôle de manière : si l'Albanie a pu importer des réfrigérateurs, ce n'est pas grâce aux revenus de sa production intérieure, qui demeure paralysée, mais à ceux des Albanais partis travailler à l'étranger, c'est-à-dire dans les pays qui les acceptent. Diverses estimations chiffrent à quelque 300 000 le nombre d'Albanais travaillant, légalement ou clandestinement, en Grèce, et à 75 000 ceux qui se trouvent en Italie, soit au total un peu plus de 10 % de la population albanaise, qui rapportent quelque 400 millions de dollars par an.

Dans le sud du pays, chaque famille a au moins un membre expatrié, grâce auquel elle subsiste. Les Albanais seraient évidemment beaucoup plus nombreux à émigrer si la frontière grecque et l'Europe leur étaient plus ouvertes. Et si, au contraire, on fermait la soupape grecque ? *« Ce serait la guerre civile »*, vous répond-on invariablement... Au bout du compte, si l'Albanie survit aujourd'hui, c'est portée à bout de bras de l'extérieur, par ses expatriés et par l'aide humanitaire d'urgence de la CEE. Un pays, en somme, sous perfusion.

« Dans tous les pays pauvres, l'émigration a joué un grand rôle, justifie le président Berisha. *Regardez l'Italie, l'Espagne, le Portugal... »* Le « marché aux devises » de Tirana, aux abords de la place Skanderbeg, où en plein air, des groupes d'hommes debout, calculette en main, s'échangent fébrilement des liasses de drachmes et de leks, pourrait donner l'illusion qu'effectivement, tout ça fait tourner l'économie. Mais elle tourne artificiellement puisque, le pays ne produisant pas grand-chose, l'argent gagné en Grèce arrive en Albanie où il permet d'acheter... des produits importés de Grèce.

Cinq millions d'oliviers

« L'Albanie ne produit pas, n'a pas de croissance, mais consomme et enrichit les pays voisins en recyclant l'argent qui s'y gagne ! », ironise Gramoz Pachko, ex-cofondateur, avec Berisha, du Parti démocratique avec lequel il a rompu l'an dernier pour fonder l'Alliance démocratique. *« Les Albanais font en Grèce des travaux que personne d'autre ne veut faire*, poursuit-il. *Ils construisent la Grèce ! Mais pourquoi ne construisent-ils pas l'Albanie ? »*

Les travailleurs émigrés ont fait entrer en Albanie l'an dernier plus de 20 000 voitures, rétorque M. Berisha ; *« Peut-être feraient-ils mieux d'ouvrir des boutiques. Le problème, c'est qu'ils savent gagner de l'argent, pas investir. »* Un problème, en effet, d'autant plus que les Albanais ne sont pas les seuls à ne pas investir : les étrangers ne se bousculent pas non plus. Un expert occidental raconte que des responsables de la firme de production d'huile d'olive italienne Bartolli, intéressée par les cinq millions d'oliviers que compte l'Albanie, ont fait dix-sept fois le voyage à Tirana, sans parvenir à arracher une décision à leurs interlocuteurs albanais. Au dix-septième, ils se sont lassés.

La firme américaine Chevron, qui a remporté le contrat d'exploration de pétrole offshore, a dépensé beaucoup d'argent pour installer ses techniciens à Durres, sur la côte albanaise ; mais les tracasseries administratives ont eu raison des techniciens et Chevron a replié tout son dispositif sur Bari, en Italie, d'où elle continue l'exploration, à un rythme beaucoup plus lent.

Quant à l'aide humanitaire, elle est partout. Sur le dos des écoliers, sous la forme d'un petit sac de nylon jaune et vert qui leur sert de cartable. Sur les tables du petit déjeuner à l'hôtel Dajti, le « meilleur » hôtel de Tirana, où les paquets de sucre portent l'inscription : *« Dono del popolo e del governo italiano »*. Dans l'une des rares usines qui fonctionnent, l'usine de pain, grâce à la farine communautaire. A la maternité, où les sept couveuses, les trois tables d'accouchement, les médicaments et jusqu'au détergent pour laver les sols proviennent de dons. Avec une aide de 400 millions de dollars sur dix-huit mois, à fonds perdus, l'Albanie a bénéficié par habitant du plus gros effort de la CEE.

Reste que cette assistance, comme son nom l'indique, est une aide d'urgence. Qu'elle ne résoud pas le problème de la restructuration du secteur d'Etat, ni le drame de la misère du Nord albanais, ni celui de l'absolu dénuement des services publics : éducation, santé, équipement... Elle fournit le détergent pour les sols de la maternité, mais pas les douches ni les arrivées d'eau qui pourraient permettre aux accouchées de se laver.

Pour passer à l'étape suivante, il manque encore aux Albanais la conscience du bien commun, ce *« sens de l'appartenance à un pays »*, comme dit Gramoz Pachko, susceptible de les motiver. Il faut aussi que le président Berisha évite de se laisser distraire dans sa tâche par l'aile radicale de son parti, plus préoccupée par de vaines épurations, par une pseudo-justice sociale (qui l'amène à remettre en question la privatisation des petits commerces ou à faire harceler le maigre secteur privé par une « police financière » omnipotente) et par la préservation de son propre pouvoir que par la reconstruction du pays.

SYLVIE KAUFFMANN

La rafle des clandestins

KAKAVIA
(frontière gréco-albanaise)

de notre envoyée spéciale

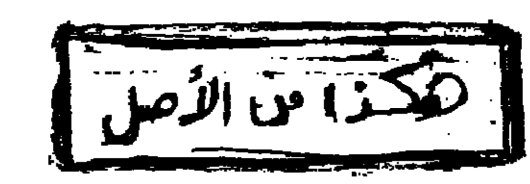
Les premiers à faire demi-tour, à pied, sont un jeune couple. Elle est blême et s'appuie sur son mari. Souffrant, dit-elle, d'un problème de thyroïde, elle voulait se faire soigner en Grèce, où lui, chimiste, travaille depuis deux ans dans une boutique de jeans. Mais son dossier médical n'a pas convaincu les policiers grecs, qui l'ont refoulée.

Cinq minutes plus tard, un bus bleu de la police se gare côté grec. Une trentaine d'hommes en descendent et, piteux troupeau, franchissent, la tête basse, le *no man's land* qui les sépare de l'Albanie : retour à la case départ. C'est la rafle quotidienne des clandestins. A leurs habits, on reconnaît ceux qui ont réussi à travailler plusieurs mois avant de se faire pincer. Leonardo, les traits creusés, n'a pas eu cette chance : cela faisait à peine cinq jours qu'il était passé en Grèce, à pied dans la montagne. Il venait de trouver un travail dans l'agriculture. Maintenant, il va retourner chez lui, à Vlorë, à une centaine de kilomètres. Comment ? Il ne sait pas, quelle importance...

Mynyr, lui, travaillait depuis six mois dans une écurie près d'Athènes. Il voulait changer d'emploi et s'est fait contrôler en achetant un billet d'autocar. Il faudra bien qu'il y retourne, ne serait-ce que pour récupérer l'argent qu'il n'a pas eu le temps de prendre ! Amers, ils disent avoir été traités *« comme des animaux »*. Pourtant, ils recommenceront : *« On n'a pas le choix. Ici, il n'y a pas de travail. »* L'ambassade de Grèce à Tirana donne des visas, *« pas assez »*. *« Mais plus*, relève un autre, *que l'ambassade de France ! »*...

S. K.





EUROPE

L'Italie en quête d'air pur

II. – *Une action économique d'envergure à laquelle le temps va manquer*

Après avoir évoqué la vie quotidienne en Calabre (*le Monde* du 14 avril), nous poursuivons notre série sur l'Italie avec le premier bilan des réformes économiques engagées par le gouvernement de M. Amato.

Etonnante économie italienne ! Alors que la crise politique menace les efforts de redressement accomplis depuis l'été, la lire s'est redressée, mardi 13 avril, sur les marchés des changes. Alors que les ministres du gouvernement Amato démissionnent les uns après les autres, que les inculpations n'épargnent plus personne, les chefs d'entreprise font montre d'un moral à toute épreuve. Illusions d'un peuple sur ses propres capacités à se réformer et à rejoindre le club fermé des grands pays industrialisés ? Peut-être. Mais pourquoi, alors, les investisseurs étrangers font-ils à nouveau confiance à l'Italie en y plaçant leurs capitaux ?

« Nous avons mené une très bonne politique économique », assure sans rire un banquier milanais. Avant d'ajouter, après un silence plein d'humour : *« Bien involontairement. »* Allusion est ainsi faite à la forte dévaluation de la lire qui, depuis la crise de septembre, a perdu 21 % de sa valeur contre le franc et 22 % contre le mark. Avec ces chiffres en tête, on comprend mieux pourquoi les industriels italiens ont retrouvé une grande partie de leur optimisme.

Les disciplines du SME (système monétaire européen) ont longtemps gêné les pays à monnaie faible alors qu'elles favorisaient les pays à monnaie forte, c'est-à-dire à inflation contenue. Alors que la sous-évaluation du franc dopait les performances françaises à l'exportation, la surévaluation de la lire freinait les ventes italiennes sur les marchés étrangers. Ce que les partisans du traité de Maastricht et de ses disciplines appelaient *« les effets vertueux du SME »* était probablement en train d'étouffer les pays à inflation forte comme la Grande-Bretagne, l'Espagne et bien entendu l'Italie. D'une certaine façon, et faute d'avoir corrigé à temps des parités devenues complètement irréalistes, la crise monétaire de septembre a remis les pendules à l'heure au détriment des pays dont les monnaies sont restées dans le SME. *« Appelez cela la revanche italienne sur l'Allemagne »*, suggère un homme d'affaires italien, qui ajoute en guise d'excuse : *« Il n'y avait pas de revanche à prendre sur la France. »* Il n'empêche.

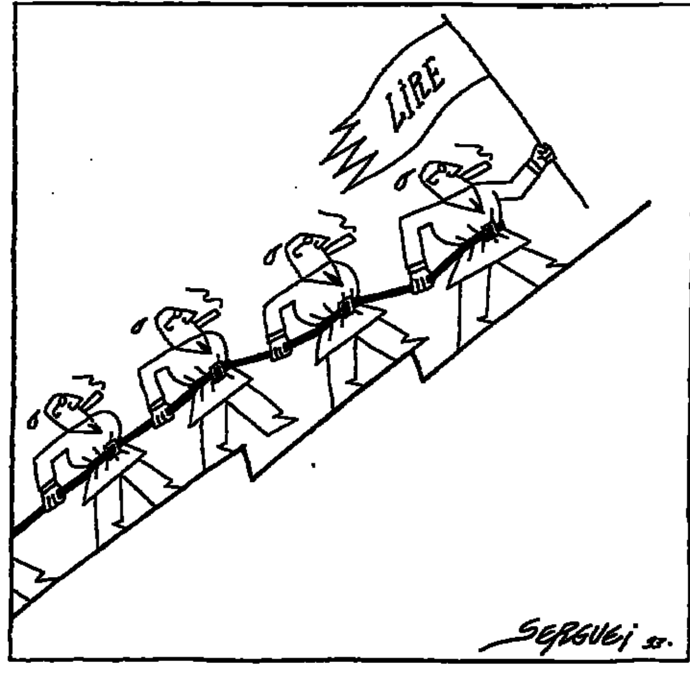
Les calculs fort compliqués de la Banque centrale montrent qu'avant la crise monétaire de septembre les coûts unitaires s'étaient alourdis nettement plus vite en Italie que dans les autres pays étrangers. Les pertes de compétitivité étaient évaluées à environ 10 %. La lire ayant perdu un peu plus de 20 % de sa valeur vis-à-vis des monnaies fortes, on peut, *grosso modo*, estimer que les exportateurs italiens bénéficient maintenant d'une confortable prime de compétitivité. Prime dont ils profitent pour augmenter leurs marges et gagner beaucoup d'argent, vis-à-vis des pays de la CEE, tandis que leurs exportations progressent à des rythmes réellement étonnants dans le reste du monde (25 % sur un an).

L'optimisme italien apparaîtrait tout de même un peu étrange s'il ne se fondait que sur la dévaluation plus ou moins forcée de la lire. Dévaluation sauvage et, pour l'heure, très avantageuse, mais qui renferme en elle-même bien des dangers, et d'abord celui d'un redémarrage de l'inflation. Si les chefs d'entreprise et, semble-t-il, une bonne partie de la population, ne se laissent pas abattre par la crise politique, espérant toujours faire partie de l'Europe de Maastricht, c'est qu'ils ont l'impression que les mesures de rigueur imposées par M. Amato sont les bonnes. Aussi douloureuses soient-elles.

« Désinflation des salaires »

En dix mois d'existence, le gouvernement de M. Giuliano Amato n'a pas eu, c'est le moins qu'on puisse dire, la tâche facile. Nommé en juin 1992 à la suite d'une vague de scandales à répétition, alors même que les difficultés économiques s'amplifiaient dans le pays, M. Amato n'a guère lésiné sur les moyens. Dès le mois de juillet, un premier train de mesures de restrictions budgétaires était annoncé, accompagné d'une ferme volonté de réaliser la *« désinflation des salaires »*. Premier volet des mesures d'urgence : un plan d'économies budgétaires destiné à contenir le déficit public en 1992. Au cours des années 80, la situation des finances publiques italiennes s'était fortement détériorée, jusqu'à atteindre en 1985 le niveau record de 13,8 % du produit intérieur brut (PIB). En dépit des quelques progrès réalisés depuis, les objectifs ambitieux annoncés chaque année à l'occasion de la présentation du budget n'avaient jamais été réalisés.

En 1991, le déficit budgétaire italien s'élevait à 150 000 milliards de lires (environ 520 milliards de francs) – 10,7 % du PIB, – soit le taux le plus élevé de la CEE après celui de la Grèce. Un niveau qui reste très supérieur aux conditions fixées par le traité de Maastricht : pas plus de 3 % du PIB. Le déficit primaire (hors service de la dette) a été fortement réduit au cours de la deuxième partie des années 80, revenant de 6 % du PIB en 1985 à 0,5 % en 1991. Mais cet effort n'a pas été suffisant pour compenser la charge croissante des intérêts versés au titre d'une dette publique exhorbitante : 60 % du PIB en 1980, 104 % en 1991.



Annoncé au mois de juillet 1992, lors du traditionnel collectif budgétaire de milieu d'année, le premier plan Amato visait donc à redresser en priorité les dérapages enregistrés depuis l'adoption de la loi de finances pour 1992, qui prévoyait initialement un déficit de 128 000 milliards de lires, soit 8,5 % du PIB. Ces nouvelles mesures devaient engendrer près de 30 000 milliards de lires d'économies – l'équivalent d'une centaine de milliards de francs ou 2 % du PIB – et ramener le déficit budgétaire de l'année en cours à son niveau de 1991. Elles étaient constituées pour un tiers par des réductions de dépenses liées à la moindre progression des salaires publics. Côté recettes, le plan instituait une imposition exceptionnelle sur le patrimoine : 0,2 % sur les immeubles et 0,6 % sur les dépôts bancaires et postaux. Une mesure jugée maladroite, qui a miné la confiance sans rapporter grand-chose. Figurait aussi dans le plan une hausse des contributions sociales à la charge des travailleurs autonomes (+ 1 %) et des salariés (+ 0,8 %). Enfin, le nouveau gouvernement annonçait une accélération du programme de privatisations, programme à l'étude depuis plusieurs années : les quatre grandes entreprises publiques italiennes (IRI, ENI, ENEL et INA) furent placées sous l'autorité centralisée du Trésor et transformées début juillet en société par actions.

Le plan d'urgence adopté au cours de l'été 1992 comportait une seconde partie aussi importante qu'indispensable : la rigueur salariale. Fin juillet, à l'issue de négociations tripartites, le gouvernement obtenait des syndicats la suppression de l'échelle mobile, quarante-six ans après son adoption. Réclamée depuis longtemps par la Confindustria (le patronat italien), qui tenait depuis plusieurs années la *scala mobile* pour responsable de l'inflation et de la perte de compétitivité de l'industrie, cette suppression s'est accompagnée d'un gel du traitement des fonctionnaires en 1993. Avec, pour seule compensation, une augmentation mensuelle de 20 000 lires (70 francs), dont devraient également bénéficier les salariés du secteur privé, l'accroissement du salaire nominal serait donc limité à 1 % sur dix-huit mois.

En réalité, la hausse des salaires s'était déjà nettement ralentie depuis le début de 1992. Sur l'ensemble de l'année dernière, l'augmentation des salaires dans l'ensemble de l'économie a été limitée à 4,7 %. Grâce aux gains de productivité, les coûts salariaux unitaires ont augmenté nettement moins vite, eux aussi : + 4 % après + 8 % en 1991.

L'ensemble de ces mesures n'avait pourtant pas suffi à rassurer complètement les marchés. La prime de risque payée sur les taux d'intérêt était restée très forte, tandis que l'agence de notation Moody's déclassait au mois d'août, pour la deuxième fois en un an, la dette publique italienne libellée en devises. Enfin, l'annonce faite par le gouvernement de geler, en juillet, le passif extérieur de l'EFIM, l'un des plus grands holdings publics du pays, avait encore accentué la déprime des marchés.

Par trois fois pendant l'été 1992, la Banque centrale d'Italie avait été obligée de relever son taux d'escompte – passé de 12 % en juillet à 15 % en septembre – afin de maintenir la lire à l'intérieur de la bande étroite du SME, intégré en janvier 1990. Cette politique n'avait cependant pas suffi pour compenser le peu de crédibilité dont souffrait l'économie. On sait ce qu'il advint en septembre. Trois jours seulement après la sortie de la lire du SME, le gouvernement annonçait un nouveau plan d'austérité : *« Nous avons à payer le prix fort et à faire des sacrifices douloureux pour redonner du crédit à notre politique »*, déclarait alors M. Amato.

Depuis l'automne 1992, le taux d'escompte de la Banque centrale d'Italie a été ramené progressivement à 11,5 %.

« De véritables réformes structurelles »

Voté le 12 novembre 1992 par le Sénat et définitivement adopté en un temps record, le 22 décembre, par le Parlement italien (*le Monde* du 31 décembre 1992), le nouveau « plan Amato » comprend des mesures drastiques d'économies budgétaires. Au total, près de 93 000 milliards de lires – l'équivalent de 320 milliards de francs ou 6 % du PIB – doivent être économisées en 1993, permettant, dans le cadre du programme d'ajustement budgétaire triennal (1993-1995), de stabiliser le déficit public à 150 000 milliards de lires en 1993 (9,3 % du PIB) et de le réduire par la suite à 7,3 % du PIB en 1994 puis à 4,7 % en 1995.

« Contrairement aux expédients décidés par les gouvernements précédents, le plan Amato a convaincu par son souci de mettre en place de véritables réformes structurelles », souligne un économiste de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). En novembre 1992, le programme de privatisation annoncé au mois de juillet était pour la première fois largement détaillé, confirmant notamment la volonté du gouvernement de réduire le contrôle de l'Etat sur le système bancaire et financier italien. Outre la mise en œuvre progressive de ce programme, dont le gouvernement vient d'approuver le calendrier, le plan Amato prévoit une augmentation des recettes de l'ordre de 50 000 milliards de lires, provenant principalement d'un durcissement de l'imposition directe. Certaines exonérations fiscales en cas d'acquisition de logement, de primes d'assurances et de frais médicaux disparaissent ; les travailleurs indépendants, dans une volonté de lutte contre la fraude fiscale, seront dorénavant soumis à une taxe minimum calculée à partir d'une estimation forfaitaire des revenus. Enfin, les collectivités locales percevront le produit d'un nouvel impôt sur les immeubles et les zones industrielles, représentant 0,6 % de la valeur cadastrale.

Côté dépenses, 43 000 milliards de lires pourraient être économisées. Outre le gel des salaires dans la fonction publique en 1993, annoncé au mois de juillet 1992, le gouvernement s'est vu conférer au mois d'octobre des pouvoirs spéciaux dans les domaines de la santé, des pensions et des transferts aux collectivités locales. En matière de retraites, les nouvelles dispositions réduisent les pensions, dorénavant indexées sur l'inflation programmée et non plus sur l'évolution des salaires réels. L'âge de la retraite sera progressivement porté de cinquante-cinq à soixante ans pour les femmes et de soixante à soixante-cinq ans pour les hommes. Dans le domaine de la santé, au-delà de plafonds variables selon les revenus, les ménages ne bénéficieront plus de la gratuité des soins, sauf en cas d'hospitalisation. Le ticket modérateur a, par ailleurs, été relevé pour les services publics de santé.

Si ce vaste plan d'austérité a largement contribué à rassurer les investisseurs et les bailleurs de fonds internationaux – la CEE a consenti en début d'année un prêt de 8 milliards d'écus à l'Italie, en fonction toutefois des progrès de l'assainissement budgétaire, – il intervient dans une période de récession économique qui n'a guère épargné le pays. Sur l'ensemble de l'année dernière, la croissance s'est limitée à 1,2 % et le gouvernement vient de ramener de 1,5 % à 0,5 % ses prévisions pour 1993.

Parallèlement à une chute de la production industrielle de 3 % en 1992, le taux de chômage atteignait 11,3 % de la population active à la fin de l'année dernière contre 10,9 % en 1991. L'application du plan Amato ne va pas stimuler la consommation des ménages, longtemps le moteur de la croissance italienne. Au second semestre 1992, son ralentissement s'est accentué, sous le double effet de la diminution des salaires réels et de la compression du pouvoir d'achat des revenus disponibles après impôts. Signe des temps : les ventes d'automobiles sont en fort recul, phénomène rare en Italie.

D'une certaine façon, la crise politique, dont on attend la fin, soutient les espérances d'un pays qui a beaucoup travaillé et beaucoup investi depuis quinze ans. Un pays dont la foi européenne semble toujours aussi grande ; malgré les sacrifices qu'imposera pendant longtemps aux Italiens la volonté de rejoindre l'union économique et monétaire. Aux côtés de la France et de l'Allemagne *« qui a si mal soutenu la lire dans la tempête de septembre 1992... »*

OLIVIER PIOT
et ALAIN VERNHOLES

Prochain article :

Pérouse, l'optimiste

Un plan de privatisations ambitieux

Annoncé par M. Amato dès la formation de son gouvernement, en juin 1992, détaillé et présenté au Parlement en novembre, le plan de privatisations du secteur public a été finalement approuvé, jeudi 8 avril, par le gouvernement italien (*le Monde* du 10 avril). Il concerne les quatre grands groupes publics italiens, l'Institut national d'assurance (INA), la compagnie nationale d'électricité (ENEL), la compagnie nationale d'énergie (ENI) et l'Institut pour la reconstruction industrielle (IRI).

Au total, le plan triennal de cessions d'actifs de certaines des filiales de ces holdings devrait rapporter près de 27 000 milliards de lires (environ 95 milliards de francs) à l'Etat, soit 7 000 milliards de lires en 1993, et 10 000 milliards de lires chacune des deux années suivantes. Un fonds spécial – Fondo d'ammortamento – a été en outre créé pour recueillir le produit de ces privatisations, en vue d'une réduction de la dette publique italienne.

A titre de comparaison, *« le produit annuel moyen des privatisations au Royaume-Uni de 1982 à 1991 a représenté l'équivalent de 8 000 milliards de lires »*, rappelle la direction de la prévision. En janvier 1992, un premier obstacle à ces privatisations avait été levé grâce à l'adoption d'une loi permettant aux entreprises à capitaux publics d'être transformées en sociétés anonymes.

En juin de la même année, les quatre groupes sont donc convertis en sociétés par actions, avec le Trésor pour principal actionnaire. Au total, seul le produit des cessions des entreprises du groupe IRI, estimé à 12 000 milliards de lires, ne reviendrait pas au Trésor, mais servirait à combler une partie des dettes du holding (68,4 milliards de lires). Selon une étude de la Banque de France (1), les quatre groupes publics représentent désormais une capitalisation de 55 000 milliards de lires, soit 30 % du marché des actions.

Un marché étroit

Jusqu'ici dans sa phase préparatoire – la restructuration des filiales les plus saines et la recapitalisation, voire la liquidation, des activités déficitaires – le calendrier de la vente des actifs vient d'être précisé par le gouvernement italien, accélérant des procédures jugées trop lentes par M. Amato. Les premières privatisations devraient débuter le mois prochain et concerner des sociétés dont le chiffre d'affaires annuel représente un total de 177 000 milliards de lires, soit l'équivalent de 600 milliards de francs.

Si le plan prévoit des délais assez longs pour la cession des filiales de l'ENI – en dehors de la société industrielle Nuovo Pignone (turbines à gaz), privatisable en mai –, de l'ENEL (seulement à partir de 1994) et de la STET (téléphone-télématique) entre 1994 et 1995, la privatisation de SME (produits alimentaires du groupe IRI) est prévue pour mai, suivie en juin-juillet de celle de son secteur restauration.

La vente des activités d'assurance de l'INA suivra, accompagnée du désengagement de l'Etat du secteur bancaire de l'IRI, avec la cession, en août, de sa participation dans la banque publique Credito Italiano, la sixième banque italienne – où l'IRI détient 67 % – de la Banca commerciale italiana (57 %), au mois de décembre, et Banco di Roma (35 %) ensuite.

Etant donnée l'étroitesse du marché italien, le gouvernement a prévu différentes mesures afin de faciliter le transfert des titres de ces sociétés. La Consob (l'autorité de tutelle des Bourses italiennes) recommande l'utilisation des techniques d'offre publique d'achat (OPA) ou de vente, dans le but de favoriser la transparence des opérations. Des avantages fiscaux et des facilités de souscription – comme l'utilisation des bons du Trésor pour l'achat des titres – ont été arrêtés. Enfin, l'ouverture aux capitaux étrangers et la création de fonds de pension privés devraient être favorisées.

O. P.

(1) « La situation économique à l'étranger, Italie », *Banque de France*, n° 82, janvier 1993.

□ RECTIFICATIF. – C'est par erreur que nous avons écrit, dans *le Monde* du 27 mars, que le président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, avait participé lorsqu'il était étudiant à un chahut dirigé contre Manuel Fraga Iribarne, qui dirigeait lui-même alors le gouvernement. M. Fraga Iribarne n'a jamais occupé ce poste. Il était à l'époque de ces faits ministre du tourisme et de l'information du général Franco, poste où il fut nommé en 1962 et qu'il occupa sept ans.

□ **Suicide d'un conseiller municipal de Pescara.** – Valterio Cirillo, un conseiller municipal démocrate-chrétien de la ville de Pescara, mis en cause dans les conditions d'attribution d'un contrat de travaux publics en informatique, s'est donné la mort, lundi 12 avril, en se jetant du toit de son immeuble, ce qui porte à sept le nombre de suicides liés au scandale de la corruption en Italie, a rapporté mardi la radio publique GR-1. Il a laissé une lettre dans laquelle il proclame son innocence et demande une réforme du système politique. – (*Reuter.*)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après l'assassinat de Chris Hani

Couvre-feu dans la région du Cap

Trois villes de la région du Cap ont été déclarées *« zones de troubles »* par le gouvernement, mardi 13 avril, à la veille des multiples rassemblements prévus dans tout le pays à la mémoire de Chris Hani, dirigeant du Congrès national africain (ANC) et du Parti communiste sud-africain (SACP) assassiné samedi dernier.

Trois personnes ont été tuées dans la journée, lors d'incidents entre manifestants et forces de l'ordre, dans la province du Cap. La qualification *« zone de troubles »* implique notamment un couvre-feu, l'interdiction du port d'armes et des pouvoirs accrus pour les forces de l'ordre. *« La situation est très sérieuse et s'aggrave nettement, mais nous arrivons à la maîtriser »*, a déclaré un porte-parole de la police. En raison des obsèques de Chris Hani, fixées au lundi 19 avril, les négociations multipartites sur l'avenir du pays ont été reportées d'une semaine, à la demande de l'ANC. Elles devraient reprendre le 26 avril.

Mardi, la police a reconnu pour la première fois que les éléments en sa possession tendaient à prouver que l'assassinat de Chris Hani était bien politique. Elle a également annoncé qu'elle enquêtait sur l'hypothèse selon laquelle le meurtrier n'aurait pas agi seul, d'autres suspects étant recherchés. Un groupuscule d'extrême droite prônant la suprématie blanche en Afrique du Sud, les « Loups blancs », a affirmé mardi que l'assassin présumé, Janusz Walus, était un de ses militants. Le chef du parti néonazi AWB, Eugène Terreblanche, avait révélé lundi que cet homme était membre de son parti depuis 1986. – *(AFP, Reuter.)*

ASIE

CAMBODGE : affirmant qu'elle n'y est plus en sécurité

La délégation des Khmers rouges a quitté Phnom-Penh

Les Khmers rouges ont quitté, mardi matin 13 avril, la résidence qu'ils occupaient à Phnom-Penh, à proximité du Palais royal. Ce départ, qui n'avait pas été annoncé à l'avance, a pris la capitale cambodgienne par surprise. Il ne reste en effet plus aucun Khmer rouge sur place, tout le personnel, y compris les chauffeurs et les gardes, ayant suivi Khieu Samphan, qui dirigeait la délégation. Ce dernier, selon diverses sources à Phnom-Penh, a laissé un message d'explication adressé au prince Sihanouk, président du CNS (Conseil national suprême qui regroupe les quatre factions khmères).

Dans ce texte, il assure que les Khmers rouges *« demeurent fidèles aux accords de Paris (...). A en juger par la situation actuelle, nous constatons que nous n'avons pas suffisamment de sécurité pour continuer à travailler avec le CNS à Phnom-Penh »*. Accusant le chef de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), Yasushi Akashi, et le premier ministre du régime de Phnom-Penh, Hun Sen, d'avoir mis en cause la responsabilité des Khmers rouges dans l'escalade de la violence dans le pays, Khieu Samphan ajoute : *« En portant une telle accusation contre nous, ils créent une situation qui ne peut pas nous garantir suffisamment de sécurité pour continuer à travailler à Phnom-Penh. Voilà pourquoi nous nous voyons contraints de quitter provisoirement notre bureau. »* La délégation devrait regagner une des zones khmères rouges jouxtant la Thaïlande, sans doute celle de Pailin. – *(AFP, UPI, Reuter, AP.)*

Les pourparlers sur Hongkong

Un compromis fragile semble avoir été trouvé entre Londres et Pékin

LONDRES

de notre correspondant

Les discussions sino-britanniques concernant l'avenir de Hongkong reprendront le 22 avril, à Pékin. Cette décision, annoncée simultanément, mardi 13 avril, dans les capitales chinoise et britannique, marque la fin – du moins momentanément – d'une polémique qui n'a cessé de prendre de l'ampleur depuis cinq mois à la suite de l'annonce des propositions de réformes faites par M. Chris Patten, gouverneur de Hongkong (*le Monde* du 10 avril).

Ces pourparlers seront consacrés aux dispositions envisagées pour les élections de 1994 et 1995, les premières désignant les conseils de districts, les secondes devant permettre le renouvellement des membres du Conseil législatif (Legco), assemblée dont le rôle sera déterminant après 1997, lorsque Hongkong reviendra à la Chine.

M. Patten avait provoqué l'ire des dirigeants chinois en rendant publiques, le 7 octobre 1992, ses propositions visant à démocratiser le Legco. Le gouverneur estime que cette réforme va dans le sens de la déclaration conjointe sino-britannique de 1984 sur l'avenir du territoire et respecte la Loi fondamentale *(Basic Law)*, sorte de mini-Constitution qui régira Hongkong après 1997.

Alors que Londres cherche à rendre le Legco aussi autonome que possible avant cette échéance incertaine, les Chinois sont hostiles à toute initiative qui permettrait au territoire de s'entourer de garde-fous démocratiques. La polémique a pris un tour acerbe ces derniers mois, Pékin demandant le rappel à Londres du gouverneur. Celui-ci menaçait, faute d'accord, de demander au Legco de voter sur ses propositions ; la Chine, de son côté, agitait la menace de représailles commerciales. Le compromis, qualifié par M. Patten de *« victoire du bon sens »*, semble justifier la détermination de Londres, tout en restant extrêmement fragile.

Il tient en effet à la composition de la délégation britannique. La Chine a accepté que trois de ses membres soient des représentants de la colonie, revenant ainsi sur sa position de principe selon laquelle les pourparlers doivent être menés par les seuls délégués de *« deux Etats souverains »*. Londres, pour sa part, admet que les représentants de Hongkong ne figurent dans sa délégation que pour *« soutenir »* son chef, Sir Robin McLaren. L'accord permet donc de sauver la face de chaque pays, mais ne préjuge pas d'une quelconque évolution de la position chinoise.

Il est en effet probable que Pékin va chercher à utiliser ces nouvelles discussions pour continuer un lent travail psychologique auprès de la population de Hongkong : si celle-ci est, dans l'ensemble, plutôt favorable au gouverneur et à ses propositions démocratiques, les milieux d'affaires, en revanche, ne veulent à aucun prix irriter les dirigeants chinois.

LAURENT ZECCHINI

PROCHE-ORIENT

La reprise des négociations israélo-arabes

Suite de la première page

La rencontre d'Ismaïlia, mercredi 14 avril, entre le *raïs* égyptien et le chef de l'exécutif israélien, la seconde depuis le retour au pouvoir de M. Rabin en juin dernier, s'inscrit dans le cadre des efforts diplomatiques intenses qui ont été déployés ces quatre derniers mois sous la houlette des Américains.

En fait, la reprise du processus de paix n'est jamais apparue aussi urgente qu'en ce moment. Au Liban sud, dans la « zone de sécurité » occupée depuis une dizaine d'années par Israël, les combattants chiites du Hezbollah pro-iranien ont tendu mardi aux soldats juifs une embuscade à la bombe télécommandée qui a fait trois morts et deux blessés graves (*le Monde* du 14 avril). Israël, qui a perdu deux autres soldats depuis le début de l'année, a riposté par de puissantes cannonades (deux cents obus), des tirs de roquettes, plusieurs raids aériens et des mitraillages au sol par hélicoptères de combat de type Cobra. Au moins cinq personnes auraient été blessées.

Au même moment, dans les territoires occupés de Gaza et de Cisjordanie, l'atmosphère est de plus en plus tendue. Le ratissage des camps de réfugiés par l'armée se poursuit activement et près de quarante militants recherchés, sur environ deux cents, auraient été arrêtés. Dans le même temps, les manifestations populaires contre la présence des soldats continuent. En deux semaines, 4 Palestiniens ont été tués et 66 blessés par des tirs de l'armée. Bouclées depuis la fin du mois dernier et jusqu'à une date indéterminée, des milliers de familles, parmi les près de deux millions de personnes qui vivent dans les territoires, commencent à manquer d'argent pour se nourrir.

« Pas question de lever le bouclage », a répété M. Rabin. *« La priorité des priorités, c'est la sécurité des Israéliens. »* Seuls 5 000 Palestiniens, parmi les 70 000 qui avaient un emploi régulier et légal en Israël, ont pu reprendre leur travail. Plus de 12 000 autres, interdits d'entrée sur le territoire israélien avant la fin mars, n'ont pas reçu leurs salaires pour le mois en question. La levée du blocus ainsi imposé aux populations palestiniennes figure parmi les gestes de bonne volonté que le président Moubarak, à la demande de Yasser Arafat, va solliciter de son hôte israélien.

Fort de l'appui du président Clinton, dont il était l'hôte au début de la semaine dernière, et de la confiance relative des parties en cause, le *raïs*, qui dirige le seul pays arabe à avoir fait la paix avec l'Etat juif il y a quinze ans, joue à merveille un rôle d'intermédiaire qui ne peut, dans son esprit, que rehausser le prestige régional de son pays. Mardi, à la veille de son sommet avec Itzhak Rabin, M. Moubarak a donc reçu au Caire le président de l'OLP, Yasser Arafat, ainsi que celui qui apparaît de plus en plus comme son second, Fayçal al-Husseini, chef en titre, désormais, des délégations palestiniennes aux négociations bilatérales et multilatérales avec les Israéliens. A l'issue des entretiens auxquels il a participé le chef de la diplomatie égyptienne Amr Moussa s'est déclaré *« optimiste »* quant à la reprise du processus de paix.

L'acceptation par Israël du numéro un de l'OLP dans les territoires occupés, en tant que délégué palestinien à part entière, constitue, selon l'entourage de M. Rabin, une partie du prix politique que l'Etat juif se devait de payer, après l'expulsion massive de décembre, pour sauver la conférence de paix. Ce geste, dont la signification fait l'objet d'interprétations divergentes, est reçu par les Palestiniens comme un double signe.

D'abord, il illustre la reconnaissance progressive du rôle de l'OLP dans les négociations. Ensuite, M. Husseini étant résident de la partie orientale de Jérusalem, officiellement annexée par Israël en 1981, son inclusion dans la délégation indiquerait que l'Etat juif, qui a proclamé la ville sainte sa *« capitale éternelle »*, serait prêt à en discuter, plus tard, le statut définitif. Cette interprétation est évidemment niée avec la dernière énergie par les dirigeants juifs. Reste que les Palestiniens, eux aussi, considèrent la ville comme la capitale de leur futur et éventuel Etat et qu'on ne voit pas très bien comment un accord total et définitif entre les parties pourrait être conclu sans une négociation sur ce délicat sujet. En tout état de cause, Jérusalem n'est pas à l'ordre du jour.

Le problème des expulsés

Sous la pression des Américains et des autres parties arabes – Syrie en tête, – les Palestiniens ont accepté, au grand dam des intéressés toujours coincés dans un *no man's land* au sud-Liban, de ne plus faire du retour immédiat des quelque quatre cents bannis, le préalable à leur participation au processus. *« Plus de mille deux cents autres Palestiniens ont été expulsés à vie de leurs territoires depuis l'occupation israélienne de 1967 »*, a rappelé Fayçal Husseini. Manière de dire que le retour de ces vétérans, pour la plupart activistes de l'OLP, peut paraître plus urgent que celui des « quatre cents de décembre ». Après tout, susurre-t-on dans les milieux palestiniens modérés de Jérusalem, ces gens, outre qu'ils appartiennent pour l'essentiel à des mouvements fondamentalistes opposés à l'OLP et au processus de paix, n'ont été bannis que *« temporairement »*, c'est-à-dire jusqu'à la fin de cette année.

De source proche de la présidence du conseil israélien, on indique que M. Rabin serait prêt à autoriser le retour chez eux d'une cinquantaine d'anciens exilés perpétuels. Yasser Arafat en demanderait le double. Dans le même temps, cohésion et cohérence politico-nationale obligent, il insiste pour que l'ordre d'expulsion temporaire des quatre cents soit réduit de quatre ou cinq mois. Sur ce point, les Israéliens laissent entendre que les commissions militaires spéciales qui avaient été mises en place sur l'insistance des Etats-Unis, vont réétudier les dossiers des bannis et permettre le retour anticipé d'un certain nombre d'entre eux.

Une liste de cent une personnes, autorisées à rentrer immédiatement, avait été mise au point il y a deux mois, mais à la demande « pressante » de leurs leaders sur place, les expulsés de décembre avaient rejeté en bloc, ce qu'ils appelaient une *« tentative de division »*. Les autorités militaires israéliennes s'apprêteraient maintenant à publier les noms des 101 « amnistiés » et à en ajouter d'autres. M. Rabin aurait également accepté de prendre l'engagement, auprès de son allié américain et non vis-à-vis des Palestiniens en tant que tels, de ne plus recourir à l'arme des expulsions *« sauf dans des circonstances exceptionnelles »*.

De toute façon, a encore déclaré mardi M. Moussa, plus que les expulsés, *« le sujet qui compte surtout pour les Palestiniens est celui de leur autodétermination et de l'échange des territoires contre la paix »*. En clair, il est question maintenant de l'essence même du processus de paix. C'est cela qui a été abordé mardi entre le *raïs* et ses hôtes palestiniens. C'est de cela dont il devait être question mercredi à Washington à l'occasion d'une série de *« préconsultations »* entre les délégués palestiniens et certains de leurs homologues des pays arabes avec l'administration Clinton. L'idée est évidemment d'essayer d'obtenir davantage de concessions israéliennes, mais aussi, et peut-être surtout, de s'assurer de la garantie américaine que les « gestes » consentis par M. Itzhak Rabin, seront effectivement suivis d'effet.

PATRICE CLAUDE

A TRAVERS LE MONDE

HAÏTI

Les États-Unis envisagent de participer à la réorganisation de l'armée

« Dans le cadre d'une solution politique globale », les Etats-Unis *« pourraient participer »* à la réorganisation et à la professionnalisation de l'armée haïtienne, a déclaré, mardi 13 avril, le porte-parole de la Maison Blanche, George Stephanopoulos. Cette question *« a été évoquée comme élément d'un possible accord »* pour résoudre la crise haïtienne, a-t-il poursuivi, précisant que les Etats-Unis *« espèrent que les négociations vont continuer et aboutir »*.

Le porte-parole s'exprimait à l'issue d'un entretien entre le président Clinton et M. Dante Caputo, représentant spécial de l'ONU et de l'Organisation des Etats américains (OEA). Ce dernier devait entamer mercredi une cinquième mission à Port-au-Prince, dans le but de faciliter une issue négociée à la crise provoquée par le renversement, le 30 septembre 1991, du président élu Jean-Bertrand Aristide. De son côté, le premier ministre haïtien Marc Bazin a exposé mardi un plan prévoyant notamment une amnistie générale *« sans équivoque »* en échange de la *« reconnaissance »* de la légitimité du Père Aristide en tant que président élu. – *(AFP, Reuter.)*

IRAK

Nouvelle mise en garde des Occidentaux

A la suite d'un récent incident entre avions américains et DCA irakienne au nord du 36e parallèle (*le Monde* daté 11-12 avril), les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont adressé, mardi 13 avril, un nouvel avertissement à Bagdad pour lui signifier leur détermination à faire respecter la zone d'exclusion aérienne dans ce secteur.

Les représentants à l'ONU de ces trois pays ont convoqué leur homologue irakien, M. Nizar Hamdoun, pour lui faire part de leur préoccupation à la suite de cet *« incident inadmissible »*. Le Pentagone avait affirmé vendredi dernier que la défense antiaérienne irakienne avait ouvert le feu sans les atteindre sur quatre avions américains, qui avaient riposté en larguant des bombes à fragmentation. – *(AFP.)*

MAROC

Amnesty International demande la libération des « disparus »

Dans un rapport publié mercredi 14 avril, Amnesty International a lancé un appel au gouvernement marocain *« pour qu'il libère les derniers « disparus » et mette une fois pour toutes un terme aux « disparitions »*.

Les témoignages de personnes « disparues » pendant des périodes allant jusqu'à dix-huit ans révèlent, selon l'organisation humanitaire, l'existence au Maroc de centres de détention secrets, où *« les prisonniers sont totalement coupés du monde extérieur et détenus sans inculpation ni jugement, le plus souvent dans des conditions effroyables qui mettent leur vie en danger »*. Amnesty International invite les autorités marocaines à nommer une commission d'enquête *« indépendante et impartiale »*, chargée de visiter tous les lieux réputés être de tels centres de détention, et demande la libération de toutes les personnes incarcérées *« illégalement »*.

EN BREF

□ **AFGHANISTAN : reprise des affrontements entre factions moudjahidines à Kaboul.** – Des dizaines de civils ont été blessés à Kaboul lors de violents échanges de tirs, lundi soir 12 et mardi 13 avril, entre factions rivales de moudjahidins, a-t-on appris de sources hospitalières. Cette reprise des affrontements qui intervient malgré le cessez-le-feu signé par huit factions de moudjahidins il y a cinq semaines, a aussi fait des morts. La plupart de ces affrontements ont opposé les chiites du Hezb-i-Wahdat aux forces loyales au ministre de la défense, Ahmed Chah Massoud, ont indiqué des blessés, mais, selon un collaborateur du commandant Massoud, des roquettes ont été tirées par des forces de Gulbuddin Hekmatyar, chef des fondamentalistes du Hezb-i-Islami. –

□ **ALGÉRIE : un officier de police assassiné.** – Trois hommes armés de pistolets-mitrailleurs ont tué lundi 12 avril le chef de la sûreté de la sous-préfecture de Larbaa, au sud d'Alger, a-t-on indiqué de sources policières. Les agresseurs ont réussi à prendre la fuite. Par ailleurs, un gendarme a été blessé, mardi à Blida, par quatre hommes armés, qui sont eux aussi parvenus à s'enfuir. Depuis le début du mois, deux membres des forces de l'ordre et onze civils ont été tués dans des attentats attribués aux islamistes. – *(AFP.)*

□ **ANGOLA : les combats continuent malgré les pourparlers d'Abidjan.** – Des combats opposaient les forces gouvernementales et celles de l'UNITA à Kuito, dans le centre du pays, mardi 13 avril, tandis que les pourparlers de paix se poursuivaient à Abidjan (*le Monde* du 14 avril). D'autre part, l'état-major de l'armée a accusé l'UNITA d'avoir partiellement détruit, vendredi 9 avril, le siège du gouvernement dans l'enclave de Cabinda.

□ **ÉTATS-UNIS : M. Clinton nomme un responsable de la sécurité nucléaire.** – Le président Bill Clinton a nommé, mardi 13 avril, Ashton Carter au poste de secrétaire adjoint à la défense chargé des affaires de sécurité nucléaire et de la non-prolifération des armements. Jusqu'alors directeur du Centre pour la science et les affaires internationales à l'université Harvard, M. Carter est un spécialiste reconnu des questions stratégiques. – *(AFP.)*

□ **GABON : barrages de protestation sur les routes.** – Des barrages routiers, bloquant toute circulation dans le centre et le sud du Gabon, ont été mis en place par des habitants qui veulent protester contre leurs conditions de vie, a-t-on appris mardi 13 avril de sources informées. A Owan, des manifestants armés de fusils de chasse interdisent l'accès à la ville depuis plus d'une semaine afin de dénoncer l'absence de réseau de distribution d'eau et d'électricité. Pour ces mêmes motifs et pour réclamer le goudronnage des routes, d'autres barrages seraient en place à Mouila, et sur les principaux axes routiers de cette région du sud du pays. – *(AFP.)*

□ **MONGOLIE : le président sortant candidat de l'opposition à l'élection présidentielle.** – Le chef de l'Etat mongol, Punsalmaagiyn Ochirbat, écarté de la course présidentielle par le Parti populaire révolutionnaire (PPRM, ex-communiste au pouvoir), a accepté, lundi 12 avril, de se présenter au nom de la coalition d'opposition des partis national-démocratique et social-démocratique à l'élection du 6 juin prochain, la première au suffrage universel. Le PPRM avait choisi comme candidat Lodongiyn Toudev, connu pour sa rigueur idéologique communiste. – *(Reuter.)*

□ **PHILIPPINES : 42 morts dans des combats entre l'armée et les rebelles communistes.** – Des combats entre l'armée et les maquisards communistes ont fait 42 morts au cours du week-end aux Philippines, a-t-on appris, lundi 12 avril, de source autorisée. Ces affrontements ont eu notamment pour théâtre la ville de Jones, dans la province montagneuse d'Isabela, à 230 kilomètres au nord de Manille : trente membres de la Nouvelle Armée du peuple (NAP) et deux soldats y ont été tués. Ce sont les combats les plus meurtriers depuis l'offre de pourparlers de paix faite par le président Fidel Ramos peu après son investiture en juin 1992. – *(Reuter.)*

□ **RWANDA : 900 000 réfugiés menacés de famine et d'épidémies.** – Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a lancé, mardi 13 avril à Genève, un appel urgent en faveur de 900 000 Rwandais, regroupés dans des camps et menacés par la famine et les épidémies. Ces personnes, qui ont fui les combats opposant les forces armées et le Front patriotique rwandais (FPR), dans le nord du pays, *« risquent une catastrophe majeure sur le plan humanitaire »*, selon le CICR.

□ **SALVADOR : les assassinats politiques continuent malgré la fin de la guerre civile.** – Bien que les violations des droits de l'homme aient diminué ces derniers mois, depuis la fin d'une guerre civile de douze années, les assassinats pour motifs politiques continuent au Salvador, a signalé la mission d'observateurs des Nations unies (ONUSAL) dans son dernier rapport publié mardi 13 avril. Entre juin 1992 et janvier 1993, 106 assassinats et 165 cas de menaces de mort pour motifs politiques ont été répertoriés. Des groupes organisés agissent impunément, constate la mission, qui met l'accent sur la nécessité d'une réforme de l'appareil judiciaire. – *(AFP.)*

□ **VIETNAM : Hanoï dément les informations du *New York Times* sur les prisonniers de guerre américains.** – Hanoï a rejeté, mardi 13 avril, les informations du *New York Times* selon lesquelles un rapport secret aurait minimisé le nombre de prisonniers de guerre américains détenus dans ses geôles pendant la guerre du Vietnam (*le Monde* du 14 avril). Il s'agit d'une *« invention mal intentionnée »* a affirmé le ministère des affaires étrangères de Hanoï. Pour sa part, Washington a demandé à rencontrer le général vietnamien Tran Van Quang, qui serait l'auteur de ce document, pour *« discuter du problème directement avec lui »*. – *(AFP.)*

□ **ZAÏRE : des militaires ont encerclé les résidences de M. Tshisekedi et de plusieurs de ses ministres.** – Des militaires ont encerclé, mardi 13 avril, à Kinshasa, les résidences d'Etienne Tshisekedi et de plusieurs des ministres de son cabinet. Le gouvernement de Faustin Birindwa les accuse d'avoir emporté des biens de l'Etat. M. Tshisekedi, démis par le président Mobutu en février et soutenu par l'opposition, avait nommé vendredi son propre gouvernement, par décret. D'autre part, un porte-parole de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a indiqué mardi que l'un des fils de M. Tshisekedi a été victime d'une tentative d'enlèvement, lundi, à Bruxelles. – *(AFP.)*



POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

M. Séguin souhaite «redonner un sang nouveau» à la procédure des questions au gouvernement

L'Assemblée devait inaugurer, mercredi 14 avril, la nouvelle formule des questions au gouvernement destinée à «redonner un sang nouveau» à une procédure entrée en vigueur en 1974 dans le but d'instaurer un dialogue direct entre les députés et les ministres sur des sujets d'actualité.

«Le poids de prérogatives reconnues au gouvernement pour contenir les excès du parlementarisme est devenu excessif. (...) Il est impératif de convenir d'une pratique nouvelle». Lorsque le nouveau président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, a solennellement réaffirmé, le 2 avril, la nécessité d'une réhabilitation du rôle du Parlement, les habitués du Palais-Bourbon se sont souvenus que ses prédécesseurs, au premier rang desquels Laurent Fabius, avaient déjà sacrifié à un tel plaidoyer, devenu quasi rituel. Le thème de la «rénovation du travail parlementaire» avait même connu son heure de gloire dans les années 1990-1991 mais une telle mobilisation n'avait pas eu les effets curatifs escomptés.

Les bonnes intentions de M. Séguin sont-elles promises à un pareil enlisement? A entendre le nouvel occupant de l'hôtel de Lassay avertir que *«se refuser»* à *«l'évolution»* pourrait *«causer bien des déboires»*, on est toutefois enclin à accorder le bénéfice du doute à une fermeté qui n'hésite pas à dramatiser de la sorte l'enjeu de la partie qui s'engage.

Comme il n'était pas nécessaire d'attendre très longtemps pour adresser un premier «signal», la conférence des présidents de l'Assemblée nationale a annoncé, le 8 avril, que le moment était venu de *«redonner un sang nouveau»* à la traditionnelle séance des questions au gouvernement du mercredi. Découlant de l'article 48 de la Constitution qui prévoit qu' *«une séance par semaine est réservée par priorité aux questions des membres du Parlement et aux réponses du gouvernement»*, la procédure actuelle est véritablement entrée en vigueur à partir de juin 1974 en vertu d'un consensus établi coutumièrement entre l'exécutif et le législatif, et entre les groupes politiques (1). Ouverte chaque mercredi à 15 heures, la séance voit se succéder durant une heure cinquante questions des députés – le temps de parole est proportionnel aux effectifs des groupes – et réponses des ministres concernés, ces derniers ayant été informés environ deux heures auparavant du sujet des questions.

La retransmission télévisée en direct sur France 3, devenue systématique à partir d'octobre 1981, a contribué à faire de ce rendez-vous, auquel assiste très souvent le premier ministre, un événement attendu. Même si l'opinion ne retient le plus souvent que les échanges de quolibets et les claquements de pupitres, près d'un million de téléspectateurs suivent assidûment ce rituel de la vie parlementaire française où chacun se plaît à identifier «son» député dans l'encombrement des travées.

Une confidentialité difficile à respecter

La formule a toutefois fini par donner quelques signes de faiblesse en raison de son manque de spontanéité. Le spectacle de ministres lisant mécaniquement des notes rédigées par leurs cabinets en a émoussé l'intérêt. La pose que prennent souvent des orateurs transfigurés par un éphémère honneur télévisé a ajouté à cette dérive dans l'artifice. Conscient de ces travers, Laurent Fabius, ancien président de l'Assemblée, avait déjà institué, en complément de ces questions au gouvernement du mercredi, la formule dite des «questions cribles» à l'occasion desquelles, chaque jeudi entre 15 h et 16 h, les députés «passent au crible» l'activité d'un ministre donné. La règle est que celui-ci ne soit pas tenu informé des questions. Cette réforme a toutefois été d'un intérêt inégal, trop de questions restant empreintes de considérations locales limitées à la circonscription du député (2).

Le nouveau chantier qui s'ouvre se propose d'abandonner ces «questions cribles» pour se concentrer uniquement sur la séance des questions au gouvernement du mercredi. Ainsi a-t-il été décidé de réduire la durée de cette séance de une heure cinquante à une heure vingt (le RPR disposera de trente minutes, l'UDF de vingt-cinq minutes, le PS de quinze minutes et le PC de dix minutes) et surtout d'interdire la communication préalable du thème de la question aux ministres. Si la première innovation n'introduit pas une réelle rupture dans la tradition – la durée n'était que d'une heure sous les cinquième et sixième législatures, – la seconde ne jouera pleinement que pour les députés de l'opposition.

Faut-il en effet croire Bernard Pons, président du groupe RPR, lorsqu'il prétend que les députés de la majorité *«joueront le jeu»* de cette confidentialité? Comment celle-ci pourra-t-elle être sauvegardée dans un contexte marqué par la multiplicité des connexions nouées entre le gouvernement et sa majorité? A moins d'imaginer un refroidissement des liens entre les deux parties, le respect scrupuleux de cette consigne s'annonce pour le moins délicat. Il sera en tout cas l'occasion de vérifier la sincérité des bonnes résolutions affichées.

FRÉDÉRIC BOBIN

(1) *Les Questions à l'Assemblée nationale* (Assemblée nationale, 1992).

(2) *Le Travail parlementaire sous la cinquième République*, de Jean-Pierre Camby et Pierre Servent (Montchrestien, 1992).

La réforme du code de la nationalité sera examinée à partir du 5 mai

Les députés et les sénateurs devront patienter encore un peu. Quinze jours après sa nomination, les cartons d'Edouard Balladur sont en effet toujours vides de textes de loi. Dans l'attente du collectif budgétaire prévu pour la mi-mai, comme le premier ministre l'a indiqué mardi 13 avril devant le groupe UDFC, le gouvernement comptera sur l'initiative parlementaire.

Pour tromper l'attente des députés, un débat d'orientation sur la ville et les banlieues sera organisé le 27 avril, et se poursuivra éventuellement le 28 ou le 29, mais les véritables travaux législatifs débuteront début mai avec le 4, l'examen d'une proposition de loi sur l'extension du droit de vote par procuration aux retraités et aux étudiants, et surtout, le 5 mai, la discussion de la proposition de loi réformant le code de la nationalité votée par le Sénat le 21 juin 1990.

A l'initiative de Charles Pasqua, alors président du groupe RPR au palais du Luxembourg, cette proposition de loi, inspirée d'une proposition déposée à l'Assemblée nationale en juin 1989 par Pierre Mazeaud (RPR), avait été votée à l'improviste au cours d'une séance de nuit, sans examen préalable par une commission. La gauche n'avait pas pris part au vote après avoir quitté l'hémicycle pour montrer son hostilité à la procédure utilisée par la majorité sénatoriale.

A l'Assemblée nationale, les étapes classiques de l'examen législatif seront respectées afin d'éviter de donner prise à la polémique. En réponse aux députés UDFC devant lesquels il s'est engagé à venir tous les quinze jours, M. Balladur s'est contenté d'indiquer qu'à ses yeux la nationalité ne devait pas être confondue avec la sécurité.

La commission des lois devrait donc désigner, jeudi 15 avril, son président, M. Mazeaud, comme rapporteur de la proposition de loi. M. Mazeaud avait déjà été rapporteur du dernier projet de loi réformant le code de la nationalité, en octobre 1972. La commission commencera ses travaux par l'audition, le jeudi suivant, de Marceau Long, qui présida la commission des sages sur la nationalité dont les conclusions avaient été reprises dans la proposition de loi rédigée par M. Mazeaud. Le débat en séance publique de la proposition de loi devrait durer du 5 au 7 mai.

Une troisième proposition de loi, d'origine UDFC, portant sur la décentralisation de la formation professionnelle, pourrait ensuite être examinée le 11 mai. Le groupe UDFC ne compte cependant pas se cantonner dans un rôle de pourvoyeur de textes de loi. Son président, Charles Millon (UDF-PR), a indiqué en effet sur RTL, mardi 13 avril, que ses députés *«ne veulent être ni godillots ni béni-oui-oui»* et *«qu'ils auront une exigence de sévérité sur la mise en œuvre des réformes»* du nouveau gouvernement. Des propos relayés par Philippe Vasseur (UDF-PR), secrétaire général du Parti républicain, qui a affirmé, mercredi 14 avril, sur Europe 1, que le PR sera *«un parti indiscipliné mais loyal»* au sein de la majorité.

GILLES PARIS

Succédant à Jean-Pierre Soisson

Jean-François Bazin (RPR) est élu président de la région Bourgogne

Ce qu'il n'avait pu réaliser le 27 mars 1992 avec Dominique Perben, député et maire de Chalon-sur-Saône, le RPR le réussit aujourd'hui avec Jean-François Bazin. L'adjoint au maire de Dijon, Robert Poujade, qui avait conduit la liste de l'Union pour l'avenir de la Bourgogne (RPR-UDF) en Côte-d'Or, a été élu mardi 13 avril, au troisième tour, président du conseil régional de Bourgogne par 23 voix contre 17 à Claudette Brunet-Lechenault (MRG), 6 à Pierre Jaboulet-Vercherre (FN), 5 à Louis Vincent (divers droite), 3 à Jean-Marie Langoureau (PC), 1 à Jean-Pierre Soisson, 1 bulletin blanc et 1 abstention.

DIJON

de notre correspondante

M. Bazin, conseiller régional depuis 1978 et premier vice-président de Marcel Lucotte, puis de Raymond Janot, de 1985 à 1992, succède à Jean-Pierre Soisson qui, un an après son élection controversée, s'était démis du poste de président au lendemain des législatives après que le budget eut été voté avec les voix du Front national.

Le vote est intervenu au bout de quatre heures d'une séance interrompue par six suspensions à la demande de la majorité des groupes de l'Assemblée. Jusqu'au troisième tour, le groupe des 21 élus solidaires de Jean-Pierre Soisson (10 PS, 2 MRG, 5 Verts, 2 Génération Ecologie et 2 France unie) ont tenté de convaincre l'ancien président de se présenter à sa propre succession. Arithmétiquement, Jean-Pierre Soisson se trouvait en effet capable de rassembler sur son nom autant de voix (23) que l'Union pour l'avenir de la Bourgogne, les deux élus Bourgogne-nature-tradition, s'étant ralliés à lui pour voter le budget 1993. En vain.

En milieu de journée, le maire d'Auxerre, réélu député le 28 mars, confirmait son refus, déclarant : *«Si le budget avait été voté dans d'autres conditions* [NDLR : sans les voix du FN], *si l'ouverture que j'appelais de mes vœux était devenue effective, je ne me serais pas présenté aux élections législatives et j'aurais gardé la présidence de la Bourgogne.»* En outre, alors que les voix de France unie s'étaient portées aux deux premiers tours du scrutin sur le candidat socialiste, Eugène Tesseire, Jean-Pierre Soisson suscitait, au troisième tour, la candidature-surprise de Louis Vincent (divers droite). Il espérait que grâce à cet ancien élu de l'Union pour l'avenir de la Bourgogne, qui a rejoint en septembre dernier les représentants de Chasse, Nature, Pêche, Traditions, des voix UDF manqueraient à Jean-François Bazin.

Ce stratagème n'a pas eu les effets escomptés. Jean-François Bazin a été élu avec les 23 voix de son groupe, pas une de plus, pas une de moins, alors que la candidature suscitée par Jean-Pierre Soisson a retiré 5 voix à la candidate «de rassemblement» présentée par les socialistes et les écologistes, Claudette Brunet-Lachenault (MRG). *«C'est un vote clair et incontestable»*, devait dire le nouveau président qui ne redoutait qu'une chose : que le FN ne l'enferme dans le piège tendu il y a un an à Jean-Pierre Soisson.

Libéré de cette inquiétude, Jean-François Bazin a, sitôt son élection acquise, prononcé un discours d'ouverture en direction des écologistes et des élus Chasse, Nature, Pêche, Traditions auxquels il a proposé une vice-présidence. Au nom des écologistes, Thierry Grosjean, porte-parole des Verts, a repoussé cette offre : *«Il n'est pas question de cautionner votre politique»*, a-t-il dit. Le groupe des deux chasseurs a, en revanche, proposé un candidat pour la treizième et dernière vice-présidence. France unie leur a emboîté le pas en acceptant également de participer à l'exécutif. Quant à la première vice-présidence, elle revient à Jean-Marc Nesme, député UDF et maire de Paray-le-Monial, qui avait brigué le fauteuil de président lors des primaires au sein de l'UAB.

CHRIS MAISIAT

[Né le 26 juillet 1942 à Dijon, journaliste, Jean-François Bazin a été élu au conseil municipal de sa ville natale en mars 1971. Membre du RPR, adjoint au maire depuis mars 1977, il siège au conseil régional depuis 1978 et il en avait été le premier vice-président de 1985 à mars 1992.]

□ **Michel Mouillot renonce aux poursuites engagées contre Louise Moreau.** – Le maire de Cannes, Michel Mouillot (UDF-PR) a renoncé, mardi 13 avril, à poursuivre Louise Moreau, député (UDF) des Alpes-Maritimes, contre laquelle une plainte pour manipulation de témoignage avait été déposée devant le tribunal correctionnel de Grasse. France 2 avait diffusé le témoignage d'une employée de la mairie cannoise affirmant avoir participé, avec d'autres employés, à la campagne d'affichage de Pierre Botton, candidat aux élections législatives à Lyon. M. Mouillot avait porté plainte en diffamation contre France 2. Entre les deux tours des élections, M. Mouillot avait estimé que ce témoignage avait été manipulé, et porté plainte contre Mme Moreau.

La nomination de trente-neuf secrétaires nationaux

M. Juppé veut mettre le mouvement chiraquien «en ordre de bataille» pour la présidentielle

Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et secrétaire général du RPR, a défini, mardi 13 avril, les objectifs que s'assigne le mouvement chiraquien dans un contexte marqué par l'entrée dans le gouvernement de nombreux membres de son ancien état-major. Selon M. Juppé, le RPR poursuivra le triple objectif de *«se mettre en ordre de bataille pour assurer l'élection de Jacques Chirac»* au prochain scrutin présidentiel, de *«soutenir l'action du gouvernement»* et de *«faire en sorte que notre puissance militante, qui a fait merveille, ne tombe pas en sommeil»*. M. Juppé a précisé que le conseil national du mouvement se réunira le 28 avril pour *«ratifier»* son maintien au poste de secrétaire général du parti. L'élection du nouveau trésorier – Jacques Boyon, qui occupait cette fonction, a été élu président de la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale – et des trente membres du bureau politique aura également lieu à cette occasion.

Outre vingt et un délégués généraux (*le Monde* du 14 avril), la nouvelle commission exécutive du RPR comprend trente-neuf secrétaires nationaux :

Christine Albanel (culture), Paul Aurelli (mouvements associés), Nourdine Cherkaoui (jeunesse), Colette Codaccioni (solidarité et vie quotidienne), Bertrand Cousin (communication), Olivier Dassault (relations économiques extérieures), Christian Estrosi (sécurité civile), Hervé Fabre-Aubrespy (questions énergétiques), Danièle Giazzi (vie associative), Jean-Pierre Giran (emploi), Jean Gougy (transports et télécommunications), Marie-Thérèse Hermange (famille et problèmes de notre temps), Marie-Antoinette Isnard (Français de l'étranger), Antoine Joly (auprès du secrétaire général), René-Yves Joseph (enseignement-Français de l'étranger), Pierre Lataillade (problèmes de la mer), Jean-Claude Laurent (Français musulmans), Gérard Leban (vie de l'entreprise), Jean-Louis Léonard (technologies nouvelles), Serge Lepeltier (infrastructures), Vincent Le Roux (animation, action militante et vie du mouvement), André Lesueur (DOM-TOM), Thierry Mariani (tourisme), Jean-Claude Mignon (Europe centrale et orientale), Renaud Muselier (relations avec le monde méditerranéen), Armel Pecheul (enseignement supérieur et recherche), Pierre-André Périssol (logement), Clarisse Perotti (développement industriel), Eric Raoult (banlieues), Marie-Thérèse Raymond (anciens combattants), Georges Repeczky (sections d'entreprises et professionnelles), Simone Rignault (éducation), Monique Rousseau (emploi féminin), Frédéric de Saint-Sernin (auprès du secrétaire général), Suzanne Sauvaigo (rapatriés), Michel Teulet (services publics et fonction publique), Jean Tibéri (Ile-de-France), Jean Ueberschlag (apprentissage), Bruno Vincent (commerce, artisanat).

Dénonçant une «manipulation»

Jean-Pierre Chevènement ne participera pas aux états généraux du PS

Jean-Pierre Chevènement a rendu publique, mardi 13 avril, une «Lettre ouverte aux socialistes», datée du 7 avril, dans laquelle il appelle les militants du PS à ne pas cautionner *«la manipulation d'états généraux qui seront, sous une parodie de démocratie, un vrai-faux congrès». «N'acceptez pas la transformation du parti, fondé il y a vingt-deux ans à Epinay, en un parti démocrate à l'américaine, où vous seriez réduits, demain, à jeter des confettis sous les pas d'un candidat imposé par l'establishment!»* écrit le député du Territoire de Belfort.

«Chers camarades, lance M. Chevènement, *vous n'êtes pas des serfs attachés à la glèbe, qu'on pourrait s'adjuger avec le domaine, ni des esclaves qu'on vendrait à la criée, des «encartés» à la merci d'un vote effectué à la sauvette, par une nuit sans lune, au sein d'un comité soi-disant directeur, né d'un congrès tenu il y a trois ans et sans représentativité. Vous êtes des militants responsables!»* L'ancien ministre de la défense invite les socialistes à participer aux assises nationales du Mouvement des citoyens, qu'il anime, les 1er et 2 mai prochain à Paris.

Proche de Michel Rocard et membre de la direction provisoire du PS, Jean-Paul Huchon répond, mercredi, dans *Globe-Hebdo*, à la proposition de «primaires» pour la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle, faite par François Hollande, proche de Jacques Delors, dans l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* (daté 13 avril). Selon M. Huchon, une telle formule ne peut être envisagée, *«d'une part, à cause des liens d'amitié très forts entre les hommes et, d'autre part, parce que si un candidat est mieux placé que l'autre, celui-ci se retirera en sa faveur»*. L'élection présidentielle, ajoute-t-il, est, *«pour le moment, une question que* [Michel Rocard] *ne veut pas se poser»*, car *«ce qui compte, c'est de reconstruire un espace de gauche qui ait du crédit»*.

Selon un sondage de l'institut Louis-Harris, réalisé par téléphone auprès de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus, les 8 et 9 avril, pour l'hebdomadaire *Profession politique* à paraître le 16 avril, 63 % des personnes interrogées et, parmi elles, 60 % des sympathisants socialistes estiment que Jacques Delors est *«un meilleur candidat face à la droite»* que Michel Rocard (24 % des personnes interrogées et 34 % des sympathisants socialistes estiment le contraire, 13 % ne se prononcent pas). 55 % de l'ensemble des électeurs et 66 % des socialistes, selon cette enquête, *«souhaitent que Jacques Delors s'implique davantage dans la vie politique française»*.

Les députés désignent leurs représentants à la Haute Cour de justice

Dernière étape de l'installation de la nouvelle Assemblée, les députés devaient désigner, mercredi 14 avril, les membres de la Haute Cour de justice, dont la réforme devrait faire l'objet de *«réflexions immédiates»*, comme l'a annoncé Edouard Balladur dans son discours de politique générale.

Pour les douze juges titulaires, dont la répartition au sein des différents groupes a fait l'objet d'un accord, le RPR a désigné cinq candidats : Nicole Catala, Jacques Limouzy, Pierre Mazeaud, Patrick Ollier et Suzanne Sauvaigo; l'UDFC quatre candidats : Jean-François Deniau, Alain Griotteray, Jean-Jacques Hyest, Jean-Pierre Pierre-Bloch. Le PS a désigné deux candidats, Jean-Pierre Michel et Didier Migaud, et le PCF un seul, Georges Hage. Pour les six juges suppléants, le RPR a désigné Xavier Deniau et Claude Dhinnin, l'UDF Henry Jean-Baptiste et Georges Mesmin, le PS Roger-Gérard Schwartzenberg et le PCF André Gérin.

□ **Le FLNC-canal habituel rappelle les «aspirations du peuple corse».** – Le FLNC-canal habituel a tenu dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 avril une conférence de presse clandestine en Haute-Corse pour avertir l'Etat qu'il entend rester *«le bouclier anticolonial et l'accompagnateur attentif des aspirations du peuple corse, sans hégémonie»*. Commentant le changement de majorité et de gouvernement, le mouvement nationaliste a affirmé attendre sans *a priori «les premières initiatives du pouvoir»*. Il a cependant invité les instances européennes de Bruxelles à *«faire pression sur l'Etat français pour que la Corse retrouve sa souveraineté nationale»*.

MÉDECINE

Dans un entretien au journal « la Vie »

François Mitterrand souhaite l'adoption définitive des projets de loi sur la bioéthique

Dans une interview publiée par l'hebdomadaire chrétien *la Vie* du jeudi 15 avril, le président de la République rend hommage aux travaux du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé et exhorte la nouvelle majorité à classer *« comme une toute première priorité »* l'adoption définitive des trois projets de loi sur la bioéthique.

François Mitterrand invite le nouveau gouvernement à adopter au plus vite les trois projets de loi relatifs à la bioéthique votés en première lecture à l'Assemblée nationale dans la nuit du 25 au 26 novembre dernier (*le Monde* des 20 et 27 novembre 1992). *« Les trois projets de loi relatifs à l'éthique biomédicale ont été approuvés par une très large majorité des députés, tous partis confondus, après des travaux et des débats d'une exceptionnelle tenue »*, estime le chef de l'Etat dans le journal *la Vie* daté du 15 avril. *« Il est dommage que ces lois n'aient pu être définitivement adoptées »*, ajoute-t-il, souhaitant que *« la nouvelle majorité considère ces projets de loi comme une toute première priorité de la législature à venir. »*

Le président de la République se félicite du consensus politique obtenu sur ce sujet : *« Les débats parlementaires (...) ont démontré que les clivages politiques n'affectaient pas ce type de discussion »*, affirme-t-il. En outre, puisque *« les principes de respect de la personne humaine »* ont *« vocation universelle »*, et malgré *« des différences de conception ou de sensibilité »*, M. Mitterrand estime *« souhaitable que tous les pays d'Europe se retrouvent autour de valeurs communes »*.

Exprimant le vœu que *« des principes éthiques communs soient progressivement dégagés et adoptés par l'ensemble des pays européens »*, il envisage de *« compléter, sur ce point, la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme »*. Et, selon lui, *« la France se doit d'être à la pointe de ces nouveaux combats (...) »*.

Le chef de l'Etat rend longuement hommage aux travaux du Comité consultatif national d'éthique depuis sa création, en 1983, et à son premier président, le professeur Bernard : *« Les avis du comité ont permis d'élaborer des projets de loi qui n'auraient pas vu le jour sans lui »*, précise le président de la République, qui exprime cependant un *« regret »* : *« J'estime que ce comité est resté trop « timide » vis-à-vis des problèmes liés au sida. J'espère qu'avec le professeur Changeux, il prendra cette vaste question à bras le corps. »*

Une loi en souffrance

par Jean-Yves Nau

LA volonté de faire aboutir au plus vite les projets de loi sur la bioéthique, exprimée aujourd'hui par François Mitterrand, surprend. Elle fait suite aux propos de Pierre Bérégovoy qui, quelques semaines avant son départ de l'Hôtel Matignon, avait lui aussi souhaité que son successeur fasse de l'adoption de ces textes de loi une priorité. Ni l'Elysée ni le gouvernement de M. Bérégovoy n'avaient pourtant semblé faire de cette traduction dans la loi des grands principes de bioéthique une urgente nécessité.

Mieux, tout s'est passé comme si l'on avait voulu, en haut lieu, freiner l'adoption de ces textes. En dépit de nombreuses demandes et de *« l'exceptionnelle tenue »* du débat, comme dit aujourd'hui M. Mitterrand, le président de la République s'était refusé à réunir sur ce thème une session extraordinaire du Parlement.

Le statut de l'embryon

En fait, la question d'une loi relative à la bioéthique est posée depuis cinq ans. Après le remarquable travail accompli, en liaison avec le Comité national d'éthique, par un groupe multidisciplinaire placé sous l'autorité de Guy Braibant, conseiller d'Etat, tout était prêt, dès 1989, pour que l'on soumette au gouvernement des textes essentiels, imposant à l'activité médicale et scientifique le respect de quelques grands principes concernant – entre autres – la non-commercialisation des éléments du corps humain.

En dépit des engagements pris par plusieurs premiers ministres, le travail de la commission Braibant était resté sans suite. L'Assemblée nationale (avec Bernard Bioulac) et le Sénat (avec Frank Sérusclat) se sont alors emparés de ces questions, créant des commissions, procédant à des auditions et rédigeant des rapports. Puis M. Mitterrand manifesta à nouveau son intérêt, en demandant à Noëlle Lenoir, aujourd'hui membre du Conseil constitutionnel, un nouveau rapport sur la bioéthique. Trois ministres (M.M. Sapin, Bianco et Curien) se sont attachés à faire rédiger trois avant-projets de loi, ceux qui sont actuellement en souffrance.

L'urgence qu'il y a à légiférer dans ce domaine a grandi au fil du temps, avec la multiplication des affaires touchant à la procréation médicalement assistée, à l'utilisation des produits du corps humain ou à la recherche en épidémiologie. A l'heure où commence à émerger, sur ces questions, une conception européenne, la France a perdu la position dominante qu'elle aurait pu occuper dès 1989.

Les déclarations du président de la République doivent-elles s'expliquer à partir de considérations politiques ? Tout porte à croire que la nouvelle majorité de droite ne pourra pas, sans difficulté, trouver une position commune sur les questions touchant au statut de l'embryon et on peut remarquer que M. Balladur n'avait pas évoqué ce sujet dans sa déclaration de politique générale. Les débats auront-ils dès lors la même qualité que ceux engagés il y a quelques mois ? Les nouveaux députés ne voudront-ils pas, à leur tour, prendre le temps de la réflexion ? Si tel était le cas, l'intérêt personnel de M. Mitterrand pour les questions de morale et de biologie n'aurait, au bout du compte, peut-être pas servi l'intérêt général.

VILLES

L'initiative de M. Cardo

MM. Millon et Pons excluent la suppression des allocations aux familles de délinquants

Le débat sur la suppression des allocations familiales aux familles de délinquants ne devrait pas connaître de prolongement parlementaire. Si Pierre Cardo (UDF, Yvelines) et Pascal Clément, ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale, ont approuvé le principe d'une telle mesure, les groupes RPR et UDF ne semblent pas disposés à s'engager dans cette voie. Charles Millon, président du groupe UDF, a en effet estimé, mardi 13 avril sur RTL, que *« l'initiative de M. Cardo est personnelle et le jugement de M. Clément personnel »*. *« Il vaut mieux*, a-t-il précisé, *financer des cours de soutien que de supprimer les allocations familiales. »*

Le groupe RPR s'est déclaré, pour sa part, *« plus que réservé »* sur cette idée. *« Priver de nourriture les frères et les sœurs des enfants qui ont donné des signes de délinquance n'apparaît pas au groupe RPR comme un remède bien adapté à la maladie »*, a affirmé, mardi 13, le président du groupe, Bernard Pons.

Rappelant qu'une disposition du code de la Sécurité sociale permet déjà de supprimer les allocations aux familles dont les enfants ne sont pas scolarisés, M. Pons s'est interrogé sur les *« critères qui seraient retenus pour l'application de ce genre de décision »*. *« Quelle instance pourrait en décider ?*, s'est-il interrogé. *Quels seraient les délais, quelles conditions éventuelles de rétablissement, quelle période de probation et* quid *de la légalité par rapport aux familles qui ne touchent pas d'allocations ? »*

□ **Le Syndicat de la magistrature dénonce la suspension de certaines aides sociales par le maire d'Evreux.** – Après la décision du maire d'Evreux de suspendre certaines aides sociales municipales aux parents de mineurs suspectés d'être les auteurs d'infractions (*le Monde* du 9 avril), le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) dénonce le *« recours à des procédés illégaux stigmatisant sans preuve et de manière arbitraire des familles en difficulté »*. *« Le SM s'indigne de l'émergence de ces « politiques locales » à courte vue et génératrices d'un surcroît d'exclusion, menées par des maires qui s'érigent en justiciers. »*

RELIGIONS

Sans préciser de date

Mgr Glemp se prononce pour le départ des carmélites d'Auschwitz

Le primat de Pologne, le cardinal Glemp, a confirmé, mardi 13 avril à Varsovie, l'annonce du transfert du carmel d'Auschwitz (Oswiecim, en polonais) dans le nouveau couvent ouvert à 500 mètres des limites du camp (*le Monde* du 3 avril).

« Puisque nous avons fait le grand effort de construire à Oswiecim le Centre d'information, de rencontres, de dialogue, d'éducation et de prières, destiné notamment à abriter un couvent, le carmel y trouvera sa place », a dit Mgr Glemp, alors que *« la maison où les sœurs vivent actuellement sera abandonnée »*. Il n'a toutefois pas précisé la date du départ des religieuses.

Changement d'orientation

La congrégation romaine des religieux avait communiqué, jeudi 1er avril, à Mgr Tadeusz Rakoczy, évêque du diocèse dont dépend la ville d'Auschwitz-Oswiecim, son souhait de transfert du carmel dans les nouveaux locaux. Le primat de Pologne a souligné que Mgr Rakoczy, ainsi que le cardinal Franciszek Macharski, archevêque de Cracovie, avaient *« la ferme volonté de résoudre ce problème »*

Cette prise de position de Mgr Glemp confirme le net changement d'orientation de l'épiscopat polonais dans cette affaire. C'est le même primat de Pologne qui, le 26 août 1989, devant des dizaines de milliers de pèlerins réunis à Czestochowa, avait pris fait et cause pour les carmélites d'Auschwitz et dénoncé l'influence de la communauté juive, notamment dans les médias.

□ **Jean-Paul II sur les pistes de ski du Gran Sasso (Italie).** – Le pape s'est accordé une journée de détente, mardi 13 avril, à la station de ski de Campo Imperatore, au pied du Gran Sasso, le plus haut sommet des Apennins (150 km à l'est de Rome). Il est resté sur les pistes pendant une dizaine d'heures, regagnant le sommet, à 1 800 mètres d'altitude, en hélicoptère. Amateur de ski, qu'il pratiquait dans sa jeunesse sur les monts Tatras, en Pologne, Jean-Paul II avait fait sa première visite en haute montagne le 16 juillet 1984, accompagné par le président de la République italienne de l'époque, Sandro Pertini. Le pape avait alors skié à 3 000 mètres, sur un glacier des Alpes du nord-est de l'Italie. – *(AFP.)*

ÉDUCATION

Regroupant treize syndicats exclus ou dissidents de la FEN

La Fédération unitaire de l'enseignement choisit Michel Deschamps comme secrétaire général

Michel Deschamps, professeur de français dans un lycée agricole et secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement technique agricole public (SNETAP), a été désigné secrétaire général de la nouvelle *Fédération syndicale unitaire de l'enseignement, l'éducation, la recherche et la culture (FSU)*, réunie officiellement pour la première fois, mardi 13 avril.

M. Deschamps a été désigné dans le cadre du bureau provisoire de la nouvelle fédération, en attendant la réunion, fin mai ou début juin, du conseil délibératif qui entérinera les structures définitives de la FSU. Née de la crise qui a secoué la Fédération de l'éducation nationale (FEN) depuis le printemps dernier, puis a provoqué son éclatement après l'exclusion, à l'automne 1992, de deux de ses syndicats – le SNES (professeurs de lycée) et le SNEP (éducation physique), – la FSU, dont les statuts doivent être officiellement déposés le 15 avril, est dès à présent constituée de treize syndicats exclus ou dissidents de la FEN et revendique quelque 150 000 adhérents, soit à peu près autant que la FEN.

Autour des gros bataillons du Syndicat national des enseignements du second degré (SNES), fort de 70 000 adhérents, du SNU-IPP (35 000 instituteurs et professeurs de collège, dissidents du Syndicat national des instituteurs resté dans la FEN) et du SNETAA (18 000 enseignants du secteur technique et professionnel), une dizaine de syndicats (enseignants d'éducation physique, personnels d'instituts universitaires de formation des maîtres, personnels administratifs de l'éducation nationale) font partie des membres fondateurs de la FSU, en attendant le renfort prévisible, avant l'été, du Syndicat national de l'enseignement supérieur (*le Monde* des 11 et 12 avril).

Michel Deschamps doit sans doute aux particularités du syndicat qu'il dirige depuis 1975 sa désignation à la tête de la nouvelle fédération. En effet, le SNETAP présente le profil idéal pour servir de vitrine, sinon de modèle, à la FSU. D'une part, avec 3 500 adhérents, il n'est pas l'un des gros syndicats de la fédération, qui entend démontrer qu'elle n'est pas dominée par l'un de ses poids lourds (SNES, SNU-IPP, ou SNETAA). Il regroupe, d'autre part, dans le secteur de l'enseignement agricole, l'ensemble des personnels, enseignants et encadrement comme administratifs ou techniciens. Une manière, là encore, de souligner l'un des objectifs de la FSU. Enfin la direction du SNETAP, si elle est dominée par la tendance Unité Action, est ouverte aux autres courants de pensée (Autrement, Ecole émancipée et Unité indépendance et démocratie). Or c'est l'ambition de la FSU de parvenir à fonctionner de manière collégiale, en associant majorité et minorités à la direction.

Dans l'immédiat, outre la consolidation de ses structures, la FSU et sa direction vont devoir engager la bataille de la représentation dans tous les organismes où la FEN siégeait jusqu'à présent seule, et pour cause. Sur ce terrain-là, le divorce du syndicalisme enseignant n'est pas encore consommé et il risque d'être âpre.

G. C.

[Né en 1943, dans l'Eure, Michel Deschamps a un parcours atypique dans le monde de l'éducation. Titulaire d'un certificat d'aptitude professionnelle de coupeur de chaussures, il est entré à l'université par l'examen spécial ouvert aux non-bacheliers, avant de devenir maître-auxiliaire de français, en 1965, au lycée d'enseignement professionnel agricole du Neubourg (Eure), où il a été titularisé comme professeur en 1977. Il est secrétaire général du SNETAP deuis 1975.]

La réforme du lycée

M. Bayrou accélère les consultations

François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, a convoqué le Conseil supérieur de l'éducation, jeudi 15 avril, pour une prise de contact avec les organisations d'enseignants et de parents d'élèves. A cette occasion, François Bayrou a l'intention de faire connaître les premières orientations de son action, et surtout de recueillir leur avis sur les principaux dossiers en suspens, notamment la rénovation pédagogique des lycées.

Après la publication, mardi 13 avril, de la composition de la commission d'évaluation chargée de rendre ses conclusions au ministre d'ici le 23 avril *(lire page 11)*, Monique Vuaillat, secrétaire générale du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES), a déploré *« l'exclusion de tout enseignant en fonction »* de cette commission. *« Cela signifie-t-il qu'on ne se soucie pas de l'avis des professionnels sur le terrain, de ceux qui ont vécu la première année d'application de la réforme du lycée et préparé la seconde ? »*, s'interroge Mme Vuaillat. Celle-ci s'inquiète également que *« le ministre ait demandé à la commission d'entendre en priorité des personnalités, prix Nobel ou académiciennes, mais qu'il ne semble pas se soucier de recevoir les enseignants »*.

ESPACE

Priorité à la logique industrielle et commerciale

Le CNES sera placé sous la triple tutelle de MM. Longuet, Léotard et Fillon

Les discussions ont été chaudes pour savoir qui, du ministre de l'industrie, de la défense ou de la recherche, récupérerait l'espace français dans ses attributions. Désormais les choses sont claires : le Centre national d'études spatiales (CNES) sera placé, comme l'indique le décret du 8 avril relatif aux attributions de Gérard Longuet, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, sous sa *tutelle*, celle de François Léotard, ministre de la défense et celle de François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le gouvernement de M. Balladur donne donc au CNES une tutelle de plus qu'il n'en avait sous le gouvernement de M. Bérégovoy. Il dépendait alors principalement du ministère de la recherche et de l'espace de M. Curien, mais aussi du ministère de la défense de M. Joxe, en raison d'un rapprochement récent des activités spatiales civiles et militaires, dû notamment aux enseignements de la guerre du Golfe.

Cette fois, on retrouve encore la recherche et la défense, mais c'est, semble-t-il, M. Longuet qui conduira les affaires et gérera l'essentiel des 9,2 milliards de francs de budget du CNES, son ministère devant désormais, selon le *Journal officiel*, exercer *« les attributions précédemment dévolues au ministère de la recherche et de l'espace dans le domaine de l'espace. »*

Il semble bien, dans ces conditions, que ce soit une logique industrielle et commerciale qui ait prévalu dans les choix du gouvernement Balladur. *« Le CNES devrait*, note un observateur, *gagner en efficacité, du fait qu'il aura pour interlocuteur privilégié un ministère complet couvrant les activités industrielles, les télécommunications et le commerce extérieur. Ainsi sera-t-il plus facile, par exemple, à un ministère ayant ces cartes de négocier pied à pied avec les Américains, les Russes, les Chinois et demain les Japonais sur le prix des services de lancement et de mieux défendre les intérêts d'Ariane. »*

Cela ne signifie pas cependant que le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, M. Fillon, n'aura pas son mot à dire sur ce sujet et sur le rôle que devront avoir demain les différents acteurs. Même s'il n'a pu obtenir toute la responsabilité du spatial que son prédécesseur, M. Curien, avait pu gérer en 1992 en se prévalant de plusieurs années passées à la tête du CNES (1), il devrait garder, comme l'indiquera la publication prochaine de son décret d'attribution, la haute main sur la recherche spatiale, dont les crédits représentent 1,6 milliard de francs en 1993.

J.-F. A.

(1) Dans le gouvernement de M. Bérégovoy, M. Curien avait, en avril 1992, récupéré l'espace qui lui avait échappé quatre ans durant, lorsque la tutelle en avait été confiée au puissant ministère des postes, des télécommunications et de l'espace, puis à celle du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace dirigé alors par Paul Quilès.

En orbite depuis jeudi

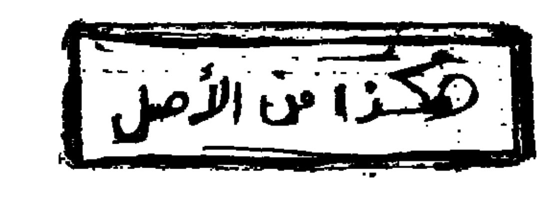
L'équipage de la navette Discovery récupère un satellite scientifique

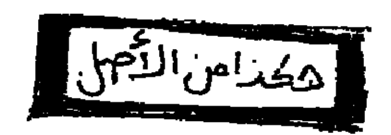
Les astronautes de la navette américaine Discovery ont bouclé, mardi 13 avril, la partie la plus spectaculaire de leur mission de huit jours. A 9 h 20 (heure de Paris), Ellen Ochoa, la seule femme de l'équipage, a récupéré délicatement, à l'aide du bras télémanipulateur, un satellite de 1 290 kilos baptisé Spartam-201 (Shuttle Pointed Autonomous Research Tool for Astronomy), qu'elle avait largué en orbite de la même manière deux jours plus tôt. Ce satellite de 6 millions de dollars devrait être réutilisé lors d'une mission ultérieure.

Livré à lui-même à quelque 200 km de la navette, Spartam a, quarante heures durant, étudié la couronne solaire à l'aide des deux télescopes dont il est équipé. Les astronomes espèrent, grâce à lui, mieux comprendre la manière dont les couches externes de l'atmosphère du Soleil génèrent le « vent solaire », une soupe de particules (électrons, protons et ions lourds) éjectée à la vitesse de 400 km/s, qui perturbe parfois les communications et même les systèmes électriques sur Terre.

En orbite depuis jeudi (*le Monde* du 9 avril), l'équipage de la navette poursuit sans incident l'objectif principal de cette mission : l'étude de la couche d'ozone et des phénomènes chimiques et physiques au sein de l'atmosphère, à l'aide des appareils d'Atlas-2 (Atmospheric Laboratory for Application and Science). Discovery devrait atterrir, vendredi 16 avril à 13 h 27 (heure de Paris), au Centre spatial Kennedy de Cap Canaveral (Floride). – *(AFP, UPI.)*

□ **Une fusée russe lancera un satellite Inmarsat en 1995.** – Un lanceur russe Proton mettra sur orbite, en 1995, un satellite de nouvelle génération de l'organisation occidentale de télécommunications maritimes par satellite (Inmarsat), ont annoncé, mardi 13 avril à Londres, les responsables d'Inmarsat et de la société Saliout, fabricant du Proton. Le montant de ce contrat, pour lequel les Russes étaient en concurrence avec Arianespace, s'élève à 36 millions de dollars. Le tarif réclamé par Arianespace était, selon certaines sources, de 50 millions à 60 millions de dollars. – *(AFP.)*





SOCIÉTÉ

Une majorité pour le départ du secrétaire général Richard Gerbaudi

La Fédération autonome des syndicats de police au bord de l'implosion

La crise interne secouant la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire chez les gradés et gardiens de la paix) a franchi un seuil supplémentaire après la réunion qui s'est tenue, du vendredi matin 9 avril au lendemain vers 2 heures du matin, au siège parisien de la Maison de la police républicaine. Une majorité s'est rassemblée pour demander le départ du secrétaire général, Richard Gerbaudi, mais celui-ci, déniant le droit de vote aux syndicats qui *ne s'étaient* pas acquittés de leurs cotisations, a refusé de démissionner.

Pivot du syndicalisme policier depuis une vingtaine d'années, la fédération majoritaire dans la police en tenue est menacée d'implosion. Un maelström de difficultés, mêlant les problèmes financiers aux inculpations de certains de ses dirigeants, tandis que l'autorité de M. Gerbaudi se voyait de plus en plus fortement contestée, a plongé la FASP dans un état de coma syndical dont il est trop tôt pour dire s'il pourra être ou non dépassé.

Lors de la réunion marathon qui s'est tenue, quinze heures durant, à la Maison de la police républicaine, le siège fédéral à Paris, deux des trois principales composantes – le Syndicat national de la police en tenue (SNPT, majoritaire chez les gradés et gardiens de province), et le Syndicat national indépendant de la police (SNIP-CRS, majoritaire dans les Compagnies républicaines de sécurité) – ont réussi à dégager une majorité de voix, en ralliant notamment les organisations syndicales des enquêteurs et des personnels administratifs et techniques. Cette majorité arithmétique aurait dû entraîner la *«démission»* de M. Gerbaudi, dont la *«ligne politique»* est de plus en plus contestée (*le Monde* du 16 février).

Dissidence des CRS et des policiers de province

Mais M. Gerbaudi a refusé d'entériner sa propre destitution : pas question de laisser voter des organisations qui n'ont pas honoré le paiement de leurs cotisations fédérales, a-t-il argumenté, en s'appuyant sur une étude des statuts fédéraux qu'il avait demandée à un avocat. Cette interprétation des statuts, contestée par les opposants, revenait notamment à empêcher le Syndicat national indépendant de la police-CRS de voter. Les contestataires dénoncent à présent le *«18 Brumaire de Richard Gerbaudi»*, qui avait lui-même été élu, deux ans et demi plus tôt, après une autre révolution de palais ayant permis l'éviction de son prédécesseur, Bernard Deleplace.

Dans un communiqué sibyllin, diffusé samedi 10 avril, le secrétariat général de la FASP a expliqué qu'*«un certain nombre de syndicats n'ont pas acquitté leur cotisation, pour certains depuis des mois, pour d'autres depuis des années»*, alors même qu'ils *«se réfèrent à une adhésion à la FASP»*. Aussi est-il proposé, *«dans une période où les rapports entre l'argent et les mouvements associatifs, politiques et syndicaux posent question»*, de mettre en place une *«mission d'investigation sur les finances à l'intérieur même de la FASP et de toutes ses composantes»*. Le clou avait d'ailleurs été enfoncé pendant la réunion : il n'est pas bon qu'un climat de *«suspicion»* entoure la FASP, après que plusieurs dirigireants de ses organisations ont été inculpés dans des affaires de démarchage publicitaire abusif. Non sans provoquer une salve de protestations du côté des responsables mis en cause.

«On a lavé le linge sale en famille», commente un des participants. La famille est à présent scindée entre une majorité de farouches opposants à M. Gerbaudi et une minorité de fidèles à ce dernier, qui a dernièrement été réélu «patron» de la composante parisienne de la FASP, le Syndicat général de la police (SGP). Les premiers sont désormais résolus à affirmer leur *«indépendance et autonomie à l'intérieur de la FASP»*. Commentaires des directions du SNPT et du SNIP-CRS : *«Il n'est question ni de quitter ni de casser la FASP, mais de reprendre notre autonomie de parole et d'action. Gerbaudi c'est lui, et nous c'est nous...»* Joignant le geste à la parole, les deux secrétaires généraux adjoints représentant les policiers de province et les CRS ont aussitôt démissionné de leurs fonctions aux côtés du secrétaire général de la fédération.

M. Gerbaudi n'en reste pas moins déterminé à aller au terme de son mandat à la tête de la FASP. Initialement prévu en juin, le congrès fédéral ne devrait cependant pas être convoqué tant que toutes les organisations affiliées n'auront pas payé leur quote-part au financement de la fédération. Mais personne ne voit, pour l'heure, comment la FASP sortira de cette crise sans précédent qui n'est pas sans affecter l'influence de la gauche au sein de la police nationale, les dirigeants de la FASP étant traditionnellement proches du PS ou du PCF.

ERICH INCIYAN

ENVIRONNEMENT

Après la sécheresse de l'hiver

Le niveau des nappes phréatiques est préoccupant

La direction de l'eau au ministère de l'environnement a publié l'état des sols et des nappes après la sécheresse très marquée de l'hiver. *«Sur les trois derniers mois, la pluviométrie est très déficitaire sur la quasi-totalité du pays, principalement sur sa moitié sud. Sur 90 % du territoire, on observe des sols plus secs que la normale, avec même des zones de déficit record dans le Nord (entre Abbeville et Lille), à l'ouest des Vosges (de Luxeuil à Saint-Dizier), sur les Alpes du Nord, dans la vallée du Rhône (entre Carpentras et Nîmes) et sur quelques points isolés (Dax, Cognac, Saint-Etienne, Embrun).»*

En ce qui concerne la recharge des nappes, *«quatre zones apparaissent comme déficitaires, dans lesquelles la recharge des nappes aura été faible : l'Ile-de-France et son pourtour ouest et sud; l'Est (de l'Alsace et la Lorraine au nord de Rhône-Alpes); le Sud-Est (de Béziers à Valence et Nice); le littoral atlantique (de l'Ille-et-Vilaine à la Charente-Maritime)»*. La vidange des nappes s'est *«amorcée prématurément. Il en résulte des niveaux très bas à peu près partout, sauf dans le quart nord du pays. On signalera particulièrement les niveaux préoccupants de la nappe des calcaires de Beauce et de la nappe de la craie dans l'Eure. Les débits des rivières s'en ressentent : la Bretagne, la région Centre, le Poitou-Charentes, le Bassin parisien, la Bourgogne, la Franche-Comté et Rhône-Alpes, une bonne partie des bassins de la Loire, de la Garonne et de leurs affluents, ainsi que le Midi méditerranéen connaissent des débits qui ne s'observent, au mieux, qu'une fois tous les dix ans»*.

En conclusion, la direction de l'eau estime que *«dans la plupart des régions, les ressources en eau n'atteindront pas avant l'été le niveau confortable qui permettrait de s'affranchir sans difficultés d'un été chaud et sec. La situation reste donc fragile (même si elle est loin d'être aussi tendue qu'en 1989 et 1990) et une grande vigilance des usagers de l'eau et des gestionnaires de la ressource est donc indispensable»*.

□ **Deuxième fuite en un mois à l'usine de fabrication de combustible nucléaire de Romans-sur-Isère.** – Une fuite d'hexafluorure d'uranium (UF6) a été constatée sur un four de l'usine FBFC (Franco-belge de fabrication de combustible nucléaire) de Romans-sur-Isère (Drôme), a-t-on appris mardi 13 avril. L'incident a été classé au niveau 1 sur l'échelle de gravité des accidents et incidents nucléaires, qui en comporte six. La contamination a été confinée au local où s'est produite la fuite et n'a pas eu de conséquence pour le personnel, selon la direction de la FBFC. Un incident de même nature avait eu lieu le 15 mars.

JUSTICE

L'affaire Roseau

Une lettre de Me Blanchot

Après la publication d'un article faisant état du souhait de la famille de Gérald Huntz, meurtrier présumé de Jacques Roseau, de voir ce dernier changer d'avocat (le Monde du 10 avril), nous avons reçu de Me Blanchot la lettre suivante :

Certains membres de la famille de Gérald Huntz, influencés ou manipulés par de faux amis, mais vrais rabatteurs de dossiers pour le compte d'autrui, ont tenté de persuader leur parent de changer d'avocat. Vous en parlez, ce qui est votre droit (...) Mais, sur le fond, j'estime que vous portez atteinte à mon éthique professionnelle lorsque vous écrivez que, si M. Huntz accédait au désir de sa famille en désignant un autre conseil, il *«pourrait peut-être en dire plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent»*. Même si, sur la forme, l'insinuation est utilisée, il est difficile de dire plus clairement que je constitue par ma seule présence une entrave éventuelle à la manifestation de la vérité. Je tiens donc à préciser, dans un souci de clarté obéissant à une logique implacable et pour faire cesser toute controverse possible, que :

– MM. Huntz et Lozano, membres de l'USDIFRA, ont préféré choisir l'avocat habituel de cette association plutôt que le conseil du RPR, du PC, du PS ou du FN;

– Dans le même temps où les complices ou auteurs présumés du meurtre de Jacques Roseau étaient arrêtés, l'état-major de l'USDIFRA était relâché après une audition de quelques heures exigée par les nécessités de l'enquête. Cela, n'en déplaise à certains, démontre l'absence totale de liens entre les dirigeants de cette association et les personnes arrêtées.

[La famille de Gérald Huntz a souhaité que celui-ci change d'avocat, considérant que Me Blanchot, par ailleurs porte-parole du Conseil national supérieur des rapatriés, pourrait être soumis à un conflit d'intérêts si M. Huntz devait être amené à mettre en cause d'une manière ou d'une autre son association. Vendredi 9 avril, Gérald Huntz a d'ailleurs envoyé au juge d'instruction une lettre dans laquelle il demandait à être défendu par Me Jean-Robert Phung, avocat à Montpellier. Durant le week-end de Pâques, cependant, et après avoir rencontré Me Blanchot, M. Huntz a écrit au même juge une seconde lettre, annulant la précédente, choisissant, outre Me Blanchot, deux avocats issus comme lui des milieux pieds-noirs, Béatrice Vanderpol, associée de René Blanchot à Marseille, et Emmanuel Platon, inscrit au barreau de Toulon. – J. M.]

BIBLIOGRAPHIE

«La justice en France», de Dominique Vernier

Etat des lieux

A l'heure où la justice traverse une grave crise, Dominique Vernier, journaliste à l'Agence France-Presse, dresse l'état des lieux de ce secteur en situation difficile. Dans un style direct et concis, Dominique Vernier, qui a cosigné en 1989 un «Que sais-je?» sur la cour d'assises avec le chroniqueur judiciaire du *Monde* Maurice Peyrot, décrit avec précision l'originalité de la justice française, les juridictions civiles, pénales et administratives, la justice des mineurs, l'administration pénitentiaire et les institutions péri-ou parajudiciaires, avant de s'attarder, dans un dernier chapitre, sur la profession de magistrat.

«La grande réforme de la seconde moitié du vingtième siècle sera très certainement celle du code pénal, mais il ne suffit pas de rénover les textes pour que la machine se mette à fonctionner correctement, conclut-elle. *Pour qu'il en soit ainsi, il faudrait être en mesure d'apporter des réponses à trois questions : quel doit être le rôle du magistrat? Quel doit être le champ de compétence de la justice? La justice peut-elle être crédible tant qu'elle ne dispose pas d'une autonomie institutionnelle plus affirmée vis-à-vis du pouvoir exécutif?»* Enrichi de nombreuses statistiques, doté d'une utile bibliographie, ce petit livre répondra sans doute aux interrogations de tous ceux qui souhaitent découvrir un secteur qui nourrit abondamment l'actualité.

A. C.

► ***La Justice en France*, de Dominique Vernier, édit. La Découverte, collection «Repères». 124 pages, 45 F.**

□ **Affaire Saincene : le juge Murciano est dessaisi.** – Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Grasse, vient d'être dessaisi, par un arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, du dossier de l'affaire Saincene. Cette affaire, du nom du vacataire du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, inculpé, le 18 octobre 1991, de trafic d'influence et complicité de corruption, pour des faits initiaux de racket fiscal, sera désormais instruite par le président de la chambre lui-même, Jean-Claude Mistral. Le juge Murciano avait notamment inculpé d'escroquerie, le 6 août 1992, Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional de PACA, pour création d'un emploi fictif, et son directeur de cabinet, Claude Bertrand (*le Monde* des 19 et 20 décembre 1991 et des 7 et 8 août 1992). (*Corresp.*)

COMMUNICATION

Après le choix d'un agent artistique comme conseiller de ses activités audiovisuelles internationales

Le Crédit lyonnais de nouveau contesté à Hollywood

LOS ANGELES

correspondance

Règlement de comptes hollywoodien ou réel conflit d'intérêts? Le Crédit lyonnais vient encore de défrayer la chronique d'Hollywood en annonçant le 25 mars qu'il choisissait Michael Ovitz, directeur de l'agence Creative Artists Agency (CAA), comme conseiller de ses activités audiovisuelles internationales.

La CAA devra guider le Crédit lyonnais dans la gestion de son portefeuille d'investissements actuels, estimés à 3 milliards de dollars (17 milliards de francs), et dans la définition de ses futurs projets. Mais le principal concurrent de Michael Ovitz, Jeffrey Berg, directeur de International Creative Management (ICM), autre agence artistique influente à Hollywood, a aussitôt dénoncé publiquement cet accord, en arguant qu'il crée un véritable conflit d'intérêts, voire une violation des lois anti-trusts, puisque la banque française est aussi propriétaire de la MGM.

«Ainsi donc les gens qui conseillent le Crédit lyonnais sont ceux-là mêmes qui vendent les acteurs, les réalisateurs et les projets de films à un studio... que la banque possède?», interroge Jeffrey Berg, qui a lancé une campagne médiatique pour forcer Michael Ovitz, une des figures les plus puissantes de Hollywood, à renoncer à cet accord qui, selon lui, *«dépasse les bornes»*. Craignant une concurrence déloyale, le responsable d'ICM souhaite que soient divulgués les tenants et aboutissants de ce *deal* d'un genre particulier, ainsi que son contenu financier.

«Si le Crédit lyonnais a chargé Michael Ovitz de vendre la MGM, je veux le savoir!», insiste Jeffrey Berg. Michael Ovitz avait précédemment négocié l'achat de Columbia Pictures par la firme japonaise Sony, puis celui de MCA Universal par Matsushita Electric Industrial Co. *«Dans ces deux cas, Sony et Matsushita étaient des sociétés d'électronique, complètement étrangères à Hollywood, et qui souhaitaient entrer dans ce secteur, alors que le Crédit lyonnais est déjà propriétaire à 98,5 % de la MGM et possède des intérêts dans une vingtaine d'autres compagnies, y compris Carolco. Nous sommes engagés actuellement dans une centaine de transactions qui concernent la MGM et ses sociétés de production.»*

Est-ce que, comme le craint Jeffrey Berg, CAA pourrait avoir accès aux contrats que son rival ICM signe avec ces compagnies? L'enjeu serait alors de taille : ICM est l'agent d'Arnold Schwarzenegger – vedette des films *Terminator*, produits par Carolco – ainsi que d'Eddie Murphy, Jodie Foster, Mel Gibson, etc., tandis que CAA représente Tom Cruise, Jack Nicholson, Kevin Costner, Barbra Streisand, Michael Jackson, Madonna, et a diversifié ses activités en concevant notamment la dernière campagne de publicité de Coca-Cola. Or les grandes agences hollywoodiennes exercent un rôle- clé sur la négociation des films.

Jeffrey Berg a rencontré Alexis Wolkenstein et Guy Dufour, responsables du Crédit lyonnais, mais n'est pas satisfait des réponses de ces banquiers, de passage à Los Angeles. *«Je leur ai dit qu'ils n'étaient pas à Hollywood en tant que banquiers ou prêteurs, mais comme des opérateurs, des propriétaires d'un studio.»* Le porte-parole de Michael Ovitz nie, quant à lui, l'existence d'un problème, en précisant que CAA travaillera directement avec Paris et ne s'impliquera pas dans la gestion quotidienne des sociétés hollywoodiennes liées au Crédit lyonnais.

Toutefois, la réglementation commerciale régissant les agences et les syndicats hollywoodiens pourrait bien donner raison à Jeffrey Berg. En effet, une agence ayant pour fonction la représentation des artistes ne peut, sauf circonstances particulières, être rémunérée par un producteur de films. Il existe un précédent en la matière : en 1962, l'agence MCA, qui était aussi propriétaire du studio Universal, fut contrainte de renoncer à ses activités de représentation. Les syndicats de la profession (Screen Actors Guild, Writers Guild, etc.) doivent se réunir prochainement à Los Angeles pour discuter de la légitimité de l'accord conclu entre le Crédit lyonnais et CAA.

CLAUDINE MULARD

□ **Tele-communications Incorporated injecte 2 milliards de dollars dans la fibre optique.** – Tele-communications Inc. (TCI), le plus gros câblo-opérateur américain avec près de 12 millions d'abonnés a annoncé, lundi 12 avril, son projet d'investir 2 milliards de dollars dans les quatre prochaines années pour moderniser son réseau. La fibre coaxiale devrait être ainsi remplacée progressivement par de la fibre optique. TCI est en compétition directe avec Time Warner, le second câblo-opérateur américain et le groupe Hughes qui s'apprête à inonder les Etats-Unis d'images par satellite dès 1994.

Une étude du Centre national de la cinématographie

Les salles de province diffusent plus largement les films américains

L'étude que vient d'achever le Centre national de la cinématographie (CNC) sur la diffusion des films français et américains dans les salles devrait nourrir la réflexion que mène actuellement le Conseil de la concurrence sur la politique de programmation des grands circuits. Après avoir amené Gaumont à renoncer à programmer des salles indépendantes à Paris (*le Monde* du 25 mars), le Conseil devrait être conduit à formuler prochainement une recommandation concernant le réseau de salles UGC à Paris.

Or l'intérêt de l'étude réalisée en février par le CNC est de montrer que c'est à Paris que les films français ont la meilleure exposition. Au plan national, les statisticiens du CNC confirment tout d'abord l'évidence, à savoir que, sur l'année 1991, le cinéma américain a eu un indice d'occupation des salles et un nombre de spectateurs par séance supérieurs à ceux des films français. En moyenne nationale, cela signifie que sur neuf semaines d'exploitation une salle en consacre trois aux films nationaux, cinq aux films américains et une seule aux films d'autres nationalités.

Mais, en réalité, la place faite aux films tricolores varie fortement selon la taille des communes. C'est à Paris que le taux d'occupation des écrans par les films français est le plus fort : 19,6 semaines contre 16,3 dans la périphérie, soit moins que la moyenne nationale (17,5 semaines). Plus les villes sont importantes et jouissent d'un parc de salles important, plus l'exposition du film français est favorable : 18,3 semaines dans les villes de plus de 100 000 habitants, contre 15,5 semaines dans les villes de 5 000 à 50 000 habitants. Curieusement, dans les communes rurales ou la population ne dépasse pas 5 000 habitants, le film français approche un seuil d'exposition proche de celui de la capitale, avec 18,3 semaines.

L'étude du CNC ne dit cependant rien sur la politique des circuits en matière de programmation. De source proche du CNC, on indique cependant que, en 1991, Gaumont programmait à Paris plus de 50 % de films français dans ses salles. En revanche, Pathé et surtout UGC avaient des taux d'occupation de salles par des films américains très sensiblement supérieurs à la moyenne.

YVES MAMOU

Malgré 85 millions de francs d'amendes

TF 1 annonce des bénéfices en hausse de 32 % en 1992

TF 1 a publié mardi 13 mars des résultats consolidés en hausse de 32 % pour 1992. Le résultat net du groupe TF 1 a atteint 451 millions de francs (341 millions en 1991) et le chiffre d'affaires a progressé de 13,7 %, soit 7,4 milliards de francs contre 6,5 milliards en 1991. Pour TF 1 SA (la chaîne elle-même), le résultat net grimpe de 60,3 % (465 millions de francs contre 290 millions en 1991). Le chiffre d'affaires s'établit à 5,8 milliards de francs contre 5,2 milliards en 1991 (+ 12,7 %).

TF 1 souligne, dans un communiqué, avoir *«conservé son leadership en termes d'audience et conforté sa part de marché publicitaire en dépit d'un cadre réglementaire toujours aussi pesant»*. La part d'audience moyenne 92 a baissé à 41 % contre 42 % en 1991, et ce malgré la mort de La Cinq il y a un an.

La Une égratigne aussi ses concurrentes publiques France 2 et France 3, mettant en cause *«la dérive commerciale des chaînes d'Etat, qui se traduit par un accès dérégulé pour ces chaînes aux recettes publicitaires et par une surenchère sur le marché d'acquisition des droits»*.

La diversification (édition, vidéo, disque, télé-achat, chaîne sportive câblée Eurosport, soit 16 % du total des activités) a augmenté son chiffre d'affaires de 15,2 % (1,2 milliard de francs), *«consolidant ses positions et défendant ses marges sur un marché atone»*.

L'édition musicale et la distribution de programmes ont *«progressé»*, et Eurosport, *«première chaîne thématique sportive européenne»*, a *«poursuivi son développement»* pour être maintenant reçue par 38,5 millions de foyers en Europe. Le récent rapprochement d'Eurosport avec le Réseau européen du sport, par un partenariat avec Canal Plus et Capital Cities/ABC, *«renforce»* en 1993 ses positions, ajoute TF 1.

Les résultats pour 1992, indique enfin la Une, tiennent compte de la *«plus-value»* dans la vente d'une partie de l'immeuble de la rue Cognacq-Jay, du déménagement au nouveau siège de Boulogne, de la restructuration d'Eurosport et des *«pénalités infligées à TF 1»* : on affirmait mardi soir à la direction qu'étaient ainsi *«pris en charge»* tant l'amende de 30 millions de francs infligée par le CSA sur les quotas que les 55 millions de francs de dommages-intérêts versés à France 2 dans l'affaire des «Marches de la gloire».

Une assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée le 10 juin se verra proposer un dividende de 10 F par action plus 5 F d'avoir fiscal, contre 8 F et 4 F en 1992.

Selon le «Financial Times»

M. Berlusconi s'apprêterait à fusionner ses activités dans l'édition

Selon le *Financial Times* du 14 avril, Silvio Berlusconi, président du groupe Fininvest, s'apprêterait à regrouper l'ensemble de ses activités éditoriales. Silvio Berlusconi Editore (SBE), filiale de Fininvest spécialisée dans l'édition de journaux consacrés à la télévision et à l'information, formerait une société unique avec l'éditeur Mondadori, un groupe spécialisé dans l'édition de livres et de magazines. M. Berlusconi avait acquis le contrôle de Mondadori à la fin des années 80, à l'issue d'une âpre bataille boursière contre Carlo De Benedetti. L'ensemble représenterait un chiffre d'affaires de près de 600 millions de francs. Cette opération de fusion donnerait également lieu à une augmentation de capital dont les modalités ne semblent pas encore définitivement arrêtées. Si elle avait lieu, Fininvest conserverait néanmoins la majorité du capital du nouvel ensemble éditorial.

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

La fronde des enseignants britanniques

Les principaux syndicats de professeurs menacent le ministre anglais de l'éducation de boycotter les examens. C'est l'avenir de la réforme des études secondaires qui est en jeu

LONDRES

de notre correspondant

JOHN PATTEN, le ministre anglais de l'éducation, pouvait-il ignorer l'ampleur du mouvement de protestation et la détermination des enseignants ? Depuis l'adoption, en 1988, de la réforme de l'éducation, qui repose sur la mise en place de programmes nationaux *(national curriculum)* et d'examens réguliers tout au long de la scolarité, la menace n'a fait que grandir et se préciser. Depuis un an, la position des principaux syndicats a été exprimée à de multiples reprises, sans que jamais un vrai débat puisse s'instaurer avec le gouvernement. Le ministre de l'éducation est aujourd'hui dépassé par la vague de fond que représente la «fronde des professeurs», parce qu'il a commis l'erreur de croire que cette rébellion était limitée, une fois de plus, aux syndicats politisés, plutôt hostiles au gouvernement conservateur. Bref, il n'a pas su discerner un large mouvement corporatiste qui ébranle tout le système de l'éducation.

L'Association des professeurs et assistants (ATL), syndicat pourtant modéré, a voté à l'unanimité, le 8 avril, en faveur de l'organisation d'une consultation de ses 100 000 membres sur la question du boycott des examens prévus cet été. Il est probable que l'ATL alignera sa position sur celle déjà adoptée par l'Association nationale des instituteurs et professeurs féminins (NAS/UWT) et par l'Union nationale des professeurs (NUT), qui se sont prononcées en faveur de ce mouvement de «grève». Ensemble, ces trois organisations syndicales regroupent plus de 300 000 membres, soit les trois quarts des enseignants britanniques. Si leur décision conjointe de boycott est confirmée, ce sont plus d'un million d'enfants qui seront affectés par ce mouvement.

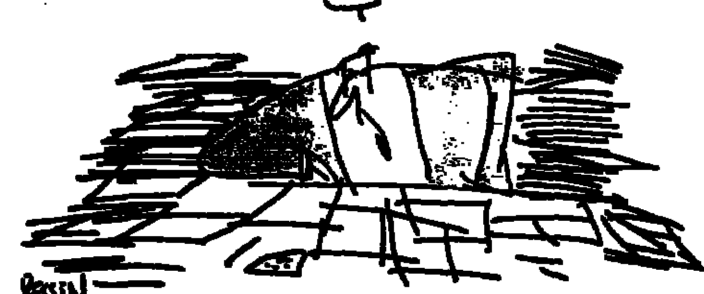
Celui-ci provoquera une désorganisation générale de tout le système éducatif, puisque l'examen qui attend les élèves de quatorze ans dans quelques mois est l'une des principales composantes de la réforme du *national curriculum*, c'est-à-dire l'instauration d'un programme scolaire national et obligatoire.

Le gouvernement a pris la mesure d'un tel enjeu : le premier ministre, John Major n'a nul besoin d'une révolte des enseignants au moment où il est déjà confronté à un mouvement de reprise des actions syndicales (chemins de fer, mineurs, pompiers) inédit depuis de nombreuses années. Pourtant, il semble déjà trop tard : l'appel lancé par M. Patten à la responsabilité des enseignants – *«Ce sera dur pour ces enfants de quatorze ans dont le travail depuis trois ans ne sera pas reconnu et dont les faiblesses ne seront pas identifiées avant qu'ils se présentent au GCSE (1)»* – a, apparemment, été ignoré.

Des examens à 7, 11, 14 et 16 ans

Le différend entre syndicats et gouvernement ne porte pas sur le principe du *national curriculum* les syndicats ne contestent pas le bien-fondé de la réforme, mais sur son contenu (infiniment complexe) et sur ses conséquences, c'est-à-dire une multiplication des examens tout au long de la scolarité des élèves.

Le constat dressé par le gouvernement n'est cependant guère contestable : jusque-là, les enfants avaient tendance à abandonner des matières importantes, comme les sciences, la technologie et les langues vivantes, et à se spécialiser trop tôt. Les professeurs, de leur côté, bénéficiaient d'une entière liberté de choix s'agissant des programmes et des méthodes pédagogiques.



La loi vise à améliorer la qualité de l'enseignement en imposant un programme commun dans un certain nombre de matières. Or, si la préoccupation pédagogique n'est pas niable, les considérations d'ordre politique ne le sont pas moins, dans la mesure où le contrôle du gouvernement sur le système éducatif est nettement renforcé.

D'autre part, le *national curriculum* fait partie d'une plus vaste «révolution» du système d'éducation, avec l'introduction de la notion de «marché» : la compétition entre écoles sera désormais la règle, les parents pouvant choisir, en fonction des résultats de chaque établissement, lesquels échappent de plus en plus au contrôle des collectivités locales.

Ce programme national comprend trois «matières fondamentales» (anglais, mathématiques et sciences) et sept autres matières de base (technologie, histoire, géographie, musique, éducation artistique, éducation physique et une langue vivante), la religion conservant, de plus, une place privilégiée. Au cours de leur scolarité, les connaissances des enfants sont testées par des examens à sept, onze, quatorze et seize ans. A chacun de ces «stades» scolaires correspondent des «objectifs» fixés pour chaque matière, ainsi que des «niveaux» que doivent atteindre les élèves. Le contenu des programmes et des niveaux requis est établi avec un luxe de prescriptions (les trois pièces de Shakespeare que les enfants de quatorze ans doivent avoir lues sont nommément citées...).

Gigantesque bureaucratie

Les tests sont a *priori* destinés à aider les professeurs à évaluer le niveau de chaque élève, mais ils ont aussi pour fonction de permettre une comparaison des «performances» de chaque école. L'ensemble du système s'accompagne inévitablement d'une gigantesque bureaucratie, comme l'a démontré la première application de la réforme, c'est-à-dire les tests imposés, en 1991, aux enfants de sept ans.

Telle est la principale critique des enseignants : le *national curriculum*, estiment-ils, va devenir une énorme machine administrative, ingérable, qui va accaparer le temps et l'énergie des enseignants, au détriment de leur fonction pédagogique. John Patten n'a pas voulu entendre les objections des enseignants et s'est tourné vers la Haute Cour pour lui demander de statuer sur les menaces de boycottage des examens. Or celle-ci a décidé, vendredi 2 avril, que la position des enseignants était parfaitement légitime. Le ministre de l'éducation a fait quelques concessions pour simplifier sa réforme, mais il n'entend pas revenir sur son principe.

Que le *national curriculum* soit ou non amendé, il apparaît, en tout état de cause, urgent de réviser le système d'enseignement britannique. Toutes les études montrent, en effet, que la Grande-Bretagne se situe loin derrière ses principaux partenaires : alors que l'enseignement universitaire reste réputé, la masse des élèves quittent l'école à seize ans avec des qualifications extrêmement limitées. A niveaux égaux, le taux de réussite dans trois matières de base (mathématiques, sciences et langue nationale) s'établit ainsi entre jeunes âgés de seize ans : 66 % (France), 62 % (Allemagne), 50 % (Japon) et 27 % (Grande-Bretagne).

LAURENT ZECCHINI

(1) Le GCSE – certificat général de l'enseignement secondaire – est l'examen principal passé par les élèves vers l'âge de seize ans.

Lycées : réforme en suspens

La commission présidée par M. Septours et chargée, la semaine dernière par le ministre de l'éducation nationale de réexaminer la réforme du lycée, a été complétée, mardi 13 avril, par la désignation d'une dizaine de membres : elle sera composée de cinq proviseurs de lycée, dont celui de Louis-le-Grand à Paris, et de MM. Jacques Cremadeills, inspecteur d'académie et directeur des services départementaux de l'éducation nationale du Rhône, Daniel Gourisse, directeur de l'École centrale et président de la Conférence des grandes écoles, Christian Merlin, vice-président du Haut Comité éducation-économie, Henri Peretti, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale, et Pierre Vialle, président de l'université Lyon-III. En outre, M. Bayrou a demandé à la commission d'entendre en priorité trois personnalités : Maurice Allais, prix Nobel d'économie, Pierre-Gilles de Gennes, prix Nobel de physique, et Jacqueline de Romilly, de l'Académie française.

Après ces entretiens, la commission pourra toujours nourrir sa réflexion avec les résultats d'un sondage réalisé au mois de mars à la demande de l'ancienne équipe de la rue de Grenelle. Réalisée par l'institut CSA auprès d'un échantillon de 608 enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur, cette enquête, non publiée, montre, que, si le corps enseignant est globalement favorable au principe de la rénovation pédagogique du lycée, il reste très sceptique sur son efficacité.

Près de deux enseignants sur trois (64 %) se déclarent favorables à cette réforme, y compris les professeurs de lycée (65 %). La proportion d'avis positifs est toutefois beaucoup moins forte parmi les agrégés (51 %) que chez les capésiens (67 %) et à Paris (56 %) qu'en province (67 %).

Le scepticisme des profs

Deux des principales dispositions de la réforme sont bien accueillies par les enseignants. Ainsi, les trois heures hebdomadaire de modules consacrées à l'apprentissage des méthodes de travail ou à l'aide aux élèves en difficulté frisent l'unanimité : 93 % d'avis positifs. Le regroupement des filières menant au baccalauréat n'obtient pas un tel score, mais recueille toutefois 59 % d'opinions favorables, et 52 % parmi les professeurs de lycée.

Cet accord de principe masque mal, cependant, un réel scepticisme des enseignants sur l'efficacité des mesures mises en œuvre cette année en classe de seconde et qui devaient être prolongées en première à partir de la prochaine rentrée. Une majorité d'entre eux ne pensent pas que la réforme atteindra ses objectifs. Ainsi, 43 % estiment qu'elle ne permettra pas d'éviter une orientation trop précoce des élèves. Le pourcentage monte jusqu'à 63 % parmi les enseignants de lycée. Le secteur privé, généralement un peu mieux disposé que le public à l'égard de ladite réforme, affiche les mêmes réserves, puisque près d'un enseignant sur deux y doute des effets de ces mesures.

De la même façon, à la question de savoir si la réorganisation des séries peut permettre d'éviter la sélection par certaines filières, comme c'était le cas pour la série C, les professeurs de lycée répondent «non» à 66 %.

Enfin, concernant les effets de cette réforme sur les lycéens eux-mêmes, l'ensemble des enseignants estiment qu'elle devrait principalement leur permettre d'acquérir davantage d'autonomie par l'assimilation de méthodes de travail personnelles. En revanche, les professeurs de lycée sont nombreux à estimer que la première conséquence de cette réforme serait de compliquer les emplois du temps. Bref, ce n'est pas l'enthousiasme !

M. A.

Toulon s'offre une Maison de l'étudiant

Malgré quelques déceptions, le Béal s'est imposé comme le lieu de vie du campus

TOULON

de notre envoyée spéciale

LA Maison de l'étudiant de l'université de Toulon et du Var a pris, en ce début du mois d'avril, ses quartiers d'été. S'il ne fait pas encore assez chaud pour se rafraîchir les orteils dans le bassin pompeusement appelé piscine, les étudiants armés de lunettes de soleil ont pris possession des tables installées à l'extérieur de ce bâtiment aux façades vitrées. Inauguré en avril 1992, le Béal (le ruisseau en provençal) est la première maison de l'étudiant de France à être sortie de terre. L'entreprise est une réussite pour Patrick Musso, responsable local du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS). Le Béal s'est imposé, en quelques mois, comme le véritable centre nerveux de la fac. Mille étudiants, sur les 6 300 de l'université, s'y donnent rendez-vous chaque jour.

L'investissement fut lourd pour cette université de taille moyenne : 5 millions de francs, financés en grande partie par le CROUS (1,5 million de francs), le conseil général du Var (0,5 million de francs), l'Etat (0,5 million de francs) et l'université (0,25 million de francs), le reste étant réparti entre l'Organisation pour le tourisme universitaire (OTU) et l'aménageur de ce secteur.

Au rez-de-chaussée, une cafétéria, gérée par le CROUS, propose un service de restauration rapide à des tarifs dignes d'un restaurant universitaire. Cette brasserie sert en moyenne quatre à cinq cents repas journaliers. Au premier étage, s'est installé le service commun universitaire d'information et d'orientation (SCUIO) et, sur une mezzanine, cent mètres carrés ont été réservés à l'espace «services» : une banque, une librairie universitaire, un service de reprographie et de traitement de texte, et une antenne de l'OTU accueillent les étudiants.

En ne livrant pas le Béal aux seuls entrepreneurs privés, l'expérience toulonnaise a évité de dénaturer le concept des maisons de l'étudiant. La présence du SCUIO et de la cafétéria en fait un lieu de passage, même si l'absence de local pour les associations d'étudiants vide cette maison d'une partie de son sens. Parmi les sociétés qui ont investi la mezzanine, la plus satisfaite est, sans aucun doute, celle qui gère l'espace de reprographie. Les étudiants y sont nombreux et le bruit sourd des photocopieuses permanent. L'administration de l'université elle-même utilise ses services.

Déception des libraires

Les autres, en revanche, excepté l'OTU, restent sur leur faim. S'il paraissait évident que la banque (le Crédit agricole) ne pouvait fonctionner à plein régime en se contentant d'installer un simple bureau d'information, la surprise est venue de la librairie. Quartier latin, déjà implantée sur trois cents mètres carrés, dont la moitié est réservée aux étudiants, dans le centre commercial voisin de quelques centaines de mètres, n'arrive pas à faire décoller son annexe sur le campus. Les manuels universitaires restent délibérément sur leurs présentoirs, et cet espace réduit est étrangement vide alors que le Béal résonne de rires et de discussions animées.

Ces difficultés ont surpris les libraires. Enthousiastes à l'idée de développer une antenne au sein même du campus, ils ont rapidement déchanté. *«Il nous paraissait évident qu'en apportant un service supplémentaire aux étudiants qui sont déjà des habitués de la librairie, nous ne pouvions que remporter un succès»*, explique Magali Girard, propriétaire de Quartier latin. *«En fait, cette antenne ne fonctionne pas du tout, et représente même pour nous un manque à gagner. Si nous y restons encore aujourd'hui, c'est uniquement par crainte de voir un concurrent s'y installer.» Quartier latin* a pourtant tout essayé : les manuels universitaires, les guides pratiques, les nouveautés en édition de poche, la carterie, la papeterie, les commandes pour le lendemain... Rien n'y fait.

La spirale de l'échec est inexorable. Non rentable, la librairie du Béal n'est plus ouverte que quelques heures par jour. Cette faible présence est certainement un handicap et accentue encore la faiblesse des ventes. *«Les étudiants se rendent toujours dans la grande librairie, comme si l'antenne du Béal n'existait pas. On dirait qu'ils ont besoin de s'échapper du campus, de s'en évader.»* A moins que ce ne soit le concept d'antenne d'une librairie qui rebute les étudiants. Les difficultés d'une librairie toulousaine, qui tente la même expérience sur le campus du Mirail (*le Monde* du 28 janvier), celles rencontrées aujourd'hui à Toulon par Quartier latin montrent, en tout cas, les limites des succursales de librairies sur les sites universitaires.

Pas de solution miracle

Le Béal est géré par le CROUS. A l'origine, les maisons de l'étudiant devaient être administrées par les étudiants eux-mêmes ou en association avec eux. Telle était, en tout cas, la philosophie de ces nouveaux espaces imaginés en septembre 1990 par les pouvoirs publics et les syndicats d'étudiants, lors de l'élaboration du plan social étudiant. Ce texte, qui sert désormais de base aux discussions sur les mesures sociales à prendre en faveur des étudiants, envisageait la création, dans chaque université, d'un lieu ouvert aux jeunes ni maison de la culture, ni club de l'université ou local administratif supplémentaire, qui fonctionnerait comme un espace ouvert à toutes les initiatives et proposerait un certain nombre de services encore absents des facultés.

Cette idée généreuse s'est heurtée rapidement à trois écueils majeurs : premièrement, ces maisons sont rapidement apparues comme un équipement de luxe au moment où l'augmentation du nombre d'étudiants rendait criant le manque de mètres carrés; deuxièmement, les financiers de ces nouvelles constructions universitaires n'ont pas forcément souhaité investir dans des bâtiments qui leur échapperaient totalement; enfin, les étudiants, ou leurs organisations représentatives, n'ont toujours pas apporté la preuve qu'ils étaient capables de gérer ces nouvelles structures.

Lors du bilan du plan social étudiant, établi en janvier 1993, l'opération «maison de l'étudiant» fut jugée négative. Bien peu de ces maisons avaient vu le jour, et certains projets, rendus publics, s'apparentent à un simple regroupement de sites administratifs de l'université dans un nouveau bâtiment. D'autres pèchent, au contraire, par excès de libéralisme, transformant ce qui devait être un lieu de vie estudiantin en simple galerie commerciale ou de services marchands. Le Béal de Toulouse, en tentant une première expérience, ne propose peut-être pas la solution miracle, mais il a le mérite de fonctionner.

MICHELE AULAGNON

REPÈRES

ATTRIBUTIONS. Les projets de décrets d'attribution de compétence du ministre de l'éducation nationale et du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ont été examinés, vendredi 9 avril, par le Conseil d'Etat et devaient être soumis au conseil des ministres du 14 avril. Ces textes sont d'autant plus importants que, pour la première fois, l'enseignement supérieur est totalement autonome par rapport au ministère de l'éducation nationale et que plusieurs dossiers relèvent, peu ou prou, des deux départements : classes préparatoires aux grandes écoles, sections de techniciens supérieurs et instituts universitaires de formation des maîtres.

Plutôt que de trancher nettement les attributions respectives, sur ces secteurs-frontière, de MM. Bayrou et Fillon, les projets de décret s'efforcent de fixer le cadre d'une coopération entre les deux ministères. Le ministre de l'éducation nationale pourra faire appel, *« en tant que de besoin »*, à la direction de l'enseignement supérieur et, inversement, le ministre de l'enseignement supérieur pourra faire appel aux différentes directions de la rue de Grenelle (direction des lycées, direction générale des finances, direction de l'information et direction des affaires générales). Le tout sous la houlette des deux directeurs de cabinet.

CABINET FILLON. Après la nomination, dès le 1er avril, de Christian Philip comme directeur de cabinet, le nouveau ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, François Fillon, a complété la composition de son cabinet. M. Jean-Pierre Bardet, professeur d'histoire à Paris-IV, directeur à l'Ecole des hautes études et ancien chef de la mission scientifique du ministère des enseignements supérieurs en 1987-1988, est directeur-adjoint du cabinet. Daniel-Georges Courtois, nommé chef de cabinet, était jusqu'à ces derniers jours sous-préfet de Mamers (Sarthe).

Parmi les conseillers, Pierre Lostis, directeur de recherche au CNRS et ancien recteur de Caen de 1986 à 1989, sera chargé de la recherche ; Denis Maugars, ingénieur en chef des mines, des affaires industrielles et budgétaires ; Claude Lebrun, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et ancien directeur des personnels d'enseignement supérieur (1987-1988), des problèmes de personnel ; Claude Griscelli, professeur de pédiatrie à l'hopital Necker, des affaires médicales.

Roland Debbasch, fils de Charles Debbasch, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration et professeur de droit à l'université Aix-Marseille-III, sera chargé des affaires juridiques ; Alain Bideau, directeur de recherche au CNRS, vice-président de la Société de démographie historique (que préside Jean-Pierre Bardet), sera chargé des affaires internationales ; Jérôme Paolini, chercheur à l'Institut français des relations internationales, prend en charge les affaires européennes et de défense ; Françoise Epinette, venue de la direction de l'information et de la communication du ministère de l'éducation nationale, est responsable des relations avec la presse.

EUROPE. La chambre de commerce et d'industrie de Paris vient d'éditer un guide très complet de la formation en Europe. Chacun des programmes et initiatives communautaires (Erasmus, Comett, Lingue, Petra, Tempus, etc.) fait l'objet d'une fiche pratique précisant objectifs, publics visés, budgets et aides aux projets, modalités pratiques de participation et sources d'information complémentaire. Un outil très utile.

► ***Formation Europe : les priorités communautaires,*** **188 p., 140 F. Renseignements : (1) 49-54-28-54.**

ILLETTRISME. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, reste, dans l'immédiat, président du Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme (GPLI), à la tête duquel il avait été nommé en 1987 par M. Chirac et confirmé, en 1989, par M. Rocard. Le GPLI étant rattaché au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, la nomination de M. Bayrou au gouvernement semblait rendre difficile son maintien à la présidence du groupe. Finalement, le secrétariat général du gouvernement a estimé qu'il n'y avait pas incompatibilité. A terme, M. Bayrou devrait toutefois passer le relais à un parlementaire.

MANAGEMENT. Pour faire face à la pénurie croissante d'enseignants de management, la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (FNEGE) avait créé, en 1992, un système de bourses et de soutien financier aux étudiants et aux cadres d'entreprise se destinant à la carrière d'enseignant de gestion, ainsi qu'aux jeunes enseignants souhaitant se perfectionner, notamment grâce à des séjours d'études dans des universités étrangères. Ce soutien est renouvelé cette année et une centaine de bourses seront attribuées pour l'année universitaire 1993-1994 pour le financement d'études doctorales, d'un projet de recherche ou d'un séjour de six mois à l'étranger.

► **Renseignements : FNEGE, 2, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 47-66-03-08 ou Minitel 36 15 FNEGE.**

PREMIER MINISTRE. C'est Nicole Ferrier-Caverivière, professeur d'université et ancien recteur, qui est chargée de suivre le dossier de l'éducation au cabinet de M. Balladur, à l'hôtel Matignon.

[Née le 14 aout 1945 à Limoges (Haute-Vienne), Nicole Ferrier, née Caverivière, est agrégée des lettres modernes (1968) et docteur ès lettres (1978). Professeur au lycée de Montereau en 1968, elle enseigne ensuite à l'université de Limoges (1969), où elle est successivement assistante, maître assistant, puis professeur, avant d'être nommée professeur à l'université de Paris-Val-de-Marne (Paris-XII) en 1982. Mme Ferrier-Caverivière a été recteur de l'académie de Limoges entre 1986 et 1989. Trésorière, puis secrétaire générale de la Société d'études du dix-septième siècle, elle est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Image de Louis XIV, dans la littérature française de 1660 à 1715,* paru aux PUF.]

Une nouvelle race de prépas

Les instituts nationaux polytechniques de Grenoble, Nancy et Toulouse lancent, à la rentrée prochaine, des cycles préparatoires originaux

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

Avec ses huit écoles, ses deux mille cinq cents étudiants et ses huit cent cinquante diplômés par an, l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG) est l'une des plus grosses fabriques françaises d'ingénieurs. Si on y ajoute ses homologues de Toulouse et Nancy, on atteint un potentiel de deux mille deux cents diplômés chaque année, soit quelque 12 % des flux d'ingénieurs formés en France. Une initiative conjointe de ces trois établissements, présents dans la plupart des domaines scientifiques et techniques, est donc loin d'être négligeable. C'est ce qui est en train de se passer avec la création, à la rentrée prochaine, à Grenoble, Nancy et Toulouse, de «cycles préparatoires polytechniques» destinés à compléter, par une voie originale, le recrutement traditionnel à l'issue des concours ouverts aux élèves de classes préparatoires.

Ces «prépas intégrées» ne sont certes pas inconnues dans les écoles d'ingénieurs françaises. Si on fait le compte des effectifs des cinq écoles nationales d'ingénieurs (ENI) de Belfort, Saint-Etienne, Metz, Brest et Tarbes, des quatre instituts nationaux des sciences appliquées (INSA) de Rennes, Rouen, Toulouse et Strasbourg, de l'université de technologie de Compiègne et de sa petite sœur de Sévenans (Territoire de Belfort), quelque 12 % des 35 000 élèves-ingénieurs des écoles dépendant du ministère de l'éducation nationale relèvent de ces premiers cycles intégrés. Mais jusqu'à présent, cette particularité était liée à l'histoire et au statut de ces établissements. Et la plupart des écoles d'ingénieurs mettaient un point d'honneur à recruter leurs élèves dans le vivier des prépas classiques.

L'initiative des trois INP ouvre donc une brèche dans un paysage qui paraissait immuable. *« Il n'est pas question de déclarer la guerre aux prépas »*, s'empresse de souligner Maurice Renaud, président de l'INPG et l'un des principaux initiateurs de l'expérience qui va être lancée à la rentrée prochaine. *« Les classes préparatoires nous donnent satisfaction ; elles assurent aux élèves des bases en mathématiques et des méthodes de travail très fortes. »*

Spécialisation progressive

Pourtant, cette révérence achevée, il ne fait pas de doute que le projet des trois instituts nationaux polytechniques résulte de critiques sévères à l'égard des prépas classiques. La première porte sur le profils des élèves de prépas. *« On connaît tous des jeunes, issus du bac E, par exemple, mais aussi du bac C, qui ont un potentiel d'ingénieurs mais qui sont effrayés par les prépas et y renoncent. Il faut être fort intellectuellement mais aussi psychologiquement pour mettre en jeu tout son avenir sur un concours que l'on passera deux ou trois ans après »*, note M. Renaud.

Deuxième critique : le système des prépas est dominé par le concours de l'Ecole polytechnique et par la hiérarchie rigoureuse de concours et d'écoles qui en découlent. *« Même si très peu le décrochent, les élèves de prépas sont préparés au concours de l'X plutôt qu'à nos écoles. Ils se retrouvent chez nous par le jeu des classements plus que par motivation et par goût »*, souligne le président de l'INPG, qui exprime là un sentiment très répandu dans les écoles d'ingénieurs, en dehors du peloton des plus prestigieuses. Bref, le moule homogène des prépas prive les écoles d'un recrutement suffisamment diversifié.

Enfin, manquent aux prépas, selon M. Renaud, *« une approche physique des phénomènes »*, plus concrète et inductive qu'abstraite et déductive, et surtout une dimension professionnelle permettant aux élèves de s'orienter progressivement, en connaissance de cause, *« et non pas en trois semaines, à l'issue du concours. Quand on a parlé de notre projet aux professeurs de classes préparatoires, ils ont été très intéressés car ils sont tout à fait conscients d'être coincés dans leur carcan »*.

Un carcan dont les cycles préparatoires polytechniques lancés par les trois INP entendent précisément sortir. Pour Michel Baribaud, directeur de l'ENSERG (Ecole nationale supérieure d'électronique et de radio-électricité de Grenoble) et maître d'œuvre du projet à Grenoble, il s'agit, en effet, d'inventer une formation de premier cycle originale et adaptée aux besoins des écoles.

Ouvert aux bacheliers des séries C, D, E ou F, le recrutement se fera sur dossier et entretien de motivation. Il débouchera sur une première année généraliste, commune à tous les étudiants, puis, au terme d'une nouvelle orientation, sur une deuxième année plus spécialisée, préfigurant le choix de l'école de sortie. Tous les élèves du cycle préparatoire pourront, en effet, postuler à l'une des dix-sept écoles regroupées dans les trois INP, voire à d'autres écoles qui se sont déjà déclarées intéressées, en particulier certaines écoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI), dont le concours est, à partir de cette année, géré par les INP.

Les avantages du dispositif sont évidents. Basés, en première année, sur un recrutement plus régional, ces cycles préparatoires ouvriront, à la sortie, sur un réseau d'établissements offrant aux élèves un choix très large, vers des écoles réparties sur l'ensemble du territoire. C'est une façon, également, de casser la rigidité des prépas intégrées existantes qui obligent les bacheliers à faire leur choix dès le départ et à passer cinq ans dans le même établissement. La structure universitaire des INP permettra, en outre, de faciliter les conventions avec les universités voisines et de multiplier les passerelles pour les élèves qui décideraient de se réorienter vers les premiers cycles scientifiques.

Tutorat et options

Programmes et pédagogie, qui se veulent novateurs, ont été élaborés en liaison avec des professeurs de prépas intéressés par l'expérience. C'est sur leur conseil notamment que l'emploi du temps hebdomadaire a été établi sur une base de vingt-cinq à trente heures pour éviter la saturation fréquente dans les prépas classiques. A côté des cours classiques (systématiquement assortis de travaux pratiques), plusieurs innovations ont été introduites. En seconde année, les étudiants devront ainsi choisir des cours thématiques parmi cinq grands thèmes des sciences de l'ingénieur (électronique-électrotechnique-automatique, mécanique, génie-chimique-matériaux, informatique, agronomie-biologie) afin de choisir leur voie *« de façon plus raisonnée »*, selon M. Baribaud.

De même un système de tutorat est prévu (cent vingt heures sur une formation totale de mille six cents heures) afin de favoriser une évaluation des élèves plus complète que par les examens traditionnels, permettant de mieux mesurer dynamisme, capacité de travail en équipe, etc. Dans le même esprit, un cours à option d'une quarantaine d'heures offrira à chaque étudiant la possibilité d'étudier à fond, et sur le terrain, un processus ou un équipement scientifique ou technique. Enfin un stage ouvrier de six semaines est obligatoire en fin de cycle.

Reste à amorcer la pompe. Prévue au départ de façon expérimentale, avec une cinquantaine d'élèves dans chacun des cycles préparatoires (Grenoble, Nancy et Toulouse), cette nouvelle filière devrait monter progressivement jusqu'à une centaine d'étudiants recrutés chaque année. Et le ministère de l'éducation nationale, très intéressé par cette initiative, a incité les trois INP à démarrer dès la rentrée prochaine, au lieu de la rentrée 1994 envisagée initialement.

Cette accélération du projet ne va pas sans poser quelques problèmes. De locaux, tout d'abord, et en particulier à Toulouse, ce qui obligera les établissements à trouver, dans l'immédiat, des solutions transitoires. Problèmes de personnel également, chaque cycle nécessitant la création de quelques postes d'enseignants et une dotation d'heures complémentaires permettant de mobiliser les enseignants des INP. Problèmes d'équipement, enfin, dont le coût, évalué à 1 million de francs sur les deux années de lancement pour chacun des sites, ne peut pas, comme dans les prépas classiques installées dans des lycées, être pris en charge par les régions. Il ne fait pas de doute, cependant, pour les initiateurs du projet, que l'innovation est à ce prix.

GÉRARD COURTOIS

Le feuilleton de la réforme

Le feuilleton de la réforme des classes préparatoires aux grandes écoles va-t-il connaître un nouveau rebondissement ? Le relance, depuis deux mois, par le ministère de l'éducation nationale, des réflexions à ce sujet pourrait le laisser penser, même si le changement de gouvernement et le rappel des épisodes précédents incitent à la circonspection.

La rénovation des prépas, et en particulier des prépas scientifiques menant aux écoles d'ingénieurs, est, en effet, une vieille histoire. Dès 1989, le problème était posé, sous la pression conjuguée de la Conférence des grandes écoles, du ministère et des professeurs de classes préparatoires. Les prépas ont beau constituer la filière la plus prestigieuse pour les bacheliers, soulignaient les uns et les autres, elles souffrent de handicaps d'autant plus sensibles que leurs effectifs ont considérablement augmenté depuis dix ans, passant de 28 000 à 47 000 entre 1982 et 1991 pour les prépas scientifiques et commerciales publiques.

Un groupe de travail, constitué en 1990, débouchait au printemps 1991 sur un projet de rénovation des prépas scientifiques qui semblait avoir l'aval de la plupart des partenaires. A l'été 1991 cependant, Claude Allègre, alors conseiller de M. Jospin au ministère de l'éducation nationale, proposait brusquement de ramener à un an la durée des prépas scientifiques. La levée de boucliers était immédiate et obligeait finalement le ministère à renoncer à son projet.

Depuis, c'était le *statu quo*. Les professeurs de l'Union des professeurs de spéciales (UPS) avaient beau exprimer une inquiétude grandissante devant les difficultés d'élèves de plus en plus nombreux et de niveau inégal, ils avaient beau réclamer un allègement des programmes et dénoncer *« un immobilisme de plus en plus préoccupant »*, selon les termes de leur président, Denis Monasse, rien ne semblait bouger.

Un projet de décret

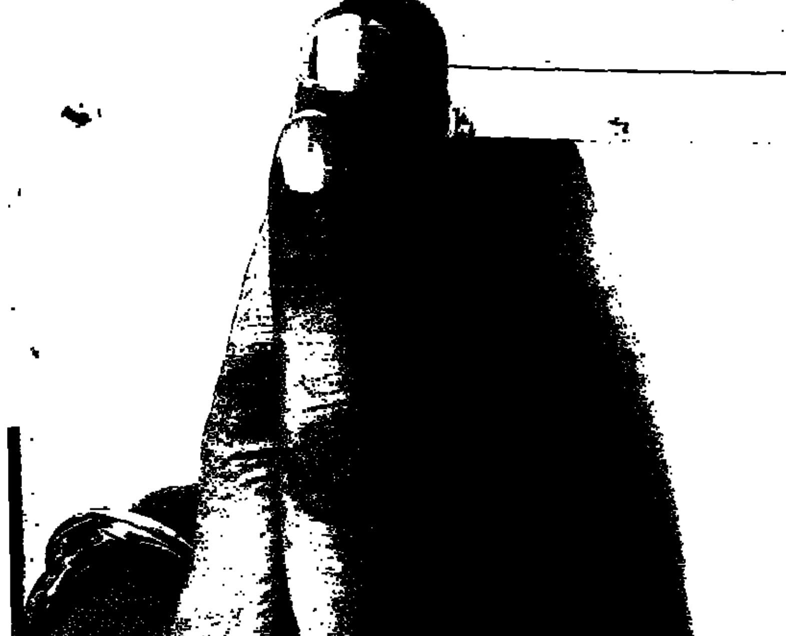
La situation s'est pourtant débloquée depuis le début de l'année, à l'initiative du ministère de l'éducation nationale, libéré, il est vrai, du dossier explosif de la rénovation des premiers cycles universitaires. Constatant, tout d'abord, que le décret général sur les classes préparatoires, formellement prévu par la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur, n'avait jamais été pris, le ministère a bouclé un projet de décret qui a été adopté, à l'unanimité moins une voix, par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) le 22 mars dernier.

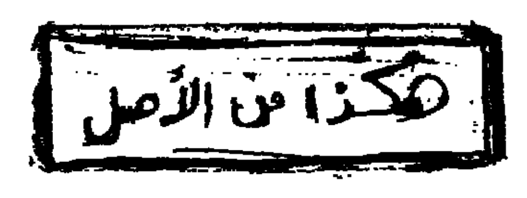
Ce texte organise les classes préparatoires en trois groupes (scientifique, commerciale et littéraire) au lieu de deux auparavant, prévoit d'instaurer, pour chaque secteur, une commission pédagogique nationale et, dans chaque établissement, une commission d'admission et d'évaluation présidée par le proviseur. Il précise, également, d'introduire, durant la première période (le premier trimestre) de la première année, une phase d'orientation permettant aux élèves qui le souhaitent de changer de voie rapidement. En seconde année est posé le principe d'options permettant de diversifier un peu les parcours. Enfin le projet de décret pose le cadre d'un système de conventions entre classes préparatoires et universités pour faciliter les équivalences.

Sur la base de ce texte, un avant-projet d'arrêté sur les classes préparatoires scientifiques a été soumis à la concertation. Il prévoit un remodelage des différentes filières destiné à clarifier et diversifier les choix offerts aux élèves, une réduction des horaires d'enseignement au profit du travail personnel, de travaux plus expérimentaux et du développement des langues vivantes. Des réflexions plus précises ont été menées sur le secteur de la biologie, des sciences technologiques, des études vétérinaires, mais aussi de façon transversale sur l'enseignement de sciences humaines ou de langues vivantes dans les prépas scientifiques. Enfin les premiers contacts ont été pris avec les responsables des prépas commerciales et littéraires.

Reste à savoir quel sort sera réservé, par le nouveau gouvernement, à ces projets. Une seule chose est sûre : la répartition un peu floue des compétences, sur ce dossier, entre le ministre de l'éducation nationale et celui de l'enseignement supérieur n'est pas de nature à accélérer la rénovation des prépas.

G. C.





POINT DE VUE

Préserver le plaisir d'apprendre

par Sylviane Gasquet, Gisèle Jean et Hubert Marin

L'UN des grands axes de la rénovation des lycées consiste à tenter de rééquilibrer les sections au sein des lycées d'enseignement général : comment parvenir à diversifier les profils « d'excellence » alors que l'inquiétude des familles pousse l'élève à demander l'entrée en section scientifique (C), même s'il songe à poursuivre des études tournées vers les lettres ou les sciences sociales.

Infléchir une tendance sociale n'est certes pas chose aisée. Encore faut-il, pour choisir, que parents, enseignants et élèves soient informés largement et suffisamment tôt. Et que l'on ne fasse pas semblant d'ignorer que les projets d'orientation s'élaborent tout au long de l'année de seconde. Faut-il taire que, pour la poursuite d'études longues en économie ou dans le haut enseignement commercial, la nouvelle section économique et sociale (ES), si possible accompagnée de l'option mathématique, devra être la voie naturelle sinon unique ? Faut-il éviter de mentionner l'option mathématique pour ne pas risquer de nuire à l'option sciences économiques et sociales ? Mais à ce petit jeu, l'élève moyen hésitant continuera à choisir la voie scientifique (S), même si l'économie est son centre d'intérêt : nos élèves nous le disent déjà.

La chasse à l'effectif

Car la question est bien là : comment maintenir les effectifs des sections scientifiques, tout en attirant les futurs « prépa HEC » ou premiers cycles universitaires d'économie vers la section ES ? Dire que cela n'est pas contradictoire prouve une réelle méconnaissance des pratiques sociales.

Pourquoi ne pas reconnaître qu'une légère baisse du nombre de bacheliers scientifiques n'induirait pas nécessairement un moins grand nombre de poursuites d'études scientifiques ? Car *« une grosse part d'un petit gâteau peut-être aussi intéressante qu'une petite part d'un gros gâteau »* ! En un mot, veut-on plus de bacheliers S ou plus de scientifiques ?

Alors que, pour la première fois, le programme de mathématiques n'est pas une portion du programme de la section sciences (ce qui jusqu'à présent renforçait l'effet de la hiérarchie des sections), le risque est grand de voir jeter le discrédit sur les nouveaux contenus.

Apprendre à raisonner, à exercer un esprit critique à propos d'informations basées sur les chiffres est déjà caricaturé en « mathématiques du contribuable » ou « mathématiques utilitaires ». Comme si l'on réduisait la subtilité de l'apprentissage de la musique à l'apprentissage des gammes !

Le choix de l'élève

Travailler l'analyse en s'appuyant davantage sur les représentations graphiques, proposer d'atteindre une meilleure compréhension de ce que l'élève manipule est parfois présenté comme un handicap possible pour suivre les mathématiques proposées en DEUG sciences économiques ou en préparation HEC. Si tel était le cas alors, peut-être faudrait-il s'inquiéter des mathématiques offertes en premier cycle universitaire et éclaircir leur finalité. Ces mathématiques servent-elles l'économie ou *« l'économie du système universitaire »* ?

Dans toute activité mathématique (numérique, graphique et algébrique), mettre du sens à ce que l'on fait est tout autant un élément de réussite scolaire qu'une base fondamentale de la construction de soi. Ceux qui freinent cette évolution défendent, de fait, la fonction de sélection sociale des mathématiques.

Au cours de ses années d'études, l'élève doit prioritairement se former, tout en affinant progressivement ses choix d'orientation. Subir, dès seize ans, les pressions dues aux difficultés d'emploi, suivre des études dont on n'a pas vraiment le goût, peut conduire l'élève à la simili-compréhension, au travail superficiel ou même parfois plus gravement, à une angoisse profonde.

N'empêchons pas un élève aimant les sciences d'aller en S, même s'il évoque un projet, à plus ou moins long terme, d'aller vers des métiers correspondant à des études d'économie ou de gestion. En revanche, n'obligeons pas l'élève peu attiré par les sciences à travailler trois disciplines scientifiques. Permettons à l'élève intéressé par le monde contemporain, soucieux d'apprendre à maîtriser l'information, ayant le goût de l'argumentation, de soutenir ses efforts en allant dans une section de son choix. Laissons-le s'appuyer sur le plaisir d'apprendre afin qu'il ne sorte pas du système scolaire diplômé au mieux, mais peut-être sans curiosité.

Si nous nous sommes engagés à travailler à la réforme des lycées, si nous avons souhaité écrire ce texte, ce n'est pas pour défendre une série, mais pour mieux aider nos élèves en préservant avant tout leur goût d'apprendre. C'est en eux-mêmes qu'ils devront puiser pour réagir, se former, évoluer sans cesse dans le monde du vingt et unième siècle qui sera le leur.

► Sylviane Gasquet est professeur de mathématiques, membre du groupe technique disciplinaire de mathématiques ; Gisèle Jean est professeur de sciences économiques et sociales, et présidente de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales, et Hubert Marin est professeur de sciences économiques et sociales et membre du groupe technique disciplinaire d'économie.

COURRIER

Le vrai salaire des profs

La publication, dans le Monde du 11 février, des résultats d'une enquête du ministère de l'éducation nationale sur le revenu des enseignants nous a valu un courrier volumineux, dont nous publions quelques extraits.

« Dementia pedagogica »

Je fais partie des enseignants qui travaillent entre cinquante et soixante heures par semaine (sans cours particuliers ni travaux annexes), après enquête minutieuse effectuée par mes proches, excédés de me voir à mon bureau tous les jours que Dieu fait. Je suis par ailleurs assez indifférente à ce que je gagne : de toute façon, le temps que je consacre à mon travail, que j'aime beaucoup, m'empêche d'avoir des loisirs (...).

Je serais tout à fait heureuse de vaquer dans l'allégresse à mes œuvres pédagogiques si je ne trouvais sans cesse devant moi le mépris général pour la paresse bien connue des enseignants. Même si on a derrière soi presque vingt ans de flamme, il n'est pas toujours encourageant de se heurter à la désapprobation ironique ou apitoyée des collègues plus expéditifs, à l'indifférence fréquente de l'administration (elle même pas toujours encline à un labeur forcené) et, surtout, au scepticisme de l'opinion. Heureusement, les élèves restent des témoins chaleureux (quoique respectueusement distants : sait-on jamais, la contagion...), de la *dementia pedagogica* qui agite certains d'entre-nous (...).

CHANTAL BONNE-DULIBINE
agrégée de lettres (Créteil)

1 792 heures par an

Je serais très curieux de connaître la façon dont la Direction de l'évaluation et de la prospective du ministère calcule cette moyenne de 29 à 36 heures de travail par semaine (1 100 à 1 350 heures par an) dont elle crédite (?) les professeurs agrégés et certifiés. Depuis longtemps excédé par l'opinion qui prévaut à ce sujet, je me suis en effet astreint, du 1er septembre 1991 au 31 août 1992, à décompter journellement mon temps de travail, strictement défini de la façon suivante : cours et « colles », préparation des cours *stricto sensu* (ce qui exclut, par exemple, la lecture d'ouvrages qui ne seraient pas en rapport direct avec le programme de l'année, quand même on pourrait les considérer comme « professionnels »), correction des copies (environ 1 400), participation à des jurys de concours (outre plusieurs réunions, correction de 170 copies), surveillance d'examens et concours, participation et conseils de classes, réunions de professeurs, entretiens demandés par des élèves, rédaction de quelques articles sur les programmes...

Le total auquel je suis parvenu est de 1 792 heures, soit environ 47 heures par semaine, l'équivalent, donc, du temps de travail des plus diplômés parmi les cadres administratifs et commerciaux des entreprises. Le tout pour un revenu mensuel moyen, avant impôts, de 24 669 francs en 1992.

Pour autant, je ne me plains pas du rapport entre mon temps de travail et mon revenu, même par comparaison avec mes « homologues » du secteur privé : la sécurité de l'emploi, l'autonomie, la coïncidence, même partielle, du labeur et des loisirs sont des avantages difficiles à chiffrer. Ce qui me choque cependant, c'est d'abord le mépris dans lequel le ministère chargé de les délivrer tient les diplômes de ses propres fonctionnaires. Plus on est diplômé, en effet, et plus l'écart des rémunérations par rapport aux cadres de niveau équivalent s'accroît (...). C'est ensuite que le mérite ou le démérite des enseignants n'a, comme chacun sait, guère d'influence sur leurs carrières ni sur leurs rémunérations (...). C'est enfin les scandaleuses conditions de travail qui sont les nôtres. (...)

PIERRE D'ALMEIDA
professeur en classes préparatoires (Tours)

Les pieds dans l'arène

(...) L'objectivité exigeait que l'on présente les enseignants les mieux payés comme une minorité fort restreinte, et les moyennement ou très moyennement payés comme la majorité ; ce qu'ils sont également. Mais, direz-vous, (et d'ailleurs vous le dites), il y a les primes, les indemnités, les heures supplémentaires... Une prime de 6000 francs par mois, est-ce un avantage usurpé ? Je connais des professeurs qui abandonneraient volontiers cette prime contre l'assurance de mesures concrètes destinées à rendre leur travail plus aisé, ou simplement possible, dans leur établissement d'affectation : où sont les surveillants compétents, les salles dont les cloisons permettent de ne pas profiter du cours du collègue d'à côté, les espaces de travail pour se concerter et préparer des activités communes ?

Ces détails, le bruit, la violence entre les élèves, les bavardages, l'hétérogénéité limite de certaines classes, l'absence de surveillance continue dans les cours et les couloirs... doivent paraître bien futiles à qui n'a jamais mis les pieds dans l'arène. Il est plus simple, en effet, et plus simpliste d'utiliser la stratégie bien connue qui consiste à faire des victimes les coupables et à désigner un bouc émissaire (...).

MARLAINE CACOUAULT
maître de conférences (Dijon)

Enseignants surmenés

(...) Au chapitre des rémunérations, il faut en finir avec les vieilles lunes. A combien, à titre indicatif, l'heure du prof besogneux qui se fait des sous en sus en corrigeant des copies d'agrégation (je choisis à dessein les mieux payées, et au taux majoré de 37,06 francs) ? (...) La seule copie qui paie vraiment – il faut oser le dire, – c'est la copie blanche. Avec elle, au moins, pas de nuit blanche !

Quant au calcul du travail effectif des enseignants, les estimations de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) me dépassent : vingt-neuf à trente-six heures par semaine, en comptant les heures supplémentaires. A coup sûr, ils ont un grain de coincé quelque part dans leur sablier. Que l'on cesse, de grâce, le faux procès. Mieux payés, les enseignants seraient certes plus heureux et on ne ferait que leur accorder leur dû. Mais ce qui importe avant toute chose, c'est de mettre un terme à ces calculs spécieux autour de la durée effective de leur temps de travail : les enseignants sont surmenés et, qui pis est, malmenés pour nombre d'entre eux. Cela crève les yeux.

MONIQUE MICHAUD
agrégée (Poitiers)

Pas de moyenne possible

(...) Certains enseignants sont justement payés par le salaire qui leur est actuellement versé. On doit reconnaître que leur semaine de travail n'est pas très lourde. En revanche, d'autres sont nettement sous-payés. C'est le cas de tous les certifiés du second cycle. Et la « moyenne de travail » sur des cas aussi différents que ceux des sept cent mille enseignants de l'éducation nationale n'est pas satisfaisante tellement les « métiers » présentent, dans cet organisme unique en apparence, des conditions contrastées.

MARIE ROUZEAU
(Guérande)

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

ÉCONOMIE

BILLET

Le test de l'assurance-chômage

Depuis l'arrivée de M. Balladur au gouvernement, l'expression « état de grâce » renaît tout doucement. A plusieurs signes, il est manifeste que le premier ministre aborde les dossiers sociaux en souplesse et qu'il souhaite se donner le temps de la décrispation. Ne serait-ce que pour ne pas heurter, dans cette délicate période qu'est la cohabitation *« bis »*. Mais pourra-t-il prolonger durablement ce moment privilégié ? Comme toujours dans ces cas-là, l'appel pressant pour un retour aux réalités vient des proches. Mus par l'urgence de certains dossiers, ce sont fatalement eux qui rompent le charme. Au risque de provoquer les premières tensions.

Cela vient de se produire avec l'entretien du président de la commission sociale du CNPF que publie, mercredi 14 avril, le quotidien *la Tribune Desfossés*. *« Fin mai, l'UNEDIC ne pourra plus payer les chômeurs »*, prévient Jean Domange, qui réclame aux pouvoirs publics, pour 1993, *« une aide complémentaire d'environ 10 milliards »*. Jusqu'à présent, le patronat avait évité d'employer un ton alarmiste, au moins publiquement. Il avait indirectement laissé ce soin à la CGT et surtout à Marc Blondel, secrétaire général de FO, qui justifiaient ainsi leur refus de signer la dernière convention du régime d'assurance-chômage. Pour autant, le CNPF se montrait anxieux, voire fébrile, ces dernières semaines. A suivre une détérioration des comptes de l'UNEDIC qui s'accélère, au point que le déficit cumulé pourrait dépasser 31 milliards de francs à la fin de l'année, M. Domange avait même imaginé de convoquer, à la mi-mars, la réunion de bilan prévue le 4 mai par les accords. Ce qui, à l'époque, en pleine campagne électorale, aurait été du plus mauvais effet. Plutôt que de céder à la panique, le dirigeant patronal a donc préféré craquer maintenant et, par voie de conséquence, il prend, le premier, la responsabilité de mettre le nouveau gouvernement au pied du mur.

En tirera-t-il avantage ? Dans la négociation qui s'engage, M. Domange avance des exigences qui font écho aux engagements électoraux de la nouvelle majorité. C'est ainsi qu'il demande une séparation différente et plus nette entre l'indemnisation par l'assurance-chômage et celle qui relève de la solidarité, financée par l'Etat. Surtout, il en profite pour récuser par avance toute renonciation aux baisses de cotisations UNEDIC prévues le 1er juillet, et cela au nom du discours sur l'allègement des charges. Voilà donc le CNPF qui oblige M. Balladur à un premier test.

ALAIN LEBAUBE

□ **Reprise du trafic aérien en 1992, notamment aux Etats-Unis.** – Le trafic des principaux aéroports mondiaux a connu en 1992 un *« sursaut »* après la tourmente de 1991, notamment aux Etats-Unis, selon l'étude annuelle d'*Aéroports magazine*. Avec 50,4 millions de passagers (+ 11,2 %), Aéroports de Paris occupe la septième place au palmarès mondial, qui comprend toujours sept villes américaines dans les dix premières du classement. New-York, avec trois aéroports (JFK, Newark, La Guardia) a enregistré plus de 71 millions de passagers (+ 4,8 %) et occupe la première place mondiale, devant Chicago (68 millions) et Londres (67 millions). Aux Etats-Unis, la progression du fret est supérieure à celle des passagers, signe d'une légère reprise de l'activité, alors que l'on constate une évolution inverse en Europe et en Asie.

La réunion ministérielle du G7 à Tokyo

Le Japon décide d'accroître son aide à la Russie

Hôte de la réunion ministérielle du G7, critiqué par ses partenaires pour ses réticences à aider davantage la Russie, le Japon s'efforce de regagner du terrain. Tokyo a décidé d'accorder à Moscou une assistance bilatérale de 1,82 milliard de dollars (plus de 9,8 milliards de francs), soit le montant le plus élevé après celui décidé par les Etats-Unis.

TOKYO

de notre correspondant

Le ministre des affaires étrangères, Kobun Muto, a officiellement confirmé que le Japon ne ferait pas dépendre l'assistance accordée par la Russie à la résolution du contentieux territorial entre les deux pays, c'est-à-dire le sort des quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles.

Au cours d'une conférence de presse donnée mardi 13 avril, le ministre a déclaré que le Japon entendait séparer les deux questions : *« La crise que traverse la Russie doit prévaloir sur toute autre considération »*, a-t-il déclaré, ajoutant que son gouvernement poursuivra ses efforts pour résoudre le problème territorial.

Cette réorientation de la diplomatie japonaise, qui auparavant liait la question territoriale à celle de l'aide à la Russie – réorientation sensible depuis que Tokyo décida, sous la pression de ses partenaires, d'organiser la réunion ministérielle des 14 et 15 avril (*le Monde* du 27 mars), – est donc désormais officiellement entérinée par le ministre des affaires étrangères en dépit des grincements de dents qu'elle suscite dans sa propre administration. Mercredi, quelques membres de l'extrême-droite japonaise manifestaient contre cette réunion.

Cherchant à profiter de ces bonnes dispositions, même si elles sont un peu forcées, le président Eltsine a annoncé son intention de se rendre prochainement au Japon, peut-être en mai. Tokyo a accueilli cette information avec surprise et perplexité.

Selon le correspondant de l'*Asahi* à Moscou, les dirigeants russes cherchent à tirer partie de la pression exercée sur le Japon par les grands pays industrialisés pour rattraper la visite annulée de manière abrupte en septembre dernier, précisément en raison de l'intransigeance de Tokyo sur la question territoriale. M. Eltsine peut maintenant espérer ne pas se heurter à de trop pressantes exigences japonaises. Son voyage doit faire l'objet, mercredi, des entretiens entre le ministre russe des affaires étrangères, M. Kozyrev, et son homologue japonais.

Fortes appréhensions

L'aide japonaise à la Russie est restée jusqu'à présent modeste : les 2,8 milliards de dollars annoncés en octobre 1991 comportent une enveloppe de 1,8 milliard d'assurance-crédit, dont seulement 800 millions ont fait l'objet d'un accord commercial. En matière d'aide humanitaire et technique, le Japon n'a versé que 84 millions de dollars. Une autre aide humanitaire (100 millions de dollars), accordée en octobre 1992, est en cours d'exécution.

Le nouveau train de mesures proposées par les Japonais comporte des prêts de la Banque d'import-export d'un montant de 1,5 milliard de dollars destinés au développement de la production d'énergie et aux assurances des échanges commerciaux entre les deux pays, une aide humanitaire de 100 millions et une contribution (120 millions) à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) destinée à la promotion des petites et moyennes entreprises.

Le Japon fournira aussi une aide gratuite de 100 millions de dollars destinée au démantèlement de l'arsenal nucléaire russe et à la construction de dépôts pour les déchets.

Les informations selon lesquelles les sous-marins nucléaires russes déversent leurs combustibles usagés en mer du Japon, faute de dépôts pour les stocker, a suscité de fortes appréhensions dans l'opinion publique nippone. Tokyo attache donc une importance particulière au fait que la Russie puisse traiter les matières dangereuses extraites des armes nucléaires démantelées.

Selon la presse, le ministère des affaires étrangères aurait en outre demandé une aide de 500 millions de dollars à cet effet. Le gouvernement japonais serait prêt d'autre part, avance le *Yomiuri*, à fournir une aide d'urgence de 1 milliard de dollars à l'Ukraine et au Kazakhstan afin d'encourager ces Républiques à signer le traité de non-prolifération nucléaire.

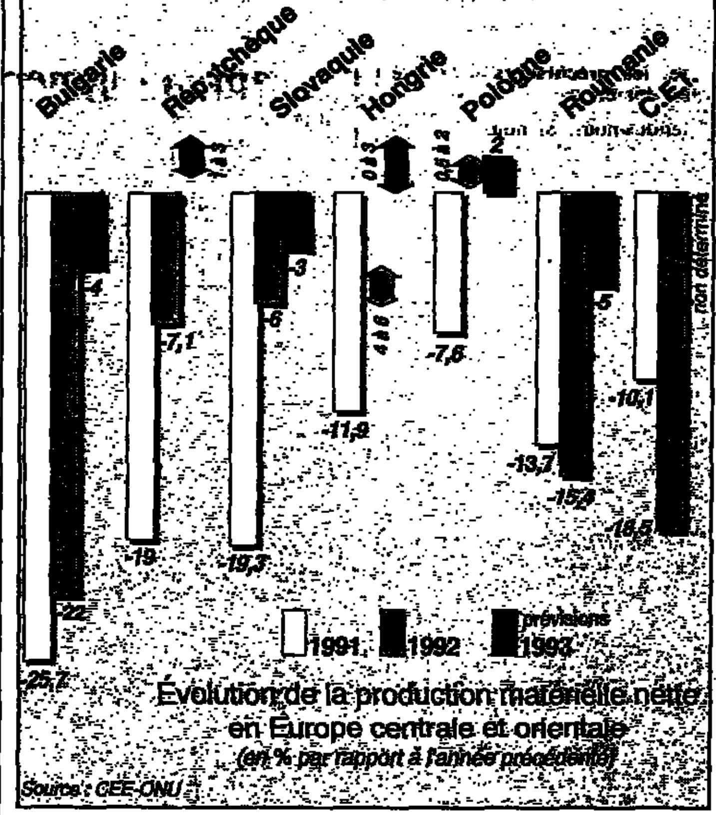
Désormais engagés plus profondément dans le programme d'aide occidentale à la Russie, les Japonais n'en sont pas moins partagés sur le bien-fondé de cette politique. La presse se fait largement l'écho des réticences qui se manifestent au sein même de l'administration.

Le journal économique *Nihon Keizai* souligne par exemple la pauvreté du bilan du gouvernement Eltsine, estimant que les Occidentaux ont une part de responsabilité dans la crise que traverse la Russie : l'assistance étrangère n'aidera pas forcément le chef de l'Etat russe, ajoute le journal. Certains commentateurs font en outre valoir que l'aide considérable reçue par la Russie, dont l'efficacité est loin d'être démontrée, risque de paraître aux yeux des pays du tiers-monde l'expression d'un favoritisme exercé à leurs dépens. D'autres estiment que, si l'aide humanitaire doit être mise en œuvre indépendamment de l'effort des Russes, la coopération multilatérale doit être soumise à de plus sévères conditions. Moscou devrait mettre un peu d'ordre dans son système financier.

Les Japonais estiment enfin que l'un des piliers de l'aide occidentale à la Russie doit porter sur la formation des responsables à l'économie de marché. Le ministère des affaires étrangères propose la création d'un centre de formation de stagiaires russes ou d'autres Républiques issues de l'ex-URSS. Tokyo engage les autres membres du G7 à faire de même.

PHILIPPE PONS

Les évolutions divergentes des pays d'Europe de l'Est



Évolution de la production matérielle nette en Europe centrale et orientale
(en % par rapport à l'année précédente)
Source : CEE-ONU

Reprise en Pologne, frémissements en Hongrie et en République tchèque... mais crise économique noire en ex-URSS, en Bulgarie ou en Roumanie. L'ancien bloc communiste de l'Europe est aujourd'hui formé de régions très contrastées, souligne le rapport de la commission économique pour l'Europe de l'ONU (CEE-ONU), publié à Genève mardi 13 avril.

Partout, la production a très fortement baissé depuis la chute des régimes communistes : 30 % en moyenne et au total depuis 1989. En Pologne, en République tchèque, en Hongrie, la croissance rapide du secteur privé (qui représente entre 25 % et 50 % du total de l'activité), les réformes économiques globales et l'ouverture commerciale permettent d'anticiper une certaine reprise en 1993. En revanche, les experts de l'ONU ne se risquent pas à faire de prévisions pour la CEI, où la production matérielle nette (l'équivalent du PIB) a chuté de 19 % l'an dernier. Dans les pays baltes, la situation a été pire encore, la chute de la production ayant atteint l'an dernier 28 % en Estonie, 35 % en Lituanie, et 44 % en Lettonie.

Au total, 6,5 millions de personnes étaient sans emploi à l'Est fin décembre, les taux de chômage variant de 5,1 % de la population active en République tchèque à 8,4 % en Roumanie, 12,3 % en Hongrie, 13,6 % en Pologne, 15,9 % en Bulgarie, tout en demeurant artificiellement bas dans l'ex-URSS.

Une fois de plus, les experts de l'ONU se livrent à une analyse très critique de l'attitude occidentale à l'égard des pays en transition. Le groupe des Sept envisage uniquement des actions à court terme, surtout lorsqu'il perçoit le danger d'une crise politique majeure, estiment-ils. L'un des pires scénarios décrits serait « une liste de mesures à court terme, conçues en hâte avec un maximum de publicité, mais ne traitant pas des problèmes sous-jacents et chroniques de l'instabilité monétaire et des changements structuraux ». A l'inverse, l'organisme de Genève préconise la mise en place de flux d'assistance technique et financière stables, échelonnés sur une période de huit à dix ans. Il rappelle aussi que les pays d'Europe centrale ont aussi besoin d'aide, d'autant qu'ils reçoivent un montant très limité d'investissements privés (3 milliards de dollars en 1992). L'an dernier, les flux d'aide multilatérale sont tombés à 5 milliards de dollars, contre 8,5 milliards l'année précédente. Les pays occidentaux auraient apporté 40 milliards de dollars au total dans l'ensemble des pays en transition, alors que, à elle seule, l'Allemagne aurait versé 96 milliards de dollars à l'ex-RDA.

F. L.

L'économie russe en dépression

L'aide à la Russie nécessiterait, en préalable, un « audit » de l'économie russe. Tous les experts qui travaillent au chevet de la Fédération reconnaissent cependant que, du fait de l'explosion de l'économie privée, légale et illégale (près de 30 % de l'activité du pays environ), comme de l'affaiblissement de l'administration économique, les statistiques disponibles sont souvent peu significatives. S'ils doivent être manipulés avec précaution, les chiffres disponibles révèlent néanmoins un état de crise grave.

Ainsi, pour la troisième année consécutive, l'activité aurait, à nouveau, fortement chuté en 1992. Suite à la réforme de libéralisation engagée au début de l'année, le produit national brut (PNB) russe aurait baissé l'an dernier de 19 %. Il serait ainsi inférieur de près de 30 % à son niveau de 1989. La chute de la production a notamment affecté le secteur pétrolier. Les revenus de la population auraient diminué dans les mêmes proportions. Le salaire mensuel moyen serait autour de 12 000 roubles, soit environ 20 dollars au taux de change actuel. Le chiffre d'affaires du commerce de détail aurait été, en 1992, inférieur de 45 % à son niveau de l'année précédente.

La pauvreté s'est fortement accrue. D'après l'étude de la commission économique pour l'ONU rendue publique mercredi 14 avril, le nombre de personnes considérées officiellement comme vivant en dessous du seuil de pauvreté (un revenu inférieur au minimum de subsistance) aurait plus que doublé en 1992, passant de 12 % à 29 % de la population. Le chômage reste cependant limité, entreprises et administrations conservant leur personnel. Au 1er avril 1993, le nombre des chômeurs officiellement recensés s'élevait à 730 000, soit 1 % environ de la population active russe. En publiant lundi 12 avril ces statistiques, le service fédéral de l'emploi ajoutait qu'il fallait au moins ajouter à ces chômeurs recensés 1,5 million de « chômeurs cachés ».

La fuite des capitaux

La chute de la production s'accompagne d'une fuite devant la monnaie et d'une envolée des prix, officiellement libérés pour la plupart depuis le 2 janvier 1992 et la réforme de M. Egor Gaïdar. L'inflation aurait été de 2 000 % en 1992. Elle restait de 30 % en janvier 1993 et aurait amorcé une décélération depuis. D'après Boris Fiodorov, vice-premier ministre chargé des réformes économiques, les prix n'auraient crû que de 17 % en mars 1993. Alors qu'un déficit budgétaire limité à 5 % du PNB avait été prévu dans le cadre des relations entre Moscou et le FMI (Fonds monétaire international), le déficit a représenté en 1992 environ 17 % du PNB.

Le rouble fait l'objet depuis juillet 1992 d'une cotation officielle lors d'enchères bi-hebdomadaires au cours desquelles les entreprises peuvent échanger leurs devises. Le taux, désormais unique, du rouble s'est effondré vis-à-vis du dollar, monnaie qui joue un rôle croissant dans l'économie russe. Un dollar valait 100 roubles au début de 1992, il cotait 766 roubles mardi 13 avril.

Le commerce extérieur de la Russie a été profondément affecté par la crise intérieure. Les exportations comme les importations auraient diminué d'un quart environ en 1992. La balance des comptes courants en devises, qui avait dégagé un surplus de 9 milliards de dollars en 1991, aurait enregistré un déficit de 5 milliards en 1992. Certaines exportations (pétrole et matières premières notamment) sont le support d'opérations organisées de fuite des capitaux, les entreprises, ne rapatriant pas les devises correspondantes mais les plaçant dans les coffres de banques étrangères. Le montant des capitaux ainsi détournés dépasserait les 15 milliards de dollars.

ÉRIK IZRAELEWICZ

ÉCONOMIE

Tous paysans !

Suite de la première page

Dans une économie mondialisée, où la moindre interférence peut se terminer en cataclysme, la plupart des marchés progressent peu ou stagnent. S'il devait y avoir une reprise, ses effets seraient dilués et, en tout état de cause, ne se traduiraient que tardivement en créations d'emplois supplémentaires. En attendant, inexorablement, la pression des gains de productivité et les exigences de la compétitivité continueront de produire des dégâts. A raison de progressions qui vont jusqu'à l'objectif de 12 % retenu par le groupe PSA pour 1993, on ne voit pas comment les effectifs ne seraient pas les victimes de cette fuite en avant ou ne feraient pas l'objet de « plans permanents » de réduction...

Troublantes similitudes

« Et si nous étions tous des paysans ? » Observée en chiffres, la similitude des trajectoires est frappante. En 1962, selon les statistiques de l'OCDE, la France comptait 21,3 % d'agriculteurs, exploitants ou salariés, dans sa population active totale. Il n'y en avait plus que 5,5 % en 1992, et la chute n'a été à aucun moment ralentie au cours de ces trente ans. Dans l'industrie, quoique moins rapide, un mouvement identique est engagé. En augmentation jusqu'à un « pic » qui se situe en 1973, la part des emplois industriels dans la population active totale se réduit depuis. Elle était de 39,6 %. Elle en était arrivée à 28,8 % à la fin de 1992. Plus significatif encore, le nombre des salariés, en 1986, correspondait presque exactement avec celui de 1954 : 4 754 600 contre 4 792 000. Heureusement que, pendant toute cette période, les effectifs employés dans les services du tertiaire n'ont pas manqué de croître, pour compenser. Mais l'on sait que cette source s'est, à son tour, pratiquement tarie en 1992.

A poursuivre la comparaison, la « sinistrose » menace. Entamée avant-guerre, la modernisation de l'agriculture s'est ensuite accélérée comme dans nul autre secteur d'activité jusqu'ici. A grands efforts d'investissements, le monde agricole a entrepris une rationalisation sans précédent, jamais terminée. Au prix d'un désastre humain que symbolise l'exode rural puis le dépérissement des campagnes, il a accompli sa restructuration, elle aussi sans fin. Ses gains de productivité, toujours plus élevés, lui ont permis d'améliorer sa capacité productive, en quantité et en qualité, avec, continuellement, une main-d'œuvre de moins en moins nombreuse.

On s'en rend compte maintenant, ce processus de la performance a abouti au comble de l'hérésie. Compétitive, l'agriculture française est désormais surproductrice et le cycle s'achève, dans la confusion, par la mise en place de quotas puis, plus troublant encore, par le retour de la jachère. A tel point qu'on peut se demander si les agriculteurs ne meurent pas d'avoir été si volontairement modernes, tandis que le tiers-monde crève de faim.

Dès lors, à quelques mots près, le même raisonnement pourrait s'appliquer à d'autres secteurs, à commencer par l'industrie, avant que le phénomène de la « délocalisation », pour des activités tertiaires très techniques, ne prenne de l'ampleur. Et si le monde industriel était en train d'emboîter le pas aux agriculteurs ? Et s'il suivait « le modèle paysan », à son tour entraîné, selon la même logique, à des extrémités semblables ? Après tout, ce n'est pas impossible.

A force de se moderniser et de se battre pour sa compétitivité, l'industrie perd d'autant plus des emplois que l'importance de ses investissements ne coïncide plus avec la croissance des marchés. Comme pour les produits alimentaires, l'absence d'une demande solvable à terme, dans les pays en voie de développement, empêche de retrouver un équilibre général en même temps qu'elle prive les capacités productives d'une porte de sortie. Bien équipées, ou bénéficiant d'un coût salarial faible dans le cas des nouveaux pays industriels (NPI), les nations industrialisées sont condamnées à se battre entre elles dans une rivalité mortelle dont personne ne devrait se prétendre vainqueur.

Le monde rural à l'avant-garde

Mais, si ce qui arrive aux agriculteurs préfigure ce qui peut advenir du reste de l'économie, y compris socialement, il convient aussi de réviser – et d'urgence – l'appréciation que, globalement, l'opinion a toujours porté sur les malheurs paysans. Or, que n'a-t-on pas dit ou laissé entendre à leur propos ? Qu'ils étaient passéistes, que leur déclin sanctionnait leur refus du progrès, que leurs attitudes « corporatistes » démontrait bien leur attachement à des valeurs ringardes, et ainsi de suite. Il était de bon ton d'incriminer la puissance d'un groupe de pression, sans commune mesure avec le poids réel du monde rural ; il serait temps de considérer que, au contraire, ils constituaient l'avant-garde, les précurseurs de notre propre histoire.

Méfions-nous. Si nous ne manquons pas de critiquer sévèrement les formes de lutte « catégorielles » qu'utilisent les milieux agricoles pour se défendre, il faut également redouter que d'autres professions ne soient conduites aux mêmes excès, à l'avenir. Juste avant les vacances de l'été 1992, les chauffeurs-routiers ont déjà utilisé ces méthodes musclées. Cet hiver, les marins-pêcheurs n'ont pas été moins querelleurs. A qui le tour, la prochaine fois, les mêmes causes produisant les mêmes effets ? Dans un corps social menacé d'implosion par le chômage et la récession, chacun peut être tenté d'en découdre violemment et, là aussi, les agriculteurs pourraient avoir montré le chemin.

Quand les tensions deviennent trop fortes, quand l'exaspération atteint son combler, les réflexes de colère s'expriment brutalement et de façon irraisonnée. Surtout quand, faute de corps intermédiaires ou en raison de la faiblesse syndicale qui ne peut plus servir de médiation, chacun est laissé seul face à sa peur du lendemain, insoutenable. Et si nous étions tous des paysans ?

ALAIN LEBAUBE

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• **Ventes de détail : – 1 % en mars.** – Les ventes de détail aux Etats-Unis ont baissé de 1 % en mars par rapport à février, ce qui constitue le plus mauvais résultat enregistré depuis deux ans par le commerce. Le chiffre de février a été révisé, la hausse de 0,3 % précédemment annoncée ayant fait place à une baisse de 0,3 % par rapport à janvier. Ces deux baisses consécutives pourraient en partie s'expliquer par le mauvais temps qui a sévi sur tout l'est des Etats-Unis. Les ventes des grands magasins ont reculé de 1,8 % – leur plus forte baisse depuis un an – celles de carburant de 1,8 %. Les ventes alimentaires ont chuté de 1,6 %, celles de vêtements de 1,6 %, celles de mobilier de 2,3 %.

JAPON

• **Commerce extérieur : excédent record en 1992.** – Le Japon a dégagé en mars un excédent commercial de 13,8 milliards de dollars, en hausse de 26 % par rapport à mars 1992. Ce résultat constitue pour l'année budgétaire 1992, qui s'est achevée fin mars, un record historique portant l'excédent annuel à 111 milliards de dollars. Le dernier record datait de l'année budgétaire 1986, avec un surplus de 89,7 milliards de dollars. Les exportations japonaises auront progressé de 7,4 % en 1992 (atteignant 344 milliards de dollars), alors que les importations (233 milliards de dollars) stagnaient presque (+ 0,3 %). Avec les États-Unis, l'excédent nippon a atteint 46,1 milliards de dollars, les exportations progressant de 7 % (98,4 milliards de dollars) tandis que les importations (52,3 milliards de dollars) reculaient de 2,4 %. Le Japon a engrangé un surplus de 31 milliards de dollars vis-à-vis des douze pays de la CEE et exporté deux fois plus de marchandises (+ 2,9 % et 61,5 milliards de dollars) vers cette zone qu'il n'en a importé (– 2,6 % et 30,5 milliards de dollars).

« Les engagements pris par le précédent gouvernement à l'égard des pêcheurs seront tenus »

déclare Jean Puech

Jean Puech, ministre de l'agriculture et de la pêche, a reçu mardi 13 avril une délégation des comités de survie de marins-pêcheurs, conduite par Dominique Lapart, président du comité local des pêches de Douarnenez et accompagnée d'Ambroise Guellec, député (UDF-CDS) du Finistère. Il a confirmé que les engagements financiers pris par le précédent gouvernement pour amortir les conséquences financières et sociales de la crise que traverse actuellement la pêche française seront tenus.

Toutefois, la délégation a critiqué les critères de répartition de l'aide (42,5 millions de francs pour février) qui avait été décidée quelques jours avant le second tour des élections et qui devait être assise sur la diminution du chiffre d'affaires des bateaux.

Jean Puech a accepté que ces modalités soient réexaminées. Le ministre doit rencontrer les responsables professionnels de l'ensemble du secteur de la pêche le 20 avril, mais dès le vendredi 16 avril il se rendra sur le littoral breton pour se rendre compte par lui-même de la situation.

□ **Diminution de 1 % du cheptel bovin mondial en 1993, selon l'administration américaine.** – Le cheptel bovin mondial va baisser de 1 % pour tomber à 1,05 milliard de têtes en 1993, en raison surtout d'une nette diminution dans les pays de l'Est, selon un rapport du département américain de l'agriculture (USDA). La production de bovins se contractera de 8 % cette année en ex-Union Soviétique, de 6 % en Europe de l'Est et de 5 % en Allemagne, et ne pourra être compensée par la hausse modérée attendue en Asie et aux Etats-Unis. L'accroissement de la production de viande de bœuf aux Etats-Unis n'atteindra que 1 %, soit un rythme insuffisant pour faire face à l'augmentation de la demande mondiale. Les exportations américaines de viande de bœuf devraient s'accroître de 4 % en 1993 pour totaliser 625 000 tonnes. Les ventes des Etats-Unis au Japon, principal débouché, seront favorisées par une réduction des droits des douanes dans ce pays ainsi que par l'appréciation du yen vis-à-vis du dollar. – *(AFP.)*

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Le Crédit du Nord et la Société générale ont baissé leur taux de base

Les charges financières des entreprises vont diminuer

La diminution sensible, mardi 13 avril, de 12 % à 10 % du taux des prises en pension de la Banque de France a été saluée à la fois par les marchés et par les pouvoirs publics. Les uns et les autres veulent y voir le coup d'envoi d'un processus qui va ramener progressivement le prix de l'argent, pour les banques et les entreprises, à des niveaux plus compatibles avec l'extrême faiblesse de l'activité. Le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, a enfoncé le clou en déclarant dès mardi dans la matinée : *« Il faudra qu'à l'avenir cette baisse des taux à court terme sur les marchés monétaires se répercute dans les taux des crédits accordés à l'économie française. »*

Le message du ministre a été parfaitement reçu par le Crédit du Nord qui, prenant mardi soir l'ensemble des banques de vitesse, a annoncé une réduction d'un quart de point de son taux de base bancaire (TBB), de 10 % à 9,75 %. Le Crédit du Nord (groupe Paribas) réalise ainsi une belle opération de promotion et indique dans un communiqué qu'il a pris sa décision en *« constatant la baisse des taux à court terme au cours de la dernière semaine (...) et souhaite participer au soutien conjoncturel de l'économie »*.

Il n'est pas sûr pourtant que l'ensemble des banques emboîtent immédiatement le pas, en dépit des appels de M. Alphandéry. En fin de semaine dernière, le président de la Société générale, Marc Viénot, avait déclaré que la baisse du TBB ne suivrait pas forcément celle des taux directeurs de la Banque de France en raison des *« arriérés de marge bancaire à récupérer »*. M. Viénot avait été de ceux qui réclamaient il y a encore à peine deux mois avec le plus d'insistance une remontée du taux de base. Pourtant, mercredi en fin de matinée, la Société générale annonçait une baisse de son taux de base d'un quart de point. Le TBB épargné pendant la première crise monétaire du mois de septembre 1992 avait fini par être relevé en décembre 1992 de 9,45 % à 10 %, mais dans des proportions jugées insuffisantes par bon nombre de banquiers.

La décrue progressive des taux de marché

Selon l'Association française des banques (AFB), qui était également montée au créneau au début du mois de février, les pertes d'exploitation des banques françaises atteignaient alors 300 millions de francs par mois. Une analyse contestée par la Banque de France, qui s'était efforcée d'éviter que la défense du franc ne handicape trop les établissements de crédit.

Mais si la baisse du taux des prises en pension et celle de son TBB par le Crédit du Nord ont valeur de symboles, elles n'ont pas une importance considérable pour les entreprises. Bien moins en tout cas que la décrue progressive des taux de marché entamée depuis trois semaines et qui se traduit d'ores et déjà par un allégement des charges financières des entreprises. Le loyer de l'argent au jour le jour, supérieur à 12 % au début du mois de février et à plus de 11 % encore fin mars, est revenu depuis le 9 avril sous les 10 %. Or les crédits liés au taux de base représentent 340 milliards de francs et les prêts référencés sur le marché monétaire environ 900 milliards. Le niveau de rémunération des billets de trésorerie est également indexé sur l'évolution des taux monétaires.

Selon une étude d'experts du Commissariat du Plan publiée en début d'année, la dette nette des entreprises représentait en 1991 3 000 milliards de francs et les intérêts versés 310 milliards. Une baisse de 1 % des taux d'intérêt équivaudrait alors à un gain de 30 milliards de francs sur les frais financiers et entraînerait, par ses effets bénéfiques sur la croissance et l'investissement, la *« création de 49 000 emplois la première année et de 173 000 emplois au bout de cinq ans »*.

ÉRIC LESER

AUTOMOBILE

Dans une lettre à la Commission de Bruxelles

Le gouvernement français souhaite une limitation plus stricte des importations japonaises

Gérard Longuet, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, et Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, ne sont pas satisfaits de l'accord négocié entre la CEE et le Japon sur les importations de voitures japonaises en Europe en 1993. Ils l'ont fait savoir officiellement dans une lettre conjointe adressée à Martin Bangemann, vice-président de la Commission.

Prise de conscience

Tablant sur une baisse du marché automobile européen de 6,5 % en 1993, ce dernier avait en effet accordé, le 1er avril, aux Japonais une réduction de 9,4 % de leurs importations en 1993. Or cette baisse aurait, en fait, dû être de 80 % si l'accord de juillet 1991 négocié entre la CEE et le Japon avait été respecté à la lettre, sur la base d'une baisse du marché plus réaliste. La plupart des industriels estiment que le marché européen devrait régresser de 10 % en 1993. Pour les trois premiers mois de l'année, la baisse a été de 18 % en moyenne chez les Douze.

Compte tenu de l'augmentation de la production des usines japonaises en Europe (les transplants), les ministres français s'insurgent contre le fait que l'accord bruxellois pour 1993 consiste à faire absorber la totalité de la régression du marché automobile par les constructeurs européens. Ils réaffirment le côté irréaliste de l'hypothèse de 6,5 % de baisse. Ils demandent donc une stricte application de l'accord de juillet 1991. Si Bruxelles jugeait leur demande irrecevable, ils pourraient demander la révision de l'accord.

Dans l'entourage de M. Longuet, on ne cache pas que cette révision sera difficilement négociable. Même si les Allemands, dont l'approche libérale s'était opposée à la démarche italienne et française en juillet 1991, commencent à *« prendre conscience de la nécessité de mettre en place des mesures de régulation »*. Cette prise de conscience serait néanmoins plus marquée dans le cadre de discussions sur l'acier que pour l'automobile. *« Seuls les libéraux peuvent proposer des mesures de régulation »*, aurait récemment dit Gérard Longuet, lors d'une réunion de la Commission à Luxembourg.

ANNIE KAHN

Au profit de Zeebrugge

Le Havre se voit retirer l'exportation de 50 000 Renault vers la Grande-Bretagne

Renault a indiqué, mardi 13 avril, que le port du Havre allait perdre, au profit celui de Zeebrugge, en Belgique, environ la moitié des 100 000 voitures que le constructeur exporte chaque année vers la Grande-Bretagne. Les voitures à destination du nord des îles Britanniques, soit environ 50 000 par an, seront désormais expédiées à partir du littoral des Flandres, a indiqué un porte-parole du constructeur. Les gains de temps ainsi réalisés seront d'autant plus appréciables qu'une partie des voitures exportées (Clio et R21) sont construites dans l'usine belge d'Haren, à Vilvorde.

Le port du Havre ne conservera que le trafic à destination du sud et du centre de la Grande-Bretagne, soit 50 000 voitures par an également. Cette perte pourrait cependant être prochainement compensée par environ 20 000 voitures Volvo, dans le cadre de la politique de synergie que mènent les deux partenaires dans tous les domaines, dont le transport. Ces véhicules, assemblés dans l'usine du constructeur suédois à Gand, en Belgique, sont actuellement acheminés vers la Grande-Bretagne par des ports belges.

هكذا من الأصل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS		
8e ARRONDISSEMENT		
5 PIÈCES 166 m², 2e étage	7, square du Roulé PHÉNIX GESTION – 44-86-45-45 Frais de commission	20 000 + 1 000 14 103
11e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 75 m², 2e étage parking	5, rue Faidherbe PHÉNIX GESTION – 44-86-45-45 Frais de commission	7 300 + 578 5 195
12e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 63 m², 5e étage	29, av. Ledru-Rollin PHÉNIX GESTION – 44-86-45-45 Frais de commission	5 000 + 1 150 3 558
15e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 72 m², 4e étage parking	5, bd Garibaldi PHÉNIX GESTION – 44-86-45-45 Frais de commission	7 600 + 1 466 5 408
5 PIÈCES 109 m², 4e étage ascenseur, balcon	18, rue Thiphaine LOCARE – 40-61-66-00 Commission agence	10 700 + 1 350 8 876
18e ARRONDISSEMENT		
3/4 PIÈCES 105 m², 3e étage parking	2, rue Lamarck CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	13 000 + 500 9 630
19e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 84 m², 3e étage parking	74/84, rue Petit PHÉNIX GESTION – 44-86-45-45 Frais de commission	5 650 + 1 168 4 021
78 YVELINES		
5 PIÈCES 92 m², 6e étage	CHATOU 67, rue Auguste-Renoir SAGGEL VENDOME – 47-78-15-85 Commission	5 244 + 1 136 3 775
3 PIÈCES 74 m², 4e étage parking	ST-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Ursulines PHÉNIX GESTION – 44-86-45-45 Frais de commission	6 325 + 880 4 500
3 PIÈCES 90 m², balcon 3e étage, parking	VERSAILLES 1, place Robert-Dany CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	5 000 + 975 3 870
92 HAUTS-DE-SEINE		
4 PIÈCES 93 m², 6e étage parking	ASNIÈRES 25 *bis*, avenue d'Argenteuil SAGGEL VENDOME – 47-78-15-85 Commission	6 900 + 1 002,50 4 968
2 PIÈCES 52 m², 11e étage parking	COURBEVOIE 44, rue de l'Alma SAGGEL VENDOME – 47-78-15-85 Commission	4 300 + 1 048,50 3 096
2 PIÈCES 55 m², balcon 4e étage, parking	LA GARENNE-COLOMBES 17, rue d'Estienne-d'Orves CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	4 110 + 751 3 229
3 PIÈCES 75 m², 4e étage balcon, parking	LA GARENNE-COLOMBES 19, rue d'Estienne-d'Orves CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	5 720 + 998 4 388
STUDIO 58 m², 3e étage	SAINT-CLOUD 32, rue du Calvaire AGIFRANCE – 49-03-43-03 Frais de commission	4 829 + 914 3 780
4 PIÈCES 103 m², 2e étage parking	SURESNES 16, rue S.-de-Rothschild PHÉNIX GESTION – 44-86-45-45 Frais de commission	6 510 + 1 500 4 633
94 VAL-DE-MARNE		
2 PIÈCES imm. récent, 57 m² 1er étage, parking	NOGENT-SUR-MARNE 37, rue du Port SAGGEL VENDOME – 47-42-44-44 Commission	4 000 + 493 2 880
3 PIÈCES 79 m², 1er étage parking	VINCENNES 40, rue des Vignerons PHÉNIX GESTION – 44-86-45-45 Frais de commission	6 831 + 869 4 861

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX GESTION











LE MONDE DES CARRIÈRES

LOISIRS DE FRANCE JEUNES Recherche DIRECTEUR Ados itinérant BAFD ou en cours R.V. - Tél. : 16 (1) 47-42-51-81.

OPTION FINANCE recherche pour ses rubriques « Bourse » et « Entreprises » **UN JOURNALISTE** ou **UN FINANCIER** attiré par la presse
- Diplômé de l'enseignement supérieur ;
- Ayant une bonne connais. des problèmes de financement des entreprises et/ou des marchés financiers ;
- Ayant au moins deux ans d'exp. profession.

Env. C.V. + lettre manus. à Mme ARBUS OPTION FINANCE 1, rue du Col.-Pierre-Avia 75503 Paris Cedex 15

UNE ANNÉE EN ÉCOSSE CHEZ HARRAP'S ?

HARRAP'S recherche des rédacteurs lexicographes de langue maternelle française pour un nouveau dictionnaire. Vous posséderez d'excellentes aptitudes dans la maîtrise du français. Vous travaillerez dans les bureaux de rédaction de CHAMBERS HARRAP à Edimbourg. Le contrat proposé sera d'une durée limitée d'un ou deux ans.
Veuillez adr. votre CV à : The Editor-in-Chief, CHAMBERS HARRAP Publishers Ltd, 43-45 Annandale Street, Edimbourg EH7 4AZ, Ecosse

SOCIÉTÉ D'AVOCATS INDÉPENDANTS exerçant en RÉGION BRETAGNE recherche **SPÉCIALISTE EN DROIT FISCAL EXPÉRIMENTÉ**

Ancien élève de l'ENI apprécié.

Adresser C.V., photo et prétentions au journal sous référence 7200.
Le Monde Publicité 15-17, rue du Col.-Pierre-Avia 75902 Paris Cedex 15

Cabinet traduct. techniques recherche **INGÉNIEUR CHIMISTE**
Pr missions ponctuelles excellente connaissance allemand. Réf. : 8647.
Le Monde publicité 15-17, rue du Col. P.-Avia 75902 Paris Cedex 15

capitaux propositions commerciales

Détecteurs de fausse-monnaie. DISTRIBUTEURS demandés à travers tte l'Europe. TEL/FAX UK Direct 1944 562 861868 UVASCAN Europe LTD. CROSSLEY MILLS, MILL ST, KIDDERMINSTER DY11 6XG.

OPTION FINANCE recherche pour ses rubriques « Bourse et Entreprises » **UN JOURNALISTE OU UN FINANCIER** attiré par la presse
- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- Ayant une bonne connaissance des problèmes de financement des entreprises et/ou des marchés financiers.
- Ayant au moins 2 ans d'expér. profession.

Env. CV + lettre manusc. à Mme ARBUS, OPTION FINANCE 1, r. du Col.-P.-Avia 75503 Paris Cedex 15

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Le C.E.T.R.A. (Centre Taiwanais du Commerce Extérieur) recrute pour son Institut du Commerce International basé à Hsinchu (Taiwan)

UN PROFESSEUR

de français langues étrangères ayant des connaissances en français des affaires. Disponible à partir du 15 juin 1993. Prière d'adresser votre CV + photo, lettre de motivation et prétentions au bureau du C.E.T.R.A. à Paris. FAR EAST TRADE SERVICE INC 26-27, rue d'Astorg. 75008 Paris

DEMANDES D'EMPLOI

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

J. F. 26 ans. – BAC + 5 – expérience relations publiques, secteur culturel communication, vidéo, qualités d'organisation et de rédaction – créativités connaissances TTX.
RECHERCHE : emploi Paris – R.P.
ÉTUDIE : toutes propositions (Section BCO/JC 2424).

SPÉCIALISTE ARTS GRAPHIQUES créatrice, organisatrice manifestations d'art contacts privilégiés avec médias.
RECHERCHE : poste responsable galerie (Section BCO/JC 2425)

DIPLOMÉ ENSEIGNEMENT supérieur (3e cycle management) ayant occupé fonctions direction générale, commerciale et marketing en PME et grand groupe (informatique et services) – expérience importante enseignement dans le privé et en faculté ainsi que de la direction des études.
RECHERCHE : collaboration avec école de gestion ou centre de formation continue – participation au capital (Section BCO/JC 2426).

RESPONSABLE EXPÉRIMENTÉ production et fabrication, maîtrise de la chaîne graphique (photogravure, impression, édition).
OFFRE : son savoir-faire en négociation, organisation, gestion d'outils de communication à une entreprise alliant rigueur et qualité – arts graphiques, édition, marketing direct (Section BCO/JC 2427).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27

GARDE-MALADE, exp., recherche emploi chez personne âgée, jour et/ou nuit. Tél. : 48-57-97-26 ou 39-89-01-47.

Irlandaise, prof. de français 37 ans, cherche emploi en France, juin, juillet, août. Travail administratif souhaité. Ecrire Agence

HAVAS N° 93180. - BP 3 43001 LE PUY-EN-VELAY

ASSISTANTE DE DIRECTION Spécial communication R.P. Étudie tte prop. profess. Mobilité géographique. Esprit créatif. Tél. : (1) 42-09-50-15

J.F. maîtrise allemand. Diplôme traducteur anglais/allemand, cherche à donner cours, faire traductions Tél. 42-15-07-59

L'EUROPE vous intéresse ? ENTREPRISES, COLLECTIVITÉS LOCALES. Vous souhaitez DÉVELOPPER le secteur de : La FORMATION, ou de L'INFORMATION ? J.H. 35 ans, docteur en droit, Sciences-Po Paris, met à votre disposition SON EXPÉRIENCE SA COMPÉTENCE et SON DYNAMISME Tél. : (16) 38-54-33-58 [après 19 h].

SERVICE du Personnel. Chef de section, 36 ans, études en sciences sociales, employé dans une entreprise industrielle, cherche une situation dans une société affiliée en Allemagne (NW). Contact : H. Cramer, Postf. 132142 D-5600 Wuppertal 1

L'AGENDA

Artisans

RÉNOVATION AMÉNAGEMENT de votre appartement, de vos locaux. Entreprise qualifiée OPQCB, à votre service depuis 20 ans. Société LORENZINI 48-59-44-38

Collections

Recherche le 1er n° du magazine « JE GAGNE - LE GUIDE EUROPÉEN DES BONNES AFFAIRES » TEL. : (16) 94-65-50-09.

Particuliers (offres)

COLLAB. journal vend à particulier meubles anciens (commodes Louis XV et régence, armoire Louis XIII, fauteuils Voltaire, horloge comtoise, etc.). Bien entretenus. Photos dispon Tél. le soir : 40-44-45-43

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

Vacances, tourisme, loisirs

DRISCOLL HOUSE HOTEL. 200 chambres individuelles 130 livres sterling par semaine ou 27 livres par jour. Bonne cuisine Rens : 172, New Kent Road. Londres SE1 4YT G.B. TEL. (1944) 71-7034175 FAX 7038013.

HOME D'ENFANTS

JURA

(Jura 900 m altitude près frontière suisse) Agrément Jeunesse et Sports. Yves et Léane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVIe s., confortablement rénovée 2 ou 3 enfants par chambre avec s. de bns. w.-c. Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volont. limité à 15 enfts. idéal en cas de 1re séparation. Ambiance familiale et chaleur. Activ. : VTT, jeux collect., peinture s/bois, tennis, poney, initiat., échecs, fabric. du pain. 2 150 F semaine/enfant. Tél. : (16) 81-38-12-51

automobiles

ventes

de 7 à 12 CV

Part. vend OPEL Vectra G.L.S. Sept. 90, mod 91, 53 000 km Tél. : 39-94-12-31

VENDS R25 GTX 1re main. Bleu clair métal. 1987 67 000 km. Etat général impeccable 45 000 F. TÉL. : 64-34-16-45

VIE DES ENTREPRISES

Après son renforcement dans le capital de CarnaudMetalBox

La CGIP va céder des actifs non stratégiques

Renforcer son contrôle sur CarnaudMetalBox, numéro un de l'emballage en Europe, n'avait sans doute pas de prix pour la Compagnie générale d'industrie et de participations (CGIP), à l'heure où Pechiney, numéro un mondial du secteur, se mettait, lui aussi, sur les rangs (*le Monde* du 8 avril). Mais, la partie gagnée, la CGIP doit aujourd'hui reconstituer une trésorerie quasiment ramenée à zéro par la sortie de 1,087 milliard de francs que lui a coûté le rachat, *via* sa filiale Orange-Nassau, des 7 % de CarnaudMetalBox en cause.

« Nous n'avions jamais eu une trésorerie inférieure à 200 millions de francs, remarque Bernard de Chambost, directeur des études à la CGIP. *Une holding se doit, en effet, de disposer de moyens suffisants pour accompagner le développement de ses filiales ou pouvoir saisir toute opportunité qui se présenterait. »* Marine Wendel, le holding familial qui détient 48,4 % de la CGIP (et une large majorité de ses droits de vote) ayant décidé d'utiliser une partie de ses 700 millions de francs de liquidités pour se diversifier en dehors de la CGIP, le conseil d'administration de cette dernière a décidé de procéder à des cessions d'actifs non stratégiques.

C'est ainsi qu'Orange-Nassau pourrait être amené à se défaire d'une partie de ses intérêts dans des fonds de capital-risque et de son portefeuille immobilier réparti à 60 % aux Pays-Bas, 20 % aux Etats-Unis et 20 % en Allemagne. En France, la CGIP pourrait se défaire des 200 000 titres qu'elle possède encore dans Valeo (1,6 % du capital). Une cession qui pourrait lui rapporter 150 millions de francs environ.

Plus importante encore pourrait être la vente des 9 % que la CGIP détient directement dans le capital de Cap Gemini Sogeti. Une participation évaluée entre 700 et 800 millions de francs.

La CGIP contrôle directement et indirectement 20 % de cette société qui a annoncé la semaine dernière une perte nette, part du groupe, de 72 millions de francs. La cession envisagée ne remettrait donc pas en cause le rôle d'actionnaire de référence joué dans Cap Gémini Sogeti par la CGIP, cette dernière restant présente à la fois dans Skip et Sogeti, les deux holdings de contrôle du numéro un européen de services en informatique.

P.-A. G.

Victime de l'effondrement de l'ex-URSS

Interagra demande sa mise en redressement judiciaire

La société de négoce international Interagra, fondée par Jean-Baptiste Doumeng, le *« milliardaire rouge »* proche du Parti communiste, et reprise par ses deux fils à son décès en 1987, s'est déclarée mardi 13 avril en cessation de paiements. La firme a demandé au tribunal de commerce de Paris une mise en redressement judiciaire après l'échec d'un règlement à l'amiable avec ses créanciers.

« La compagnie Interagra, sa maison mère la société Sepromec, ainsi que sa filiale de commerce international SCIII ont demandé au tribunal de commerce de Paris le bénéfice de leur redressement judiciaire pour arrêter toutes dispositions permettant la sauvegarde de l'entreprise, le maintien des activités et l'apurement du passif », indique un communiqué. *« Dans le cadre de la procédure de règlement amiable débutée le 10 décembre, les propositions de règlement présentées par la compagnie Interagra à ses créanciers n'ont pu être retenues »*, ajoute Interagra.

La firme a été affaiblie par les problèmes de trésorerie de plusieurs filiales et quatre d'entre elles ont déposé leur bilan à la fin de l'année (*le Monde* du 26 décembre 1992). Depuis la mort du fondateur, le groupe avait été confronté à d'importantes difficultés liées aux changements de régimes dans les pays de l'Est. Auparavant, Interagra réalisait plus des deux tiers de ses échanges avec l'ex-URSS et l'Europe de l'Est, dont elle avait été le partenaire privilégié. Avec la dislocation de l'Union soviétique, la firme a perdu de gros contrats qui ne se sont pas renouvelés et les impayés se sont accumulés.

Une tentative pour développer le troc n'a pas suffi à redresser les résultats de la société, qui s'est alors tournée vers les marchés asiatiques. D'autre part, avec la guerre du Golfe et l'embargo imposé à l'Irak, plusieurs milliers de tonnes de viande n'ont pas été payées. Face à ces difficultés, Interagra avait obtenu le 10 décembre du tribunal de commerce de Paris la nomination d'un conciliateur pour tenter d'*« organiser un moratoire »* sur ses dettes.

Coopération dans le crédit aux particuliers

Le groupe Galeries Lafayette va céder 49 % de Cofinoga à Cetelem

Le groupe Galeries Lafayette va céder à Cetelem, filiale de la Compagnie bancaire, 49 % de sa participation dans Cofinoga, société financière de cartes privatives et de crédits aux particuliers. Cofinoga est actuellement détenu à 100 % par le groupe Galeries Lafayette. Cetelem, spécialisé dans le financement des particuliers, et les Galeries Lafayette *« ont décidé de vérifier ensemble d'ici le 28 mai, date de l'assemblée générale de Cofinoga, si toutes les conditions envisagées sont réunies pour que Cetelem prenne une participation de 49 % dans le capital de Cofinoga »*.

Les Galeries Lafayette et Cetelem, associés depuis près de trente ans, feraient ensemble apport à Cofinoga d'une autre filiale, L2F, créée conjointement en 1989, et qui gère la carte des Galeries Lafayette. Les deux partenaires entendent sur le long terme développer une coopération étroite dans ce domaine au travers de Cofinoga, qui poursuivra de façon autonome son développement sur l'ensemble de ses secteurs d'activité.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

□ **VEV (textile) : perte nette de 369 millions de francs en 1992.** – Premiers signes de redressement, le groupe VEV (textile) a considérablement réduit ses pertes courantes en 1992, à 183 millions de francs contre 774 en 1991. La société a également enregistré une perte nette de – 369 millions de francs l'année dernière, nettement inférieure à celle de l'année précédente (– 337 millions de francs). Le chiffre d'affaires pour 1992 a été de 2,658 milliards de francs, contre 3,55 milliards en 1991. A périmètre comparable, la baisse est moindre (-10 %). Les comptes 1992 ne sont, en effet, pas directement comparables à ceux de 1991 en raison des activités cédées, intervenues en juin (Gravograph) et en décembre 1991 (Boussac Filatures, Chaussant du Cambresis, Société française du lin).

□ **GTM-Entrepose : bénéfice net en légère baisse en 1992.** – GTM-Entrepose a confirmé, mardi 13 avril, qu'il avait dégagé en 1992 un bénéfice net (part du groupe) de 202 millions de francs, contre 234 en 1991. Le chiffre d'affaires global a progressé de 4,3 % pour s'établir à 28,06 milliards de francs (+2,7 % à périmètre constant) en raison du développement de l'activité internationale (+33 %). Au 1er janvier 1993, le carnet de commandes s'élevait à 23 milliards de francs, soit une progression de 5 % sur la même période de 1992. En 1992, le chiffre d'affaires du secteur pétrolier off-shore a progressé de près de 30 %. L'activité routière (Jean Lefèbvre) a été marquée par une bonne tenue et les résultats sont en progrès dans les secteurs industriels et électriques ainsi que dans le domaine des concessions (parkings et autoroutes). En revanche, le groupe a subi des pertes importantes dans l'immobilier pour lequel il a dû faire des provisions.

□ **Hugo Boss (habillement) : bénéfice net de 44,2 millions de deutschemarks.** – Le groupe de confection allemand Hugo Boss, contrôlé par le groupe textile italien Marzotto, a annoncé un bénéfice net de 44,2 millions de deutschemarks pour 1992 (150 millions de francs) contre 34,6 millions de deutschemarks l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 950 millions de deutschemarks (– 4,7 %). Le groupe s'attend à une nouvelle baisse de son chiffre d'affaires pour 1993, qu'il évalue à 13 %. Le groupe explique ce recul par des cessions d'actifs aux Etats-Unis, la restructuration de la société de production Joseph Feiss ainsi que par les fluctuations des parités monétaires.

□ **Arjo Wiggins Appleton affiche une baisse de 35,5 % de son bénéfice net.** – Arjo Wiggins Appleton, groupe issu de la fusion en 1990 du papetier anglais Wiggins Teape Appleton avec le français Arjomari-Prioux (les papiers Canson, Arche ou encore le papier bible de la Pléiade) a vu son bénéfice net consolidé diminuer de 35,5 % à 93,8 millions de livres (750,4 millions de francs) en 1992. Ce recul relève toutefois de la performance, souligne le groupe, alors que tous les grands du papier ont annoncé un effondrement de leurs résultats. Arjo Wiggins Appleton, premier distributeur européen, doit sa meilleure résistance à sa moindre présence dans le secteur de la pâte à papier, à la meilleure tenue des papiers haut de gamme et, enfin, au «bijou» du groupe, la filiale américaine Appleton. Appleton entre en effet pour 117,1 millions de livres dans le résultat courant avant impôt, sur un total de 161,1 millions de livres (contre 231,5 millions en 1991).

□ **Coflexip : croissance du chiffre d'affaires de 70 % en 1992.** – Pour le vingtième anniversaire de sa création, Coflexip affiche une santé insolente. Leader mondial des conduites flexibles pour l'industrie pétrolière offshore, le groupe, aujourd'hui contrôlé par la compagnie Elf Aquitaine, a accru de 70 % son chiffre d'affaires en 1992, doublé son résultat net (part du groupe), à 110 millions de francs, multiplié par trois ses investissements... et embauché. Seul élément négatif, la crise qui affecte l'industrie offshore aux Etats-Unis, et dont a pâti Coflexip. Mais le groupe a plus que compensé cet effritement par une progression de son activité en mer du Nord où il a obtenu sa plus grosse commande historique (550 millions de francs pour le champ norvégien de Troll).

CONTENTIEUX

□ **Microsoft réclame le contrôle de la marque commerciale « Windows ».** – La compagnie Microsoft réclame la propriété et le contrôle du terme « Windows » (fenêtres), un programme qu'elle avait mis au point en 1983, alors que l'office américain des licences et marques commerciales considère que ce mot fait désormais partie du langage commun dans l'informatique. Pour le vice-président de Microsoft, Jonathan Lazarus, le terme « Windows » est étroitement associé aux produits de sa société. Plus de 12 millions d'exemplaires du programme «Windows» ont été vendus en 1992. En informatique, le mot « Window » fait référence au programme permettant à l'utilisateur de faire apparaître des «fenêtres» d'options sans être obligé d'effacer le contenu de l'écran.

ASSOCIATION

□ **Quinze grandes sociétés européennes s'associent dans le génie logiciel.** – Quinze sociétés européennes se sont associées pour créer un Institut européen du logiciel, afin d'améliorer les techniques de développement de logiciels en Europe, selon un communiqué du nouvel institut. Cet institut, qui comptera une cinquantaine de personnes et sera basé à Bilbao, rassemble des constructeurs informatiques (Bull, Olivetti et Siemens-Nixdorf), des sociétés de services informatiques (Cap Gemini Sogeti, Sema Group, Finsiel, Logica, Eritel, et Lloyds Register) et aussi des utilisateurs de logiciels (la banque Bilbao Bizkaia Kutxa, British Aerospace, Electricity Supply Board (Irlande), Lloyds Register, Iberdrola (Espagne), Telecom Ireland et le laboratoire de recherche allemand GMD).

ÉMISSION

□ **Guerbet fait appel au marché pour le financement de sa croissance.** – Coté à la Bourse de Paris depuis 1986, le groupe Guerbet, spécialisé dans les produits de contraste pour la radiologie, fait appel au marché en lançant une émission d'obligations convertibles d'un montant de 132 millions de francs, destinée à l'aider à financer sa croissance. Depuis le 7 avril, le groupe émet 332 036 obligations au prix unitaire de 400 francs au taux d'intérêt annuel de 6,5 %. La durée de l'emprunt sera de sept ans. En dépit de la baisse de ses résultats 1992 (– 19 % à 48 millions) due à des déboires aux Brésil (perte de 9 millions) et au conséquences financières de son implantation en Allemagne, le groupe espère attirer les investisseurs grâce à des perspectives de croissance soutenue.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 13 avril ↑ Fermeté

Satisfaite de la baisse d'un taux directeur de la Banque de France, la Bourse de Paris a sensiblement progressé, mardi 13 avril, dans un marché calme, après quatre jours chômés en raison des fêtes pascales. En hausse de 0,75 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a terminé sur un gain de 1,57 % à 2 018,08 points, après avoir atteint un plus haut niveau à la mi-journée de 2 020 points. Le montant des échanges s'est élevé à 2,3 milliards de francs pour l'ensemble du marché.

Pour les opérateurs, la baisse des taux de prise en pension de 5 à 10 jours de 12 % à 10 % *« va dans le bon sens »*, mais ne fait qu'entériner la décrue du loyer de l'argent constatée depuis le second tour des élections législatives. Vendredi 9 avril, alors que la Bourse était fermée, le loyer au jour le jour tombait sous les 10 %. Mardi, il était traité entre 9 5/8 % et 9 3/4 %.

Les investisseurs estiment que le mouvement de baisse des taux est enclenché en raison notamment de la fermeté manifestée par le franc français depuis quelques jours, le mark étant revenu mardi à 3,38 francs contre plus de 3,40 francs avant les élections législatives. Mais cette baisse ne pourra se faire par la suite que par petites touches, au gré des initiatives prises dans ce domaine en Allemagne. Jeudi se réunit le conseil de la Bundesbank.

La fermeté de Wall Street, lundi, à la suite d'une baisse des taux d'intérêt, mais aussi la formidable progression de la Bourse de Tokyo, en raison de l'annonce d'un important programme de relance économique, ont été également jugées comme des éléments positifs pour le marché.

Les valeurs financières figuraient sur la liste des plus fortes hausses. Sogenal a progressé de 8,7 %, Crédit local de France de 6 %, Cetelem de 4,9 % et le Crédit foncier de France de 4 %. CCF a pris 2,9 % tandis qu'Eurotunnel, sensible à l'évolution des taux d'intérêt, montait de 2,7 %.

NEW-YORK, 13 avril ↑ Nouvelle progression

Des transferts de capitaux du marché obligataire vers le marché boursier entraînés par une baisse des taux d'intérêt, ainsi qu'un bond du titre Merrill Lynch, ont permis à Wall Street d'accroître ses gains mardi 13 avril. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 444,03 points, en hausse de 15,94 points, soit une progression de 0,46 %. Quelque 288 millions de titres ont été échangés. Le nombre de valeurs en hausse a largement dépassé celui des titres en baisse : 1 247 contre 716, alors que 545 actions sont restées inchangées.

Le recul de 1 % des ventes de détail en mars aux Etats-Unis a encore éloigné les craintes d'une reprise de l'inflation, entraînant une nette baisse des taux sur le marché obligataire, selon des analystes. Le taux moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale valeur de référence, s'est établi à 6,77 % contre 6,79 % lundi soir. Il avait reculé à 6,75 % en cours de séance. Les détenteurs de capitaux ont profité de la baisse pour investir dans les titres boursiers.

Ces derniers ont également bénéficié d'un bond de 4 7/8, à 76 3/8, du titre Merrill Lynch, après l'annonce d'une hausse de 57 %, à 342,4 millions de dollars, de son bénéfice au premier trimestre de 1993. Les titres d'autres sociétés de courtage ont également progressé : Morgan Stanley a pris 2 5/8 à 64 7/8 et Paine Webber 1 5/8 à 27 1/4.

VALEURS	Cours du 12 avril	Cours du 13 avril
Alcoa	61 7/8	62 3/8
ATT	59 7/8	59 1/4
Boeing	35 3/4	35 3/4
Chase Manhattan Bank	36 5/8	37 5/8
Du Pont de Nemours	50	50 3/8
Eastman Kodak	55 1/8	55 1/2
Exxon	68 7/8	69 1/2
Ford	55 3/8	54 1/2
General Electric	93 1/4	93
General Motors	39 1/8	39 5/8
Goodyear	78	78 1/8
IBM	50 3/4	49 3/8
ITT	80 3/4	80 5/8
Mobil Oil	70 7/8	71
Pfizer	61 3/8	60 1/2
Schlumberger	62 7/8	64 1/4
Texaco	64 5/8	64 3/8
UAL Corp. ex-Allegis	141 1/2	143 1/2
Union Carbide	18	18 5/8
United Tech.	48 3/4	48 5/8
Westinghouse	15 1/8	15 1/4
Xerox Corp.	79 7/8	79 3/8

LONDRES, 13 avril ↑ Nette avance

Les valeurs ont nettement progressé, mardi 13 avril, au Stock Exchange sous l'influence américaine et après la baisse du taux de prises en pension de la Banque de France, qui a laissé espérer une baisse des taux d'intérêts en Europe. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 25 points, soit une avance de 0,9 %, à 2 846,8 points. Le volume des échanges a diminué à 419 millions de titres contre 449,2 millions jeudi.

La publication des statistiques sur les prix de gros en mars a mis un frein à la progression du Footsie en fin de matinée, mais les gains se sont consolidés dans l'après-midi après l'ouverture en hausse de Wall Street.

La hausse des prix de gros a été conforme aux prévisions en mars, mais les statistiques ont également montré que la hausse des prix des matières premières utilisées dans l'industrie s'était accélérée à 8,3 % par rapport au mois de mars de l'année dernière contre 7,2 % par rapport à celui de février, en raison de la dévaluation de la livre intervenue depuis septembre.

VALEURS	Cours du 8 avril	Cours du 13 avril
Allied Lyons	5,52	5,62
B.P.	3,04	3,04
B.T.R.	5,90	6,08
Cadbury	4,68	4,72
De Beers	11,13	10,13
Glaxo	5,73	5,62
G.U.S.	28,45	28,45
I.C.I.	11,40	11,40
Reuters	13,37	13,27
RTZ	6,85	6,82
Shell	5,87	5,84
Unilever	11,17	11,27

TOKYO, 14 avril ↓ Prises de bénéfice

La Bourse de Tokyo a clôturé en nette baisse mercredi 14 avril, affectée par des ventes liées à l'indice et, surtout, par des prises de bénéfice après sa vive progression de 4,32 % mardi. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a perdu 206,01 points, soit 1 %, à 20 533,38 points. Environ 850 millions de titres ont été échangés contre 750 millions la veille.

Les achats ont été limités en raison du niveau élevé des cours, mais la tendance reste bonne après l'adoption mardi d'un plan de relance économique d'un montant record. *« Les investisseurs achètent des valeurs spécifiques »*, a noté un boursier. *« Les valeurs des travaux publics pourraient être les prochaines à profiter du mouvement »*, a-t-il ajouté.

VALEURS	Cours du 13 avril	Cours du 14 avril
Ajinomoto	1 380	1 380
Bridgestone	1 380	1 380
Canon	1 550	1 530
Fuji Bank	2 110	2 050
Honda Motors	1 500	1 510
Matsushita Electric	1 400	1 380
Mitsubishi Heavy	682	678
Sony Corp.	6 000	4 980
Toyota Motors	1 740	1 720

CHANGES

Dollar : 5,35 F ↓

Le dollar continuait sa baisse, mercredi 14 avril, entamée lors des séances précédentes, et s'échangeait à Paris à 5,35 francs contre 5,3730 francs au cours indicatif de la Banque de France. Après la baisse des taux des prises en pension de la Banque de France, le mark revenait à 3,38 francs.

FRANCFORT	13 avril	14 avril
Dollar (en DM)	1,5790	1,5845
TOKYO	**13 avril**	**14 avril**
Dollar (en yens)	113,33	113,47

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (14 avril)	9 1/2-9 5/8 %
New-York (13 avril)	2 13/16 %

BOURSES

	8 avril	13 avril
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	535,30	537,43
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 986,86	2 018,08

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	12 avril	13 avril
Industrielles	3 428,09	3 444,03

LONDRES (indice « Financial Times »)

	8 avril	13 avril
100 valeurs	2 821,80	2 846,80
30 valeurs	2 180,80	2 196,30
Mines d'or	128,70	113,59
Fonds d'Etat	97,20	97,60

FRANCFORT

	8 avril	13 avril
Dax	1 655,73	1 671,95

TOKYO

	13 avril	14 avril
Nikkei Dow Jones	20 740,29	20 533,38
Indice général	1 608,76	1 592,80

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,3540	5,3560	5,4280	5,4330
Yen (100)	4,7130	4,7165	4,7780	4,7844
Ecu	6,5795	6,5858	6,5765	6,5881
Deutschemark	3,3809	3,3811	3,3872	3,3897
Franc suisse	3,6878	3,6908	3,7211	3,7266
Lire italienne (1000)	3,5033	3,5070	3,4896	3,4878
Livre sterling	8,3083	8,3168	8,3661	8,3805
Peseta (100)	4,6944	4,6983	4,6254	4,6345

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3	3 1/8	3 1/16	3 3/16	3 3/16	3 5/16
Yen (100)	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4	3 3/16	3 5/16
Ecu	8 15/16	9 1/16	8 3/4	8 7/8	8 5/16	8 7/16
Deutschemark	8 1/8	8 1/4	7 13/16	7 15/16	7 7/16	7 9/16
Franc suisse	5 1/16	5 3/16	4 15/16	5 1/16	4 11/16	4 13/16
Lire italienne (1000)	11	11 1/4	11	11 1/4	11 1/8	11 3/8
Livre sterling	5 7/8	6	5 13/16	5 15/16	5 3/4	5 7/8
Peseta (100)	14 3/8	15 1/8	14 1/4	14 3/4	13 5/8	14 1/8
Franc français	8 15/16	9 3/16	8 5/8	8 15/16	8 1/4	8 5/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 14 AVRIL

Cours relevés à 11 h 15

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
5300	C.N.E 3%	5420	....	....	....
961	B.N.P. T.P.	1040	1040	1040	....
850	Cr.Lyon. T.P.	929	915	920	-0 97
1845	Renault T.P.	1881	1880	1889	+0 43
1939	Rhone Poul. T.P.	1965	1960	1960	-0 25
1118	Saint Gobain T.P.	1130	1134	1134	+0 35
851	Thomson T.P.	892	890	890	-0 22
715	ACCOR	672	672	670	-0 30
770	Air Liquide	787	780	782	-0 64
640	Alcatel-Alsthom	688	687	688	....
2040	Als.Superm.	2100	2119	2120	+0 95
330	A L S P I	355	354 90	355	....
595	AGF Sté Centrale	628	625	628	....
1280	Axa (ex Cie Midi)	1358	1342	1345	-0 96
172	Bafip	169	170	170	+0 59
81	Bail-Equipem.	87 30	88 80	88 95	+1 89
835	Bail Investiss.	897	897	897	....
450	Bancaire	467 50	468	467	-0 11
660	Bazar H.-V.	665	668	675	+1 50
1260	Berger (M)	1240	1250	1250	+0 81
400	Bertrand Faure	430	435	435	+1 16
1080	Bic	1101	1103	1102	+0 09
1120	B.I.P.	1130	....	....	....
151	BIS	172	172	172	....
520	B N P (CI)	554	555	555	+0 18
500	Bollore Tech.	528	521	511	-3 22
2850	Bongrain	2890	2900	2900	+0 35
535	Bon-Marché	595	595	591	-0 67
680	Bouygues	705	701	702	-0 43
91	BP France	87 60	88	88	+0 46
980	B S N	979	980	974	-0 51
1260	Canal Plus	1306	1303	1308	+0 15
185	Cap Gem.S.	206 50	205 20	204 60	-0 92
235	Carnaudmetalbox	202 40	203 50	203	+0 30
2600	Carrefour	2749	2739	2730	-0 69
151	Casino	152	151 60	151 10	-0 59
104	Casino ADP	110 40	110 50	110 70	+0 27
570	Castorama D.L.	600	601	600	....
240	C.C.F.	259	257	257 10	-0 73
33	CCMC Ly.	34	34	34	....
440	C.D.M.E	515	515	510	-0 97
186	C.E.G.I.D.	175	178	178	+1 71
49	Centrest (Ny)	49 20	....	....	....
415	C.E.P. Comm.	383 50	384	385	+0 39
89	Cerus	92	92 20	92 50	+0 54
1250	Cetelem	1290	1293	1283	-0 54
295	CF Imr.	288	....	....	....
316	CGI Info.	332	....	....	....
1170	C G I P	1096	1098	1090	-0 55
635	CGP	607	....	....	....
1250	Chargeurs S A	1214	1210	1216	+0 08
250	Christian Dior	266	271	275	+3 38
545	C I C A (M)	535	....	....	....
315	Ciments franc.	357	360	360	+0 84
570	Clarins	659	660	660	+0 15
395	Club Mediter.	382	381	380 70	-0 34
1040	Colas	1070	1075	1077	+0 65
219	Cpt. Entrep.	219	....	....	....
1300	Compt Mod.	1400	1392	1392	-0 57
310	CPR (Paris Réé.)	334 90	334	333 70	-0 38
1100	Créd. Foncier	1170	1170	1170	....
420	Crédit Loc France	429	436	437	+1 86
565	Cr Lyon.(CI)	650	643	638	-2 15
1320	Crédit Nat.	1308	1310	1306	-0 15
560	CSEE	510	508	508	-0 39
3650	Damart	3490	3490	3480	....
390	Dassault Aviation	424	435	445 60	+5 07
270	Dassault Electr.	274	275	275	+0 36
1500	De Dietrich	1680	1685	1685	+0 30
525	Degremont	525	518	527	+0 38
48	Dév.P.d.C.(Li)	48	48 50	48 10	+0 21
85	Dév.R.Sud-Est	90	92	92	+2 22
285	D M C	289	289	289	....
470	Docks France	490	493	490	....
129	Dynaction	153 50	154	154	+0 33
2300	Eaux (Gle)	2390	2385	2385	-0 21
740	E.B.F.	737	740	740	+0 41
395	Ecco	416	415	415	-0 24
370	Elf Aquitaine	367	368 50	369	+0 54
1010	ElfSanofi(ExSanofi)	1000	1000	997	-0 30
285	Erap-Elf (Certif.)	292 50	288	289 90	-0 89
880	Eridania-Beghin	727	728	725	-0 28
430	Essilor	467	463	466	-0 21
210	Essil.Int.(DP)	238 70	237 60	230	-3 64
790	Esso	758	758	759	+0 13
1590	Euralrance	1650	1650	1630	-1 21
530	Euro RSCG	503	500	503	....
86	Eurodisneyland	88	87 60	86	-2 27
1030	Europe 1	1070	1070	1073	+0 28
40	Eurotunnel	40 50	41	40 80	+0 74
132	Finextel	134	133	134	....
285	Fives Lille	315	312	315	....
805	Fougerolle	967	967	966	-0 10
3830	Fromager. Bel	4000	4010	4000	....
1660	Gal.Lafayette	1649	1730	1750	+6 12
400	G.A.N.	435	435	432 50	-0 57
370	Gascogne (B)	410	411	411	+0 24
1410	Gaz et Eaux	1520	1530	1530	+0 66
560	Geophysique	643	650	643	....
745	Groupe André SA	730	710	734	+0 55
585	Groupe Cité	592	592	585	-1 18
400	GTM-Entrep.	440 10	440 10	440	-0 02
1490	Guyenne-Gas.	1645	1630	1610	-2 13
480	Havas	471	476 50	476 80	+1 23
230	Hia	236	236	233 90	-0 89
380	Iméfal	412 50	412	413	+0 12
139	Immob. Phénix	140	140	140	....
190	Ingénico	189 20	189	191	+0 95
8610	Inst. Mérieux	9680	9730	9700	+0 21
495	Interbail	508	508	514	+1 18
500	Intertechnique	540	540	532	-1 48
1090	J. Lefebvre	1220	1220	1220	....
600	Klepierre	575	571	571	-0 70
660	Labinal	671	694	695	+3 58
350	Lafarge	369	370	367 20	-0 49
93	Lagardère Group.	89 90	80 90	90	+0 11
285	Lebon	307	308	312	+1 63
4740	Legrand	4906	4960	4915	+0 18
2510	Legrand (DP)	2778	2775	2775	-0 11
174	Legris Industries	188	190	190	+1 06
825	Locindus	860	865	859	-0 12
3480	L.V.M.H.	3740	3740	3730	-0 27
440	Lyon.Eaux/Dumez	488 70	489	487 50	-0 25
37	Majorette Ly.	37	....	....	....
340	Mar. Wendel	358 50	360	365	-0 42
118	Matra-Hachette	121 40	120 30	121	-0 33
72	Metaleurop	72	72	72 50	+0 69
16	Métrologie In.	17 40	17 45	17 40	....
184	Michelin	172	172	170 70	-0 76
94	Moulinex	96	96	96 90	+0 94
915	Navig. Mixte	1034	1030	1038	+0 39
135	Nord-Est	152 50	153 50	150 50	-1 31
345	Norton (Ny)	410	390	410	....
50	Olipar	60 40	60 50	60 05	-0 58
1140	Oréal	1150	1142	1131	-1 65
415	Paribas	424 80	424 90	422 20	-0 61
225	Pechiney Int.	211	211 50	214 90	+1 85
290	Pechiney (CIP)	297 80	295	292	-1 95
400	Pernod Ricard	414	418	414 10	+0 02
535	Peugeot	589	586	587	-0 34
685	Pinault-Printemps	732	735	737	+0 68
760	Plastic-Omn.	798	790	790	-1 00
310	Poliet Ex.Lamb.Fr.	315	315 30	316	+0 32
940	Primagaz	935	935	930	-0 53
680	Promodès	738	739	738	....
285	Radiotechn.	292	305	295	+1 03
7790	Redoute (La)	7760	7730	7740	-0 26
155	Remy Cointreau	157 20	156 50	157 50	+0 19
575	R. Poulenc A.	591	591	591	....
555	R. Poulenc CIP	617	582	605	-1 94
41	Rochette(La)	40	40	40	....
585	Roussel Uclaf	550	565	565	+2 73
3200	R. Impé.Ly.	3471	3471	3471	....
152	Sade (Ny)	164 50	168	162	-1 52
3000	Sagem	3518	3420	3425	-2 64
510	Saint Gobain	513	509	507	-1 17
1110	Saint Louis	1224	1219	1219	-0 41
1490	Salomon Ly.	1460	1445	1450	-0 68
350	Salvepar (Ny)	351	350	350	-0 28
1500	S A T	1750	1705	1750	....
290	Saul. Chât.	419	418	417	-0 48
935	Saupiquet (Ns)	883	....	....	....
675	Schneider	704	706	700	-0 57
17	SCOA	16 05	16	16	-0 31
550	Scor s.a.	549	....	....	....
406	S.E.B.	423 50	426	434 40	+2 57
450	Sefimeg	495	495	500	+1 01
150	Selectibanque	162 50	162 50	164	+0 92
179	Sextant A.	192	192	193	+0 52
705	S F I M	700	699	699	-0 14
215	S.G.E.	230 10	232	235	+2 13
500	Simco	543	545	544	+0 18
1080	St. Rossignol	1091	1093	1081	-0 92
485	Sligos	488	489	477	-2 25
610	Société Géné.	644	644	639	-0 78
48	Sodecco(B)	49	49	49	....
87	Sodero(Ns)	84 05	84	86 50	+2 91
1010	Sodexho	1004	1000	1000	-0 40
91	Sogeral(Ny)	100	101	104 30	+4 30
1350	Som-Allib.	1400	1400	1400	...
455	SOPHIA	515	511	511	-0 78
1170	Sovac	1294	1275	1281	-1 00
370	SPEP	432 80	434	430	-0 65
395	Spie-Batignol.	422	422	421 90	-0 02
600	Strafor Facom	650	646	649	-0 15
305	Suez	319 90	319 30	319 10	-0 25
1190	Synthelabo	1277	1280	1279	+0 16
151	Thomson CSF	166	167 50	166 20	+0 12
245	Total	263	263 90	265	+0 76
173	- (certif.)	181 40	182 10	182 20	+0 44
585	U.A.P.	583	583	579	-0 69
255	U F B Locab.	253 90	253	250	-1 54
230	U.G.C. DA (Robot)	240	235	236 90	-1 29
545	U I C	565	567	567	+0 35
510	U I F	536	533	540	+0 75
755	U I S	850	850	850	....
385	Unibail	398	396 50	398 90	+0 23
745	Valéo	770	773	776	+0 78
149	Vallourec	162 80	162 20	161 20	-0 98
300	Via Banque	347 30	351	351	+1 07
260	Worms et Cie	289 40	288	287	-0 83
1780	Zodiac	1929	1940	1950	+1 09
905	Elf Gabon	995	996	1015	+2 01
106	Amax	89 60	88 20	88 20	-1 56
94	Amer. Barrick	98	98	96 50	-1 53
160	Amer. Express	160	158 70	158 90	-0 69
320	A.T.T.	324	320	320	-1 23
122	Anglo Amer.C.	124 40	121 90	120	-3 54
250	Ampold	247 10	247	245	-0 85
230	Banco Santander	225	207 20	207 20	-7 91
785	B.A.S.F.	810	806	806	-0 49
920	Bayer	940	937	937	-0 32
51	Blockeim Plc	46 50	45 20	45 20	-2 80
33	Buffelsfont.	38	36	35 50	-6 58
196	Chase Manh.	197	200 40	200 50	+1 78
2070	Daimler Benz	1911	1942	1942	+1 62
84	De Beers	87 10	85 30	84 50	-2 99
2370	Deutsche Bank	2408	2400	2383	-1 04
1350	Dresdner Bank	1372	1353	1355	-1 24
47	Driefontein	45	44	43 50	-3 33
285	Du Pont-Nem.	272 20	271	270 30	-0 70
310	Eastman Kodak	290 10	296 60	297	+2 38
14 50	East Rand	15 10	14 85	14 30	-5 30
33	Echo Bay	32 20	32 95	32 95	+2 33
167	Electrolux	163	....	....	....
172	Ericsson	198	192	200	+1 01
365	Exxon Corp.	369 40	365 10	369 50	+0 03
295	Ford Motor	296 80	295	295	-0 61
44	Freegold	42	40 60	39 10	-6 90
12	Gencor	12 20	11 60	11 40	-6 56
490	Gén. Elect.	500	500	500	
220	Gén. Motors	210	..	...	.
365	Gén. Belgique	377 60	372 50	372 50	-1 35
38	Gd. Métropol.	38	38 50	38 50	+1 39
38	Guinness	41 25	41 35	41	-0 61
20	Hanson PLC	19 70	19 60	19 60	-0 51
16	Harmony Gold	18	17 15	16 65	-7 50
410	Hewlett Packard	400 10	.	.	
36	Hitachi	42	42 25	42 20	+0 48
830	Hoechst	833	840	836	+0 36
104	I.C.I.	100 50	99 50	99 50	-1 00
300	I.B.M.	270 10	267 50	266 50	-1 33
430	I.T.T.	430	431 20	431 20	+0 28
184	Ito Yokado	215	208 30	208 10	-3 21
55	Matsushita	64 60	65	65	+0 62
295	Mc Donald's	278	275 40	275 40	-0 94
205	Merck	185 40	184 30	183 60	-0 97
605	Minnesota M.	599	590	590	-1 50
48	Mitsubishi	50	50 40	50 40	+0 80
380	Mobil corp.	383 30	378 50	378 50	-1 25
385	Morgan J.P.	380 10	390	390	+2 60
4320	Nestlé	4331	4329	4298	-0 74
132	Norsk Hydro	127 10	132 90	129	+1 49
95	OFSIL	100 20	99	99	-1 20
1420	Pétrofina	1490	1472	1472	-1 21
355	Philip Morris	260 70	260 60	260 60	-0 04
72	Philips	78 10	78	78	-0 13
81	Placer Dome	75 25	74 95	74 95	-0 40
285	Procter Gamble	264	256	260	-1 52
174	Quilmès	192			
21	Randfontein	24	23 60	22 20	-7 50
265	Rhone Poul. Rorer	257	257 30	257 30	+0 12
480	Royal Dutch	488 50	486	485 50	-0 61
56	R T Z	56 20	55 85	56 30	
15	Saat & Saatchi	14 75	14 25	14 30	-3 05
28	St Helena	29 15	29 15	28 10	-3 60
315	Schlumberger	342	342 40	343 10	+0 32
47	Shell transp.	49 70	49	49	-1 41
2140	Siemens	2167	2167	2165	-0 09
195	Sony	235	232	232 50	-1 06
94	Sumitomo Bank	97 85	97	97	-0 87
168	T.D.K.	195	195	195	....
60	Telefonica	60 05	60	60 05	...
29	Toshiba	35 40	34 40	33 80	-4 52
635	Unilever	615	616	620	+0 81
260	Unit. Techn.	261 10	264 40	268 60	+2 87
245	Vaal Reefs	252	245	247	-1 98
1000	Volkswagen	1070	1048	1048	-2 06
250	Volvo	263	...	....	...
97	West. Deep	102	95	99 50	-2 45
460	Xerox Corp	428 20	....	....	...
109	Yamanouchi	118 60	118	117 70	-0 68
6	Zambia Cop.	5 65	5 65	5 60	-0 88

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nominal	% du coupon
Emp.Etat 9,8% 78	100	7 41
10,80% 79/94	102 10	6 56
Emp.Etat 13,4% 83	103 15	4 18
10,26% mars 86	108 10	0 92
OAT 10% 5/2000	116 20	8 82
OAT 9,9% 12/1997	111 68	3 30
OAT 9,8% 1/1996	107 25	1 98
PTT 11,2% 85	....	3 86
CFF 10,25% nov 90	115 90	0 84
CNA 10% 1979	....	1 33
CNB Bques 5000F	....	2 45
CNB Paribas 5000F	....	2 45
CNB Suez 5000F	....	2 45
CN 1/82 5000F	99 10	2 45
CNT 9% 86	....	0 15
CRH 10,90% déc.85	114 30	2 82
CHARB FCE 3% 100.	....	....
CNCA	1060	....
Cerus	....	....
Ly. Eaux cv 6,5%	825	....
Thoms. cv 9,2% 86.	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Applications Hydr.	1580	....
Arbel	375	370 10
Bains C.Monaco	930	928
B.Hypoth.Europ.	191 10	...
B.N.P. Intercont.	404 60	399
Bénédictine	2210	....
Bidermann Internat.	440	....
Blanzy Ouest	1500	....
B T P	37 50	37 80
Cambodge	860	....
Carbone Lorraine	375	375
Case Poclain	2 50	....
C.B.C.	343	....
C.E.G.F (Frigor.)	550	....
Cementaire Blanzy	363	....
Carogen	27 90	....
Champex Ny	14	....
CIC (CIP)	180	178
C.I.T.R.A.M. (B)	2550	....
Cie Industrielle	4200	....
Cpt Lyon Alemand	330	330
Concorde	698	699
Constr.Méc.Prov.	16 10	....
Crédit Gén.Ind.	113	....
Cr Universel (Cie)	300	....
Darblay	630	....
Didot Bottin	568	....
Eaux Bassin Vichy	3010	....
Ecia	277	277
Ent.Mag. Paris	3950	....
Eridania-Béghin CI	588	580
Fidei	382	385
Finalens	332	....
F.I.P.P.	80	....
F.N.A.C.	2195	2200
Foncière (Cie)	578	....
Foncina	393	....
France I.A.R.D.	463	....
France SA (La)	1772	1798
From. Paul-Renard	2050	....
Gaumont	580	580
Geodim	292	295 20
Gévelot	450	....
G.F.C.	415	416
Groupe Victoire	1080	....
G.T.I (Transport)	211 10	....
Immobail	405	404
Immobanque	765	766
Im.Marseillaise	4490	....
Invest.(Ste Cie.)	3000	2900
Lille Bonnières	1168	....
Louvre	2500	2500
Lucia	210	....
Machines Bull	21 30	22
Mag.Uniprix	174	....
Métal Déployé	335	....
Mors	50 15	52
Navigation (Nle)	140	....
Optorg	280	....
Oréal (CI)	690	690
Origny-Desvroise	750	....
Palais Nouveauté	1358	....
Paluel Marmont	405	....
Parfinance	190	....
Paris France	215	....
Paris Orléans	197	....
Parthena Invest.	260	....
Piper Heidsieck	895	....
Porcher	255	....
Promodès (CI)	449	....
Publicis	750	745
Rochefortaise	151	....
Rosario	146 80	146 60
Rougier	175	....
S.A.C.E.R.	630	....
S.A.F.A.A.	210	....
S.A.F.I.C Alcan	220	....
Saga	345	....
Saint Dominique (F.)	156	158 50
Salins du Midi	571	585
Savoisienne M.	150	....
Silic	675	695
S.I.P.H.	86	....
S.M.C.I.	50	....
Sofal	470	470
Soffo	254	....
Sofitam (ex Sinam)	64	....
Sofragi	2820	2835
Soudure Autogène	760	740
Sovabail	392	....
Stemi	855	....
Taittinger	2099	2099
Testut-Aequitas	91 10	....
Tour Eiffel	235	....
Ufiner	1420	....
Vicat	432 60	426 60
Viniprix	1530	....
Virax	110	....
Maroc Sté Brasserie	315	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	532	....
Akzo Nv Sico	432	....
Alcan Aluminium	97 10	....
American Brands	168	....
Arbed	380 60	....
Asturienne Mines	133 30	....
Banco Popular Espa.	595	....
B.Reglements Int.	22800	....
Can.Pacifique	80 50	....
Chrysler Corp.	220	....
C I R	3 20	....
Commerzbank	1000	....
Dow Chemical	276	275
Fiat	20	....
GBL (Brux Lamb.)	600	....
Gevaert	1061	....
Glaxo Holdings Ltd	80	....
Goodyear Tire	413	....
Grace and Co (WR)	191	....
Honeywell Inc. Im.	200	....
Johannesburg	64 10	....
Koninklijke Pakhoed	71 10	....
Kubota	31 60	....
Noranda Mines	86 60	....
Olivetti priv.	5 30	....
Pfizer Inc	328 60	328
Ricoh	32	....
Robeco	324 60	325
Rodamco NV	165 10	169 90
Rolinco	318 40	320 40
Saipem	4 76	....
Sema Group	22 80	....
SKF Aktiebolaget	53	....
Tenneco Inc	237 60	....
Torray Ind	31 50	....
West Rand Cons	5 95	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	330	....
Calciphos	78	....
C G H Cogenhor	7	....
Coparex	551	....
Europ. Accum.	77 50	....
Europ Soufres Ind.	6 65	....
Guy Degrenne	380	....
Lecteurs du Monde	233	....
Nicolas	900	....
Office Cent. Pharma.	811	....
Particip. Percier	190	....
Rorento N.V.	254 60	....
St-Gobain-Emballage	1780	....
Schlumberger Ind.	537	....
S.E.P.R.	1411	....
S.M.T. Goupil	4 40	....
S.P.R. act. B	309	....
Waterman	1100	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	554	550
B.A.C.	23 70	....
Boiron (Ly)	461	488 50
Boisset (Lyon)	213	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	890	888
Calberson	310	....
Cardif	1025	1036
C.E.G.E.P.	180	....
C.F.P.I.	200	....
C.N.I.M.	1170	1180
Codetour	345	....
Creeks	102	....
Dauphin	246 20	....
Devanlay	1287	....
Dollfus	117	....
Editions Belfond	190	....
Europ. Propulsion	240	240
Finacor	140 10	....
G.F.F. (group.fon.f.)	35	33
G.L.M.	630	....
Gravograph	170	....
Guintoli	758	850
I.C.C.	230	....
Idianova	78 40	....
Immob. Hôtelière	1064	....
Internat. Computer	120	....
I.P.B.M.	37	....
Molex	170	....
N.S.C. Schlumberger	719	718
Publ.Filipacchi	699	672
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	337	....
Select Invest (Ly)	100	....
Serbo	185	....
Sopra	337 10	....
TF1	460	485 80
Thermador H. (Ly)	355	....
Unilog	230	....
Viel et Cie	159 80	....
Y. St-Laurent Groupe	756	780

SICAV (sélection) 13/4

VALEURS	Emission Frais inc.	Rachat net
Actilion	222 25	216 30
Acimonétaire C.	31009 97	31009 97
Acimonétaire D.	31009 97	31009 97
Améri-gan	7389 32	7105 12
Amplitude	701 85	681 41
Antigone trésor	709687 00	709687
Arbitr. Court Terme	7878 23	7878 23
Associ Première	31943 16	31943 16
Associc	1130 76	1130 76
Atout Futur	475 78	464 18
Aurecic	1283 58	1246 19
Avenir Alizes	1794 77	1759 58
Axa Capital	194 21	188 55
Axa Court Terme	8686 02	8686 02
Axa Cro.Ex.Dr.Inve.	995 40	966 41
Axa.Ep.Fr.Ex Agepar.	850 47	825 70
Axa Europe	136 48	132 50
Axa Investissements	118 84	113 24
Axa NPI	121 13	117 60
Axa Ob.Fr.Extrans	160 18	155 51
Axa.Ob.In.Ex Mu.U.Sz.	141 84	137 71
Axa Prem.Ex.Agepra	129 02	125 26
Axa Sél.Ex.Dr.Sele	159 22	154 58
Axa Valeurs PER	134 33	130 42
Cadence 1	1086 89	1085 38
Cadence 2	1091 06	1069 67
Cadence 3	1084 65	1063 38
Capimonétaire	6825 40	6818 58
Capiobli.	7116 44	7116 44
Captacic	1493 69	1471 52
Coexis	1470 21	1434 35
Comptavalor	3825 43	3819 70•
Credinter	478 27	464 34
Credit Mutuel Capital	1405 06	1377 50
Cred.Mut.Ep.Cour.T.	725 05	725 05
Cred.Mut.Ep.Indus	103 35	100 58
Cred.Mut.Ep.J.	75658 60	75658 60•
Cred.Mut.Ep.long.T.	208 51	202 93
Créd.Mut.Ep.Monde	1217 68	1185 09
Cred.Mut.Ep.Quatre	1140 02	1109 61
Dieze	1487 34	1451 06
Drouot France	935 44	908 19
Drouot Sécurité	248 31	241 08
Ecocic	1144 93	1111 58
Ecuper	137 07	133 08
Ecur. Capitalisation	2860 30	2831 98•
Ecur. Expansion	523252 73	522469 03•
Ecur. Géovaleurs	2460 63	2388 96•
Ecur. Investissement	162 94	158 19•
Ecur. Monepremière	73071 58	73071 58•
Ecur. Monétaire	21404 50	21404 50•
Ecur. Trésorerie	2642 08	2642 08
Ecur. Trimestriel	2100 20	2079 41•
Elancic	122 08	118 52
Energie	280 20	277 04
Epancic	3831 60	3831 60
Eparcourt-Sicav	4701 65	4689 93•
Epargne Associat.	25571 83	25280 56
Epargne-Unie	1411 18	1376 76
Epargne Cash capi.	8526 71	8526 71•
Euro Solidarité	1132 36	1121 15•
Eurocic Leaders	1080 09	1048 63
Eurodyn	1225 55	1195 66
Euro Gan	6413 91	6167 22
Fonsicav	15727 19	15727 19•
France-gan	11179 53	10749 55
France Garantie	291 09	290 51
France Obligations	524 10	518 91•
Francic	500 28	485 71
Francic Pierre	116 97	113 56
France-Régions	1191 39	1156 69
Fructi-Associations	38 17	38 17•
Fructi-Capi	46 95	46 26
Fructidor	248 10	244 43
Fructifrance action C	1010 70	986 05
Fructifrance action D	988 15	964 05
GAN Rendement	5460 31	5379 62
Gestilion	16406 73	16325 10
Gest.Associations	187 20	183 08
Horizon	1397 78	1357 07•
HLM Monétaire	16183 95	15183 95•
Indicic	1123 10	1100 91•
Index Fce.Court.T.	1605 06	1605 06•
Interoper	112376 89	109103 78
Interoblig	15571 37	15286 05
Intersélection Fce	529 21	529 21
Japacic	174 59	169 50
Jeunepargne	313 21	308 58
Latitude	2447 57	2444 •
Lion Association	11461 51	11461 51•
Lion Institution	33644 20	33560 30
Lionplus	1114 97	1093 11
Lion Trésor	2228 92	2206 85•
Lion 20 000	28493 94	28493 94
Livret Bourse Inv.	614 26	596 37
Livret Portefeuil	759 78	737 65•
Méditerranée	176 10	170 97
Mensuel CIC	10342 06	10239 66
Monedex	74376 09	74376 09
Mone.J.	39402 28	39402 28•
Monévalor	44685 98	44685 98
Mutualité dépôts	14758 85	14729 39•
Natio Court Terme	103607 00	103297
Natio Court Terme2	310974 00	310974
Natio Epargne	19555 06	19361 45
Natio Ep. Capital	12110 98	11991 07
Natio Ep. Croissance	1849 98	1800 47
Natio Ep. Obligations	206 16	200 64
Natio Ep. Retraite	135 80	132 17
Natio Ep. Trésor	8620 90	8603 69
Natio Ep. Valeur	463 53	451 12
Natio Fran. index	1088 49	1059 36
Natio Imm.	1239 13	1205 97
Natio Inter	1620 73	1577 35
Natio Monétaire	27435 74	27435 74
Natio Opportunités	1156 85	1125 89
Natio Patrimoine	1421 22	1383 18
Natio Perspectives	1156 06	1125 12
Natio Placements	64399 99	64399 99
Natio Revenus	1086 41	1075 85
Natio Sécurité	12043 27	12043 27
Natio Valeurs	915 61	891 10
Nippon-Gan	6123 46	5887 94
Nord Sud Dévelop.	1746	1742 51
Obli-Associations	173 31	171 59•
Oblicic-Mondial	2863 97	2811 79
Oblicic-Régions	1134 08	1117 32
Oblifutur	3214 95	3136 54
Oblig. très court	193 65	190 79
Oblilion	1532 43	1517 26
Oblisécurité Sicav	14088 19	14088 19•
Oraction	1192 14	1163 06
Paribas Capitalisation	1718 57	1691 20•
Paribas Opportunités	132 86	127 44•
Paribas Patrimoine	621 93	596 58
Patrimoine Retraite	244 91	240 11
Pervalor	612 03	612 03
Planinter	1280 92	1249 68•
Poste Croissance	5931 60	5925 67•
Poste Gestion	71830 48	71830 48
Première Oblig.	11531 86	11520 44•
Prévoy. Ecureuil	123 30	122 08•
Pro Associations	32035 42	32035 42
Proficus	1046 78	1021 25
Quartz	142 97	139 48
Rentacic	168 76	166 27
Revenus Trimestr.	5548 40	5493 47
Revenu-Vert	1212 49	1182 92
St Honoré Vie & Santé	1008 83	963 08
St Honoré Bons du Tr.	12190 44	12129 79
St Honoré Invest.	807 26	770 65
St Honoré Pacifique	677 85	647 11
St Honoré Real	16325 56	16280 52
Sécuricic	1888 48	1888 48
Sécuri-Gan	12882 39	12829 79
Sécuritaux	1511 84	1511 84
Sicaden	744 50	733 50•
Sicav Associations	2004 87	2004 87
SFI-CNP Assur.	719 26	698 31•
S.G. Fr. opport. C et D.	1313 57	1287 81
Sicav 5.000	463 03	450 64
S.I. Est	1395 85	1355 19
Sivafrance	747 38	727 38
Sivam	420 18	408 93
Sivarente	234 57	229 97
Sivinter	479 37	466 54•
S.N.I.	1182 96	1148 50
Sogenfrance Capita.	1258 31	1233 84
Sogenfrance Distribut.	1215 57	1191 74
Sogépargne	322 78	322 78
Sogeter	1402 19	1374 70
Soleil Investissements	612 41	588 86
Solstice	2280 87	2275 18
State Street Act. Eur.	9847 55	9514 54•
State Street Act. Fce.	11494 88	11160 08
St. Str. Act.Japon	13712 64	13248 93
State Street Emer. Mts	13058 07	12430 28•
St.Street OAT Plus	11884 06	11651 04•
Stratégie Actions	904 97	870 16
Stratégie Rendement	1557 53	1508 50
Techno-Gan	5823 47	5599 49
Thesora	736 61	729 51•
Trésor Plus	1433 91	1419 71•
Trésor Trimestriel	1067 54	1066 97•
Trésoricic	142015 91	142015 91
Trilion	5385 92	5298 05
Uni-Associations	121 98	121 98•
Uni-Foncier	1373 25	1339 76
Unifrance	819 73	804 61
Uni Régions	1271 90	1240 88
Univar	254 17	254 17•
Univers Actions	1369 02	1335 63
Univers Obligations	1930 92	1883 82
Valorg	2230 98	2229 73
Valrel	58081 59	58052 56
Winterthur St-Honoré	230 84	220 37

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 13/4	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	5 460	5 373	5 2	5 7
Ecu	6 585	6 585	......	......
Allemagne (100 dm)	338 360	338 180	328	348
Belgique (100 F)	16 433	16 428	15 9	16 9
Pays-Bas (100 fl)	301 030	300 910	291	311
Italie (1000 lires)	3 481	3 489	3 1	3 6
Danemark (100 krd)	88 090	88 090	84	92
Irlande (1 iep)	8 266	8 267	7 9	8 6
Gde-Bretagne (1 L)	8 291	8 349	7 8	8 6
Grèce (100 drachmes)	2 482	2 478	2 1	2 8
Suisse (100 f)	366 940	368 390	355	375
Suède (100 krs)	71 500	71 760	67	76
Norvège (100 k)	79 540	79 560	75	84
Autriche (100 sch)	48 080	48 050	46 6	49 6
Espagne (100 pes)	4 706	4 687	4 4	5
Portugal (100 esc)	3 625	3 640	3 3	4 1
Canada (1 $ can)	4 340	4 284	4 1	4 5
Japon (100 yens)	4 831	4 741	4 7	4 9

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/4
Or fin (kilo en barre)	59150	58100
Or fin (en lingot)	59500	58700
Napoléon (20f)	340	337
Pièce Fr (10 f)	384	.....
Pièce Suisse (20 f)	341	340
Pièce Latine (20 f)	343	339
Souverain	432	431
Pièce 20 dollars	2095	2100
Pièce 10 dollars	1122 50	1150
Pièce 5 dollars	655	.....
Pièce 50 pesos	2200	2160
Pièce 10 florins	348	336

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 13 avril 1993

NOTIONNEL 10 %
Nombre de contrats estimés : 108 947

COURS	Juin 93	Sept. 93	Déc. 93
Dernier	118,24	118,24	117,90
Précédent	117,90	117,92	117,68

CAC 40 A TERME
Volume : 10 548

COURS	Avril 93	Mai 93	Juin 93
Dernier	2 033	2 045,50	2 034
Précédent	1 998	2 010	2 001

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

SPORTS

BASKET-BALL : championnat d'Europe des clubs

Le rebond européen du CSP Limoges

Vainqueur, mardi 13 avril, du Real Madrid (62-52), lors de la finale à quatre du championnat d'Europe des clubs, le CSP Limoges tentera, jeudi, de conquérir le premier titre de son histoire et de celle d'un club français dans cette compétition. Les Limougeauds rencontreront Trévise, qui a battu in extremis le PAOK Salonique (79-77).

ATHÈNES

de notre envoyée spéciale

Qu'ils la désiraient, cette victoire ! Ils s'y sont accrochés, unis comme une bande de copains qui voudraient jouer un bon tour à des caïds. Le Real Madrid était favori. Les Limougeauds s'en fichaient bien : ils ont pris les Espagnols à la gorge dès les premières minutes du match, les distançant rapidement de dix points. On ne se souviendra pas d'une rencontre spectaculaire ou émouvante. Il restera cette victoire, cette avance de dix points que les Français ont su maintenir jusqu'au bout. Jeudi, face aux Italiens de Trévise, ils tenteront de ravir le titre de champions d'Europe des clubs : une première pour une formation tricolore.

L'histoire n'a rien à voir avec un conte de fées. Le Real Madrid n'est pas Goliath et Limoges encore moins David. Voilà dix-huit mois que les Français construisaient cette victoire pour compléter leur panoplie de gagneurs, multiples champions de France, vainqueurs de la Coupe Korac en 1982 et 1983, lauréats de la Coupe des coupes en 1988. Ils avaient effleuré le titre de champion d'Europe des clubs à Saragosse, en 1990, terminant troisièmes de la finale à quatre. *«Il y a deux ans, la défaite de Limoges marquait la fin d'une époque*, explique Jacques Valade, vice-président du club. *Nos joueurs étaient usés. Aujourd'hui, grâce à la victoire, Athènes marque le début d'une nouvelle ère.»*

Du patronage à l'entreprise

Le CSP Limoges a changé de catégorie. Le club est soutenu par un partenaire national – une chaîne de supermarchés – et par cette mosaïque de parrains locaux qui ont fait sa gloire, permettant à la région, parmi les plus pauvres de France, de redorer son blason. Mais il est passé d'une ambiance de patronage – *«où l'on jouait pour s'amuser»*, se souvient un supporter – à un régime d'entreprise tendu vers la professionnalisation. Pierre Pastaud, élu président il y a deux ans, a instauré une société d'économie mixte constituée des collectivités locales, de l'association sportive et du CSP Entreprises. Les joueurs ont d'ailleurs quitté leur célèbre maillot vert pour une tenue jaune et pourpre.

«Nous avons construit une équipe pour conquérir l'Europe», note Jacques Valade. Le club avait-il vraiment le choix ? Les partenaires, soucieux de se bâtir une image communautaire, demandent à leurs sportifs d'ambassadeurs d'aller chercher des coupes hors de l'Hexagone et mettent, dans la balance, la poursuite de leur soutien financier, près de la moitié du budget du club (35 millions de francs). En décembre 1991, le CSP Limoges a recruté l'entraîneur yougoslave Bozidar Maljkovic, le «sorcier de Split», qui avait emmené cette équipe à la victoire dans le championnat d'Europe des clubs en 1989 et 1990. Il a fallu débourser entre 6 et 7 millions de francs pour acheter de nouvelles vedettes. Six des dix joueurs ont été remplacés au début de la saison. Parmi les nouveaux les deux étrangers, Jurij Zdovc et surtout Michael Young, meilleur marqueur de ce championnat et auteur, mardi à Athènes, du tiers des points limougeauds.

La greffe a pris autour du capitaine Richard Dacoury, fidèle au club depuis dix-sept ans. Le jeu se tisse dans une entente exemplaire. L'équipe est sage, peu encline aux contre-attaques, mais elle est efficace, capable d'étouffer un jeu rapide et débridé comme celui du Real Madrid. *«Désormais, les Limougeauds sont bien plus qu'une équipe de copains*, termine Jacques Valade. *Car s'ils ne s'aimaient pas, ils se battraient quand même pour acquérir, enfin, ce titre européen. Il y va de la survie de leur club.»*

BÉNÉDICTE MATHIEU

CULTURE

□ **Le procès de Fela reporté au 28 mai.** – Le procès du célèbre musicien Fela Anikulapo Kuti, qui devait s'ouvrir le 13 avril (*le Monde* du 14 avril), a été reporté au 28 mai en raison de l'absence des témoins de l'accusation, que l'on dit en fuite, a indiqué la radio nigériane. Fela, ainsi que cinq de ses musiciens, est accusé du meurtre, le 21 janvier, de l'un de ses employés, qu'il accusait de lui avoir volé 3 000 nairas (600 francs environ). Le musicien, détenu à Lagos depuis le 25 janvier, a été remis en liberté sous caution mardi dernier, ainsi que deux des cinq hommes arrêtés avec lui.

□ **Le metteur en scène Matthias Langhoff quitte la direction du Berliner Ensemble.** – Le metteur en scène Matthias Langhoff a annoncé mardi 13 avril son départ, à la fin de la saison, de la direction du Berliner Ensemble, le théâtre créé par Bertolt Brecht, pour *«raisons de santé»*. Il a précisé qu'il n'était pas *«l'homme dont Berlin a besoin»*. Matthias Langhoff, qui dirigeait auparavant le théâtre de Lausanne (Suisse), avait été nommé à la tête du Berliner Ensemble pour la saison 1992-1993. Il avait mis en place une direction collégiale où siégeaient également Peter Zadek, Heiner Müller, Fritz Marquardt et Peter Palitzsch. – *(AFP.)*

□ **Prix de la découverte poétique.** – Le Prix de la découverte poétique-Fondation Simone de Carfort, d'un montant de 20 000 francs, sera décerné en octobre, à la Fondation de France. Il a pour objet la découverte d'un poète d'expression française méconnu. Les candidats devront envoyer cinq poèmes inédits (dactylographiés en quatre exemplaires et agrafés), dont l'ensemble ne doit pas excéder cinq pages. Chaque page devra comporter, en haut à droite, le code de l'auteur (deux lettres – deux chiffres). Les code, nom, adresse, téléphone et date de naissance de l'auteur devront être joints dans une enveloppe cachetée. Clôture des inscriptions le 31 mai.

► **Prix de la découverte poétique : Arlette Baleynaud-Joffre, 10, boulevard Diderot, 75012 Paris.**

□ **Concours de dessin... japonais.** – La poste japonaise organise un concours de dessin de timbres-poste sur le thème : «Le 45e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme». Les deux dessins sélectionnés pour le premier prix rapporteront à leurs auteurs des sommes d'environ 48 000 F et 10 000 F et seront émis le 10 décembre 1993 sous forme de timbres par la poste japonaise. Clôture des inscriptions le 31 mai.

► **Règlement et bulletin de participation : Service national des timbres-poste (SNTP), Concours de dessin du Japon, Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, BP 156, 75755 Paris Cedex 15.**

AUTOMOBILE

Avec son nouveau turbo-diesel

La Safrane prend le large

La Safrane de Renault lancée voici un an se voit enfin dotée d'un turbo-diesel digne de la réputation de la gamme. Il s'agit d'un 2499 cm³ suralimenté par une turbine KKK, avec échangeur air-air, fourni en base par la SOFIM (Société franco-italienne de moteurs), dans laquelle Fiat est aujourd'hui majoritaire. Cela explique sans doute que cette version de la plus grosse des berlines de la marque au losange ait attendu plusieurs mois pour mettre sous son capot cette mécanique proche de celles qui animent la Thema TD de Lancia et la Croma TD de Fiat. Renault continue par ailleurs l'étude d'un autre turbo-diesel dont la mise au point n'est pas encore acquise et qui dotera notamment, outre des modèles de la maison, la 850 de Volvo. Des soucis d'encombrement se posent. Quoi qu'il en soit, il a fallu déjà pour le groupe qui a été monté et dont il faut penser du bien des efforts particuliers de rabotage (– 21 mm) pour qu'il trouve sa place sur son berceau, et une inclinaison de 16 degrés.

Cela étant dit, ce turbo-diesel se révèle tout à fait intéressant à la route, bien qu'il réclame au départ un peu de patience de la part du conducteur. Le poids du véhicule (près de 1 700 kilogrammes à vide) l'explique. Mais le couple maximum (effort de traction) se manifestant entre 1 600 tours et 3 800 tours, avec son apogée à 2 000 tours, la souplesse l'emporte et, une fois la voiture lancée, le confort de conduite est évident. Il ne se dément plus, sauf à s'arrêter, ce qui relance le processus.

On trouvera sur cette version diesel les équipements en trois finitions livrables sur les modèles à essence et qui assurent un comportement routier très poussé : suspension pilotée, amortisseurs bi-tubes, hauteur de caisse constante, assistance variable à la direction, etc. qu'accompagnent des équipements intérieurs raffinés. L'insonorisation est bonne, la boîte de vitesses ne râpe plus, et les 115 chevaux (83 kW) sont au rendez-vous, à peine passés les 4 000 tours sur le cadran. La consommation ne dépasse pas les 10 litres de gazole en ville et guère les 7 litres sur route. Comme le réservoir contient 80 litres de carburant, on peut prendre le large sans soucis.

CLAUDE LAMOTTE

► **Prix : Safrane turbo-diesel 2,5 litres, selon finitions : RN 170 000 F, RT, 189 500 F, RXE, 251 000 F.**

PARIS EN VISITES

JEUDI 15 AVRIL

«Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«Du quartier de l'Arsenal à la place de la Bastille», 14 h 30, métro Sully-Morland (Paris pittoresque et insolite).

«La Sorbonne», 15 heures, devant l'entrée, rue des Écoles (Paris et son histoire).

«Exposition : «Le printemps des génies», 14 h 30, Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (Approche de l'art).

«Les passages couverts et galeries marchandes du XIXe siècle, une promenade hors du temps» (premier parcours), 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

«L'Hôtel-Dieu, l'ancêtre des hôpitaux de Paris et la médecine autrefois», 15 heures, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).

«Les appartements royaux du Louvre et la vie quotidienne de la Cour», 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (Connaissance de Paris).

«Aménophis III au Grand-Palais», 18 heures, entrée de l'exposition (C. Merle).

«Le Père Lachaise méconnu», 14 h 45, porte principale, bd de Ménilmontant (V. de Langlade).

«Le trésor de Notre-Dame de Bonne-Nouvelle, le passage du Caire et l'hôtel de Saint-Chamont», 15 heures, angle rues de la Lune et Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle (D. Bouchard).

«La conciergerie», 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (Tourisme culturel).

«De la maison natale de Hoche aux Glacières Royales», 14 h 30, 24, rue de la Chancellerie, RER C Versailles-Château (Office de tourisme de Versailles).

«Hôtels du Marais : passages, ruelles insolites, jardins ombragés, plafonds et escaliers inconnus», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller).

«Les salons du XVIIe et XVIIIe de l'Arsenal», 14 h 30, métro Sully-Morland, sortie bd Henri-IV (Art et histoire).

«Exposition : Aménophis III au Grand Palais», 16 h 30, entrée de l'exposition (P.-Y. Jaslet).

CONFÉRENCES

9, rue Maspéro, 18 heures : «Les relations franco-allemandes contemporaines et leurs impacts sur les États-Unis : un point de vue américain», par P. E. Zinner (L'Institut historique allemand).

CARNET DU Monde

Naissances

Mathilde et Simon PERALLAT

s'émerveillent devant leur sœur

Alice,

née le 8 avril 1993, à 20 heures.

Corinne PERTHUIS, Thijs BERMAN, Maxim,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Luc Emmanuel,

le 7 avril 1993.

3, rue Lacuée,
75012 Paris.

Mariages

M. et Mme Michel DELAYE,
M. et Mme Gilles VAN ECK,

sont heureux d'annoncer le mariage, à Versailles le 3 avril 1993, de leurs enfants

Catherine et Nicolas.

6, rue Louis-Haussmann,
78000 Versailles.
41, boulevard de la Saussaye,
92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme Gérard de SAINT-REMY,
M. et Mme Guy CHAUDANSON,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Isabelle et Philippe,

célébré dans l'intimité à New-York.

471 Broadway,
10012 New-York.

Décès

– Mme Denise Benattar,
née Sahal, et ses enfants,
Jacqueline, Frédéric, Bruno
et Bertrand,
ont la douleur de faire part du décès de

Guy David BENATTAR,
ancien élève
de l'Ecole centrale de Paris,
délégué départemental
de l'éducation nationale,
ancien combattant,
croix de guerre avec palme,

inhumé le 13 avril 1993 au cimetière de Préville, à Nancy.

– Mme Jacqueline Dalberto,
Pierre Dalberto,
Guy et Geneviève Dalberto
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques DALBERTO,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier dans l'ordre du Mérite,
ancien élève de l'ENFOM.

Rappelé à Dieu le 11 avril 1993.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité familiale.

– Jean-François Duvic,
Nadine Robin et leurs filles,
Pierre Duvic et Yannick Renaudeau,
Vincent et Catherine Duvic,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Monique DUVIC,
née Schrecklinger,

survenu le 10 avril 1993, à l'âge de soixante-deux ans.

Frappée par le même mal cruel, elle a rejoint son époux, le

colonel André DUVIC,
officier de la Légion d'honneur,

décédé le 20 juillet 1991.

«Où que j'aille, là est ma maison. L'étranger est pour moi terre natale.»
François Villon.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 14 avril, à Vaison-la-Romaine.

Selon la volonté de la défunte, des dons peuvent être adressés aux associations de lutte contre le cancer.

4, «La Pinède»,
84110 Vaison-la-Romaine.

– M. Pierre Georges,
Isabelle et Luc Chauffard,
ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Françoise GEORGES,
née Etave,

survenu le 6 avril 1993 à Créteil (Val-de-Marne).

Pour respecter sa volonté, l'inhumation a eu lieu le vendredi 9 avril, au cimetière de Cérilly (Allier), dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.
10, avenue de Ceinture,
94000 Créteil.

– Aline, Joël, Marie-Pierre Martinez,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre, Raymond, MARTINEZ

survenu le 7 avril 1993, dans sa soixante-treizième année.

– Mme Manca Idoux-Umek,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Maurice IDOUX,
docteur ès sciences économiques,
ancien haut fonctionnaire
de l'Organisation des Nations unies,
maître de conférences
à l'université Aix-Marseille-III,

survenu le 3 avril 1993.

5, rue de l'Hôtel-Dieu,
74200 Thonon-les-Bains.

– M. Pierre Jolivet,
son époux,
Marie, Laurent, Thomas, Elise
et Claire,
ses enfants,
Mme Jean Prost,
sa mère,
Mme Pierre Jolivet,
sa belle-mère,
Jean et Brigitte Prost,
Michel et Chantal Prost,
Pierre et Geneviève Veron,
Sœur Françoise Prost,
Alain et Liliane Prost,
François et Marie-Thérèse Rocaboy,
André et Danielle Rabiller,
Aimé et Odile Belz,
Elizabeth Prost,
Jean-Marie et Marie-Brigitte Jolivet,
Philippe et Chantal Jolivet,
Félix et Catherine Jolivet,
Yves et Martine Jolivet,
Catherine Jolivet et Arnaud Gourin,
ses frères, ses sœurs,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Ainsi que toute la famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Pierre JOLIVET,
née Catherine Prost,

survenu à Rennes, le 12 avril 1993, à l'âge de quarante-sept ans.

Ils vous invitent à participer ou à vous unir d'intention à ses obsèques, qui auront lieu le jeudi 15 avril, à 10 heures, en l'église Saint-Etienne de Rennes, sa paroisse.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés au Centre Eugène-Marquis de Rennes, au Secours catholique et au CCFD.

Cet avis tient lieu de faire-part.

75, avenue du Mail,
35000 Rennes.

– Sa compagne
a la profonde tristesse de faire part du décès de

Marcel OLLIVIER
(A. Goldenberg),
engagé volontaire 1914,
écrivain,
auteur dramatique,
traducteur.

Résidence «Le Parc»,
72, rue du 11-Novembre-1918,
94700 Maisons-Alfort.

– Mme Ferdinand Seiboth,
M. et Mme Jean Castella,
ses enfants,
Les familles Seiboth, Seliger,
Floquet, Castella,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Ferdinand SEIBOTH,

survenu le 10 avril 1993, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 avril, à 15 h 45, en l'église Saint-Etienne d'Issy (Hauts-de-Seine).
Le présent avis tient lieu de faire-part.

7, rue Henri-Tariel,
92130 Issy-les-Moulineaux.

– La famille,
Les amis de la famille,
Les amis de

François PÉRALDI

ont la tristesse de faire part de sa mort, le 21 mars 1993, à Montréal.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviendront de sa présence attentive et généreuse.

Ils rendent hommage à la rigueur de sa pensée, pensée audacieuse et ouverte qu'il savait rendre stimulante pour tous, proches, artistes.

– Lina Lorme,
Agnès Poignonec,
sa petite-fille,
Et ses très chers amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean VÉNARD,
cinéaste,

survenu à Paris, le 10 avril 1993, dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie sera célébrée au crématorium du cimetière du Père-Lachaise le vendredi 16 avril, à 10 h 30.

«Je pleure dit l'araignée au collant rayé. Il m'avait inventée et désirée, aimée, magnifiée. Il part pour trop longtemps.»

10, rue Le-Regrattier,
75004 Paris.

Anniversaires

– A l'occasion du quinzième anniversaire de la disparition tragique de

M. André BOULLOCHE,
ancien ministre,
député et maire de Montbéliard,
président du district urbain
du pays de Montbéliard,
compagnon de la Libération.

et de son pilote,
une stèle commémorative, érigée en leur mémoire, sera inaugurée le samedi 15 mai 1993, à 15 heures, dans le massif de Blauen, en Forêt-Noire, sur le territoire de la commune de Malsburg-Marzell, *Kreis* de Lorrach (RFA).

Association
Les Amis d'André Boulloche,
3, rue Paul-Langevin,
25200 Bethoncourt.

– Il y a neuf ans, le 14 avril 1984, disparaissait le philosophe

Noël MOULOUD.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient pour lui en ce jour les plus affectueuses pensées, et se souvenir le plus reconnaissant.

Soutenances de thèses

– Université de la Sorbonne-Nouvelle Paris-III. «Les mentalités, les croyances religieuses, les pratiques sociales. Sociologie de la culture populaire urbaine : Valparaiso (Chili) 1973-1988», par Manuel Antonio Baeza. Thèse de nouveau doctorat, sous la direction du professeur Jacques Chonchol, le mercredi 28 avril 1993, à 15 h 30, salle Bourjac (galerie Rollin), université de la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5e.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6019

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV					■	■			
V			■					■	
VI			■				■		■
VII			■			■			
VIII									
IX				■		■		■	
X			■		■				
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Une manière d'avancer avec prudence. – II. Gagnées par la ruse. – III. A ne pas négliger. – IV. «Couche» de terre. N'est donc pas restée à l'état de projet. – V. Tranche de potiron. Château. – VI. Pièce étrangère. Soutien. – VII. Lettre. Terme musical. Avec lui, c'est une question de vie ou de mort. – VIII. Se traduisent donc par des actes. – IX. Victoire impériale. – X. Pronom. Ancienne voiture de courses. – XI. Coupe les cheveux en quatre.

VERTICALEMENT

1. Monte des échafaudages. – 2. Envelopper moelleusement. – 3. Donna un coup de main. Abréviation. – 4. Aime à la folie. Tend ses deux bras vers l'Adriatique. – 5. Instrument qui accompagne une célèbre chanson. Branche d'un arbre. – 6. Joua. Quartier de Vienne. Démonstratif. – 7. Est sans valeur. Bien cuit. – 8. Repas fait de pain et de vin. Ancien bâtiment. On ne peut que les remarquer. – 9. Une manière de poursuivre. Retire de la valeur.

Solution du problème n° 6018

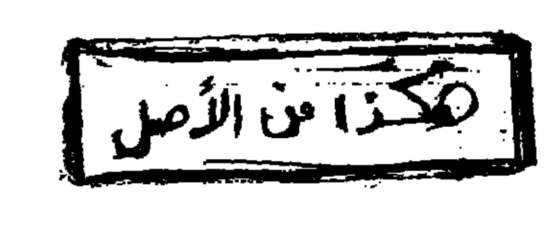
Horizontalement

I. Tringle. – II. Remouille. – III. Obi. Input. – IV. Motel. Air. – V. Bielles. – VI. Os. Dotons. – VII. N.E. Ote. As. – VIII. Emeri. Are. – IX. Ecang. Ru. – X. An. Délitée. – XI. Athos. Pré.

Verticalement

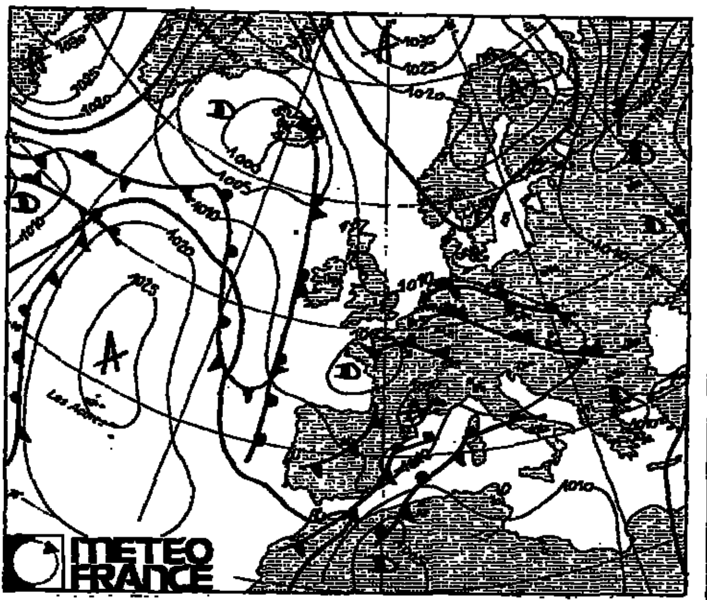
1. Trombone. As. – 2. Reboisement. – 3. Imite. Et. – 4. No. Eldorado. – 5. Guillotines. – 6. Lin. Eté. G.I. – 7. El Paso. T.P. (travaux pratiques). – 8. Lui. Narrer. – 9. Pétrisseuse.

GUY BROUTY

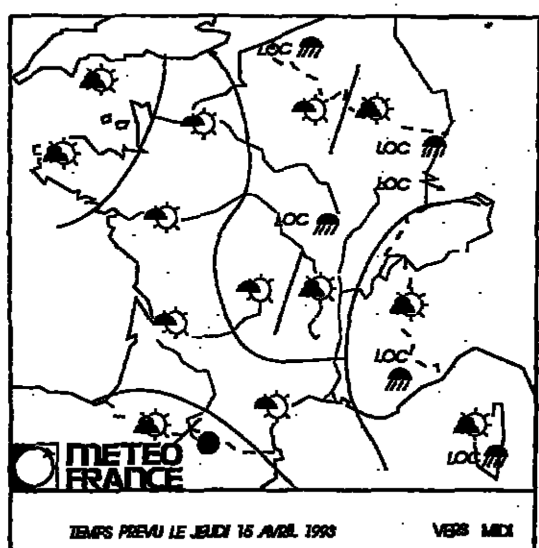


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14 AVRIL A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 15 AVRIL 1993



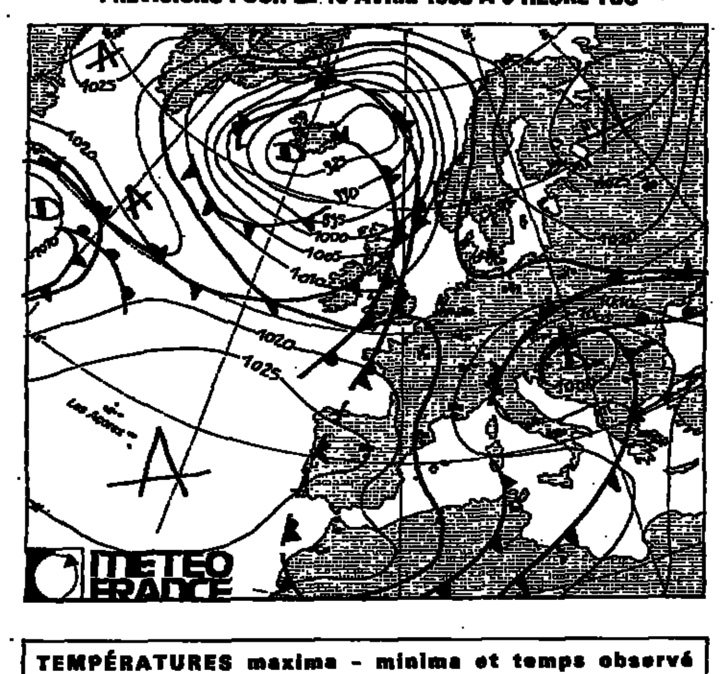
Jeudi : averses à l'Est. – Sur les régions de la moitié est du pays, le temps sera encore instable avec des averses. Le ciel restera chargé de la Franche-Comté à la région Rhône-Alpes et à la Côte d'Azur et à la Corse, ainsi que dans les Pyrénées. Des ondées se produiront, prenant parfois un caractère de pluies intermittentes le matin. Du Nord au Nord-Est et à l'Auvergne, nuages et éclaircies alterneront, et des averses se déclencheront encore à partir de la mi-journée.

Sur l'Ouest du pays, après des brumes ou bancs de nuages le matin, de belles éclaircies domineront la journée. Il n'y aura plus que de rares averses l'après-midi, sur un axe Ile-de-France-Aquitaine. Du Languedoc au Var, le temps sera ensoleillé, avec mistral et tramontane sensibles l'après-midi.

Les températures minimales seront fraiches, avec 2 à 5 degrés en général, localement 1 à 2 degrés dans le Nord-Est, mais 5 à 8 degrés sur les côtes, jusqu'à 10 degrés près de la Méditerranée.

Le thermomètres montera, en journée, aux alentours de 15 degrés, en moyenne, près de la Manche et dans le Nord-Est, les maxima pourront se limiter à 13 degrés en revanche, il y aura quelques 20 degrés près du golfe du Lion.

PRÉVISIONS POUR LE 16 AVRIL 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 14-4-93

Valeurs extrêmes relevées entre le 13-4-1993 à 18 heures TUC et le 14-4-1993 à 6 heures TUC

FRANCE

AJACCIO	17	6	C
BIARRITZ	14	6	C
BORDEAUX	13	7	N
BOURGES	14	6	N
BREST	13	3	B
CAEN	13	5	N
CHERBOURG	12	7	O
CLERMONT-FER	14	4	N
DIJON	12	6	B
GRENOBLE	16	4	D
LILLE	14	6	B
LIMOGES	9	6	C
LYON	15	6	D
MARSEILLE	15	9	N
NANCY	9	1	C
NANTES	12	5	N
NICE	15	8	C
PARIS-MONTS	14	8	C
PAU	15	6	N
PERPIGNAN	17	6	C
POINTE-A-PITRE	31	25	N
RENNES	14	4	B
ST-ETIENNE	14	4	D
STRASBOURG	14	3	C
TOULOUSE	15	3	C
TOURS	13	7	P

ÉTRANGER

ALGER	21	12	P
AMSTERDAM	14	1	D
ATHÈNES	20	12	N
BANGKOK	28	25	N
BARCELONE	16	7	C
BELGRADE	19	7	N
BERLIN	12	4	C
BRUXELLES	14	6	C
COPENHAGUE	8	6	C
DAKAR	24	19	N
GENÈVE	14	4	B
ISTANBUL	19	11	N
JÉRUSALEM	25	13	D
LE CAIRE	35	21	D
LISBONNE	16	9	C
LONDRES	13	6	C
LOS ANGELES	24	12	N
LUXEMBOURG	11	3	B
MADRID	15	5	D
MARRAKECH	17	9	N
MEXICO	26	12	D
MILAN	11	0	B
MONTRÉAL	7	3	C
MOSCOU	3	-2	C
NAIROBI	27	14	N
NEW-DELHI	34	21	N
NEW-YORK	13	5	C
PALMA	20	10	C
PÉKIN	20	8	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	18	8	C
ROYAL OBSER.	–	–	–
SÉVILLE	21	7	D
SINGAPOUR	31	25	C
STOCKHOLM	16	-4	D
SYDNEY	–	–	–
TOKYO	12	7	D
TUNIS	25	8	N
VARSOVIE	9	0	D
VENISE	19	5	B
VIENNE	12	6	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brouillard	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

La télévision des catacombes

SOUS les hurlements et les quolibets, sous les pitreries et les chansonnettes, s'ouvre le domaine mélancolique et désolé des catacombes de la «troisième partie de soirée». Ce vaste royaume prend naissance aux alentours de 23 h 30, et se poursuit jusqu'aux confins de l'aube. L'on n'y croisait naguère que des rediffusions américaines, des bouche-trous en boucle, à l'usage exclusif des insomniaques et des hiboux. Mais les catacombes de la télévision se peuplent progressivement d'une population des plus honorables, réduite à l'exil souterrain par le paganisme de la surface.

L'exploration de ces galeries souterraines requiert un équipement incompressible : un magnétoscope programmable, une pile de cassettes. A ce prix, quelques jours avant Pâques, on croisa donc Soljenitsyne, dans sa retraite américaine (une interview sur TF 1, 0 h 5), maudissant pêle-mêle le communisme trépassé et le mercantilisme triomphant.

Dans la galerie voisine, ce sourire de lumière, ces béquilles : c'était Jean-François Deniau, trottinant à travers les drames de la planète (un portrait sur France 3, 23 h 30). D'ici, jaillissent des échos de chants militaires, des fracas guerriers : mais oui, c'est la rediffusion tant attendue de «De Nuremberg à Nuremberg», de Frédéric Rossif et Philippe Meyer, (France 2, de minuit à 4 heures). Visite autorisée à quiconque possède une cassette de quatre heures. Quoi d'autre ? Ah, des catholiques, les derniers de l'espèce, paraît-il (M6, 23 h 25).

Si ce sont effectivement les derniers, il n'est pas étonnant de les retrouver en ces lieux. Enfin, tout près de l'entrée, des couvertures, quelques gamelles, les cendres d'un feu de camp : quelqu'un a pris ici ses habitudes. Mais bien sûr, c'est Michel Field, seul à veiller en direct, qui reçoit la Culture après souper (France 2, toutes les nuits à minuit). Les habitués des catacombes lancent parfois de sombres imprécations contre «la dictature de l'Audimat».

On s'en soucie peu, là-haut, en surface, au grand banquet des marchands, où des directeurs des programmes rêvent sans doute déjà tout haut d'une «quatrième partie de soirée», puisque la seconde et la troisième semblent si bien passées dans les habitudes, puisque nul ne s'offusque.

Sans vouloir solliciter l'Histoire ni forcer la comparaison, n'y a-t-il pas pourtant, dans l'indifférence qui entoure ces relégations progressives au néant, un Munich qui en vaut d'autres ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 14 avril

TF 1

20.50 Variétés : Sacrée soirée. Spécial Johnny Hallyday.
22.45 Magazine : 52 sur la Une. De Jean Bertolino. Trafic d'enfants : la filière jaune.
23.55 Journal et Météo.
0.00 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.

FRANCE 2

20.50 Téléfilm : L'argent fait le bonheur. De Roger Guediguian.
22.25 Première ligne. Les Derniers Héros, le soulèvement du ghetto de Varsovie.
23.25 Journal et Météo.
23.45 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

20.45 La Marche du siècle. Souffrances d'en France. Emission enregistrée chez l'abbé Pierre, avec Pierre Bourdieu.
22.25 Journal et Météo.
23.00 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Miami Blues. □ Film américain de George Armitage (1989).
22.30 Flash d'informations.
22.40 Sport : Football. Présentation de la soirée.
22.45 Magazine : Jour de foot. *Buts et extraits des matches de la 32e journée du championnat de France de D1.*
23.15 Sport : Football. Autriche-Bulgarie. Match de Coupe du monde 1994, en différé.
0.55 Le Journal du hard.

ARTE

20.40 Documentaire : Musiciens du Nord. Vox Humana. Portrait du compositeur suédois Allan Pettersson, de Peter Berggren.
21.50 Concert : La 10e Symphonie. D'Allan Pettersson. Par l'Orchestre de la radio suédoise.
22.25 ▶ Documentaire : Rendez-vous avec le hasard. De Jochen Wolf.
23.30 Concert : Voisin en détresse Dirigé par Claudio Abbado et Sir Georg Solti. Œuvres de Schubert, Mozart, Verdi, Mahler, Wagner.

M 6

20.45 Téléfilm : Une femme pour moi. D'Arnaud Sélignac.
22.25 Téléfilm : L'Affaire Howard Beach. De Dick Lowry.
0.00 Magazine : Vénus.
0.30 Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Les voix de la discorde.
21.28 Poésie sur parole.
21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Mémoires magnétiques d'Hubert Reeves.
22.40 Les Nuits magnétiques. Aborigènes de la mer Tiwi, way of life. 2. Histoire d'une île.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 22 octobre 1992 lors des Journées de musique baroque de Monaco) : La Superbe, sonate pour deux violons et basse continue, de F. Couperin ; Ground Scocca pur pour clavecin seul, de Draghi ; Gulliver, suite pour deux violons, de Telemann ; Tombeau de Monsieur de Sainte-Colombe pour basse de viole, de Sainte-Colombe ; Sonate pour violon et clavecin en ré majeur, de Haendel ; Sonate en trio nº 10 en ré majeur, de Purcell, par John Holloway, Jean Tuffet, violons, Philippe Pierlot, basse de viole, Devitt Moroney, clavecin.
21.30 Concert (donné le 11 avril au Grand Auditorium de Radio-France) : Le Miroir de Jésus ou les Mystères du rosaire, oratorio pour mezzo-soprano, chœur de femmes, cordes et harpe, de Caplet ; Axion pour saxophones et dix-huit voix de femmes, de Niculescu, par le Quatuor Parisii, l'ensemble vocal Benjamin Britten, dir. : Nicole Corti-Lyant.
23.09 Feuilleton : Maldoror.
23.19 Ainsi la nuit.
0.33 L'Heure bleue.

Jeudi 15 avril

TF 1

15.25 Série : Hawaii, police d'Etat.
16.20 Jeu : Une famille en or.
16.50 Club Dorothée.
17.50 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.20 Série : Hélène et les garçons.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous !
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.25).
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Trafic infos.
20.50 Série : Navarro. Mort d'une fourmi, de Patrick Jamain.
22.30 Sport : Boxe. Poids plume : Fabrice Bénichou (France)-Roy Muniz (Etats-Unis) ; Poids mi-lourds : Victor Cordoba (Panama)-James Flower (Etats-Unis) ; Poids super-plume : Eugene Speed (Etats-Unis)-Troy Dorsey (Etats-Unis) ; Poids welters : Rodolfo Aguilar (Panama)-Jesus Flores (Etats-Unis), en direct de Tourcoing.
23.40 Magazine : Télé-vision. Invité : Philippe Labro.
0.30 Journal et Météo.

FRANCE 2

15.15 Tiercé, en direct de Longchamp.
15.30 Variétés : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran. Tony Gama, le prince de Lisbonne.
16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres. Animé par Laurent Romejko.
17.15 Magazine : Giga.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Nagui.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Magazine : Envoyé spécial. Le roi Davidoff ; Les huissiers de justice ; Les enfants de Bogota.
22.25 Série : Un privé nommé Stryker. L'Assassin était dans le train, de Burt Reynolds, avec Burt Reynolds, Ossie Davis.
0.00 Journal et Météo.
0.20 Magazine : Le Cercle de minuit.

FRANCE 3

14.30 Questions au gouvernement, en direct du Sénat.
17.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer. Invitée : Françoise Hardy.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *La Reine velue*, de Charles Dupêchez.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu : Hugodélire (et à 20.40).
20.15 Divertissement : La Classe.
20.45 Cinéma : Les Faucons de la nuit. ■ Film américain de Bruce Malmuth (1981).
22.25 Journal et Météo.
22.55 ▶ Théâtre : Maître Puntila et son valet Matti. Pièce de Bertolt Brecht.
1.25 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

15.20 Magazine : L'Œil du cyclone.
15.45 Magazine : BVP, Baffie vérifie la pub.
16.05 Cinéma : Le Fils du Mékong. □ Film français de François Leterrier (1991).
17.30 Le Journal du cinéma.
18.00 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Ça cartoon.
18.50 Le Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. José Vandam.
20.05 Sport : Football. Sochaux-Nantes. Match de la 32e journée du championnat de France de D 1. A 20.30, coup d'envoi du match.
22.30 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : Hangin'with the Homeboys. ■ Film américain de Joseph B. Vasquez (1991).
0.00 Cinéma : L'Affût. ■■ Film français de Yannick Bellon (1992).
1.40 Cinéma : La Maison du sourire. ■ Film italien de Marco Ferreri (1991).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Cinéma : Le Rendez-vous des quais. ■ Film français de Paul Carpita (1953).
18.05 Musique : Montreux Jazz Festival (rediff.).
19.00 Magazine : Rencontre. Djamel Bahli/Marc Jolivet.
19.30 Documentaire : Honneur et violence. De Peter Schran.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 ▶ Soirée thématique : Black Power.
20.41 Reportage : Ghetto. De Pascal Dupont et David Carr-Brown.
21.25 Documentaire : Black Music, Black Power. *La ségrégation, l'exil, la religion, la révolte, la fierté.*
22.20 Documentaire : Color Adjustment, Blacks in Prime Time. De Marlon T. Riggs.
23.20 Reportage : Black Paroles. *Amiri Baraka, Le Roi Jones, et Leonard Jeffries, deux grands représentants de l'idéologie noire, s'expriment.*
23.45 Documentaire : Muhammad Ali the Greatest. De William Klein (1re partie).

M 6

14.15 Magazine : destination musique. Julien Clerc.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Etalon noir.
18.00 Série : Le Joker.
19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.
19.50 Météo des neiges.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Météo 6.
20.45 Cinéma : La Petite Allumeuse. ■■ Film français de Danièle Dubroux (1987).
22.30 Téléfilm : L'Ile aux serpents. *Une histoire de reptiles sans queue ni tête.*
0.10 Informations : Six minutes première heure.
0.20 Magazine : Culture rock. La saga des pionniers du rock.
2.00 Rediffusions.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Le Calepin, de Gilles Costaz.
21.30 Profils perdus. Arnold Van Gennep (1).
22.40 Les Nuits magnétiques. Aborigènes de la mer Tiwi, way of life. 3. Vie de famille.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Françoise Lefebvre (Blanche, c'est moi).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 26 février salle Pleyel) : Cantique de Pâques, de Honegger ; Messe pour double chœur (extrait), de Martin ; Messe en ut mineur K 427, de Mozart, par l'Ensemble vocal de Lausanne, l'Ensemble orchestral de Paris, dir. Michel Corboz.
23.09 Feuilleton : Maldoror.
23.19 Ainsi la nuit. Octuor pour cordes en mi bémol majeur op. 20, de Mendelssohn ; Quatuor pour piano et cordes nº 1 en sol mineur K 478, de Mozart.
0.33 L'Heure bleue. Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat.

La première journée de la réunion des Sept à Tokyo

Les Etats-Unis proposent la création d'un fonds pour la privatisation des entreprises russes

La réunion du groupe des Sept principaux pays industriels consacrée à l'aide à la Russie s'est ouverte mercredi 14 avril à Tokyo. Au cours de la première journée, les discussions ont été plus chaudes que prévu, en raison d'un afflux de projets qui n'avaient pas été examinés auparavant, rapporte notre correspondant à Tokyo, Philippe Pons.

Lors d'un déjeuner précédant la rencontre, les ministres des affaires étrangères ont abordé quatre points chauds de la scène internationale : la Corée du Nord, le Cambodge, la Bosnie-Herzégovine et le Proche-Orient. Dans l'après-midi, les ministres des finances discutaient de l'enveloppe globale de l'assistance des Sept à la Russie. Le chiffre de 30 milliards de dollars circulait, mais on ne sait pour l'instant quels programmes cette enveloppe contient exactement. Selon toute probabilité, il s'agira des 15 milliards de dollars de rééchelonnement de la dette extérieure, d'une nouvelle assistance des institutions multilatérales, du FMI en particulier, ainsi que de divers crédits multilatéraux.

La délégation des Etats-Unis a proposé la constitution d'un fonds international de 4 milliards visant à accélérer la privatisation des grandes entreprises russes. Les Etats-Unis eux-mêmes verseraient à ce fonds 500 millions de dollars, la BERD et la Banque mondiale 2 milliards, le reste étant à répartir. Washington tenterait également d'obtenir du gouvernement japonais un engagement supérieur au 1,8 milliard de dollars déjà annoncé par Tokyo.

Jeudi 15 avril, les Sept devaient retrouver le ministre des affaires étrangères de la Russie, M. Andreï Kozyrev, et le ministre des finances Boris Fiodorov.

Lire également nos informations page 14.

Les travaux du gouvernement

M. Pasqua veut privilégier la lutte contre la drogue et la répression de l'immigration clandestine

Le conseil des ministres du mercredi 14 avril devait entendre une communication sur « la sécurité en France » du ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, Charles Pasqua. Dressant un tableau pessimiste de la situation, dont il attribue en partie la détérioration à la gestion de ses prédécesseurs, M. Pasqua devait définir trois objectifs : la lutte contre la drogue, qu'il qualifie d'« ennemi public numéro un » ; la répression de l'immigration clandestine, affirmant que la maîtrise des flux migratoires sera une priorité pour son ministère ; et une mise à plat des « contraintes juridiques » qui, selon lui, entravent l'action policière, notamment en matière de contrôles d'identité.

D'un Pasqua l'autre. Estimant déjà refermé le chapitre « bavures » policières, après ses rappels à la discipline et à la déontologie, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire s'empresse de repartir à l'assaut sur le terrain de la sécurité. D'un grand classicisme répressif, la communication qu'il devait présenter devant le conseil des ministres ne marque aucun « recentrage » de son discours. Violence urbaine, drogue et immigration clandestine, selon M. Pasqua, sont les composantes, de plus en plus interdépendantes, d'un phénomène qu'il se fixe pour mission d'enrayer d'urgence.

Le gouvernement a donc fait le choix de dissocier, dans un premier temps, l'énoncé de ses objectifs en matière de sécurité et la définition, renvoyée à plus tard, d'une politique d'ensemble de la ville. Mardi matin, à l'issue d'une réunion à laquelle el[illegible]it participé à l'hôtel Matig[illegible]autour du premier ministre, en compagnie de M. Pasqua et des ministres de l'emploi et du budget, Michel Giraud et Nicolas Sarkozy, Mme Veil avait fait savoir qu'aucune mesure ne serait annoncée avant un débat parlementaire, prévu à la fin du mois.

Le ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville avait précisé que des *« mesures ponctuelles »* avaient été évoquées, mais qu'il fallait d'abord *« en rechercher le coût »*. *« C'est pourquoi*, ajoutait-elle, *nous n'avons pas pu les arrêter définitivement. Quand il s'agit de la ville, beaucoup de mesures concernent très directement les élus. Nous allons en discuter avec eux. »*

Dans cette attente, M. Pasqua a obtenu un feu vert pour définir en solitaire le cadre de son action à la tête du ministère qu'il avait déjà occupé de 1986 à 1988. Affirmant que la sécurité est non seulement le premier des devoirs d'Etat mais aussi le premier des droits de l'homme, le numéro trois du gouvernement – derrière M. Balladur et Mme Veil – vent en faire l'une des principales composantes de *« l'exemple français »* invoqué par le premier ministre lors de son discours de politique générale. C'est au nom de l'Etat de droit que M. Pasqua veut agir, affirmant que l'égalité entre les citoyens n'est plus assurée dans la mesure où ce sont les plus défavorisés qui sont victimes de l'émergence d'une violence urbaine spécifique aux grandes villes et à la ceinture parisienne.

Le sombre tableau qu'il dessine repose sur trois critères. D'abord, l'augmentation des statistiques de la délinquance et de la criminalité, qui, après une baisse de 1985 à 1988, sont à la hausse depuis 1989, avec notamment, en [illegible]91, une augmentation de 7,20 [illegible] la plus forte enregistrée depuis 1982, – retombée à + 2,3 % en 1992. Ensuite, la forte croissance de la délinquance de voie publique – cambriolages, vols d'automobiles, [illegible]iens, etc. – qui, au cours de [illegible] dernières années, a progressé deux fois plus [illegible]uance glo[illegible]. Enfin, le constat que des mineurs sont de plus en plus souvent acteurs de cette délinquance urbaine, les statistiques policières les estimant responsables de plus du tiers des délits ave[illegible]lence.

M. Pasqua en déduit trois objectifs prioritaires. D'abord, la drogue, puisque les infractions à la législation sur les stupéfiants ont augmenté d'au moins de 8 % en 1992. Le ministre de l'intérieur plaide pour une politique commune aux pays de la Communauté européenne, soulignant la différence d'attitude de nombre des partenaires de la France. Ensuite, l'immigration clandestine, M. Pasqua soulignant, non sans le regretter, que le tiers des affaires de stupéfiants est imputable à des étrangers. Tout en continuant de se réclamer d'une France *« terre d'asile »*, il estime que cette vocation a été pervertie par la tolérance, qu'il juge *« coupable »*, des gouvernements socialistes.

Les contraintes juridiques

Les quatre cinquièmes des mesures de reconduite à la frontière ne sont pas exécutées, assène-t-il. De fait, en 1991, 18 % des arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière pour infraction à la législation sur l'entrée et le séjour ont été exécutés. Ce taux s'élevait à environ 30 % pour les reconduites prononcées par les tribunaux comme peines complémentaires. Le faible taux d'exécution des arrêtés préfectoraux s'explique d'abord par une modification des pratiques de l'administration, qui, depuis 1991, délivre un arrêté de reconduite, non seulement à des étrangers interpellés ou détenus, mais aussi à ceux qui sont en liberté, et dont le titre de séjour arrive à expiration, mais qui ne sont pas systématiquement recherchés.

L'attitude des personnes qui s'opposent physiquement à leur embarquement dans un avion, les délais d'attente, les coûts financiers constituent autant d'obstacles à l'exécution des décisions de reconduite. Cependant, l'inefficacité du système s'explique principalement par la mauvaise volonté des pays d'origine qui refusent de collaborer pour l'identification des étrangers ayant détruit leurs pièces d'identité et se font tirer l'oreille pour récupérer les personnes reconduites.

Enfin, M. Pasqua s'en est pris aux contraintes juridiques, qui, selon lui, entravent l'action de la police. Il y regroupe cinq rubriques : les contrôles d'identité, dont la jurisprudence souligne qu'ils ne peuvent être exécutés que dans le cadre d'une enquête judiciaire ou d'atteinte flagrante à l'ordre public ; la complexité du travail de reconduite à la frontière des étrangers ; l'application de la récente réforme de la procédure pénale qui nuirait à l'efficacité des investigations ; l'impunité dont bénéficieraient les mineurs récidivistes ; la limitation de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire dans les grandes agglomérations.

E. P.

Six mois de répit pour l'établissement lorrain

L'usine Grundig de Creutzwald restera ouverte jusqu'à fin 1993

L'usine Grundig de Creutzwald (Moselle) devrait poursuivre sa production au moins jusqu'à la fin de cette année, ont indiqué mardi 13 avril les représentants des salariés à l'issue d'un entretien avec les directions de Philips et Grundig au siège de Philips à Eindhoven (Pays-Bas).

Les dirigeants de Philips, principal actionnaire de Grundig avec 31 % du capital, ont cependant déclaré, selon les délégués syndicaux, que l'usine de Creutzwald devra réduire sa production. Le site lorrain ne devrait plus fabriquer que 355 000 téléviseurs en 1993 contre 600 000 en 1992.

Dans ces conditions, les dirigeants du groupe néerlandais Philips et du groupe allemand Grundig n'ont pas exclu des licenciements à l'usine de Creutzwald, qui emploie 891 personnes. Environ 700 salariés de l'usine de Creutzwald s'étaient rendus mardi à Eindhoven, siège de la firme néerlandaise Philips, pour protester contre le projet de transférer leur production dans une usine du groupe à Vienne, en Autriche.

Reçus par le ministre de la fonction publique

Les syndicats de fonctionnaires demandent l'ouverture de négociations salariales

André Rossinot, ministre de la fonction publique, a entamé, mardi 13 avril, une série de consultations avec les représentants des sept fédérations syndicales de fonctionnaires. Après avoir reçu, mardi, les délégués de la FEN, de la CGT et de Force ouvrière, le ministre de la fonction publique devait recevoir, mercredi 14, les responsables de la CFDT, enchaîner, jeudi 15, avec ceux de la CFTC et de la CFE-CGC, pour finir, mardi 20, avec les représentants de la FGAF (autonomes).

« Une simple prise de contact. » Du côté des trois fédérations syndicales de fonctionnaires reçues mardi 13 avril, on ne se faisait *« aucune illusion »* sur l'issue de cette première ronde de consultations. André Rossinot n'a, de fait, rien dévoilé des intentions du gouvernement quant à l'ouverture de nouvelles négociations salariales, réclamées par toutes les fédérations syndicales, ni même sur les éventuels *« sacrifices »*, susceptibles de concerner les fonctionnaires, dans le cadre des 20 milliards de francs d'économies demandées par Edouard Balladur.

Le ministre de la fonction publique s'est, en matière salariale, contenté de donner rendez-vous aux syndicats *« dans le courant du mois de mai »*. *« Rien ne se passera avant la table ronde organisée par Matignon à la fin du mois d'avril »*, a précisé Guy Le Néouannic, secrétaire général de la FEN, à l'issue de son entrevue. La délégation de la FEN avait mis en garde le ministre contre *« tout retard dans l'ouverture de nouvelles négociations »* qui serait, selon elle, *« source de conflit »*. La FEN redoute en effet de voir le nouveau gouvernement prendre en compte, au titre de 1993, la dernière augmentation de 1,8 % accordée le 1er février aux fonctionnaires alors que celle-ci relève de l'application du précédent accord salarial 1991-1992. Seul motif de satisfaction enregistré par M. Le Néouannic, la volonté manifestée par le ministre d'*« honorer la signature de ses prédécesseurs »* quant à la mise en œuvre des plans de revalorisations des classifications des fonctionnaires et des enseignants.

Non signataires du précédent accord salarial, les délégués de la CGT et de FO ont, de leur côté, eu beau jeu d'enfoncer le clou. Les premiers en invitant les fonctionnaires à se mobiliser pour lutter contre *« une situation très dégradée »* sans même attendre l'issue de la table ronde de Matignon. Les seconds en précisant qu'ils *« sauront prendre leurs responsabilités si le gouvernement déclenchait le feu dans la fonction publique en rajoutant encore au mécontentement »*.

V. D.

L'Irak a retrouvé ses capacités d'extraction pétrolière

Les ministres du pétrole des pays de l'OPEP se sont engagés, lors d'une réunion informelle mardi 13 avril à Mascate (Oman), à éliminer un surplus de 300 000 barils/jour, pour raffermir les prix du brut sur le marché international. Les chiffres fournis par M. Subroto, secrétaire général de l'OPEP, montrent que l'Iran, soupçonné d'être responsable d'une grande partie des dépassements enregistrés en février, produisait 1 000 barils/jours de moins que son quota-Opep. L'Arabie saoudite s'est strictement conformée à son quota.

De son côté, l'Irak, dont la production est totalement remise des effets de la guerre du Golfe, a retrouvé ses capacités, a déclaré le ministre irakien du pétrole Oussama al-Hitti. Celui-ci a précisé que son pays disposait actuellement d'une capacité de production de 3,25 millions de barils/jour et d'une capacité d'exportation de 2,7 millions de barils/jour. L'Irak n'exporte plus son pétrole en raison de l'embargo qui lui est imposé par l'ONU depuis son invasion du Koweït en août 1990. *(AFP)*

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 23 à 34

Le numéro du « Monde » daté 14 avril 1993 a été tiré à 471 332 exemplaires.

A Cherbourg (Manche)

Un jeune de dix-sept ans gravement blessé par un motard de la police nationale

Un motard de la police urbaine a ouvert le feu, mercredi matin 14 avril, peu après 9 heures, à Cherbourg (Manche) sur une automobile qu'il avait prise en chasse. Grièvement blessé, le conducteur, un jeune homme âgé de dix-sept ans dont l'identité n'a pas été révélée, a été atteint d'une balle dans le foie. Selon les premières constatations, le coup de feu aurait été tiré dans le dos.

Intrigués par les plaques d'immatriculation du véhicule, deux motards de la police l'avaient pris en chasse. Selon la version des policiers, le conducteur aurait refusé d'obtempérer et aurait tenté de les renverser. Ultérieurement, il aurait été établi que la voiture était volée. L'Inspection générale de la police nationale (IGPN) a été dépêchée sur place.

EN BREF

□ **ALLEMAGNE : le procès d'Erich Honecker est définitivement clos.** – Le tribunal régional de Berlin a suspendu définitivement, le 7 avril, la procédure engagée contre l'ancien numéro un est-allemand Erich Honecker pour sa responsabilité dans les tirs sur les fugitifs est-allemands, a-t-on appris, mardi, de source judiciaire. Dans ses attendus, le tribunal a souligné qu'en raison *« du mauvais état de santé de l'accusé »* la poursuite du procès était devenue impossible. Atteint d'un cancer au foie, Erich Honecker avait été libéré le 13 janvier et avait quitté le jour même l'Allemagne pour le Chili. – *(AFP.)*

□ **RUSSIE : le président du Parlement et la ratification du traité START II.** – Le président du Parlement russe, Rouslan Khasboulatov, a menacé, mardi 13 avril, d'empêcher une ratification du traité START II tant qu'Andreï Kozyrev resterait ministre des affaires étrangères. Boris Eltsine a pour sa part poursuivi, mardi, sa campagne en vue du référendum du 25 avril dans la région minière du Kouznetsk, où il a refusé de promettre une libéralisation des prix du charbon. – *(AFP, Reuter.)*

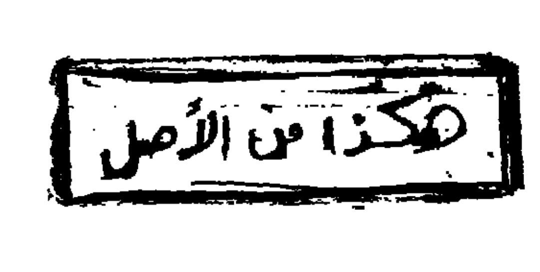


Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » : les papiers de la famille Sade

« Je jouis de tout et ne m'aveugle de rien », écrivait le père du marquis de Sade. Philippe Sollers a lu le premier volume des *Papiers* de cette famille, que l'un de ses rejetons rendit célèbre et qu'a réunis Maurice Lever, biographe de l'écrivain. Gilles Cornec, dans un premier livre, tente de montrer Paul Claudel sous un autre jour que celui de la caricature. Patrick Kéchichian discute sa thèse. Pierre Lepape analyse dans son feuilleton l'essai d'Ulrich Im Hof sur *les Lumières en Europe*. François Bott, dans sa chronique, s'interroge sur *« les écrivains, la mort et la gloire »*.





Le Monde

ARTS • SPECTACLES

LE PRINTEMPS DE BOURGES 1993

S'il est vrai que chaque année, depuis dix-sept ans, le Printemps de Bourges dépeint fidèlement le paysage de la variété française et internationale, le bilan de l'année musicale écoulée est revigorant. De Susan Vega à Tom Novembre, les courants se croisent, du 20 au 25 avril, dans un heureux mic-mac, où les artistes cassent les frontières des genres. Baaba Maal est sénégalais, les Wampas sont français, Amina tunisienne, et Keziah Jones anglo-nigérian. Tous créent une musique active, et donnent de la fin du vingtième siècle leur vision sociale et artistique. Les entendre cinq jours durant, au centre d'une région qui n'est pas souvent aux premières loges des affrontements culturels, est toujours un événement.

On pourrait jouer les blasés, dire que la présence à Bourges de Michel Jonasz, de Jacques Dutronc, ou de Maurane, tous en tournée hexagonale, sent le réchauffé, si excellents soient leurs spectacles. Oui, mais. Les organisateurs de festivals doivent aujourd'hui louvoyer entre les exigences financières et la curiosité. Le temps des découvertes est révolu, il faut d'abord assurer la recette (le budget prévisionnel du Printemps atteint cette année 20 millions de francs).

Bourges affiche pourtant sa convivialité. Ainsi, sous le Magic Mirrors, un charmant chapiteau construit au Pays-Bas dans les années 20, les «Péchés de chère» renoueront avec la tradition des dîners-spectacles, où on pourra voir de près des personnalités aussi fortes que l'Américaine Marva Wright ou la Cap-Verdienne Cesaria Evora. A Bourges, Sade côtoiera les rappers occitans Fabulous Troubadors et Philippe Léotard. Le chanteur Roé tentera, comme l'an passé, de profiter de cette éphémère richesse en prolongeant la nuit par des jam-sessions. Loin des grandes salles, plus près de la musique.

V. Mo.

YOURI LENQUETTE

SUZANNE VEGA MADONE ET MUTANTE

BEAUTÉ pâle et fine, guitare éternellement en bandoulière, on croyait Suzanne Vega définitivement installée dans son rôle de précurseur du mouvement néo-folk. Grande sœur de Tanita Tikaram, Tracy Chapman ou Syd Straw, elle chuchotait ses fêlures et contait des histoires douces-amères, jolies mais trop attendues. Pourtant, fin 92, son quatrième album, *99,9 °F*, laissa stupéfait. A la manière d'un Tom Waits bouleversant son univers musical, il y a dix ans, avec *Swordfishtrombone*, Suzanne Vega plongeait ses mains diaphanes dans le cambouis des machines. Guidée par le producteur-thérapeute Mitchell Froom, elle fouillait fébrilement dans un joyeux bric-à-brac sonore, pistant une généalogie complexe, révélant des facettes multiples. Un bricolage palpitant qui, en brisant une image trop lisse, dévoile presque physiquement le vrai visage d'une jeune fille pas si rangée. Avant le début d'une tournée européenne qui passera par le Printemps de Bourges, elle nous raconte les étapes de sa métamorphose.

« A vos débuts, la scène folk américaine semblait moribonde...

– Elle était complètement passée de mode. En 1984, il n'y en avait que pour les groupes pop, Madonna et Cyndi Lauper. *« Girls just want to have fun »*, disait la chanson. Et moi, j'avais l'air si triste et sérieuse. On me regardait comme une bête curieuse (rires). A seize ans, j'ai voulu gagner ma vie comme chanteuse. Mais les patrons de clubs me répétaient tous *« Arrête de faire la gueule ! Souris ! Reviens quand tu seras décoincée... »*. J'ai persévéré. Enfin, à vingt ans, j'ai joué à Folk City, le club folk mythique de Greenwich Village à New-York, là où Bob Dylan fit ses débuts. Longtemps, j'ai été trop impressionnée pour oser y entrer. Là, j'ai rencontré des gens qui écrivaient et chantaient à ma façon. Ils avaient tous au moins dix ans de plus que moi. Il y avait quelques rescapés des années 60 comme Eric Andersen ou David Blue, mais la plupart fréquentaient l'endroit depuis les années 70. Depuis, Folk City a fermé, et c'est encore plus difficile de débuter aujourd'hui.

– Pourquoi avoir préféré le folk au rock'n'roll ?

– Gamine, j'adorais Elvis et les Beatles. Mais, pour faire du rock, il faut beaucoup de copains. Pour monter son groupe, avoir du public. Il faut un garage pour répéter, de l'équipement, une grosse voix... J'étais une enfant timide et réservée, plongée dans ses livres, écrivant sans arrêt. Je me voyais mal me rouler sur scène comme Patti Smith. J'étais beaucoup plus à l'aise avec ma guitare sèche, à chanter tranquillement dans mon coin. Mon but était de devenir une véritable auteur-compositrice. Pas d'écrire des tubes pour le top 50 mais des textes se rapprochant de la poésie, et de dire quelque chose de neuf si possible. Sinon autant reprendre des vieilles chansons.

– Votre style se démarquait des classiques du genre, Joan Baez ou Joni Mitchell.

– Ces artistes m'ont bien sûr influencée, mais je ne suis pas une figure romantique comme Joni Mitchell, ma voix est plus simple et directe. Ma façon de composer a vraiment changé après avoir découvert *Berlin*, de Lou Reed. Sur cet album, il chantait et jouait de la guitare acoustique, mais évitait les schémas mélodiques habituels et le sentimentalisme des musiciens folk. Son propos était intense et tout à fait contemporain. Ça m'a beaucoup impressionnée. L'album *Big Science*, de Laurie Anderson, fut également un choc. Depuis, j'essaie de mêler une certaine tradition avec un langage et des émotions correspondant à mon époque.

– Traditionnellement, les chanteurs folk sont engagés politiquement. Cela ne semble pas être votre cas.

– Beaucoup de mes textes ont un sens protestataire. *Luka*, par exemple, ou, sur le dernier album, *Song of Sand* et *Rock This Pocket*. Mais je me méfie de la politique. Quand j'étais jeune, mes parents m'emmenaient à de grands rassemblements où tout le monde reprenait en chœur *We Shall Overcome* (« Nous triompherons »). J'avais du mal à ne pas être cynique par rapport à ça. Dans la vie de tous les jours, ces beaux slogans ne semblaient avoir aucun effet. La réalité est le plus souvent tragique. On peut être idéaliste et chanter *We Shall Overcome* ou dire la vérité et parler des souffrances d'un enfant martyr comme dans *Luka*. Je ne pense pas que les chansons puissent changer le monde. Je peux chanter *Nous triompherons* mais je ne l'écrirai pas.

– Préférez-vous les chansons intimistes ?

– Je n'aime pas penser que je n'écris que sur moi. Je varie les points de vue. Chacun doit pouvoir y être sensible. Mes chansons sont personnelles plus qu'intimes.

– Comment s'est déroulé l'enregistrement de votre premier album ?

– J'ai écrit ma première chanson à quatorze ans, j'ai signé mon premier contrat discographique dix ans après. J'avais enregistré une « démo » qui a été refusée partout, dont deux fois par A&M *(son actuel label)*. Ce premier disque a été une expérience difficile, je n'avais encore jamais travaillé avec un producteur. La maison de disques m'a suggéré Lenny Kaye. J'étais tout excitée, à cause de sa collaboration avec Patti Smith. Il me trouvait des points communs avec Nico et voulait utiliser des violons et de la flûte comme sur l'album *Chelsea Girl*. J'ai refusé, craignant trop une musique pour supermarché. On s'est quelquefois disputés. Un jour, je me suis même enfermée dans les toilettes *(rires)*. J'étais surtout trop jeune pour savoir argumenter. J'aurais sans doute préféré que cet album sonne plus brut, mais, dans l'ensemble, Lenny a respecté mes choix et mes chansons. On a d'ailleurs retravaillé ensemble sur le disque suivant, *Solitude Standing*. Et c'est toujours un très bon copain.

Propos recueillis par
STÉPHANE DAVET

Lire la suite page 26

LE BOUDDHA DE BERTOLUCCI

PAGES 24 et 25

Après la Chine du *Dernier Empereur*, après le Maroc d'*Un thé au Sahara*, Bernardo Bertolucci, exilé volontaire de son pays, loin de sa Parme natale, est allé au Népal et au Bhoutan, en Amérique aussi, tourner *Little Buddha*. C'est un conte humaniste chevauchant les continents et le temps, composé à 60 % de scènes « modernes » et à 40 % de scènes « anciennes », qui commence à Seattle et s'évade vers le berceau de la naissance de Siddharta, futur Bouddha.

Cette fable orientale qui fera largement appel à la magie des effets spéciaux, réalisés à Londres, a pour héros Keanu Reeves, dans le rôle de Siddharta (après celui du clerc de notaire de *Dracula)*, et trois enfants. Un gamin de Seattle, un *sciuscia* des rues de Katmandou et une petite fille de la bourgeoisie népalaise. Tous trois sont peut-être la réincarnation d'un lama tibétain très vénéré... Le dalaï-lama, consulté par Bertolucci à Vienne, a donné son imprimatur au scénario.

Pour *Little Buddha*, Bernardo Bertolucci a retrouvé ses plus fidèles complices, tous les « oscarisés » du *Dernier Empereur*. Le producteur Jeremy Thomas, le scénariste Mark Peploe, l'ingénieur du son Ivan Sharrock, le décorateur Elio Altamura, le créateur de costumes James Acheson, le monteur Pietro Scalia. Et, bien entendu, le chef opérateur Vittorio Storaro, qui, à l'exception de *la Tragédie d'un homme ridicule*, l'accompagne, l'éclaire, depuis vingt-trois ans, depuis *la Stratégie de l'araignée*.

D. H.

CINÉMA

BERNARDO BERTOLUCCI VIENT D'ACHEVER LE TOURNAGE DE « LITTLE BUDDHA »

SI TOUS LES BOUDDAH DU MONDE

KATMANDOU

de notre envoyée spéciale

Après la Chine et le Sahara, c'est au Népal, en décembre dernier, que nous avons retrouvé Bernardo Bertolucci. Il y tournait «Little Buddha», imposante production française de Ciby 2000 dirigée par Jeremy Thomas. Là-bas, à Katmandou, au cœur vibrant, vivant, d'une communauté qui compte 600 millions de fidèles, le maître italien venait enfin à bout d'un rêve et de son cortège de terreurs. Raconter non pas la vie de Bouddha mais plutôt une fable humaniste qui mènerait le spectateur du plus lointain des temps à l'Amérique contemporaine.

ON a quitté Katmandou dans la nuit pour arriver à Bhaktapour, petite ville hérissée de statues et de temples, après quelques longs kilomètres d'une route fatiguée. L'aube a ses fantômes. Dans le brouillard glacé, les ombres indistinctes ne marchent pas, elles trottinent, les bras croisés sur la poitrine, geste de tous les pauvres trop peu vêtus pour conjurer le froid. Un peu plus tard, quand le brouillard se déchirera, la réalité rude du Népal, par glissements progressifs, dérapages drolatiques, révélations multiples, basculera. Car le cinéma s'est emparé de ces lieux reculés et sacrés que la polluante bénédiction du tourisme a déjà touchés : Bernardo Bertolucci y tourne des scènes-clés de son film épique et mystérieux, *Little Buddha*.

Et c'est assez désopilant de voir des hordes frileuses et cosmopolites à peine débarquées des autocars immortaliser à tour de Nikon un grand palmier penché sur un bassin de pierre antique fleuri de nénuphars. L'arbre est importé d'Italie, aucun palmier n'a jamais poussé dans cette région du monde, le bassin est faux, dû au talent de staffeurs de génie, les nénuphars sont en plastique... Le cinéma est là, plus vrai que la vérité, on ne cessera de le vérifier.

Pour peu qu'on accepte de jouer le jeu, qu'on regarde et ne demande rien, qu'on admette de n'apprendre de l'Histoire que des bribes éparses et légères, qu'on ne révèle que le minimum indispensable de cette fable humaniste qui vagabonde de l'Inde d'il y a 2 500 ans (Bouddha est né vers 563 avant J.-C.) à l'Amérique contemporaine. Voyage dans l'espace et le temps, voyage initiatique et secret que Bertolucci, en cette fin d'année 1992, disait vouloir préserver des curiosités, n'étant pas encore sûr lui-même d'en connaître la finalité. Ce serait, en tout cas, disait-il avec un demi-sourire gourmand, son *« premier film pour enfants »*.

Un film qu'il porte en lui depuis longtemps. En 1964, déjà, au moment de *Prima Della Revoluzione*, il est tellement impressionné par la lecture de *Milarepa*, que lui a offert Elsa Morante, qu'il intègre des passages du livre retraçant le parcours de ce Tibétain du XIe siècle dans l'éducation sentimentale d'un jeune homme bourgeois et communiste qui lui ressemble comme un frère... Son premier voyage à Katmandou date de 1974, et c'est avant même le tournage d'*Un thé au Sahara* que des producteurs de Hongkong lui proposent d'adapter à l'écran une vie de Bouddha. Ce n'est pas l'approche historique qui le tente, il se récuse, mais accepte comme un signe le cadeau étrange que lui fait John Malkovich en plein désert : un petit Bouddha en ivoire. Il l'accroche immédiatement, tel un grigri précurseur, au viseur qu'il porte au cou.

Après bien des doutes, et des détours, après avoir écarté deux projets concurrents, l'un au Japon, l'autre en Inde, après s'être documenté aussi bien au Musée Guimet à Paris qu'au British Museum de Londres, après s'être assuré la caution d'érudits, de conseillers religieux, dont le très gradé Dzongsar Khyentse Rinpoche, et être allé consulter le dalaï-lama lui-même, à Vienne, Bernardo Bertolucci, avec son collaborateur habituel Mark Peploe et Rudy Wulitzer, le scénariste américain – et bouddhiste – de *Pat Garrett et Billy le Kid*, boucle enfin le scénario de son *Little Buddha*.

Il serait question d'un lama chargé d'ans et de sagesse (joué par l'acteur chinois Yink Ruocheng, le gouverneur dans *le Dernier Empereur*), quittant son monastère pour se rendre à Seattle où un petit Américain dégourdi de neuf ans (Alex Weisendanger) pourrait se révéler être la réincarnation de son maître, mort il y a plusieurs années. Le môme blond des hautes tours et des hamburgers s'en ira avec son père (Chris Isaac) chercher au Népal la confirmation de cette vérité sidérante, il s'y retrouvera en concurrence avec deux autres enfants, un *sciuscia* des rues de Katmandou et une petite fille de la haute bourgeoisie népalaise. Epreuves et initiations décideront du choix de l'élu, tandis que la vie de Bouddha, de sa naissance à «l'illumination», sera contée aux trois jeunes postulants.

Ainsi le passé, magique et signifiant, se cognera-t-il au présent confus et violent, ainsi des images somptueuses de jardins et de palais, des enluminures de rêve cohabiteront-elles avec la représentation du quotidien bruyant de Seattle ou de Katmandou ; ainsi Bertolucci poursuivra-t-il sa quête personnelle, son enquête existentielle, mais sur un mode nouveau, semble-t-il, enchanteur et serein. Exilé volontaire de son pays, de son époque, comme en crise de confiance avec aujourd'hui, il est allé de la Chine de Pu-Yi au Maroc de Paul Bowles pour arriver encore plus loin, ou plus près, qui sait, au pays de Bouddha, au cœur de cette légende éclairante partagée par 600 millions de Terriens...

Ce matin-là, en attendant que le brouillard se lève, il dit, *mezza voce : « Je suis le cicérone des ruines... »* Sur cette phrase énigmatique, le ciel se déchire et une place cotonneuse apparaît brusquement dans une explosive splendeur. On ne le savait pas, une foule est là, silencieuse, blottie sous des couvertures militaires grises qui laissent deviner les couleurs enthousiastes des costumes incroyables de James Acheson. Le prince Siddharta, futur Bouddha, fait sa première sortie hors de son palais-prison, *« appelé au-dehors,* dit Bertolucci, *par une chanson inconnue qui parlait des beautés et des tristesses du monde... »*, pour découvrir peu à peu la vieillesse, la maladie, la mort, maux communs, maux humains, jusqu'alors inconnus de lui. Drapé d'étoffes précieuses, Siddharta, sur son monumental palanquin de bois doré, est porté par des hommes coiffés de turbans safran – des éléphants, des courtisans, des femmes parées, des joueurs de lourds tambours, l'entourent. L'un d'eux vient de voir fondre sur lui une maquilleuse armée d'un rasoir électrique. Sans un mot, elle sacrifie sa virile moustache. Le figurant a un regard terrible d'humiliation, de résignation... Le plan est prêt. Comme presque toujours chez Bertolucci, il sera d'une complication inouïe : ne se contentant pas de montrer, il raconte. Partant du haut d'une grue, il va suivre la progression du palanquin jusqu'à l'ouverture de lourdes portes donnant sur une étroite ruelle, où des dizaines de badauds multicolores accrochés à des échafaudages de bambou vont jeter des brassées de pétales de fleurs sur le passage du prince. Sans interrompre le plan-séquence, une autre caméra placée au sol sur un travelling prendra le relais de la prise de vues en plongée, rendant ainsi sensible le mouvement de « descente » de Siddharta vers son peuple.

Pas de cris, pas d'agitation : une sorte de ballet d'une grâce implacable s'organise. C'est une belle armée de vétérans que Bertolucci a autour de lui. Bardée d'Oscars, médailles gagnées en d'autres combats – un machino vient d'avoir soixante-dix ans, le photographe Angelo a connu le chef cuisinier à toque blanche qui cuisait chaque jour sa pasta consolatrice, sans désemparer, sur le tournage du *Bon, la Brute et le Truand*. *« Vous voyez,* dit-il, *le gros qui fait le point, autrefois, il était mince. »* Il y a là la script « assoluta », comme il est des divas, Suzanne Durremberger, levée avant tout le monde, emmitouflée comme une babouchka, véritable « trésor vivant ». Elle a travaillé avec Bunuel aussi, et lorsque celui-ci, malade, était près de sa fin, elle a eu le courage de lui dire : *« Don Luis, dans une autre vie, je voudrais vous épouser. »* Et Bunuel lui avait répondu : *« C'est ça, Suzanne, on prendra un petit hôtel... »*

Et Vittorio Storaro, l'alter ego, « le prince de la lumière » comme il ne déteste pas qu'on l'appelle *(lire l'entretien ci-contre)*, qui arbore la même élégance lasse que Bertolucci, couvre-chefs coquettement cabossés, blousons de cuir souple, cashmeres culottés, communique avec son metteur en scène, avec ses assistants en murmurant dans un talkie-walkie, messe basse pour le rituel d'une somptueuse cérémonie ; la lumière caresse les acteurs, sculpte les visages, et danse autour des corps, elle est palpable et chaude, vivante.

« Silenzio, motore, action. » Bernardo Bertolucci a lancé les trois commandements, ajoutant : *« Allez ! Tout le monde heureux ! »* ; le palanquin s'ébranle, les portes s'ouvrent, le peuple crie. Tout à coup, dans la ruelle étroite, colorée, joyeuse, toute frissonnante sous la pluie des doux pétales de soie, apparaissent des hommes graves portant des torches la tête couverte. Sur un brancard un corps au visage découvert ; deux garçons des fagots plein les bras ferment la marche. Le cortège avance sur un rythme anxieux, comme appelé à un rendez-vous immanquable. C'est bien répété tout ça, pense-t-on, c'est ce qu'on avait compris. Siddharta, à sa première sortie est confronté à la mort... Sauf que le silence des figurants a pris soudain une densité étrange. Sauf qu'il s'agit là de véritables funérailles. Une scène de crémation doit bien figurer dans le film. Le tournage en est prévu au plan de travail. Pour le lendemain...

Pendant la pause, Bernardo Bertolucci se rend au premier étage d'un petit café, sur la place. Dans une pièce minuscule, les édiles locaux l'attendent, lui mettent de force un modeste bouquet de fleurs entre les mains, lui offrent avec des courbettes cérémonieuses deux répliques de fenêtres sculptées, fierté du lieu, toutes peuplées de déesses aux multiples bras ondulants. Il déclare, un peu solennel : *« Je remercie cette ville, Bhaktapour. Je la remercie pour son accueil, je n'ai pas seulement pris ici les briques et les pierres, mais les visages et les corps. J'espère que mon film aura assez de succès pour que justice soit rendue aux gens de cette ville à travers le monde. Mais si je puis me permettre, faites attention au tourisme, apprenez à l'endiguer, à le dominer, ou bien le tourisme vous tuera. »*

Illustration immédiate du bien-fondé de cet avertissement, en sortant du café, on croise un gamin du quartier ; entendant parler français, il s'approche et, avec un pur accent de Belleville, lance, dans un grand sourire quémandeur : *« Fous-moi la paix et lâche-moi les baskets. »* Il ne fait que répéter ce que lui disent les touristes hexagonaux, lorsqu'il leur demande une roupie, explique-t-on gêné. Frisson de honte garanti.

Cette cérémonie des offrandes, explique Bernardo Bertolucci, *« était un peu la signature d'un traité de paix. Oui, ça a été dur. Les bouddhistes intégristes n'admettaient pas que « petit » puisse être associé à Bouddha et demandaient le changement du titre, devenu, par souci d'apaisement dans la presse locale,* Young Buhdda *: les autorisations de construire près des monuments authentiques étaient données un jour et retirées le lendemain ; les négociations entamées avec le roi étaient réfutées par les responsables des multiples tendances du Parti communiste qui tiennent la ville ; les habitants qui ne se trouvaient pas sur le trajet du tournage demandaient de l'argent puisqu'ils étaient lésés par rapport à ceux qui étaient sur le trajet et en recevaient, ceux-là à leur tour en demandaient davantage puisqu'ils étaient sur le trajet et que ceux qui n'y étaient pas en recevaient désormais. »*


SPARHAM/MATRIX/COSMOS

Bernardo Bertolucci avec Alex Weisendanger, un des « petits Bouddha ».

Le lendemain, c'est la fausse crémation, aussi digne et poignante que la vraie. La jeune fille figurant la morte est d'une impressionnante beauté immobile, une fleur à la bouche et des pièces de monnaie scellant ses paupières closes. Bertolucci, d'un ton léger : *« On ne pourrait pas trouver plutôt des pièces d'argent ? Ces pièces de bronze sont trop ternes, de la même couleur que sa peau »*... La mère de « la morte » est là toute fière ; dans son sari, elle abrite un minuscule bébé. Encore plus fière, elle explique que son nourrisson aura l'honneur de « jouer » Siddharta à sa naissance. Ce jour-là, c'est un vertige, on voit des Bouddha partout, il y a là le Bouddha nouveau-né, le Bouddha d'un an, superbe dans les bras de son père... allemand, le Bouddha népalais de huit ans, aux extraordinaires yeux d'escarboucle, le Bouddha de vingt-huit ans, Keanu Reeves.

Bertolucci le contemple, très beau, maquillé comme une idole, et dit : *« Ni femme, ni homme, ni travesti, ni garçon, ni fille, une idée assez confortable de Dieu. »* Lentement, il parcourt une large fosse où sont allongés des malades, des mendiants, des vieillards décharnés dans des haillons couleur de terre, de sable, de poussière. Une fois de plus, la réalité fracasse en douceur, en douleur, la fiction. Pas besoin de maquillage pour cette cour des miracles sans âge, de tous les âges de la misère.

Au moment où passe devant eux ce Siddharta de cinéma, dans son sarouel d'azur et d'or, les clochards magnifiques le saluent, mains jointes, tête inclinée. *« Coupez ! »* crie Bertolucci. Il houspille l'assistant français parlant népali, un ancien directeur commercial, qui dit joliment *« avoir mis des élastiques à ses amarres »*, venu ici en mal de voyage, et resté, ouvrant une agence de trekking... *« Qui leur a demandé de saluer ? »* Renseignements pris, personne. Ils ont salué spontanément ce personnage intemporel et considérable venu du fond de leur mémoire. Pourquoi ? Parce que, disent-ils, *« c'est un roi »*. Un roi de quoi ? Un roi.

Le roi, Keanu Reeves, affiche en permanence une impassibilité boudeuse. Les Indiens ne le trouvent pas assez joufflu pour le rôle. Son prénom, hawaïen, signifie « brise fraîche sur la montagne ». Né à Beyrouth (d'une mère *« impliquée dans le rock'n'roll »* et d'un père géologue, métisse de Chinois et d'Hawaïen, il a passé sa première année en Australie et a grandi à Toronto. Une carrière déjà brillante et versatile. On l'a vu (et apprécié) notamment dans le Danceny des *Liaisons dangereuses* de Stephen Frears (et Choderlos de Laclos), dans *My Own Private Idaho* de Gus Van Sant, dans *Dracula* de Coppola (et Bram Stoker). On le verra bientôt dans *Much Ado About Nothing* de Kenneth Branagh (et Shakespeare).

Bernardo Bertolucci lui a parlé de Bouddha dans une chambre d'hôtel, et il a eu envie de pleurer. Maintenant, manifestement, le jeune homme s'implique, égrène des mots comme un chapelet : *« Niveau humain, développement de la conscience, spiritualité, contemplation, naissance et renaissance »*. Parfois il se lève, tourne le dos, est secoué d'un grand rire indéchiffrable, revient et dit enfin quelque chose de joli et d'attendrissant : *« Je ne suis plus heureux avec mes appétits. »* A-t-il des projets ? Oui, un certain Rappeneau, un Français, lui a proposé le rôle d'Angelo dans *Un hussard sur le toit*. On connaît ? Ah ! vraiment ? Giono ? C'est important ?

Dans la profonde nuit pluvieuse, la seconde équipe, dirigée par Giuseppe Bertolucci, le frère de Bernardo, tourne une scène de total mystère. Près de l'aéroport de Katmandou, sur une colline en pente raide, deux cents appelés de l'armée népalaise, déployés en carré parfait, marchent au pas. Les effets spéciaux, qui seront réalisés à Londres, feront de ces centaines d'hommes des milliers, multipliant à l'infini le premier carré... Noirs sur noir, menaçants dans leurs uniformes de deuil belliqueux, les soldats des ténèbres avancent, avancent vers quoi ? *« Avancent vers la caméra »,* dit, vigilant et enrhumé, plus british que jamais, le producteur Jeremy Thomas. Il a déjà été de l'aventure du *Dernier Empereur*, de celle du *Thé au Sahara*, il gère cette fois un budget de 32 millions de dollars, entièrement financé par Ciby 2000, la société de Francis Bouygues. *« Pour la première fois de ma vie de producteur, je n'aurais pas eu à me préoccuper de bâtir moi-même ma maison. »* Il ajoute quand même que ce film aura été *« extase et agonie »*.

C'est l'avis aussi de Bernardo Bertolucci. Dans sa chambre de l'Hôtel Yack and Yéti, il prépare le travail du lendemain, il rêve. *« Après la Chine, le Sahara, le Népal, pourquoi pas le Massif central ? »* Il regarde aussi des cassettes vidéo. *« J'ai besoin de me nourrir de films »*, *la Marseillaise*, de Renoir, *Allemagne, année zéro*, de Rossellini, *Médée*, de Pasolini. Il dit qu'il a essayé de rendre la présence de son équipe dans ce pays « bénigne », qu'il a permis à des hommes sans dents de mâcher à nouveau, à une femme qui ne pouvait plus marcher de se faire soigner, qu'il offrira le palanquin au musée, et qu'il a tiré une ligne d'électricité au Bouthan, où il a trouvé son monastère... Il dit que ce n'est peut-être pas suffisant, pour toutes ces âmes qu'il a volées. Mais un film est au bout, il le sait. *Little Buddha*, son nirvana.

DANIÈLE HEYMANN





RENCONTRE

VITTORIO STORARO L'ILLUMINEUR

Il pourrait agacer avec l'intense conscience qu'il a de son talent, sa manie de théoriser, ses trois Oscars de la meilleure photographie (« Reds », « Apocalypse Now », « le Dernier Empereur »), illuminant ses yeux comme des projecteurs. Oui, mais voilà, le talent est bien là, les Oscars mérités, et inoubliables, pour ne parler que de quelques films de Bertolucci, les chairs claustrophobes du « Dernier Tango à Paris », ou le grain paysan des espaces de « 1900 », les pourpres incandescents de la Cité interdite, ou les sables d'une splendeur mortelle du Sahara...

L. SPARKHAM/MATRIX/COSMOS

Après l'illumination. Le prince Siddharta, de renoncement en renoncement, a atteint la plénitude. Il est devenu Bouddha. Et Keanu Reeves, acteur américain, ne ressemble plus en rien au jeune buveur de Coca-Cola qu'il est. Emacié, transcendé, il a rejoint la beauté de son rôle.

« Quand vous étiez enfant, vous alliez souvent au cinéma ?

– Mon père était projectionniste. Aujourd'hui, il est à la retraite. Lorsque j'étais enfant, il avait l'habitude de placer dans le jardin un vieux projecteur que la compagnie Lux qui l'employait n'utilisait plus. C'était comme dans *Cinéma Paradiso*, à peu de chose près. On peignait en blanc le mur du fond, et, les soirs d'été, il nous montrait les films de Chaplin. Nous étions cinq, six, moi, mon frère, ma sœur. Et je me souviens de l'immeuble dont toutes les fenêtres s'ouvraient. C'était de grandes soirées merveilleuses.

» Je me souviens aussi de ce qui est peut-être la première image de ma vie. J'avais un an, j'ai vu un visage se pencher sur moi et me sourire. C'était mon père. Et pourtant, je ne me suis pas très bien entendu avec lui une fois entré dans ma vie consciente. Très étrange relation. Comme s'il m'avait poussé à faire ce à quoi il rêvait. Il m'a vaiment poussé. A partir du moment où j'ai commencé à avoir du succès, il m'a rejeté complètement. Comme si je passais devant lui. C'est très douloureux de parler de ça...

– Quand avez-vous rencontré Bernardo Bertolucci pour la première fois ?

– Je suis sorti du Centro Sperimentale en 1959. Un an plus tard, j'étais devenu un opérateur-caméra très demandé. J'avais vingt et un ans. Pendant trois ans, ce fut presque trop facile. En 1963, à la suite de plusieurs conflits avec mon chef-opérateur, j'ai totalement arrêté de travailler. Je suis resté chez mes parents. Jusqu'au jour où un ami m'a dit : *« C'est ridicule, tu dois redémarrer. Reprends tout de zéro. Même si tu dois redevenir assistant, fais-le. »* C'était dur, je devais lutter contre un sentiment d'échec. Je suis redevenu assistant. D'un jeune réalisateur qui s'appellait Bernardo Bertolucci. Son film : *Prima della Rivoluzione*. Peu après, je redevenais opérateur. Peu après, Bernardo me rappelait. Pour *la Stratégie de l'araignée*. Puis pour *le Conformiste, Dernier tango à Paris, 1900, la Luna*...

– Votre collaboration avec Bertolucci a-t-elle évolué au cours des années ? Plus de dialogue, moins de dialogue ?

– Bernardo est une rivière. Son énergie est comme une onde qui se propage d'une rive à l'autre. Jamais les choses ne sont *« comme ça et pas autrement »*. C'est probablement l'une des raisons pour lesquelles je me sens très attiré par son cinéma. Bernardo ne s'exprime pas complètement de manière consciente, intelligible. Les personnages, les dialogues, les intrigues ne sont que des manifestations extérieures. Il y a toujours quelque chose d'autre, de plus profond et intérieur. Ma propre vision du conflit ou de la quête d'harmonie entre les lumières et les ombres est comparable à l'alchimie conscient/inconscient chez Bernardo. Avec lui, je suis davantage l'homme des ombres que celui des lumières.

– Quelles furent ses exigences en ce qui concerne l'approche visuelle de *Little Buddah* ?

– Grandir, apprendre ensemble.

– C'est ce que vous avez toujours fait, non ?

– Oui. Mais on grandit aussi chacun de son côté. J'ai l'habitude d'avoir une vision claire de la structure de mon travail. Cette fois, il m'a demandé de ne pas m'encombrer de trop de références précises. Parce qu'elles pouvaient être opposées à ce que nous découvririons sur place. Vous savez, le thème est tellement fort, si profond et élevé qu'on ne peut pas tout visualiser d'un coup.

– C'est plus riche que *le Dernier Empereur* ?

– C'est tout à fait différent. En étant proche d'une certaine manière, puisqu'il s'agit encore d'un voyage à l'intérieur d'un personnage. Mais l'empereur, à tous les stades de sa vie, pouvait être symbolisé par une couleur. Il n'en est pas de même pour Bouddha. Qui peut-il bien être ? Pourquoi a-t-il la lumière en lui ? Probablement parce qu'il est une métaphore, la représentation même de l'énergie. Parce que la lumière est la seule énergie que l'on peut se représenter d'une manière visible.

» Que signifie le moment où il atteint l'illumination ? Je crois que j'obtiendrai les réponses en faisant le film. Jusqu'à maintenant, la seule explication qui m'ait été donnée, c'est celle de l'équilibre qui révèle le conflit entre lui-même et son ego. A un certain point d'équilibre, il est à la fois conscient et inconscient. Il n'y a plus de distinction entre son jour et sa nuit, ses instincts masculins et féminins, sa conscience et son subconscient. Sans doute ce point d'équilibre offre-t-il l'intuition de ce qu'est la vie, dans un état de sur-conscience. $E = MC^2$ est peut-être une intuition d'Albert Einstein, rien de moins qu'une illumination. L'énergie n'est rien d'autre que de la matière qui se propage à la vitesse de la lumière au carré.

» Toutes les religions prétendent que l'homme a été créé à l'image de Dieu. Je ne pense pas que cela signifie deux yeux, un nez, une bouche. Probablement est-ce cette énergie. Je n'en sais rien. J'essaie de comprendre. Une autre réponse s'offre à moi ; le bouddhisme affirme que chaque être humain sera réincarné, identique, pour continuer l'entreprise de sa vie, jusqu'à ce que, progressivement, il atteigne cette illumination. Ce n'est pas ce que je crois personnellement. Je crois que la matière peut être inerte et que l'énergie vient...

» Comment puis-je représenter le maître disparu si celui-ci est partagé en trois réincarnations ? Le seul moyen qui s'offre à moi est de trouver une métaphore à travers la lumière. Il est la lumière blanche, elle-même composée des trois couleurs primaires. Donc j'ai attribué une couleur symbolique à chacun des gamins. L'un bleu, l'autre rouge, et le troisième, vert. Seule leur réunion peut générer la lumière blanche. Visuellement, je sais que cette réincarnation ne sera sensible qu'en leur présence commune. C'est une autre manière de dire l'histoire. D'une façon subliminale. A la fin, quand les trois personnages se retrouvent au Bouthan, ils seront reconnus ensemble. L'énergie est un nouvel élément, né de cette réunion. Après la crémation, les trois enfants font chacun un geste qui participe à cette continuité de la vie. L'un met les cendres à l'eau, l'autre en terre, et le troisième dans les airs. Sans doute est-ce moins simple ou moins intelligible pour nous tous, qui cherchons des réponses. Mais l'idée, c'est l'équilibre. L'équilibre entre les éléments. C'est ma propre quête. Je ne sais pas si elle aboutira.

– Est-ce vous qui avez inventé cette console d'éclairage que vous utilisez ?

– Non. Le jeu d'orgues est utilisé au théâtre depuis longtemps. Parce qu'au théâtre, contrairement au cinéma, vous ne pouvez pas dire « Coupez ! » et modifier tranquillement la lumière entre les plans. Au théâtre, vous n'avez qu'une prise, qui dure une heure. Et parfois en une heure, ou en un seul acte, vous devez illustrer plusieurs situations. Et on ne doit pas voir d'électriciens se promener sur scène pour bricoler les lumières, parce que ça ne fait pas partie de l'histoire... On a donc inventé un système qui permet de passer d'une situation à une autre sans détourner l'attention du spectateur. La première fois qu'on a utilisé une telle console au cinéma, c'était pour *Coup de cœur*, de Coppola... Parce que nous voulions, avec Francis, raconter l'histoire d'une manière très fluide, très continue. Depuis ce film, je ressens toujours le besoin de montrer, de matérialiser le mouvement de la lumière. Le mouvement de la matière.

» Avant les consoles, je me servais de plusieurs groupes électrogènes, d'énormes gamelles, de drapeaux, de tout ce qui pouvait contribuer au passage d'une lumière à une autre. La lumière immobile, c'est comme l'eau immobile. Depuis *Coup de cœur*, je n'ai plus quitté la console... Et j'en parle, j'écris, je pousse toute la profession à s'en servir. C'est long, parce qu'il règne un certain conservatisme. Mais ça finira par s'imposer.

» De toute façon, on ne maîtrise pas tout ce qui se passe. Vous avez affaire à un procédé mécanique, qui fait parfois un petit peu de bruit quand ça ne tourne pas rond, et, quand vous vous retrouvez devant un écran, vous découvrez une image animée. C'est le cinéma. Un grand mystère encore pour tout le monde. Même les plus instruits. Je connais tous les rouages du processus qui mène jusqu'à l'écran. Mais il demeure une zone éternellement mystérieuse dans cette transformation, entre les émulsions, développements, tirages, projections... Il y a toujours une part d'enchantement, qui nous ramène à la lanterne magique et qu'on appréhende avec ce que l'on ne connaît pas de soi-même.

– En dehors de la console, y a-t-il d'autres progrès techniques qui vous intéressent ?

– Je ne cesse d'expérimenter. Ainsi une nouvelle caméra nous permet de filmer la vie de Siddharta en 65 mm. C'est une idée qui nous est venue pour raconter visuellement un conte de fées pour enfants, comme lorsqu'on ouvre un livre qui renferme de très belles illustrations. Au sein d'un monde contemporain réaliste, aux Etats-Unis, au Népal, ou en Inde, nous avons trouvé intéressant d'en montrer un autre, esthétiquement différent. C'est probablement la première fois qu'on réalise de telles combinaisons entre du 35 mm anamorphosé et du 65 mm. Au laboratoire, j'utilise un système très spécial. En fait, trois procédés différents pour trois parties du film différentes, autour de chacun des trois enfants. Nous prenons deux séries d'optiques, combinées entre elles. En d'autres termes, j'essaie de me servir de tous les éléments, de toutes les techniques possibles pour servir le récit. Pour offrir au public l'impression, le sentiment, l'émotion propres à cette histoire.

– Quelles ont été vos sources d'inspiration picturales, au fil du temps ?

– Je ne pense pas pouvoir dire : ce peintre m'a apporté plus que les autres. Mais je peux vous donner deux noms, qui m'ont apporté des confirmations. Depuis toujours, j'ai opéré une séparation entre les domaines, aussi bien entre le naturel et l'artificiel qu'entre la lumière et l'ombre, nettement distinctes ou réunies. Deux peintres, donc. Le Caravaggio, bien sûr, l'homme qui a été le mieux capable de représenter le conflit entre la lumière et les ombres. La séparation est tellement forte qu'elle n'offre aucune possibilité de réunion entre les deux. Vermeer est l'opposé. Il essaie de combiner les deux extrêmes dans une unique zone de pénombre. Je ne crois pas qu'ils m'aient inspiré, je ne pense pas essayer de les copier ; ils m'ont conforté.

– Finalement, qu'est-ce qu'un film, selon vous ?

– Un film n'est pas un concert, c'est une symphonie. Mais jouée par des solistes. »

D. H.

LES WAMPAS, ÉNERGIE PUNK ET ROCK FRANÇAIS

TONIQUE RETOUR DE FLAMME

Menés par Didier, leur fou chantant, les Wampas rendent compatibles énergie punk et sensibilité poétique. Malgré les aléas d'un destin parfois tragique, leur innocence reste intacte. Leurs disques en attestent, tout comme leurs décoiffants concerts. Avant l'Olympia, ils sont invités au festival off du Printemps.

LES Wampas ont joué pour la dernière fois à Bourges en 1991. Ce jour de printemps, ils partageaient l'affiche avec 22 Pisterpikko, groupe finlandais introverti, qui les avait précédés sur scène et s'était trouvé à l'aise dans le cadre du grand théâtre de la maison de la culture. Après le changement de matériel, les quatre Wampas déchaînèrent leur torrent de décibels, assistés de Palmer, le guitariste de Bijou. Alors on vit disparaître comme par enchantement des rangées entières de fauteuils que le public descellait avec méthode et fureur avant de les faire passer sur scène où des techniciens les escamotaient en coulisse.

Pendant ce temps, Didier Wampas chantait, hululait, perdu dans sa transe, porté par la rythmique brutale et primitive, les guitares métalliques. A la fin du concert, Niko, le batteur, ne put contenir son enthousiasme et sauta de la scène dans le public. Qui s'écarta aimablement pour le laisser s'écraser de tout son long. Encore plein d'adrénaline, Niko remonta s'asseoir derrière sa batterie, finit un dernier titre et s'évanouit. A l'hôpital, on diagnostiqua plusieurs fractures des côtes.

L'accident marquait le début d'une longue et pénible parenthèse, refermée en janvier 1993 avec la sortie de *Simple et tendre*, le quatrième disque du groupe et, à ce jour, le meilleur album de rock français de l'année. De la formation de 1991 restent Niko et Didier. Marc Police, le guitariste, s'est donné la mort fin 1991. Ben Sam, le bassiste, a pris la porte juste avant l'enregistrement de *Simple et tendre*. Ils ont été remplacés, le premier par Philippe Almosnino, qui œuvra autrefois au sein des Dogs, le second par le contrebassiste du groupe texan Shoulders, Chris Black, qui a participé aux sessions de *Simple et tendre*, avant de laisser sa place à Christophe Baudrillard, qui tenait la basse au sein des défuntes Soucoupes violentes.

Didier Wampas est un être étrange. Grand, maigre, les cheveux longs, l'air incroyablement doux, il ressemble aussi peu à un chanteur de rock qu'à un employé de la RATP. Il alterne pourtant ces deux occupations. C'est lui qui signe tous les textes du groupe. Sur *Les Wampas vous aiment*, l'avant-dernier disque, l'un des meilleurs titres disait : *« La La La La La La La La »*, huit fois, avant de hurler : *« C'est facile de se moquer. »* Si le propos de *Simple et tendre* est un peu plus explicite, Didier Wampas n'a pas honte de ses œuvres précédentes. *« Aujourd'hui, j'essaie de faire des paroles avant. Les chansons sont des choses tellement fortes. Avant je ne trouvais pas les mots qui allaient avec. J'avais l'habitude d'écouter des chanteurs que je ne comprenais pas. »* C'est ainsi que les Wampas échappaient au dilemme piégé : le rock, en français ou en anglais ?

Dès leur formation, malgré leurs nombreuses accointances avec les milieu punks, les Wampas (baptisés du nom d'une tribu maléfique rencontrée au hasard d'un épisode de *Rahan*) n'ont jamais caché la multitude de leurs dettes. Au rock'n'roll primitif et à sa descendance mutante, le psychobilly (contraction de « psychose » et « rockabilly »), s'ajoute le yé-yé français et la période décadente d'Elvis Presley, celle des arrangements de cordes sirupeux, des fautes de goût impardonnables. La disparition de Marc Police a sans doute éloigné les Wampas du rockabilly. Les proches du guitariste ont édité un super 45 tours (de vinyl, bien sûr) qui montre que cet élève de Link Wray n'était plus très loin de son maître. Philippe Almosnino, plus moderne, plus proche d'un certain classicisme anglais, a sûrement contribué à la mue des Wampas.

Les Wampas vous aiment, sorti sur le label Eurobond au moment où celui-ci était racheté par la FNAC, avait été victime des révolutions de palais qui avaient suivi la prise de contrôle. Mal promu, mal distribué, l'album n'avait pas connu le succès commercial auquel il pouvait prétendre dans la foulée de la Mano Negra. Désenchantés, les Wampas avaient fait la tournée des majors du disque et étaient sur le point de signer sur le label RCA du groupe BMG en 1991 : *« Nous avions fait des maquettes avec Marc*, se souvient Didier. *Et puis il a fallu attendre la rencontre avec Philippe. Nous avons réenregistré les maquettes sur un walkman et finalement nous avons conclu avec BMG en mars 1992. »*



Alors est arrivé le temps des décisions. *« Ben Sam est parti pour raison technique »*, explique le chanteur, diplomatiquement, pour se reprendre aussi vite : *« Non, en fait, on s'en foutait qu'il prenne des cours de basse. Simplement, quand il jouait, on n'entendait pas le type qu'il était. Avec* Les Wampas vous aiment, *nous avions atteint les limites d'un mode de fonctionnement. Pour ce disque, nous voulions trouver un producteur qui ferait bosser. »* L'Anglais Mark Wallis fut ce bourreau de travail : *« Il m'a fait chanter avec un micro de répétition, je sautais en l'air pendant les prises, je hurlais. Il me laissait faire et je me disais qu'il ne savait pas ce qu'il faisait, j'étais tellement habitué à ce qu'on m'engueule en studio. »* Le disque a été réalisé en Angleterre, à la campagne, sauf un titre, *les Iles au soleil*, dont les cordes ont été enregistrées au studio d'EMI à Abbey Road : *« Le jour de la prise, quand les cordes ont joué et que j'ai entendu ma voix, j'ai eu honte tellement je chantais faux. Ça ne gênait pas Mark. Sodi* [le producteur des Négresses vertes] *est venu une fois pendant les séances et a essayé de me faire chanter juste, on aurait dit de la variété, c'était horrible. »*

Ces accommodements avec le diapason sont une part intégrante du discours de Didier Wampas, qui, il y a quatre ans, reprenait déjà un verset de l'Ecclésiaste *(5 : 1*, sur *Les Wampas vous aiment)* et passe autant de temps à chanter les louanges de l'Eternel qu'à vanter les joies du rock'n'roll. *« Ce n'est pas que j'aie envie de parler de Dieu*, s'excuse-t-il, *ça m'embête même, mais je ne peux pas faire autrement. Je suis heureux, je ne vais pas faire croire le contraire. »* En janvier et février, les Wampas se sont échauffés en donnant plusieurs concerts dans le cadre de l'opération « Rock au lycée ». Les conditions étaient impossibles, il fallait souvent jouer dans des gymnases à l'acoustique effroyable, devant des lycéens qui, n'ayant pas payé leur place, voyaient plus dans le concert un prétexte pour couper aux cours les plus ennuyeux qu'une occasion de s'éclater.

Mais jamais les Wampas n'ont renoncé. La nouvelle formation est plus exacte, propulsée par la frappe brutale de Niko, assouplie par des lignes de basse plus mélodiques, enrichie par les parties de guitares très futées. Mais le chanteur est toujours un fou hurlant, jamais sûr d'avoir fait passer ses mots simples et ses convictions avant que le public ne soit à genoux. S'il échoue, il en rit, s'il réussit, il est aussi heureux que les gens dans la salle.

THOMAS SOTINEL

★ Le 23 avril à Bourges. En tournée : le 15 avril, Reims, L'Usine. Le 16, Nancy, Terminal Export. Le 17, Épinal, Rock Épine. Le 20, Tours, Le Bateau-Ivre. Le 29 à l'Olympia, Paris.

SUZANNE VEGA MADONE ET MUTANTE

Suite de la page 23

– Qu'est-ce qui avait changé pour ce deuxième album ?

– Au départ, la maison de disques n'imaginait pas que je puisse avoir du succès. J'ai bénéficié, grâce à cela, de beaucoup de liberté. Mais le premier album a mieux marché que prévu. Et la pression pendant l'enregistrement de *Solitude Standing* fut beaucoup plus grande. Je n'avais pas l'habitude de rendre des comptes, de me sentir observée à ce point. J'ai eu beaucoup de mal à écrire ces nouvelles chansons. L'ambiance était très tendue. Lenny, par exemple, mixait l'album alors que je n'avais pas encore écrit les paroles de *Ironbound*. J'ai fini par assembler quelques mots à la hâte pour enregistrer et mixer dans la foulée. Ça m'a fait prendre conscience que je pouvais écrire plus vite. Aujourd'hui, les textes me viennent beaucoup plus facilement.

– Ce disque reste votre plus gros succès commercial, notamment grâce à *Luka*. Etait-il composé et produit dans ce but ?

– Quand j'ai fait écouter *Luka* pour la première fois, tout le monde m'a prédit que ce serait un tube. J'étais pourtant persuadée que les gens n'aimeraient pas cette chanson, qu'ils ne la comprendraient pas ou qu'ils la jugeraient trop violente. Quand le simple est entré dans le Top 10 aux Etats-Unis, je n'en suis pas revenue. Même si je ne m'en suis pas aperçue à l'époque, j'ai sans doute contribué à rendre cette production plus commerciale. Je voulais ajouter un peu de tranchant à la musique, que la batterie soit plus présente, plus dynamique. Ça a donné un disque plus pop.

– Comment avez-vous vécu l'énorme succès de ce deuxième album ? Peut-on rester pessimiste en vendant autant de disques ? Peut-on faire commerce de la tristesse et de la fragilité ?

– Comme chacun sait, l'argent ne fait pas le bonheur *(rires)*. Bien sûr, j'étais heureuse de mon succès, de la manière dont j'y étais parvenue. Grâce à *Luka* et à ce que je croyais. Je n'avais pas eu à relever mes jupes, à fabriquer une image pour me vendre. J'avais appris à préserver mon univers, à protéger mon inspiration des méfaits de l'industrie. Mais j'étais épuisée. A la sortie du disque, il a fallu parler à des milliers de gens en ayant le sentiment d'être pressée comme un citron. Puis nous sommes partis un an et demi sur la route. J'adore la scène mais une telle tournée demande une forme athlétique. Si on regarde les photos prises à l'époque, en 1987, j'ai très mauvaise mine, j'ai l'air toute maigre et triste. J'ai mis un moment à me retrouver.

– Est-ce pour cela que trois années séparent *Solitude Standing* de *Days of Open Hand*, votre troisième album ?

– Il a fallu me refaire une santé. J'ai emménagé dans un nouvel appartement. Tous mes rêves étaient devenus réalité. J'attendais ce que le futur pouvait me réserver. Ce qui explique un peu le titre du disque. Je tendais une main ouverte, prête à recevoir ce que l'avenir devait m'apporter. Beaucoup de chansons de cet album traitent d'ailleurs des rêves et de l'avenir. On m'a suggéré plusieurs producteurs. Brian Eno était intéressé. J'ai préféré le produire moi-même avec Anton Sanko, un de mes musiciens qui était aussi mon compagnon à l'époque. Nous avons fait l'album à la maison, en installant le studio dans mon appartement. Ça nous a pris presque un an. Anton est quelqu'un de très perfectionniste. En voulant trop bien faire, nous avons donné au disque cet aspect trop lisse.

– *Days of Open Hand* avait un côté expérimental qui annonçait d'une certaine façon les audaces de *99,9 °F*.

– Je voyais bien que la presse et la maison de disques attendaient dix nouvelles chansons sur l'enfance martyre, des prises de position sur des faits de société. Un peu par provocation, on a pris le contre-pied de cette attente. Les chansons étaient plus lentes, moins directes, plus expérimentales. Nous avons joué plus subtilement avec les rythmes au détriment du format pop-rock. J'aurais bien sûr préféré que certains titres soient plus enlevés. Seul *Book of Dreams* possède un tempo assez rapide, influencé à l'époque par mon goût pour XTC. Ce côté bricolage maison s'est effectivement retrouvé, poussé à l'extrême, dans l'album suivant.

– L'expérience des remixes de *Tom's Diner* par DNA y est-elle pour quelque chose ?

– C'est une leçon qui m'a fait comprendre que je devais m'amuser un peu plus avec la musique. Que deux DJ anglais sans le sou bidouillent en quelques heures ce morceau *a cappella* pour en faire un tube de dance music vendu à trois millions d'exemplaires, c'était drôle et assez ironique. *A&M* était furieux, car ils n'avaient pas demandé d'autorisation. Plutôt que de les poursuivre, j'ai demandé à ce que le label sorte le disque. Après cela, j'ai reçu des dizaines d'autres remixes de *Tom's Diner* venus du monde entier. J'ai sorti une compilation des meilleurs d'entre eux.

– Comment s'est passée votre collaboration avec le producteur Mitchell Froom sur *99,9 °F* ?

– Rien de ce qu'il avait fait jusqu'à présent avec Richard Thompson, Elvis Costello ou Crowded House ne me préparait à cela. Je pensais surtout gagner en vitalité mais Mitchell m'a lancé un défi. Il voulait, disait-il, que *« je saute un précipice »*. J'ai remis en question mes schémas de fonctionnement. On s'est retiré dans une église de Woodstock transformée en studio bon marché. Nous avons réalisé une pré-production. C'était très excitant, je n'avais jamais travaillé aussi vite. Mitchell commençait souvent par une ligne de basse. Nous désirions aller à l'essentiel, que les morceaux soient très directs, très contrastés comme dessinés avec de gros crayons de couleur plutôt qu'esquissés au fusain. J'avais l'impression de jouer dans un bac à sable. Autant le précédent disque était aseptisé, autant celui là était sale, rugueux, tordu.

» Puis sont arrivés les musiciens, qui ont parfaitement collé à l'esprit de l'aventure. Mitchell Froom et son ingénieur du son, Tchad Blake, ont une façon unique de jongler avec les sons, de les sculpter comme de la matière, de rendre cohérente une chose composée d'éléments disparates. Je les comprends car je travaille les mots de la même façon.

– Dans *99,9 °F*, vous multipliez les références médicales au corps, à la fièvre, au sang... D'où vient cette obsession ?

– Ce vocabulaire médical était déjà un peu présent dans *Days of Open Hand*. J'avais reçu des lettres de médecins qui aimaient bien *Men in a War* ou *Fifty-Fifty Chance (rires)*. Cette obsession s'explique en partie par ma rencontre avec mon vrai père. J'ai pris conscience de mes liens de sang. Il est beaucoup plus rond que moi, mais il me ressemble. De connaître enfin cette partie de ma famille m'a fait appréhender mon propre corps. Ma mère s'était remariée avec un écrivain portoricain que j'ai longtemps pris pour mon père. Mais dans Spanish-Harlem, j'ai vite compris que j'étais différente. On me faisait remarquer ma peau blanche, mon allure fort peu hispanique. Mon vraie père est d'origine irlandaise. A neuf ans, j'ai appris la vérité.

– Est-ce la blessure qui apparaît en filigrane dans vos premiers albums ?

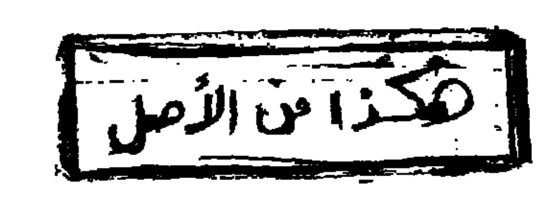
– C'est sans doute ce manque qui me faisait me sentir à part. Cela se perçoit peut-être plus dans ma voix ou dans mon attitude que dans mes textes. Ou alors entre les lignes. Dans *Small Blue Thing*, quand je dis me sentir si petite, tenant dans le creux d'une main. Ou dans *Gypsy* qui dit *« Serre moi comme un bébé qui ne veut pas dormir »*. Cette chanson a fait pleurer mon père.

– La musique est alors autant un moyen de communiquer que de mieux se comprendre soi-même ?

– En retrouvant mon père, je me suis aperçue que tous les membres de ce côté-ci de ma famille jouaient de la musique. Mon grand-père était trompettiste, ma grand-mère tenait la batterie dans un groupe féminin des années 30. Je croyais avoir librement choisi d'être musicienne alors que j'avais ça dans le sang. Et ce que je croyais être un simple besoin de communiquer, était plus que cela. Quand Mitchell a appris mon histoire, il a voulu me faire comprendre musicalement qui j'étais vraiment. Avant lui, tout le monde voulait préserver ma soi-disant pureté sans percevoir l'aspect humoristique et sarcastique de ma personnalité. Il a dit : *« Non, chez elle tout est mêlé, je veux révéler en elle la mutante. »* Il a raison. Même si cela ne se voit pas au premier abord. C'est ce que je suis profondément. »

Propos recueillis par
STÉPHANE DAVET

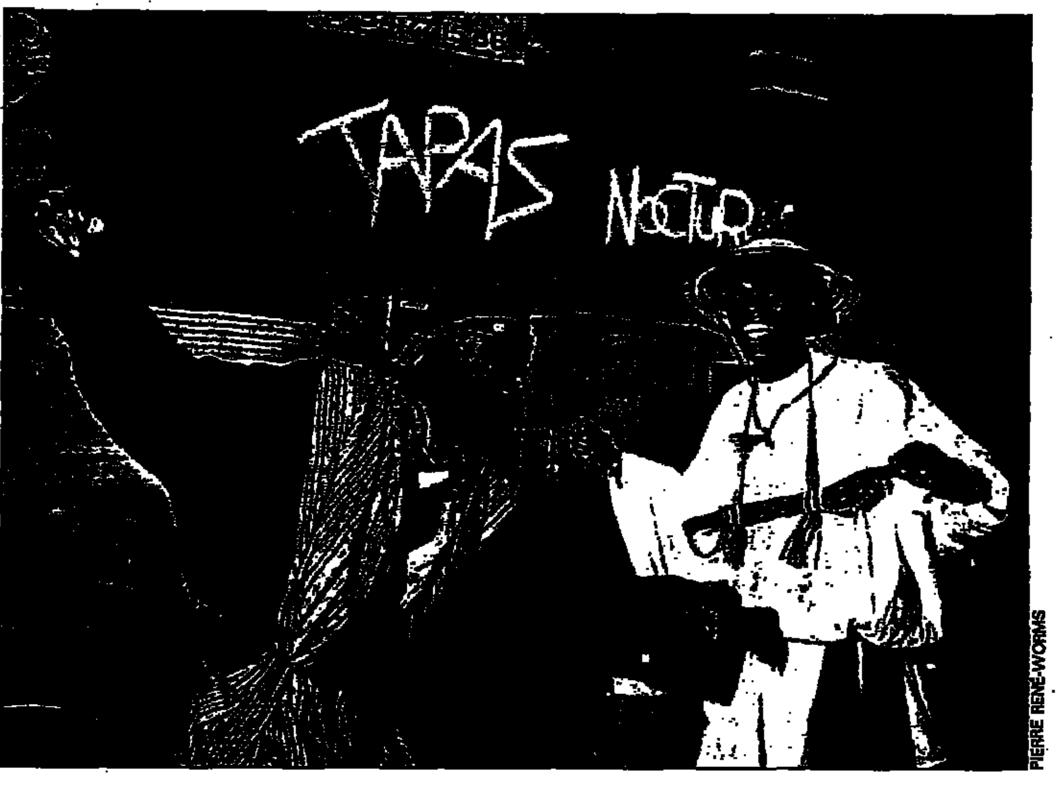




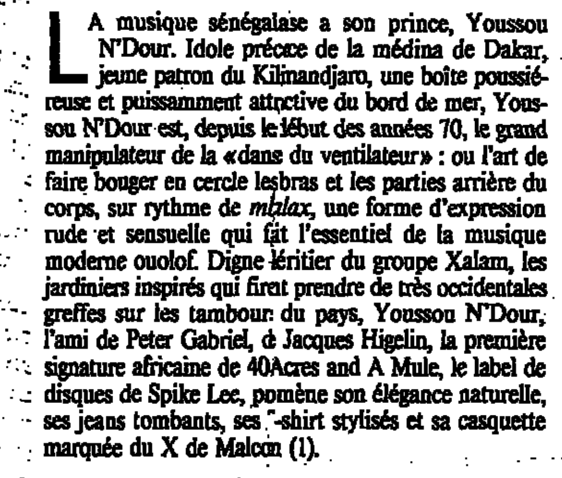
BAABA MAAL, L'ENFANT TERRIBLE DU SÉNÉGAL

UN ROI DU PAYS TOUCOULEUR

Alors que l'Afrique se livre à des mélanges synthétiques et au plaisir de la « world-music » revue et corrigée par la Californie, Baaba Maal fait le pari de l'acoustique, du terre à terre, défend la langue peul et attaque le marché occidental en beau diable dansant. Puis fait un disque électrique. Par défi.



PIERRE RENÉ-WORMS



LA musique sénégalase a son prince, Youssou N'Dour. Idole précoce de la médina de Dakar, jeune patron du Kilimandjaro, une boîte poussiéreuse et puissamment attractive du bord de mer, Youssou N'Dour est, depuis le début des années 70, le grand manipulateur de la «danse du ventilateur» : ou l'art de faire bouger en cercle les bras et les parties arrière du corps, sur rythme de *mbalax*, une forme d'expression rude et sensuelle qui fait l'essentiel de la musique moderne ouolof. Digne héritier du groupe Xalam, les jardiniers inspirés qui firent prendre de très occidentales greffes sur les tambours du pays, Youssou N'Dour, l'ami de Peter Gabriel, de Jacques Higelin, la première signature africaine de 40Acres and A Mule, le label de disques de Spike Lee, promène son élégance naturelle, ses jeans tombants, ses T-shirt stylisés et sa casquette marquée du X de Malcom (1).

Après le relatif effacement des Casamançais Touré Kunda, la partie, au *Sénégal*, se joue à trois : Youssou N'Dour, Ismaël Lô et Baaba Maal. Le style, la discrétion, la magie. Le *sabar*, danse et rythme purement ouolof, dont le *mbalax* est une des formes essentielles pour le premier; les rondeurs d'un blues d'inspiration bambara pour le deuxième les mystères sahéliens pour le dernier, la souplesse du *wango* et du *yela*, dont Jimmy Cliff disait qu'il était «*à la racine du reggae*». Ismaël Lô, trente-six ans et une voix de velours, ouolof par son père, mandingue par sa mère, rend un culte intime à la musique folk, dans le sens occidental du terme, aux ballades, à la mélodie, à l'harmonica et à la guitare sèche.

Baaba Maal est un Toucouleur, né en 1954, sur les bords du fleuve Sénégal, dans la région septentrionale du Fouta-Toro (2). Taciturne, effacé, discret. En apparence. En scène, Baaba Maal devient un beau diable jonglant avec les étages superposés de son boubou brodé et multicolore, arborant le chapeau pointu des Peuls comme une revendication ethnique, affichant des racines lointaines (l'Egypte, l'Ethiopie, dirait l'historien Cheik Anta Diop, tenant d'une Egypte antique nègre), à grand renfort de dread-locks aplatis sous un bonnet ou dressés en antennes, selon l'humeur. La force de Baaba Maal repose sur la voix, élancée, profonde, et sur la présence lancinante du *tama*, le petit tambour à aisselle qui signe la musique sénégalaise aussi sûrement que l'accordéon la valse musette.

«*Le tama*, explique-t-il, *lance le message, repris ensuite par toutes les percussions. Quand on joue un rythme, ce sont aussi parfois des phrases, des proverbes. Le tama décontracte, met à l'aise, excite... Mais là d'où je viens, les gens ont aussi des instruments qui mettent plus en valeur les harmonies que chez les Ouolofs*».

Entre Ismaël le mélodiste et Youssou le coupeur de rythmes, Baaba Maal fait le pont (3). La carrière de Baaba Maal commence en 1974, par une bourse d'études au Conservatoire de Dakar, puis la fondation d'une association culturelle toucouleur, Asly Fouta. Ses entreprises artistiques seront ensuite indissociables de celles du guitariste et chanteur aveugle Mansour Seck, sorte de pilier de la tradition et de la spiritualité, avec lequel il créé un surprenant duo – témoin de la beauté de la chose, l'album *Djam Leeli* (Rogue Records/Media 7) produit à Bruxelles en 1984 – avant de se livrer à des expériences plus électriques au sein du groupe Daandé Lenol (la Voix du peuple). Sous les doigts des deux amis, la guitare est traitée comme une *kora*, la harpe africaine, qui exige que les cordes soient pincées avec une sécheresse déliée : «*Djam* Leeli *était une tentative d'aider des gens qui souffrent des effets de la désertification venue du Sahara, qui ont faim et fuient vers les villes, à comprendre qu'ils possèdent quelque chose de très précieux : leur musique.*» En 1990, alors qu'Ismaël Lô intègre l'écurie Barclay, que Youssou N'Dour divorce de Virgin, Baaba Maal rejoint Mango, le label *world-music* d'Island.

Contrairement à celle du très urbain Youssou N'Dour, l'image de Baaba Maal a été longue à construire. Il l'impose il y a deux ans avec *Baayo*, un album savamment dosé, totalement accoustique. La démarche est surprenante pour qui vient de partir à la chasse du marché international. Le prochain album, *Laam Toro* – reprise sophistiquée de la cassette qui fait fureur à Dakar (à paraître fin avril chez Mango) – est à deux vitesses. Produit par le rocker anglais Simon Booth (de Working Weeks) et Eric Clermontet, l'album oscille entre le *yela* toucouleur, et la tentation de l'avant-garde : des bruitages nocturnes, un solo de cornemuse de l'Irlandais David Spillane, une incursion du raggamuffin Macka B, un clip tourné en Jamaïque. La magie de *Baayo* est sauve, de justesse.

Sur scène, ce fils musulman d'une famille traditionnelle de pêcheurs (les Maal) danse, flanqué de deux acolytes échevelés et de sept excellents musiciens. Des hymnes à la mère (la sienne, mais aussi la «grande Afrique»), à l'évocation du Panthéon peul (des guerriers, des marabouts), Baaba Maal multiplie les appels à la paix et à l'unité interethnique. En 1986, la chanson *Demgalam* (Mon langage) exigeait le respect des minorités noires toucouleur qui vivent de part et d'autres du fleuve Sénégal. Elle a provoqué la colère des autorités mauritaniennes. En 1989, après les graves troubles qui opposaient Sénégalais et Mauritaniens dans le Fouta, puis dans les capitales, Baaba Maal organisait deux concerts, l'un à Dakar, l'autre à Nouakchott. «*Nous voulions que les gens apprennent à démystifier ce différend qui existe entre eux*, explique-t-il. «*Laam Toro*» *était un titre honorifique octroyé au roi dans ma région. Il pourrait l'être de nos jours à l'artiste qui véhicule les informations essentielles. Par la musique, puisqu'aujourd'hui tout le monde en écoute partout, dans la rue, sur les marchés, alors qu'autrefois elle était liée à des rituels, à des cérémonies.*» La parole est sage. La musique rassemble.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) Sur le paysage culturel et musical dakarois, lire la *Revue noire*, nº 7, janvier-février 1993, vendue avec un CD six titres, *Dakar 92*. *Revue Noire*, 8, rue Cels, 75014 Paris.

(2) Pour comprendre les Peuls et les Toucouleurs, lire le très beau livre de Mémoires de l'historien malien Amadou Hampâté Bâ, *Amkoullel, l'enfant peul* (Ed. Actes Sud, 405 pages, 90 F). Voici sa définition des Toucouleurs : «*Ce nom, qui n'a rien à voir avec une quelconque notion de couleur, dérive du mot arabe ou berbère* tekrour, *qui désignait jadis tout le pays du Fouta-Toro sénégalais ... Le nom déformé par la prononciation ouolof en* tokoror *ou* tokolor *devint dans une ultime déformation phonétique française,* toucouleur. [Puis] *les habitants de ce pays, quoique d'ethnies différentes (sans doute à dominante peule... mais aussi sérères, ouolofs, soninkés, etc.) en vinrent tous à pratiquer la langue peule... Les Toucouleurs eux-mêmes se désignent par le nom* halpoular : *ceux qui parlent le poular, c'est à dire le peul.*»

(3) Vient de paraître un très complet lexique des musiciens africains, avec une explication claire des différents styles de musique du continent, un répertoire des instruments, etc. : *les Musiciens du Beat africain*, de Nago Seck et Sylvie Clerfeuille. Ed. Bordas, 256 pages, 89 F.

★ Le 25 avril à 14 h 30, au Palais des congrès de Bourges, en première partie de l'Algérien Khaled. 120 F. Albums : *Baayo*, 1 CD Mango/Island 848300, *Lam Tooro* 1 CD Mango/Island à paraître début mai.



D.R.

Sade.


STILLS

Marva Wright.

Agenda

La dix-septième édition du Printemps de Bourges voit le retour d'un fantôme, hier banni pour mauvaise acoustique et surcharge financière, le chapiteau (six mille places). Dans ce lieu béni des stars et des trésoriers, Michel Jonasz et Jean-Louis Aubert devront faire aussi bien que Peter Gabriel, qui a déclaré forfait. A l'opposé, la petite machinerie du festival off, le Ouff, *mené tambour battant par l'association berruyère Emmetrop depuis six ans, programme en parallèle une vingtaine de groupes essentiellement français, adeptes de toutes les ramifications rock :* noisy, grunge, hard-core, raggamuffin, *etc. Réconcilié avec les autorités, le* Ouff *bénéficie en 1993 de la suppression des «Hors-jeu» officiels (animations de rue, concerts-surprises, programmés par l'organisation du Printemps). Pour le reste, Bourges remplit son rôle. Il décrit les grandes tendances de la scène française de l'année écoulée.*

Honneurs aux dames : ceux de l'inauguration, mardi 20 avril à 20 h 30, iront à Suzanne Vega (en première partie : la chanteuse franco-tunisienne Amina), tandis que Sade assurera la clôture, le dimanche 25 avril à 18 h 30.

Pour le rock, on retiendra les Kinks, en remplacement de Peter Gabriel, Willy DeVille (le 22, avec Moon Martin en première partie), Calvin Russel (le 23), Keziah Jones (le 21), Iron Maiden (le 25, Loudblast en première partie). Le rock français sera représenté par de nombreux groupes, dont Daran et les Chaises, la Souris déglinguée (le 20), les Tontons flingueurs, French Lovers (le 22), Burma Shave, Dirty District (le 23), Burning Heads, Treponem Pal (le 24). En vedette, Jean-Louis Aubert (le 21).

L'originalité fait le charme des Printemps berruyers, particulièrement salle Gilles Sandier, lieu de prédilection des Découvertes du réseau Printemps (à midi tous les jours), qui proposera chaque soir à minuit un échantillon insolite de musiques actuelles et croisées : les Allemands de The Tab Two (le 20), un duo basse-trompette qui laisse une large part aux échantillonneurs, Roy Nathason et Anthony Coleman, bricoleurs de l'avant-garde new-yorkaise (le 21), Mark Curry, entre country et Top 50 (le 22), Pauvros-Hymas-Kane, un pianiste, un batteur, un guitariste qui militent pour un jazz libre (le 23), Pascal Comelade, pianiste mélancolique et éclectique (le 24). La chanson francophone n'a pas été négligée. On y retrouvera le gros des succès de l'année : Au P'tit Bonheur, les Innocents en première partie de Jacques Dutronc, condamnés tous deux à doubler leur spectacle pour cause de défection d'Etienne Daho (22 et 23), Mauranne (le 23, avec les Belges de Vaya con Dios), Vanessa Paradis, Michel Jonasz (le 24, avec l'harmoniciste Jean-Jacques Milteau en première partie), Art Mengo, Kent (le 25).

Chaque soir à 20 h 30, le Théâtre Jacques-Cœur accueillera une session de «*french songs*» : le Canadien Chenart, la Française Zaniboni (le 21), le révolté Michel Arbatz et le contemporain William Schotte (22), Maxime Barthélémy, Indigo, Danièle Borano (le 23), Fabienne Pralon et Marcel Kanche (le 24).

A Bourges, il y aura aussi des conteurs, le Berbère Hamed Bouzine (le 21), l'Ivoirien Manfei Obin (le 22), la Poitevine Bernadette Bidaude (le 23), que l'on retrouvera parmi d'autres lors d'une «Nuit des conteurs facétieux» (le 24). Et des acteurs-chanteurs : Tom Novembre (le 21) et Philippe Léotard (le 22).

La programmation Musiques du monde est sagement revenue à l'essentiel : les Cubains de Sampling et la Cap-Verdienne Cesaria Evora (le 24), le Sénégalais Baaba Maal et l'Algérien Khaled (le 25). Enfin, notons que l'Américaine (de La Nouvelle-Orléans) Marva Wright donnera un concert de gospel dans la cathédrale de Bourges (le 21) avant d'animer deux soirées-dîners (pour cause de succès) au Magic Mirrors (le 22, 20-23 heures puis 23 heures-1 heure), où se déroulera le lendemain une Nuit cap-verdienne très fournie (la traditionnelle *catchoupa* cap-verdienne mélange haricots, maïs et riz...) et très sympathique (Cesaria Evora, Paulino Vieira, Luis Morais). Une série de «Péchés de chère», inaugurée le 21 par un «Toro, deli y gastronomia» catalan, servi au son des fanfares (la *cobla* Marimunt), et clôturé par une «Transfiguration du topinambour», avec le Colombien Antonio y sus Valentanos et le Zaïrois Shada.

Chaque soir, le champion du flamenco-rock franco-espagnol animera les *Toros*, version sudiste des «bœufs» organisés pour le plaisir des musiciens et des noctambules (au Magic Mirrors). Le samedi 24, de 21 heures à l'aube, une «Hip Funk Ragga Party» avec les Fabulous Trobadors, le Massilia Sound System, Ronny Jordan et Malka Family sera animée par le DJ Dee Nasty.

Les concerts du festival Ouff se déroulent à la Maison de la culture, au Spacecake, chaque soir de 20 heures à 4 heures du matin, sauf le 22 avril, où les Tambours du Bronx joueront sur la place du Marché.

★ Informations et locations : (16) 48-24-30-50. Minitel : 3615 code PDB. Places de 60 F (Découvertes) à 160 F. Dîners-spectacles : 260 F.


MARC MARTIN

Jacques Dutronc.


CLAUSE GASSIAN

Michel Jonasz.

LA SÉLECTION

CINEMA



CINÉMATHÈQUE FRANÇAISE

« My Fair Lady », de George Cukor en séance spéciale à l'Opéra Garnier.

Tous les films nouveaux

L'Adversaire

de Satyajit Ray,
avec Dhritiman Chatterjee, Indira Devi, Debraj Roy, Krishna Bose, Kalyan Chowdhury, Joysree Roy.
Indien, noir et blanc (1 h 50).

Après *Des Jours et des nuits*, un deuxième « inconnu » est proposé à la curiosité du public, au delà de ses aspects « datés » ce dernier reste un récit enfiévré qui passe de l'expressionisme stylisé au reportage à vif, d'un épisode fantasmagorique à une scène de tous les jours.

VO : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, handicapés, 11e (43-07-48-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).

Benny's Video

de Michael Haneke,
avec Arno Frisch, Angela Winkler, Ulrich Mühe, Ingrid Stassner.
Autrichien (1 h 45).

Un adolescent enfermé dans l'univers de la vidéo perd peu à peu le sens des réalités et des valeurs. Sa rencontre avec une jeune fille dont il est amoureux tourne à l'horreur.

VO : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

Cœur de métisse

de Vincent Ward,
avec Jason Scott Lee, Robert Joamie, Anne Parillaud, Annie Galipeau, Patrick Bergin, Clotilde Courau.
Canadien-français (1 h 50).

La complexe histoire d'un orphelin moitié inuit, moitié blanc qui découvre les merveilles de l'aviation des années 30, les mystères de la cartographie, et la folie humaine.

VO : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (45-80-77-00) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (43-35-30-40).
VF : Français, dolby, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 36-65-71-33) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

De force avec d'autres

de Simon Reggiani,
avec Serge Reggiani, Simon Reggiani, Elsa Zylberstein, Ferruccio Soleri, Pascale Vignal, Antoine Chappey.
Français (1 h 35).

Un hommage d'une heure trente de Simon à son père, Serge Reggiani.

L'Arlequin, 6e (45-44-28-80).

Jennifer 8

de Bruce Robinson,
avec Andy Garcia, Uma Thurman, Lance Henriksen, Kathy Baker, Graham Beckel, Kevin Conway.
Américain (2 h 05).

Un officier de police, après un échec sentimental, obtient sa mutation dans une bourgade du nord de la Californie, où il se trouvera confronté à une histoire macabre et ténébreuse.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Impérial, handicapés, dolby, 2e (47-42-72-52) ; Gaumont Hautefeuille, handicapés, dolby, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
VF : Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 36-65-70-18) ; Gaumont Gobelins, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39) ; Pathé Wepler II, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 36-65-71-44).

Sélection

A fleur de mer

de Joao Cesar Monteiro,
avec Laura Morante, Philip Spinelli, Manuela de Freitas, Teresa Vilaverde, Georges Claisse, Sergio Antunes.
Portugais (2 h 17).

Tout à la fois une chronique intimiste, un film d'aventures, un thriller politique mais surtout un conte maintenu par les splendides images du grand chef opérateur Acacio de Almeida et le travail d'orfèvre de Joao Cesar Monteiro.

VO : Latina, 4e (42-78-47-86).

Agaguk

de Jacques Dorfmann,
avec Toshiro Mifune, Jennifer Tilly, Bernard-Pierre Donnadieu, Nicholas Campbell, Raoul Trujillo, Qalingo Tookalak.
Franco-canadien (1 h 50).

Polar polaire brûlant de sympathie pour un peuple ignoré et abîmé par les cadeaux empoisonnés de la civilisation.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; George V, dolby, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74).
VF : Rex, dolby, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Gobelins, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22).

Antonia & Jane

de Beeban Kidron,
avec Saskia Reeves, Imelda Staunton, Brenda Bruce, Bill Nighy, Joe Absolom, Allan Corduner.
Britannique (1 h 20).

Beedam Keedom, réalisatrice pleine de promesses quant à son avenir, a concocté une comédie plus douce ou plus amère selon les goûts, mais franchement drôle de toutes les façons.

VO : Gaumont Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38).

Arizona Dream

d'Emir Kusturica,
avec Johnny Depp, Jerry Lewis, Faye Dunaway, Lili Taylor, Vincent Gallo, Paulina Porizkova.
Américano-français.

Deux légendes, celle de l'Amérique rêvée, pleine d'espoirs particuliers et de désirs farfelus, et celle de son metteur en scène prodige, qui en deux coups d'ailes se hisse parmi les plus grands.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 36-65-70-43) ; U. G. C. Biarritz, 8e (45-62-20-40 36-65-70-81) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

Bad Lieutenant

d'Abel Ferrara,
avec Harvey Keitel, Frankie Thorn, Zoe Lund, Victor Argo, Paul Calderone, Leonard Thomas.
Américain (1 h 38).
Interdit -16 ans.

Noir jusqu'à l'excès ; un flic suit obstinément le fil d'Ariane tissé d'alcool, de sexe, de drogue et de jeu qui mène aux enfers. Par Ferrara, un spécialiste du genre, surnommé parfois « le poète gangster du cinéma ».

VO : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

Des jours et des nuits dans la forêt

de Satyajit Ray,
avec Sumitra Chatterjee, Subhendu Chatterjee, Samit Banje, Robi Ghose, Sharmila Tagore, Kaberi Bose.
Indien (1 h 55).

Il a fallu attendre plus de vingt ans pour découvrir cette merveille où par les femmes tout peut arriver, le désir, la violence, la danse, la terreur, la luxure, le désespoir et la joie tout de même. Un étonnant cheminement sur les sentiers de la nouvelle vague, balayés par le même souffle cosmique des grandes œuvres de Satyajit Ray.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 36-65-70-43).

Impitoyable

de Clint Eastwood,
avec Clint Eastwood, Gene Hackman, Morgan Freeman, Richard Harris, Jainz Woolvett, Saul Rubinek.
Américain (2 h 10).

Sans pitié, Eastwood prend pour cible les mythes de l'Amérique et brise d'un tir heureux les archétypes du genre. Un western, où les légendes tombent dans la poussière, récompensé par les oscars de la meilleure réalisation et du meilleur film, mais quelque peu boudé par le public français dès sa sortie.

VO : Gaumont Grand Ecran Italie, handicapés, dolby, 13e (45-80-77-00) ; Grand Pavois, dolby, 15e (45-54-46-85).

Le Jeune Werther

de Jacques Doillon,
avec Ismaël Jolé-Ménébhi, Mirabelle Rousseau, Thomas Brémond, Miren Capello, Faye Anastasia, Pierre Mezeratte.
Français (1 h 35).

Jacques Doillon parvient, en restant fidèle à ses thèmes, à une adaptation miraculeuse, rare au cinéma, d'un livre, celui de Goethe, dont seul subsiste un lointain et subtil parfum.

Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; U. G. C. Rotonde, 6e (45-74-94-94 36-65-70-73) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; 14 Juillet Beaugrenelle, handicapés, 15e (45-75-79-79).

Le Jour du désespoir

de Manoel de Oliveira,
avec Teresa Madruga, Mario Barroso, Luis Miguel Cintra, Diogo Doria.
Portugais (1 h 15).

Un âpre et douteux combat contre et avec la mort magnifié par un vétéran (encore très vert) du cinéma mondial, qui réussit là, peut-être, son plus beau film.

VO : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

Light Sleeper

de Paul Schrader,
avec Willem Dafoe, Susan Sarandon, Dana Delany, David Clennon, Mary Beth Hurt, Victor Garber.
Américain (1 h 43).
Interdit -16 ans.

Chronique d'un dealer moyen des milieux mondains pour lequel le chaos n'est pas loin. Paul Schrader a récupéré dans le creuset de son puritanisme les archétypes du polar, et reconstruit son monde obsessionnel d'un quotidien aveugle meurtri des flashes lumineux d'une rédemption destructrice.

VO : Utopia, 5e (43-26-84-65).

Les Nuits fauves

de Cyril Collard,
avec Cyril Collard, Romane Bohringer, Carlos Lopez, Corine Blue, Claude Winter, René-Marc Bini.
Français (2 h 10).
Interdit - 12 ans.

Le débordement d'amour et d'énergie difficilement contenu, un cri qui écorche et résonne en échos de tendresse.

Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; U. G. C. Odéon, 6e (42-25-10-30 36-65-70-72) ; U. G. C. Montparnasse, 6e (45-74-94-94 36-65-70-14) ; U. G. C. Triomphe, handicapés, 8e (45-74-93-50 36-65-70-76) ; U. G. C. Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40 36-65-70-44) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67 36-65-71-33) ; U. G. C. Gobelins, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; U. G. C. Convention, 15e (45-74-93-40 36-65-70-47) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).

L'œil de Vichy

de Claude Chabrol,
commentaire dit par Michel Bouquet. 2252.
Français (1 h 50).

Des images que l'on connaît, on les a vues par fragments au fil des années, mais jamais ainsi accumulées, aussi aptes à soulever des hauts le cœur bienfaisants. Même si, montées serrées, elles retrouvent une étrange force, poisseuse et doucereuse... tout le fiel du discours propagandiste.

Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), handicapés, 5e (43-54-15-04) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; U. G. C. Opéra, 9e (45-74-95-40 36-65-70-44) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Le Pays des sourds

de Nicolas Philibert. 2252.
Français (1 h 39).

Nicolas Philibert explore la planète des sourds à la fois très proche et très lointaine, et nous émeut, sans tricheries, sans effets, et nous fait rire sainement.

14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Ranelagh, handicapés, 16e (42-88-64-44).

Samba Traoré

de Idrissa Ouédraogo,
avec Bakary Sangaré, Mariam Kaba, Abdoulaye Komboudri, Irène Tassembedo, Moumouni Compaoré, Krin Casimir Traoré.
Franco-suisse-burkinabé (1 h 25).

Samba Traoré retrouve les traces dans la terre d'Afrique du grand film noir américain et livre sans coup férir un nouveau chapitre dans l'histoire du cinéma africain.

VO : Utopia, 5e (43-26-84-65).

Santa Sangre

d'Alejandro Jodorowsky,
avec Axel Jodorowsky, Adam Jodorowsky, Guy Stockwell, Blanca Guerra, Thelma Tixou, Sabrina Dennison.
Mexicain (2 h 05).
Interdit -16 ans.

Loin du bon goût et des demi-teintes voici une mère de sang, hantée de monstres, d'innocents, de fantômes freudiens, le tout agité par les grands sentiments et les mauvaises pensées du provocateur Jodorowsky. Un cauchemar bien réjouissant.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Espace Saint-Michel, dolby, 5e (44-07-20-49).

Reprises

Bonne chance

de Sacha Guitry,
avec Jacqueline Delubac, Pauline Carton, Sacha Guitry.
Français, 1935, noir et blanc (1 h 18).

Une blanchisseuse gagne le gros lot et part en voyage avec le lapin qu'on lui avait offert. Une petite comédie agréable, pas la meilleure, de l'un de nos plus grands réalisateurs.

Le Champo-Espace Jacques Tati, handicapés, 5e (43-54-51-60).

➡

Les entrées à Paris

Vive les vacances scolaires, les week-ends pascaux et *tutti quanti* ! Belle semaine cinématographique à quelque 750 000 entrées portées essentiellement par deux films juste au-dessus des 100 000 spectateurs. L'un est une nouveauté à l'affiche de 37 salles, *Forever Young*, et son cryogénisé Mel Gibson ; l'autre est une reprise qui termine sa deuxième semaine d'exploitation comme la première, *le Livre de la jungle*. Record des écrans pour le film de Walt Disney projeté dans 43 salles. Bonne prestation de deux films en début de carrière : l'américain *Cavale sans issue* (menée par Jean-Claude Van Damme) flirte avec les 90 000 fauteuils devant 39 écrans ; le français *Cuisine et dépendances* (Zabou, Bacri, Jaoui, Karmann) réussit sa transplantation du théâtre au cinéma avec près de 60 000 entrées dans 22 salles.

Dans ce contexte, score juste honorable pour l'autre bande d'humoristes français menée par Xavier Gélin et son *Coup de jeune* qui a frappé 25 000 spectateurs sur 25 écrans. Bien plus que la *Dernière Limite* franchie à petite vitesse par Larry Fishburne et Jeff Goldblum – 7 000 entrées en 8 salles, marque le peu de confiance des distributeurs. Du côté des « anciens », bonne tenue du *Jeune Werther* dépeint par Jacques Doillon qui mériterait pourtant mieux que 12 000 spectateurs en deuxième semaine ; petite résistance des Inuits d'*Agaguk* à 11 000 entrées en troisième semaine, nettement devancés par Pacino et son Oscar, qui, avec *le Temps d'un week-end* se maintient à 25 000 entrées.

Finissons avec les « césarisés » de ce box-office francilien : *les Nuits fauves*, en 23e semaine, réunit encore plus de 23 000 spectateurs et passe la barre des 500 000 entrées ; *Indochine*, en 51e semaine, emmène ses 15 000 spectateurs au Vietnam et se rapproche des 700 000 entrées Paris.

O. S.

★ Chiffres *le Film français*.

هكذا من الأصل

➡

Meurtre dans un jardin anglais

de Peter Greenaway,
avec Anthony Higgins, Janet Suzman, Anne-Louise Lambert, Hugh Fraser, Neil Cunningham.
Britannique, 1984, copie neuve (1 h 50).

C'était le premier film sorti en France de Peter Geenaway. Séduits, interloqués, les spectateurs découvraient son style, son humour tortueux, la fausse symétrie de sa géométrie mentale, son esprit baroque, ses images insolentes. Depuis, il a fait plus fort, plus riche, il n'a jamais fait mieux.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Festivals

La nuit de tous les dangers

D'une faille spatio-temporelle à la Cinémathèque surgiront templiers et vierges sacrifiées (*la Chevauchée des morts vivants*, de Armando de Ossorio), le roi Arthur, des lilliputiens, une armée des morts (*Evil Dead 3 : Army of Darkness*, de Sam Raimi, présenté en avant-première), des monstres préhistoriques qui en veulent à la belle Raquel Welch habillée de peaux de bête (*Un million d'années avant J. C.*, de Don Chaffey). Et même une créature vénusienne dévastatrice de Rome (*A des millions de kilomètres de Rome*, de Nathan Juran).

Le 17 avril, réservations sur place. Prix : 80 francs. Cinémathèque française, Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Nun (16e). Mo Iéna ou Trocadéro. Tél. : 47-04-24-24

Les mille et une images de Beyrouth

Un regard, des regards, sur Beyrouth la ville légendaire au croisement de l'Occident et de l'Orient. Une cinquantaine de films – de *la Chatelaine du Liban*, de Jean Epstein, au *Rocher de l'amour* mais aussi aux *Enfants de la guerre* – ont pour toile de fond la cité levantine, et passent en revue les grands mythes qui l'ont façonnée. Accompagnée d'une exposition photographique, cette rétrospective n'est que le début d'un vaste programme qui se poursuivra à l'Institut du monde arabe du 24 avril au 11 juillet.

Du 14 au 25 avril. Cinémathèque française, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (16e). Tél. : 47-04-24-24.

Le documentaire canadien...

La troisième semaine consacrée au documentaire canadien comprend des trésors : *l'Acadie, l'Acadie* (1969), de Michel Brault et Pierre Berrault, une chronique à vif du mai 68 des étudiants francophones du Nouveau-Brunswick ; ou *The Mills of the Gods : Vietman*, de Beryl Fox (1969), témoignage hallucinant sur la folie guerrière. Mais aussi des œuvres plus récentes, comme le passionnant portrait de Noam Chomsky, et de son combat contre les manipulations médiatiques (*la Fabrication du consensus : Noam Chomsky et les médias*, de Mark Achbar et Peter Wintonick).

... et le Cinéma du Québec

Le grand voyage dans les «cinémas» canadiens continue, avec la vaste programmation (73 films) consacrée au Québec. Un cinéma affirmé tardivement, à la fin des années 50, mais qui très vite est entré en effervescence : en témoigne le très drôle documentaire «détourné» *la Vie heureuse de Léopold Z*, de Gille Carles (1965) ; ou *Mon oncle Antoine*, de Claude Jutra (1970), considéré comme l'un des dix meilleurs films canadiens toutes époques confondues, sans oublier *Jésus de Montréal*, de Denys Arcand, sorti en France en 1989.

Cinéma direct canadien, du 14 au 18 avril, studio 5, Centre Georges-Pompidou. Le Cinéma du Québec, du 14 avril au 7 juin, Centre Georges-Pompidou, 19, rue Beaubourg (4e). Mo Châtelet-Les-Halles. Tél. : 44-78-12-33.

Jeux d'auteurs mots d'acteurs à Lyon

Un hommage aux grands couturiers du dialogue et scénaristes du cinéma français, à travers plus de cinquante films rares, méconnus, ou archiconnus. Et aussi des témoignages de Jean Gruault, Jean-Claude Carrière, Jacques Deray, Bertrand tavernier, José Giovanni, Pierre Granier-Deferre, René Wheeler, lors de colloques les 16, 17 et 18 avril.

Jusqu'au 27 avril. Institut Louis-Lumière, 25, rue du Premier-Film. 69008 Lyon. Tél. : 78-01-36-62.

Séance spéciale

Une Lady à l'Opéra

Une actrice époustouflante (la belle, et ici virevoltante Audrey Hepburn), une mise en scène incroyable, où la musique fait réellement corps avec l'histoire, la Cinémathèque de la danse présente en copie neuve *My Fair Lady*, de Georges Cukor, comédie somptueuse et étincelante.

Le 18 avril à 19 h 30, 60 francs, places à retirer au guichet de l'Opéra entre 11 heures et 18 heures. Opéra de Paris, Palais Garnier. Tél. : 47-42-53-71.

La sélection « Cinéma » a été établie par Christophe Montancieux

THEATRE

Spectacles nouveaux

Les Dessous de Labiche

d'Eugène Labiche
et Marc-Michel,
mise en scène
de Christophe Nivelle,
avec Monique Quinton, Corinne Arnheud, Virginie Ouzbene, Yann Claudel, Emmanuel Benito, Noël Herpe, Damien Guillaume Audollent et Jean-Noël Laporte.

Un pot-pourri du peintre de la bêtise bourgeoise.

Théâtre de la Mainate, 36, rue Bichat, 10e. A partir du 15 avril. Les lundi, jeudi, vendredi et samedi à 22 heures, le dimanche à 20 h 30. Tél. : 42-08-83-33. Durée : 1 h 20. 50 F et 70 F.

L'Ecole des veuves

de Jean Cocteau,
d'après Pétrone,
mise en scène
d'Eryk Hanut,
avec Sophie Sperber, Isabelle Théobald, Marie Caron et Eryk Hanut.

Deux femmes discutent près d'une tombe où repose le mari de l'une d'elles. Pochade plutôt misogyne mais charmante.

Théâtre de Nesle, 8, rue de Nesle, 6e. Les 19 et 20 avril, 20 h 30 (et les 21, 22, 23 et 24). Tél. : 46-34-61-04. De 70 F à 85 F.

Evénement sur la goélette « Bandury »

d'après Witold Gombrowicz,
mise en scène
de Jacques Mérienne,
avec Michel Bajou, Claude Bernhardt, Claudine Cros, Alexandre Danet, Gérard Daniel, Katia Delagarde, Anny Kiehl, Olivier Pessel, Vladimir Weiss et Dominique Deluzé (pianiste).

La perversité des purs a toujours fasciné Gombrowicz. C'est le thème de toute son œuvre.

Collège néerlandais, 61, bd Jourdan. Cité universitaire, 14e. Du mercredi au samedi à 19 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 40-78-50-00. 50 F.

Les oiseaux s'envolent au crépuscule (en coréen)

mise en scène
de Kim Jeong-Ok. Décors
et costumes de Lee Byung-Bok,
avec Choi Young-Jae, Cho Dung-Hyun, Yoon Bok-Hee, Han Young-Ae, Ahn Jin-Hwan, Park Kwang-Woong, Hwang Jae-Youn, Kwon Byung-Gun, You In-Chou, Jung Gu-Yeon, Lee So-Hyeng, Kim Keum-Ji, Park Jung-Ja, Choi Hee-Young, Hwang Sao-Gyung et Kim Eun-Sook.

Un exemple de la dramaturgie coréenne traditionnelle, à découvrir.

Théâtre du Rond-Point Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8e. Le 20 avril, 20 h 30 (et les 21 et 22). Tél. : 42-56-60-70. De 60 F à 120 F.

L'Orchestre

de Jean Anouilh,
mise en scène
de Sarah Boréo,
avec Sylvain Gillet, Cyrille Le Mevel, Aledan Stachnick, Alfreda Boury, Claudia Mauro, Sylvia Cardéna, Manesca de Ternay et David Courant.

Les amertumes de musiciennes frustrées qui forment un orchestre de femmes. Une des pièces les plus méchantes, et par là les plus drôles, d'Anouilh.

Tremplin-Théâtre des Trois-Frères, 39 rue des Trois-Frères, 18e. A partir du 15 avril. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 42-54-91-00. Durée : 1 h 15. De 100 F à 70 F.

Le Passé confondu

d'Emmanuelle Lenne,
mise en scène
de l'auteur,
avec Jacques Miquel, Jean-Patrick Leblanc, Claire Chiron, Christian Gaumont, Patrick Navatte, Alex Black, Marco Féval, Christian Cardot, Marie-Claire Peretti et Delphine Champy.

Cinq frères et sœurs se retrouvent dans la maison familiale après cinq ans de séparation. Querelles comme avant, lutte contre la mémoire et contre l'oubli.

Théâtre de Ménilmontant, 15, rue du Retrait, 20e. A partir du 14 avril. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-36-98-60. Durée : 1 h 30. 40 F et 80 F.

La Retraite d'Eugène

de Philippe Deleigue,
mise en scène
de l'auteur,
avec Maurice Deschamps et Christian Taponard.

L'auteur-metteur en scène a voulu, dit-il « écrire sur notre monde. Ecrire sur notre histoire, nos histoires, avec le souci de répondre à une question toute bête que nous nous posons dix fois par jour, mille fois par vie : comment vivre bien ».

Cartoucherie-Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-74-99-61. 80 F et 100 F.
Dernière représentation le 18 avril.

Le Roi Lear

de William Shakespeare,
mise en scène
de Chantal Morel,
avec Denis Bernet-Rollande, Valère Bertrand, Monique Brun, Véronique Dahuron, Roland De Pauw, Maurice Deschamps, Bernard Guigon, Marcel Houde, Dominique Laidet, Juan Martinez, Christian Mazzuchini, Gérard Morel, Frédéric Poller, Rémi Rauzier et Claire Truche.

Une histoire cruelle, mythique, effrayante. La conduite suicidaire d'un vieux roi tyrannique, sa chute dans la folie. Pour Chantal Morel, Lear est la figure optimale de l'acteur.

Cartoucherie-Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. A partir du 20 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-74-99-61. 80 F et 100 F.

La Saga HLM

de Jezabelle Amato
et Lili Cognard,
mise en scène
de Fred Deyre,
avec Jezabelle Amato et Lili Cognard.

Que faire quand on habite une HLM typique, sinon rêver d'autre chose.

Bateau-théâtre la Mare au diable-Rive gauche, face 3, quai Malaquais, 6e. A partir du 14 avril. Du mercredi au samedi à 22 h 30. Tél. : 40-46-90-72. 70 F et 100 F.

« Des siècles de paix », mise en scène d'Olivier Perrier au Théâtre Garonne à Toulouse *(lire la notule, page suivante en rubrique « Régions ».)*

MARC ENGUERAND

Paris

Le Banc

d'Hervé Lebeau,
mise en scène
de Tara Depré,
avec Marthe-Hélène Raulin et Hervé Lebeau.

Une heure de charme et de drôlerie pour toute une vie d'amour, en dépit de la routine.

L'Européen, 5, rue Biot, 17e. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 43-87-29-89. 60 F et 100 F.

Le Cabaret de la grand'peur

d'après Bertolt Brecht et Kurt Weill,
mise en scène
d'Isabelle Starkier,
avec Sarah Sandre, Denis Benoliel et Bertrand Jarrigeon.

Des textes et des poèmes de Brecht, des musiques de Kurt Weill.

Déchargeurs (TLD), 3, rue des Déchargeurs, 1er. Les lundi et mercredi à 21 heures, le dimanche à 16 heures. Tél. : 42-36-00-02. Durée : 1 h 30. De 100 F à 100 F.

Ce qui arrive et ce qu'on attend

de Jean-Marie Besset,
mise en scène
de Patrick Kerbrat,
avec Christophe Malavoy, Marie-France Pisier, Sabine Haudepin, Samuel Labarthe, Philippe Etesse, Jacques Connort et François Caron.

On peut souffrir les mille morts de l'amour, les cent mille feux de l'ambition, et en rire. Les comédiens adorent, ils sont formidables.

Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, 14e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-22-16-18. De 220 F à 120 F.

Le Faiseur

d'Honoré de Balzac,
mise en scène
de Jean-Paul Roussillon,
avec Michel Aumont, Simon Eine, Alain Pralon, Catherine Hiegel, Nicolas Silberg, Yves Gasc, Muriel Mayette, Véronique Vella, Alberte Aveline, Michel Favory, Pierre Vial, Jean-Pierre Michaël, Eric Frey, Christian Blanc et Philippe Torreton.

A travers Balzac et ses portraits lancinants des hypocrites et des affairistes, Jean-Paul Roussillon trouve prétexte à son pessimisme.

Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, 1er. Les 15, 17 et 20 avril, 20 h 30 (et les 22, 25, 26, 28 et 30). Tél. : 40-15-00-15. De 160 F à 45 F.

L'Homme qui

de Peter Brook,
d'après Olivier Sacks,
avec Maurice Benichou, David Bennent, Sotigui Kouyate, Yoshi Oida et Mahmoud Tabrizi-Zadeh.

L'auteur, neurologue, a observé les aberrations de comportements, et, avant d'en chercher les causes, a tenté de les comprendre. Ce qu'il a décrit ressemble finalement aux décalages où sont entraînés les comédiens, sur scène. C'est pourquoi les comédiens de Peter Brook sont aussi époustouflants.

Bouffes du Nord, 37 *bis*, bd de la Chapelle, 10e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 16 heures. Tél. : 46-07-34-50. De 80 F à 50 F.

John Gabriel Borkman

de Henrik Ibsen,
mise en scène
de Luc Bondy,
avec Michel Piccoli, Bulle Ogier, Nada Strancar, Roland Amstutz, Bernard Nissille, Catherine Frot et Christine Vouilloz.

Portrait d'un géant abattu, amputé de son pouvoir, et que se déchirent deux femmes. Une grande pièce névrotique, une distribution exceptionnelle, un spectacle magnifique.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-36-36. Durée : 3 heures. De 150 F à 30 F.

Mortadela

d'Alfredo Arias,
mise en scène
de l'auteur,
avec Haydee Alba, Didier Guedj, Marilu Marini, Adriana Pegueroles, Pilar Rebollar, Alma Rosa, Jacinta, Martine Lepage, Oscar Sisto, Frédérico et Andréa.

Voyage dans la mémoire d'Arias, le long des rues de Buenos-Aires, dans un carnaval de chansons, de danses, de musiques. Un enchantement.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14e. Du mardi au vendredi à 21 heures, le samedi à 18 heures et 21 h 15. Tél. : 43-22-77-74. De 200 F à 90 F.

Les Passions

de Germaine de Staël,
mise en scène
de Pierre Franck,
avec Thérèse Liotard et Roger Mirmont.

Les rêveries amoureuses de Mme de Staël.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-06-49-24. De 240 F à 40 F.

Quelque chose de pourri dans le royaume

d'après Fritz Zorn,
mise en scène
de Clotilde Ramondou,
avec Hervé Falloux.

Soliloque d'un jeune homme riche, beau, intelligent rongé par un cancer. Un texte superbe.

Théâtre Montorgueil, 46, rue Montorgueil, 2e. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-71-37-58. 70 F et 110 F.

Les Rustres

de Carlo Goldoni,
mise en scène
de Jérôme Savary,
avec Catherine Arditi, Bernard Ballet, Michel Berto, Nelly Clastrier, Daniel Laloux, Dominique Lavanant, Jean-Pierre Lousteau, Jean-Pierre Moulin, Eric Ruf, Frédérique Tirmont, Eric Laugerias et Olivier Roustan.

Leçon de sagesse futée pour tenir tête à des machos megalos, des mufles qui se croient malins.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-78-04-04. Durée : 3 heures. De 200 F à 80 F.

La Serva amorosa

de Carlo Goldoni,
mise en scène
de Jacques Lassalle,
avec Alain Pralon, Claire Vernet, Catherine Hiegel, Nicolas Silberg, Jacques Sereys, Jean-Yves Dubois, Jean-Philippe Puymartin, Pierre Vial, Anne Kessler, Philippe Torreton et Vincent Diesez.

Les intrigues d'une servante généreuse sauvent une famille. La bonté est parfois cruelle. Une distribution comme seule peut l'offrir la Comédie-Française.

Comédie-Française Salle Richelieu, place Colette, 1er. Les 16 et 18 avril, 20 h 30 (et les 21, 24 et 29). Tél. : 40-15-00-15. De 160 F à 45 F.

Le Silence ; Elle est là

de Nathalie Sarraute,
mise en scène
de Jacques Lassalle,
avec Françoise Seigner, Bérangère Dautun, Gérard Giroudon, Martine Chevallier, Sylvia Bergé, Jean-Baptiste Malartre, Olivier Dautrey, François Beaulieu, Christine Fersen, Roland Bertin et Jean Dautremay.

Le langage essentiel de Nathalie Sarraute, son art de l'esquive donnent le ton à ce que doit être le Vieux-Colombier retrouvé.

Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, 6e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-58-14-44. De 55 F à 130 F.

The Pitchfork Disney

de Philip Ridley,
mise en scène
d'Anne Torrès,
avec Jérôme Kircher, Claire Lasne, Jean Lorrain et Mohamed Rouabhi.

Les enfants qui jouent à avoir peur font preuve d'une imagination somptueusement perverse.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 100 F.

Woyzeck

de Georg Büchner,
mise en scène
de Christian Benedetti,
avec en alternance Christian Benedetti et Michel Fouquet, Véronique Vellard, Brigitte Barilley, Gilles Dao, Patrick Bonnel, Daniel Delabesse et François Cogneau.

Dans un monde délétère, le parcours d'un brave soldat lampiste jusqu'à la délivrance et au meurtre.

Cartoucherie-Théâtre du Chaudron, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-97-04. 80 F et 100 F.

Régions

Des siècles de paix

mise en scène
d'Olivier Perrier,
avec Simone Sadrin, André Guerrhit, Simone Le Gourrierec, Olivier Perrier, Abdallah Badis, Freddy Kunze, Olivier Mathiaux, Florence Limoges et Dominique Triquet.

La violence, les révolutions, les guerres sont à l'odre du jour, c'est normal. Olivier Perrier, lui, raconte toutes les guerres depuis celle de cent ans. Un vrai bonheur.

Théâtre Garonne, 1, av. du Château, 31000 Toulouse. Le 14 avril, 19 h 30 ; les 15, 16, 17 et 19, 21 heures ; le 18, 17 heures (et les 22, 23 et 24). Tél. : 61-42-33-99. 90 F.

Emergences

Du 15 au 17 avril, a lieu pour la troisième année consécutive, Emergences, série de rencontres entre des metteurs en scène, des acteurs et des textes neufs, entre des spectacles curieux et la curiosité des publics.

Le Grand Huit-Théâtre national de Bretagne, 1, rue Hellier, 35000 Rennes. Les 16 et 17 avril, 21 heures. Tél. : 99-30-88-88. De 100 F à 50 F.

Faust

de J. Wolfgang Goethe,
mise en scène
de Dominique Pitoiset,
avec Jean- François Sivadier, Hervé Pierre, Claude Guyonnet, Nadia Fabrizio et Chantal Neuwirth.

L'un des plus spectacles les plus vigoureux de la saison, en tournée.

Les Plateaux, bd Berthelot, 16000 Angoulême. Le 16 avril, 21 heures. Tél. : 45-95-43-45. De 125 F à 60 F.

Figaro Divorce

d'Odön von Orvath,
mise en scène
de Jean-Paul Wenzel,
avec Georges Bigot, Isabelle Candelier, Serge Valletti, Anne See, Andrée Tainsy, Paul Allio, Patrice Bornand, Dominique Guilhard et Eric Jacquet.

Figaro après son mariage et pendant la révolution. Pas forcément celle de 1789. Toutes les révolutions, tous les bouleversements, toute cette violence de tous les temps.

Théâtre des Ilets-Centre national de création, rue des Faucheroux, 03000 Montluçon. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 70-03-86-18. 60 F et 90 F.
Dernière représentation le 17 avril.

Il ne faut jurer de rien

d'Alfred de Musset,
mise en scène
de Jean-Pierre Vincent,
avec Roland Blanche, Claude Bouchery, Isabelle Carré, Eric Elmosnino, Pierre Forget, Madeleine Marion et Nicolas Pignon.

Le diptyque de Jean-Pierre Vincent, qui met fin à son compagnonnage avec l'Enfant du siècle, tourne en France.

Le Quartz Centre national dramatique et chorégraphique, 2-4, av. Clemenceau, 29000 Brest. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 98-44-10-10. 80 F et 110 F.
Dernière représentation le 17 avril.

La Remise

de Roger Planchon,
mise en scène
d'Alain Françon,
avec Anne Benoît, Pierre Berriau, Hervé Briaux, Patrick Catalifo, Carlos Chahine, Jean-Yves Chatelais, Thierry Chiffe, Gilles David, Millie Deniset, Maria Desroche, Jean-Claude Durand, Vincent Garanger, Dimitri Jourda, Barbara Jung, Guillaume Levêque, Alain Libolt, Christine Murillo, Martine Thinière, Dominique Valadié et Claire Wauthion.

Un « drame paysan » qui raconte la fin d'un monde et les guerres qui n'en finissent pas. Avec le recul du temps et dans cette mise en scène secrée, tranchante, cette première pièce de Roger Planchon se voit comme un grand texte épique et picaresque, où se cotoient la violence et la dérision.

Théâtre national, 1, rue André-Malraux, 67000 Strasbourg. Le mercredi à 19 h 30, du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 88-35-44-52. De 125 F à 65 F.
Dernière représentation le 17 avril.

Sans titre

de Federico Garcia Lorca,
mise en scène
de Jean-Louis Hourdin,
avec Philippe Berodot, Françoise Chavalliaz, Franck Collini, Anne Cueno, Caroline Gasser, Jean-Louis Hourdin, Doris Ittig, François Margot, Sylvie Moussier, Marie Pettoello, Bruno Ricci, Michel Tornen et Claude Vuillemin.

Une révolution éclate, un théâtre est pris d'assaut, voilà comment Garcia Lorca résumait sa pièce, qu'il qualifait de « drame social ». Après Dijon, le spectacle va à la Comédie de Reims du 20 au 24 avril (tél. : 26-40-45-45)

Théâtre du Parvis-Saint-Jean, rue Monge, 21000 Dijon. Les 14 et 15 avril, 19 h 30 ; les 16 et 17, 20 h 30. Tél. : 80-30-12-12. De 108 F à 98 F.
Dernière représentation le 17 avril.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard

MUSIQUE

Classique

Mercredi 14 avril

Bach
Passion selon saint Matthieu
Barbara Schlick (soprano),
Alison Browner (mezzo-soprano),
Wilfried Jochens,
Markus Schafer (ténors),
Franz Josef Selig,
Peter Lika (basses),
Chorus Musicus Köln,
Das Neue Orchester,
Christoph Spering (direction).

On le sait, le grand mouvement du retour à Bach a été initié par Mendelssohn, en 1829. Cette année-là, le grand compositeur élevé dans le culte du Cantor (sa famille possédait des manuscrits importants qu'elle tenait de l'un des fils de Bach), entreprit de redonner en concert la *Saint Matthieu*. Conscient du fait que les musiciens de cette époque avait, pour la plupart, perdu les secrets de l'interprétation baroque, Mendelssohn nota *toutes* les articulations, tous les phrasés nécessaires à la bonne exécution de cette musique. Cette « édition » est d'un intérêt capital pour la connaissance de l'interprétation de la musique de Bach, dans la mesure où Mendelssohn vivait dans un monde qui avait beaucoup moins changé depuis la mort de Bach qu'il ne changera entre sa propre mort et l'arrivée de Koopman, Leonhardt, Herreweghe ou Gardiner. Christoph Spering donne la version Mendelssohn en concert au Théâtre des Champs-Elysées, au moment ou son enregistrement discographique est mis sur le marché par Opus 111.

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

Jeudi 15

Bacri
Folia, création

Schumann
Concerto pour piano et orchestre

Britten
Variations sur un thème de Frank Bridge

Grieg
Peer Gynt, suites nos 1 et 2
Aldo Ciccolini (piano),
Orchestre symphonique français,
Laurent Petitgirard (direction).

Fidèle à sa politique, l'Orchestre symphonique français inscrit une création au programme de chacun de ses concerts et invite un grand soliste. *Depuis que* le prix de ses places est tombé à 50F, le public afflue.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. 50 F.

Sibelius
Finlandia
Concerto pour violon et orchestre

Tchaïkovski
Symphonie n° 4
Julian Rachlin (violon),
Orchestre national de France,
Vladimir Fedosseev (direction).

Après avoir invité Gil Shaham, le National nous propose d'apprécier le talent de Julian Rachlin, jeune violoniste virtuose qui enregistre pour Sony. S'il n'a pas le talent miraculeux de Shaham qui enregistre, lui, pour Deutsche Grammophon, il est tout de même l'un des jeunes espoirs du violon mondial. Nous ne le connaissons que par le disque. Et du studio à l'épreuve publique, il y a un pas que certains musiciens franchissent mieux que d'autres. Fedosseiev devrait faire rutiler les musiciens du National dans la splendide *Quatrième Symphonie* de Tchaïkovski.

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 175 F.

Vendredi 16

Bach
Suite pour violoncelle seul BWV 1009

Léandre
A Few Words for

Dusapin
Invece

Britten
Suite pour violoncelle seul op. 72
Sonia Wieder Atherton (violoncelle).

Comme tous les violoncellistes, Sonia Wieder Atherton finit par passer son Bach. Mais comme cette jeune femme est un esprit aventureux, elle confronte la musique du père du violoncelle à celles de compositeurs du XXe siècle. Un modèle de programme intelligent et sensible.

Galerie Clara Scremini, 20 heures. Tél. : 44-59-89-09. 60 F.

Berg
Sieben Frühe Lieder

Mahler
Symphonie n° 1 « Titan »
Karen Huffstodt (soprano),
Orchestre de l'Opéra de Paris,
Myung-Whun Chung (direction).

Cheryl Studer s'occupe de son bébé, né il y a quelques semaines, aussi elle laisse sa place à Karen Huffstodt pour les *Sieben Frühe Lieder* de Berg, une œuvre de jeunesse de Berg d'abord écrite pour voix et piano et orchestrée en 1928. En seconde partie la *Première Symphonie* de Mahler, nommée *Titan*. L'Orchestre de l'Opéra devrait y faire des merveilles. Ses vents sont incisifs, ses cordes raffinées.

Opéra-Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. De 40 F à 220 F.

Dimanche 18

Beethoven
Fantaisie pour piano

Schubert
Wanderer Fantaisie

Brahms
Fantaisies pour piano op. 116
Elisabeth Leonskaja (piano).

Son dernier récital parisien, à l'Auditorium des Halles avait déçu. Le jeu de Leonskaja y était lourd, trop expressioniste. Elle est de retour dans une salle de plus grandes dimensions, dans lequel son jeu devrait se déployer avec plus d'acuité. Il est des artistes qui ont besoin d'espace pour se sentir à l'aise.

Théâtre des Champs-Elysées, 11 heures. Tél. : 49-52-50-50. 90 F.

Lundi 19

Zemlinsky
Quatuor à cordes op. 19

Webern
Quatuor à cordes op. 20

Schoenberg
Pièces pour piano op. 23

Eisler
Palmstrom Lieder

Berg
Lieder
Marianne Pousseur (soprano),
Mihaël Ritter (violon),
Thomas Prévost (flûte),
Philippe Berrod (clarinette),
Michel Bourdoncle (piano),
Judy Chin (harmonium),
Quatuor Prat.

Radio-France et le Théâtre de la Colline collabore, une fois encore, pour un concert de musique du XXe siècle. Programme et interprètes impeccables, avec un surprenant Eisler.

Théâtre national de la Colline, 20 h 30. Tél. : 43-66-43-60. 90 F.

Mardi 20

Schubert
Sonates pour piano D 459, 537, 959
Andras Schiff (piano).

Dernier récital de la série Schubert concoctée par Andras Schiff pour piano quatre étoiles. Avec la *Sonate en la majeur D. 959 op. posthume*, l'une des dernières pièces du compositeur. Celle-là même qu'il a donné dans le festival que le pianiste a créé en Autriche et que France Musique a diffusé, il y a quelques mois. Par parenthèse, il est vraiment curieux que Radio France n'enregistre pas les concerts de cette série de récitals prestigieuse. Il serait même possible de rappeler qu'il est vraiment dommage que Radio-France préfère organiser des concerts tous azimuths plutôt que diffuser ce que d'autres produisent. Le désordre actuel de la vie musicale parisienne devrait inciter à ce qu'on la remette à plat et que l'on redéfinisse la politique que doivent mener les institutions.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 110 F à 380 F.

Régions

La Rochelle

Dusapin
Attacca
Anacoluthe
Aria
In & Out
Comœdia
Coda
Françoise Kubler (soprano),
Armand Angster (clarinette),
Jean-Paul Celéa (contrebasse),
Ensemble instrumental Ars Nova,
Philippe Nahon (direction).

Rétrospective consacrée à Pascal Dusapin, le plus inclassable des jeunes compositeurs français, avec une création. Le même programme sera donné, par les mêmes interprètes, le 28 avril, à 21 heures, au Théâtre de la Bastille, 76, rue de La Roquette, 75011, Paris, métro Bastille ou Voltaire, tél. : 43-57-42-14.

Le 15. La Coursive. 20 h 30. Tél. : 46-51-54-02. 85 F.

Lille

Poulenc
La Voix humaine

Le groupe des Six
Les Mariés de la tour Eiffel
Françoise Pollet (soprano),
Daniel Mesguich,
Hervé Furic (récitant),
Orchestre national de Lille,
Jean-Claude Casadesus (direction).

Avant de venir à Paris, Casadesus et ses troupes donnent *la Voix humaine* et *les Mariés de la tour Eiffel*, l'œuvre collective du groupe des Six. Trait d'union de ces deux œuvres : Jean Cocteau.

Les 15 et 16. Le Nouveau Siècle, 20 h 30. Tél. : 20-54-67-00. 130 F.

Jazz

James Blood Ulmer,
Jamaaladeen Tacuma

Trois des noms d'un genre hirsute, splendide, déjeté – ce mélange de funk, de Free et de folie qui aurait pu finir par constituer un style : James Blood Ulmer (guitare), Jamaladen Tacuma (basse) et Ronald Shannon Jackson (drums) maintiennent à bout de bras une façon d'être et de jouer qui doit autant à Jimi Hendrix qu'à Ornette Coleman. C'est fort, troublant et augure bien d'une semaine où le New Morning se change en festival à lui seul – ce qui n'était pas arrivé depuis quelque temps.

➡

Saison 93-94

Orchestre de Paris grand cru

Nous publions ici l'essentiel du programme de la prochaine saison de l'Orchestre de Paris afin de permettre à nos lecteurs de s'abonner assez tôt et de disposer dès maintenant des places de leur choix. Le supplément « Arts-Spectacles » publiera dans ses pages « Sélection », au fur et à mesure de l'ouverture des souscriptions, les programmes des principales institutions musicales et théâtrales.

QUATRE ans après sa nomination, Semyon Bychkov redéploie singulièrement sa politique musicale. Comme Daniel Barenboïm en son temps, le chef a vécu une sévère crise avec ses musiciens (*le Monde* du 1er février 1992) et fait ses « maladies de jeunesse ». Les problèmes semblent, aujourd'hui, en passe d'être résolu : l'orchestre a recruté d'excellents éléments (flûte solo, basson solo, trompette solo, premier violon, et quelques musiciens du rang) ; Bychkov lui-même a été nommé premier chef invité de la prestigieuse Philharmonie de Saint-Pétersbourg (ex-Orchestre de Leningrad, l'un des meilleurs orchestres de la planète) et du Théâtre communal de Florence.

L'affiche 93-94 de l'Orchestre de Paris est *a priori* sans reproche. Il se pourrait même qu'elle soit l'une des plus attrayantes d'Europe. Mini-festival Richard Strauss pour commencer. Il sera placé sous la direction de Bychkov et réunira le violoncelliste Misha Maisky et l'altiste Anna Bela-Chaves pour *Don Quichotte*, la soprano Maria Ewing, la mezzo Hanna Schaer et le ténor Robert Tear pour la scène finale de *Salomé* (les 15, 16 et 18 septembre) et s'achèvera la semaine suivante par *Don Juan, Ainsi parlait Zarathoustra* et les *Quatre Derniers Lieder* par Margaret Price (les 22, 23 et 25 septembre). Le point d'orgue de cette saison parisienne sera dirigé par Lawrence Foster et nous permettra de retrouver la magnifique pianiste anglaise Dame Moura Lympany dans le *Premier Concerto* de Mendelssohn et de découvrir la *Deuxième Symphonie* de George Enesco si peu souvent programmée (les 15 et 16 juin).

Entre-temps, l'Orchestre de Paris aura donné trente concerts en dehors de Paris. Il sera à Compiègne (le 9 octobre, sous la direction de Giulini), à Bruxelles (le 22 octobre, sous celle de Pierre Boulez), à Amiens (le 21 janvier, sous celle de Djansug Kakhidze), au Japon (tournée de onze concerts du 6 au 25 novembre), aux Etats-Unis (douze concerts du 28 février au 19 mars), en Grèce et en Turquie (festivals d'Athènes et d'Istanbul en juillet).

Autres points forts : Zoltan Kocsis dans le *Deuxième Concerto pour piano*, de Rachmaninov (les 29 et 30 septembre) ; Carlo Maria Giulini dans un programme Franck, Ravel, Debussy (les 6, 7 et 8 octobre) ; Bychkov dans la *Symphonie lyrique*, de Zemlinsky (les 13 et 14 octobre) ; Pierre Boulez et Viktoria Mullova dans Stravinsky, Berg, Debussy et Messiaen (les 20 et 21 octobre) ; un hommage à Lutoslawski sous la direction du compositeur (les 8 et 9 décembre, avec la création en France de sa *Quatrième Symphonie*) ; la *Missa Solemnis* de Beethoven, sous la direction de Solti (les 15, 16 et 17 décembre) ; le *Deuxième Concerto pour violoncelle*, de Schnittke, par Rostropovitch et Bychkov (les 12 et 13 janvier) ; les cinquièmes symphonies de Beethoven et de Chostakovitch, (les 9 et 10 février) ; *Œdipus Rex*, de Stravinsky (les 16 et 17 février), la *Sinfonia*, de Berio (les 23 et 24 février), et *Rendering*, de Schubert-Berio, par Bychkov (les 18 et 19 mai) ; la *Symphonie Lobgesang*, de Mendelssohn, par Claus Peter Floor (les 25 et 26 mai) et Isaac Stern dans le *Premier Concerto pour violon* de Bartok (les 1er, 2 et 4 juin).

Les concerts des jeunes au Châtelet sont reconduits (les 2 octobre, 8, 15 et 29 janvier). A noter, enfin, la création mondiale des *Années-Lumière*, d'Allain Gaussin, commande d'Etat pour l'Orchestre de Paris (le 29 septembre), la *Cinquième Symphonie*, de Sibelius, dirigée par Donald Runnicles, un nouveau venu (les 2 et 3 février), la *Deuxième Symphonie*, de Carlos Roque Alsina (les 16 et 17 février), le *Concerto pour orchestre*, de Bartok, dirigé par le fils d'Isaac Stern, Michael (les 8 et 9 juin) et la diffusion, par Radio Classique et France-Musique, de douze des soixante-six concerts parisiens d'un orchestre qui devrait se produire quatre-vingt-seize fois au cours de la saison 93-94.

A. Lo.

★ Renseignements et souscription des abonnements : Orchestre de Paris, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 45-63-07-40.

SÉLECTION DE LA SEMAINE

➡

Allan Hordsworth, pour les amateurs de guitare, Helen Merril (avec Gordon Beck et Tom Harrel) pour ceux de rareté, Kahil El Zabar et Lester Bowie pour fermer le ban, c'est une traverséе très complète.

Le 14. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

In situ

In situ, le label animé par Didier Petit (violoncelliste) fête ses trois ans : au programme une musique étrange, a-radiophonique, très musicale, peu connue mais farouchement défendue. Sa forme, sa diversité, son nom ? A vérifier *in situ*. Avec Didier Petit, Daunik Lazro, Carlos Zingaro, Jean Bolcato, Frédéric Firmin, Alan Silva, Roger Turner, Johannes Bauer, Michel Doneda et Lê Quan Ninh. Tous noms qui valent une mention, trois jours pour découvrir trois ans d'aventure. Ce n'est pas trop.

Les 14 et 15. *Montreuil. Instants chavirés*, 21 heures. Tél. : 42-87-25-91.

Rock

Cell

Présenté comme parmi les plus offensifs des concurrents de Nirvana, Cell comptera sur son lyrisme, pour sublimer un rock finalement assez conformiste.

Le 14. Rex Club, 23 h 30. Tél. : 45-08-93-89.

Arrested Development

Loin des guérillas urbaines, ce rap d'Atlanta s'enracine dans le Sud profond. Estudiantin et bucolique, il rayonne par son engagement, comme par l'allant de ses mélodies. L'exceptionnelle réussite de leur premier album se confirme dans la ferveur des concerts.

Les 14 et 15. La Cigale-Kanterbrau, 20 heures. Tél. : 42-23-15-15.

Lynyrd Skynyrd

Décimé, il y a quinze ans, par un accident d'avion, Lynyrd Skynyrd serait ressuscité... Le miracle d'un boogie-blues sudiste conservé dans le bourbon, ou plus sûrement, celui du roi-dollar ?

Le 15. Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00.

Afghan Whigs

Comme beaucoup d'artistes de leur ancien label, Sub-Pop, les Afghan Whigs condensent puissance des rythmiques et guitares irascibles. Sous le boucan perce aussi une intelligence mélodique, qui les différencie de la plupart des groupes de Seattle. Peut-être parce qu'ils viennent de Cincinatti.

Le 19. Passage du Nord-Ouest, 19 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Tournées

Sting

Sting reprend la route avec douze chansons de plus dans sa besace, celles de *Ten Summoner's Tales*, dont un bon quart sont à la hauteur de ses meilleurs titres. C'est-à-dire que le bassiste chantant dispose d'un peu plus de munitions pour s'employer à son sport favori : la séduction des masses.

Le 15 avril, Toulon, Zénith Oméga. Le 16, Toulouse, Palais des sports. Le 17, Pau, Zénith.

DC Basehead

Ce rapper de Washington (DC) élève la flemme au rang des beaux-arts. Ses mélodies s'insinuent comme celles d'un Prince sans narcoleptique. Accompagné d'instrumentistes, il pousse l'anticonformisme jusqu'à reprendre des titres de Police ou des Doors.

Le 15 avril, Lille, Aéronef. Le 16, Strasbourg, la Salamandre. Le 17, Mulhouse, le Noumatrouff. Le 19, Paris, Passage du Nord-Ouest.

Peter Astor

Son pop-folk déprimé peut s'illuminer de belles mélodies où la guitare vole souvent la vedette à la voix. Si on en croit son nouvel album, *God and Other Stories*, les rayons de soleil seront cette fois plus nombreux.

Le 15 avril, Reims, le Chemin vert. Le 16, Bordeaux, Théâtre Barbey. Le 19, Montpellier, le Rockstore. Le 20, Lyon, la Fnac. Le 21, Mulhouse, le Noumatrouff.

Chanson

Brigitte Fontaine

Un retour très attendu pour qui aime la chanson et en a espéré longtemps les évolutions novatrices. Brigitte Fontaine vient enfin de trouver un éditeur pour son album, *French Corazon* (lire la critique dans la page « Disques »). Filiforme, toute vêtue de noir, avec Areski, retrouvons avec délectation le chef de gare, les éléphants et le nougat. Higelin signe la mise en scène du spectacle.

Le 14. Bataclan, 20 h 30. Tél. : 47-00-30-12. 130 F.

Nilda Fernandez

Après trois semaines passées au Théâtre de la Renaissance cet hiver, Nilda Fernandez a convaincu qu'il était bien autre chose qu'un produit fabriqué, mais qu'il avait la souplesse, la voix, la présence nécessaires à l'édification d'une belle carrière. Le charme de Nilda réside dans sa capacité à casser ses chansons pour en faire autre chose, à se mettre en scène (avec des musiciens hors pairs).

Le 20. Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. De 130 F à 150 F.

Tournées

Jacques Dutronc

Pour l'édification des jeunes générations, celles qui découvriront *les Cactus* et *la Fille du père Fouettard*. Pour entretenir la nostalgie des aînés. Et pour éviter à Jacques Dutronc de terminer l'album en studio qu'on attend depuis tant d'années.

Le 15 avril, Amnéville (près de Metz), Galaxie. Le 16, Nancy, le Zénith. Le 17, Strasbourg, Palais des congrès. Le 21, Charleville-Mézières, Parc des expositions.

Michel Jonasz

Spectacle lunaire, enveloppé de bleus, de blancs et de merveilleuses lumières. Jonasz aime le blues, toujours, la tendresse modulée, le déchirement sans crise. Sentimental toujours, heureux en scène avec des musiciens américains de premier plan.

Le 15 avril, Saint-Étienne, Palais des spectacles. Les 16 et 17, Nice, Théâtre de verdure le 16, Acropolis le 17. Le 20, Valence, chapiteau Labat. Le 21, Annecy, Parc des expositions.

Maurane

Elle a considérablement raffermi sa voix, Jean-Claude Vannier lui a écrit des chansons sur mesure. Elle tient la scène avec humour. Maurane joue les stars de demain avec style.

Les 14 et 15. Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. De 120 F à 150 F.

Les 20 et 21 avril, Gonfreville-L'Orcher (près du Havre).

Yannick Jaulin

Yannick Jaulin est un conteur qui sort des limites assignées au genre. Ses histoires ne font pas dormir debout, ni ne transportent dans des paradis artificiels. Elles montrent la beauté, la cruauté ordinaires, les rebondissements possibles de situations anodines, le tout enveloppé dans une atmosphère champêtre.

Le 15 avril, Livarot (14), cinéma le Parc. Le 16, Thury-Harcourt (14), salle Robert Métairie. Le 17, Cormelles-le-Royal (14), l'Orée du bois. Le 20, Le Molley-Littry (14), salle des fêtes. Le 21, Coueron (44), Théâtre Boris Vian.

Vanessa Paradis

Elle chante en anglais, elle joue les lolitas, la perversité en moins, Vanessa Paradis est à la mode. Elle s'essaie à la conquête de la personnalité. Lors de sa dernière tentative, l'Américain Lenny Kravitz, qui a veillé aux destinées de son dernier album, l'a mangée, sans état d'âme.

Le 15 avril, Lyon, Transbordeur. Le 16, Grenoble, Summum. Le 19, Annecy, Hall des expositions. Le 21, Saint-Étienne, Palais des spectacles.

Musiques du monde

Teca Calazans

Teca Calazans vit en France et y entretient la culture avec une profondeur et un talent particuliers, que lui a peut-être conféré la distance, l'éloignement. Ses interprétations de Villa-Lobos, de Pixinguinha ont permis de découvrir un style, une voix, un regard. Toujours avec la même rigueur, un nouvel album (*Intuicao*, chez Media 7), un nouveau spectacle.

Les 14, 15, 16, 17 et 20. Sentier des Halles, 22 heures. Tél. : 42-36-37-27.

Aït Menguellet

Le chantre de la poésie kabyle pour un après-midi au Palais des Congrès, après quelques passages à l'Olympia les années précédentes. Toujours populaire, ambassadeur de la culture et de la langue berbères, Aït Menguelet offre un bouquet de mélodies et de mots savamment imbriqués.

Le 18. Palais des Congrès, 15 heures. 100 F.

Samul Nori

Suite du programme consacré à la Corée, un pays si mal connu. Des danses masquées aux tambourinaires de Samul Nouri, un très riche catalogue de la culture traditionnelle et officielle de la Corée.

Les 14 et 15. Théâtre du Rond-Point-Renaud-Barrault, 20 h 30. Tél. : 42-56-60-70. De 110 F à 140 F.

Madjid Kiani

Superbe joueur de santour iranien. L'Institut du Monde arabe continue de livrer quelques perles dans la très confortable salle de spectacle du bâtiment construit par Jean Nouvel. Trop souvent dans le désordre.

Le 16. Institut du Monde arabe, 21 heures. Tél. : 40-51-38-38. 90 F.

A Filletta

Le plus sérieux, le plus sophistiqué des groupe de polyphonies corses. Ici, on ne pousse pas la voix, mais la recherche (sur le répertoire, mais aussi les instruments : A Filetta utilise par exemple le cistre corse) et les formes (album chez Adda).

Les 19 et 20. Déjazet, 20 h 30. Tél. : 42-74-20-50. 130 F.

Tournées

Linton Kwesi Johnson

Le plus captivant des *dub-poets* jamaïco-anglais, accompagné par l'excellent Denis Bowell Band. Engagement (avec un reste de tendresse pour les partis communistes, la classe ouvrière...), poésie directe, scandée et corrosive sur des rythmiques sans défauts.

Le 15 avril, Strasbourg, Salle de la Bourse. Le 16, Lille, Aéronef. Le 17, Rouen, Exo 7. Le 18, Limoges, Centre culturel John-Lennon. Le 20, Angoulême, la Nef des fous.

Okay Temiz

Le facétieux jazzman turc, grand manipulateur de musique reprend la route pour inventer chaque jour les formes de son *Fis Fis Tsiganes* (album du même titre chez La Lichère/Night and Day).

Le 16 avril, Valence, Théâtre le Bel Image. Le 17 avril, Metz, Les Trinitaires.

> La sélection « Classique » a été établie par Alain Lompech.
> « Jazz » : Francis Marmande.
> « Rock » : Stéphane Davet.
> « Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

DANSE

Paris

CNDC L'Esquisse

Plein Soleil

Sur le sable et sous le soleil brûlant d'une Espagne imaginaire, la violence et la beauté de la tragédie antique, éternelle. Cette pièce de Joëlle Bouvier et Régis Obadia a été créée l'été dernier au Festival d'Avignon. Leurs quatre courts métrages, *la Chambre, l'Etreinte, la Lampe* et *la Noce*, sont projetés après le spectacle. Il ne faut surtout pas manquer ces petits chefs-d'œuvre.

Opéra de Paris-Garnier, du 20 au 23 avril, à 20 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 20 F à 180 F.

Elèves du CNDC d'Angers

Du doute et de la certitude, Virelay

Les élèves du Centre national de danse contemporaine d'Angers, que dirigent Bouvier et Obadia, présentent leur spectacle de fin d'études 93, avec des pièces réglées pour eux par Raffaella Giordano et Roxane Huilmand.

Centre Pompidou, les 15 et 17 avril, à 20 h 30 ; le 18, à 16 heures. Tél. : 42-74-42-19. 90 F.

Carolyn Carlson

Commedia

Pour neuf danseurs et trois comédiens, sur une musique de Michel Portal, une création de Carlson inspirée par *la Divine Comédie* de Dante.

Théâtre de la Ville, jusqu'au 17 avril, à 20 h 30 ; le 18, à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77.

La Corée à Paris

Danses masquées de Pongsan

Associant la danse, le chant et les dialogues, le *pongsan* (du nom de la petite ville où il est né) dénonce par le rire les abus de la hiérachie ecclésiastique bouddhique et les travers de la société. L'une des dernières formes de théâtre populaire traditionnel encore vivantes...

Théâtre du Rond-Point, les 16 et 17 avril, à 20 h 30 ; le 18, à 17 heures. Tél. : 44-95-98-00. 110 F et 140 F.

Compagnie Bagouet à Nîmes

So Schnell, One Story as in Falling

Dans *So Schnell*, disait Dominique Bagouet, *« j'ai insisté sur l'expression d'une énergie qui s'opposerait au temps, ferait vibrer les sens, dirait la joie presque subversive de la danse sans donner prise, le moins du monde, au fatal »* ... Toute de subtilité, la pièce de Trisha Brown complète ce beau programme qui a été acclamé à Garnier en décembre.

Théâtre de Nîmes, les 16 et 17 avril, à 20 h 30. Tél. : 66-36-02-04. 100 F et 130 F.

Ballet-Théâtre de Bordeaux

Le Mandarin merveilleux, le Château de Barbe-Bleue

Avec l'Orchestre national Bordeaux-Aquitaine dirigé par Alain Lombard, une soirée opéra-ballet dédiée à Bartok : le *Mandarin* dans une nouvelle chorégraphie d'Istvan Herzog, *Barbe-Bleue* chanté par Mihaly Kalmandi et Katalin Szendrenyi, mis en scène par Maté Rabinovski.

Palais des Sports de Bordeaux, les 15 et 16 avril, à 20 heures ; le 18 à 14 h 30. Tél. : 56-48-58-54. De 75 F à 220 F.

Danse contemporaine à Lille

Fin du Festival organisé par Danse à Lille pour fêter ses dix ans : *la Chambre blanche* de la Canadienne Ginette Laurin (1), l'étrange *Saint Georges* de Régine Chopinot (2) et l'*Hommage aux Ballets russes* d'Angelin Preljocaj, qui vient d'être donné au Palais Garnier. Sans oublier l'exposition Guillotel/Decouflé qui montre les prototypes des costumes de l'ouverture des Jeux olympiques à Albertville.

(1) Villeneuve-d'Ascq, La Rose des vents, le 15 avril, à 20 h 30. (2) Armentières, le Vivat, le 16, à 20 h 30. (3) Opéra de Lille, les 17 et 20 avril, à 20 h 30. L'exposition se tient à l'Opéra jusqu'au 17 avril. Tél. : 20-78-12-02. 110 F.

Jel/Josef Nadj à Rennes

Comedia Tempio, les Echelles d'Orphée

Si Nadj est encore sous l'influence de Kantor dans *Comedia* (1), il s'en dégage dans *les Echelles* (2) pour se nourrir du surréalisme, du cirque et du cinéma muet dans des saynètes impeccablement réglées.

Théâtre national de Bretagne (1) le 21 ; (2) le 23 avril, à 20 h 30. Tél. : 99-30-88-88.

> La sélection « Danse » a été établie par : Sylvie de Nussac

GRAND CONCOURS

LE MONDE, FRANCE INTER, COMÉDIE-FRANÇAISE

À l'occasion de l'ouverture par la Comédie-Française du Théâtre du Vieux-Colombier

PLEINS FEUX SUR LE THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER

LES RÉPONSES DU CONCOURS

Question 1 - Un directeur du Vieux-Colombier, également administrateur de la Comédie-Française :
André Obey, Edouard Bourdet, Jacques Copeau.

Question 2 - Une pièce, récemment inscrite au répertoire de la Comédie-Française, inaugure l'âge d'or de Saint Germain-des-Prés : *Huis clos, les Épiphanies, les Mouches.*

Réponses 1 - 2. Le directeur du Vieux-Colombier, également administrateur de la Comédie-Française, c'est Jacques Copeau, père fondateur de ce théâtre, ouvert le 23 octobre 1913 pour s'opposer à l'académisme ambiant, révéler des auteurs contemporains, se consacrer à tout ce qui est neuf. Quand Huis clos a été créé en 1944, la pièce correspondait tout à fait à cette vocation.

Question 3 - Parfois, il vient faire un bœuf dans la cave du Vieux-Colombier :
Roger Nimier, Boris Vian, Stéphane Grappelli.

Question 4 - Du Grenier de Toulouse au Vieux-Colombier, une star du classique est née :
Robert Hirsch, Daniel Sorano, Daniel Ivernel.

Réponses 3 - 4. Après la guerre, après quatre ans de diatribes et d'interdictions contre "l'art dégénéré des nègres", il y a eu une folie de jazz, dans les caves. A ce moment là, c'était tout nouveau, donc c'était au Vieux-Co. Et de temps en temps, Boris Vian venait y jouer de la trompette. En haut, le théâtre régnait toujours, avec des grands classiques revisités par de grands comédiens, dont Daniel Sorano.

Question 5 - Comédien, "homme à tout faire" au Vieux-Colombier, il commence une grande carrière de metteur en scène, et directeur de troupe :
Gaston Baty, Louis Jouvet, Jean Mercure.

Question 6 - Il s'est battu pour sauvegarder les activités du Vieux-Colombier :
Michel Piccoli, Laurent Terzieff, Guy Rétoré.

Réponses 5 - 6. Acteur, régisseur, assistant, Louis Jouvet a tout fait dans ce théâtre, qui avant de prendre pour nom le Vieux-Colombier s'appelait l'Athénée Saint-Germain. Y aurait-t-il finalement un hasard ? A vrai dire, cette salle a toujours attiré les énergies. Plus tard, en 1969, Laurent Terzieff a voulu maintenir sa vocation de découverte. Il y a créé des pièces de Saunders (*les Voisins, le Triangle*) d'Andreiev (*la Valse des chiens*).

Question 7 - Devenu cinéma, le Vieux-Colombier accueille un grand homme de théâtre et sa troupe :
Stanislavski, Pitoëff, Meyerhold.

Question 8 - Directrice du Vieux-Colombier, elle se lance dans une rude bataille pour sauver le théâtre :
Rosy Varte, Germaine Montero, Marthe Mercadier.

Réponses 7 - 8. La vie d'un théâtre, surtout s'il se veut novateur, est faite de quelques hauts et de pas mal de bas. Sur ce plan aussi, le Vieux-Colombier est exemplaire. En tout cas, il n'a jamais failli à sa mission avant-gardiste. Pendant que Jean Tedesco, le transformait en cinéma d'art et d'essai, Georges Pitoëff y montait Schnitzler, Tchirikov, Mackensie et Copeau écrit : "la présence des Pitoëff coexiste avec le passé, tout naturellement, sans effort". En fait, cette salle légendaire a toujours attiré les gens les plus insolites : Marthe Mercadier "fantaisiste de boulevard", s'est mise en tête de sauver le théâtre, comme elle s'est mise en tête de défendre le droit des femmes dans le gouvernement Mauroy.

Question 9 - Trois de ses pièces ont été jouées en alternance au Vieux-Colombier :
Jean Giraudoux, Paul Claudel, Henri de Montherlant.

Question 10 - Le Théâtre du Vieux-Colombier sert de studio pour tourner un film de :
Jean Grémillon, Julien Duvivier, Jean Renoir.

Réponses 9 - 10. C'est dans la saison 1962-1963 que se concrétise le projet jadis caressé par Jacques Copeau de monter la trilogie de Paul Claudel, *l'Otage, le Pain dur, le Père humilié*. Aujourd'hui, présenter une suite est presque une habitude. En ce temps-là, c'était une audace. Comme avait été audacieux de la part de Jean-Louis Barrault, de mettre en scène en pleine occupation *le Soulier de satin* à la Comédie-Française.
...Et toujours de l'audace, celle de transformer le théâtre du Vieux-Colombier en studio de cinéma. Ce qu'a permis Jean Tedesco. Il est vrai que le réalisateur était exceptionnel mais il n'était pas encore une star internationale : Jean Renoir. Il y a tourné *la Petite Marchande d'allumettes* avec sa femme, Catherine Hessling.

Les noms des gagnants seront publiés dans Le Monde daté du 29 avril, et annoncés sur France Inter par Patricia Martin, le 29 avril, entre 7 heures et 9 heures.



Cl. Isabell Coupé

ARTS

Nouvelle exposition

Jean-Michel Alberola

Première exposition de l'ensemble des dessins et gravures réalisés par Alberola sur le thème de la crucifixion et plus généralement le cycle entier de la Passion. Un thème pas tout à fait aussi ancien que l'art lui même, par un des artistes les plus sensibles et les plus nuancés de sa génération.

Centre Georges Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 14 avril au 28 juin.

Paris

Aménophis III

Pacifique, et par là moins connu que d'autres pharaons plus belliqueux, Aménophis III anima son règne par de grands travaux d'architecture, qui coïncident avec une période d'apogée de l'art égyptien. Une exposition soutenue par un catalogue remarquable rend hommage à un homme à qui l'art assure l'éternité.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 mai. 42 F.

Tadao Ando

Toute l'œuvre de l'un des plus grands architectes japonais contemporains, présentée en grande pompe par lui-même. L'ensemble est d'autant plus saisissant que, malgré d'abondantes publications, Tadao Ando reste un inconnu sur le territoire français. L'exposition constitue donc sa première œuvre hexagonale, et révèle l'étrange progression de l'artiste de l'échelle de la maison à celle des grands projets d'allure piranésienne.

Centre Georges-Pompidou, galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 mai.

Lewis Baltz

Parfaitement mise en scène par l'équipe de Jean Nouvel, cette rétrospective permet de découvrir un grand photographe. Lewis Baltz, un Californien de quarante-huit ans, travaille dans le style documentaire tout en rompant radicalement avec tous les codes du paysage. Ses photos banales et dépouillées, en marge des villes, dressent un inquiétant portrait du monde postindustriel.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris 16e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 29 mai. 35 F.

Bernard Bazile

Bazile est un artiste hors normes ; le seul à avoir réalisé le fantasme secret de tous les conservateurs de musées d'art contemporain : ouvrir une des 90 boîtes éditées par Piero Manzoni en 1962. Le seul aujourd'hui à poursuivre la logique du nu en art jusqu'à son aboutissement, en rendant un hommage vibrant, et vivant, à Mel Ramos. Le seul à pointer les rapports ambigus entre enfants et adultes (*It's O.K. to say no!* 1989) mais aussi ceux qu'entretiennent les hommes politiques avec leur image publique.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 2 mai.



Bernard Bazile au Centre Georges-Pompidou.

JACQUES FAUJOUR/CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Dessins français du XVIIe

On ne le répétera jamais assez : les expositions des dessins des collections publiques sont toutes, de par la fragilité des œuvres, des événements. Lorsque de surcroît les dessins rassemblés sont habituellement disséminés dans 36 musées de l'Hexagone, et qu'ils n'ont, pour beaucoup, jamais été montrés, on se doit de découvrir la vitalité de l'art produit en France entre les règnes du Vert Galant et du Roi Soleil.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard - côté jardin des Tuileries, Paris 1er. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi 9 heures à 17 h 15. Nocturne un lundi sur deux et le mercredi jusqu'à 21 h 15. Fermé samedi 1er et dimanche 30 mai. Jusqu'au 26 avril. 35 F (prix d'entrée du musée).

Richard Long

Un beau et grand souffle d'air frais par un artiste aux semelles de vent : Richard Long a déposé aux murs des cercles de limon de l'Avon ou de boue d' Old Man River, au sol des alignements d'ardoises de Cornouailles, et dans la tête du spectateur des furieuses envies de promenade. Du grand art né d'une grande simplicité.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 29 mai. 35 F.

Henri Matisse

Matisse comme on ne l'a jamais vu, dans toute la complexité et toutes les aventures d'une peinture culottée, sans repos ni certitude. Une douzaine d'années mises à nue en 130 tableaux et quelques sculptures, réunies en un accrochage intelligent et dynamique. Luxe, calme et volupté, malgré une bousculade prévisible.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, vendredi jusqu'à minuit (achat des billets jusqu'à 22 h 30), samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 21 juin.

1893 : l'Europe des peintres

Le Musée d'Orsay marque à sa façon les premiers pas de l'Europe sans frontières, et expose un choix d'artistes provenant de dix-huit pays et ayant peint, ou exposé, en 1893. Où il est montré, par des rapprochements surprenants, que le style excède les pays et parfois les écoles, et où il est cruellement rappelé que la circulation des hommes et surtout des idées avait alors une vigueur aujourd'hui enviable.

Musée d'Orsay, entrée quai Anatole-France, pl. Henry-de-Montherland, Paris 7e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 23 mai. 35 F, billet jumelé musée exposition : 50 F.

Otto Freundlich et ses amis

Il y a cinquante ans, Otto Freundlich, arrêté à Paris, disparaissait dans les camps de concentration nazis. Le Musée de Pontoise rend aujourd'hui un hommage significatif à ce pionnier de l'abstraction géométrique en réunissant des œuvres provenant du monde entier et en regroupant autour de lui celles de ses amis, de Picasso à Schwitters en passant par Kandinsky. L'ensemble s'appuie sur une précieuse série d'archives et éclaire une des grandes phases de la peinture des années 30.

Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier, 95300 Pontoise. Tél. : 34-43-34-77. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Picasso : toros y toreros

Il y avait, dès son plus jeune âge, du Minotaure en lui. Excellente idée donc que de rassembler les œuvres majeures exécutées sur le thème de la tauromachie, depuis les dessins d'enfant – mais Picasso fut-il jamais enfant ? – jusqu'aux derniers *Matadors* des années 70. Une exposition nullement réservée aux seuls « aficionados ».

Musée Picasso, Hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 30 à 12 heures (group. scol. et adult. sur réserv.) et de 12 heures à 18 heures (indiv. et group. adult.), dimanche et vacances de 9 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 28 juin. 33 F, 24 F dim.

Paris à l'école

Splendide présentation, esprit pédagogique correct, excellente tenue générale des textes, des sons et des architectures présentés, sens de l'orientation : cette exposition sur le passé, le présent et l'avenir des écoles parisiennes (qui a dû couter « bonbon » à la Ville de Paris) mérite mieux qu'un bon point, à savoir une visite en bonne et due forme.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mai.

Raymond Voinquel

Ancien du Studio Harcourt, un des seuls à signer ses tirages, Raymond Voinquel est d'abord un photographe de cinéma qui a travaillé sur plus de cent cinquante films, d'Abel Gance à Bunuel, de Wilder à Mankiewicz. Cette rétrospective a le mérite de faire découvrir les autres facettes de ce photographe de quatre-vingt-un ans : nus masculins, paysages, portraits.

Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carrée - 4 à 8, grande galerie, Paris 1er. Tél. : 40-26-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 25 avril. 10 F.

Léon Zack

Léon Zack a suivi l'itinéraire désormais classique des peintres moscovites : il participe au mouvement futuriste russe en 1913, émigre lors de la révolution d'Octobre et passe, *via* Constantinople, à Berlin dans l'entre-deux-guerres, le temps de rencontrer Hosiasson et de participer aux ballets de Boris Romanoff, avant de s'installer définitivement à Paris, où il pratique une peinture gentiment figurative. L'éclat vient après guerre, avec un passage remarqué à l'abstraction. L'ensemble méritait bien ce bel hommage.

Couvent des cordeliers, 15, rue de l'École-de-Médecine, Paris 5e. Tél. : 40-46-05-47. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 avril.

Galeries

John Chamberlain

Rétrospective de l'un des grands sculpteurs américain de ces trente dernières années, l'exposition Chamberlain montre des œuvres qui s'échelonnent de 1960 à nos jours. Une vingtaine de grandes sculptures, mais aussi des pièces plus petites, des monotypes et des photographies. Une occasion rare de découvrir l'expressionnisme abstrait en trois dimensions.

Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme, Paris 3e. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 mai.

Corneille

Au moment où s'ouvre à Liège une grande rétrospective consacrée au groupe Cobra, voici à Paris une exposition des travaux récents de Corneille, qui délaisse les matériaux habituels du peintre pour leur préférer les bois polychromes découpés. A soixante-dix ans, Corneille continue de tracer sa route avec la même jubilation.

Galerie Dionne, 19 *bis*, rue des Saints-Pères, Paris 6e. Tél. : 49-26-03-06. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 10 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 10 juin.

Dado ou le cardinal de Retz

De la découverte d'une charogne au détour d'une route, lorsqu'il était enfant, à la collecte d'ossements chez un équarisseur de Gisors en compagnie de Bernard Réquichot, Dado sut tirer une inspiration buissonnante. Pour ses derniers travaux, de grandes huiles claires, il s'attache aux sombres mémoires de Gondi, cardinal de Retz et frondeur.

Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4e. Tél. : 42-71-20-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

De Chirico

Réunis par la curiosité gourmande de Jean Clair, huit artistes contemporains clament leur reconnaissance envers l'œuvre de Giorgio de Chirico. De la nouvelle subjectivité à la peinture post-métaphysique, une exposition très « fin de siècle », cultivée et un brin décadente, qui ne laissera personne indifférent.

Galerie Artcurial, 9, avenue Matignon, Paris 8e. Tél. : 42-99-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

R.E. Gillet

Pierre Lœb lui a acheté son premier tableau, Rebeyrolle lui a donné son âne... Gillet est un de ces artistes qui firent les beaux jours du Paris d'après-guerre et dont il faut aujourd'hui redécouvrir le travail : de *la Pucelle* de 1954 au *Grand Chambardement* de 1989 en passant pas les terrifiantes et truculentes toiles des années 70, il y a là un peintre, et une œuvre dont l'époque a besoin.

Galerie Henry Bussière, 15, rue des Tournelles, Paris 4e. Tél. : 42-27-50-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Julio Gonzalez

Plus de deux cents dessins inédits de Julio Gonzalez, échelonnés de 1917 à 1941. Paysages, figures, projets pour des sculptures, réunis sur les murs et dans les vitrines de la galerie, et répertorié dans un joli petit ouvrage qui vient compléter les neuf volumes du catalogue raisonné. Là où l'on pouvait craindre le fonds d'atelier, on découvre au contraire quelques moments de bonheur absolu.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris 4e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 mai.

Daniel Graffin

Nul n'est prophète en son pays... Né à Romilly-sur-Seine et vivant à Paris, Daniel Graffin est plus connu à Irving (Texas) ou Neenah (Wisconsin), voire à Riyad ou Singapour que sur les bords de Seine. Raison de plus pour ne pas manquer cette exposition où souffle une spiritualité aux antipodes des préoccupations actuelles, et qui pourrait en être l'antidote.

A. B. Galeries, 24, rue Keller, Paris 11e. Tél. : 48-06-90-90. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Lionel Guibout

A part les artistes, qui aujourd'hui prend le temps de relire ses classiques ? Guibout a déniché, au fin fond de *la Théogonie* d'Hésiode, un épisode de la gigantomachie oublié par ses confrères et fait entrer dans l'iconographie la figure des « tétabras », ces gentils monstres aux cent bras qui aidèrent Zeus dans sa lutte contre les géants. Peinture précieuse et dessins raffinés pour une esthétique du fragment.

Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot, Paris 6e. Tél. : 43-54-78-41. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Galerie de l'Echaudé, 11, rue de l'Echaudé, Paris 6e. Tél. : 43-25-20-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Pascal Kern

Pascal Kern présente ses nouvelles « sculptures » avec des diptyques et triptyques réalisés – à la laiterie de Strasbourg – à partir de « boîtes à noyaux » : des matrices en bois utilisées pour créer des vides à l'intérieur des pièces industrielles ou des sculptures. Ce photographe plasticien poursuit ainsi une des plus belles réflexions sur la matière et le volume, la noblesse de l'objet utilitaire et sa fonction artistique.

Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix, Paris 4e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 mai.

Konrad Klapheck, Jan Voss

Dans une vingtaine de peintures récentes, parfois de grand format, l'Allemand Konrad Klapheck continue d'égrener la litanie de ses drôles de machines à coudre ou à écrire, de ses canifs ou de chaussures qu'il dote, comme par magie, d'une émotion qu'on ne leur associe habituellement qu'en cas de panne. Un des rares aujourd'hui à sortir, sans pathos ni anecdote, l'objet de sa banalité.

Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran, Paris 8e. Tél. : 45-63-13-19. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 7 mai.

Thierry Leproust

Décorateur de théâtre et de cinéma connu et apprécié, Thierry Leproust est aussi un peintre sensible comme en témoignent ses « grandes maisons », assemblages de bois ligaturés et peints construisant de curieuses architectures de façades sur du papier kraft. L'exposition se prolongera avec une seconde partie montrant les peintures sur toile.

Galerie Lefor-Openo, 29, rue Mazarine, Paris 6e. Tél. : 46-33-87-24. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 avril.

Ivan Messac

Le Messac nouveau est arrivé. Tout part d'un relief de carton, morceau en forme de poire qui affecte petit à petit, à travers les dessins à la sanguine, ou les sculptures sillonées par la scie circulaire dans du marbre de Carrare, le profil d'un visage sans cesse répété. Synthèse entre sculpture et dessin, les très modestes cartons découpés et peints sont réellement impressionnants.

Galerie 15, 15, rue Guénégaud, Paris 6e. Tél. : 43-26-13-14. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 mai.

Pascal Pinaud

Avec une grande curiosité, et non sans courage, Pascal Pinaud persiste à concilier peinture et modernité en usant de matériaux souvent inhabituels. L'exposition peut surprendre par une apparente hétérogénéité qui se révèle être une réelle richesse d'expression – soutenue par une logique sans faille.

Galerie Nathalie Obadia, 8, rue de Normandie, Paris 3e. Tél. : 42-74-67-68. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 24 avril.

Daniel Resal

Les cornes de Daniel Resal poussent en abondance au sol de la galerie. Une végétation légèrement inquiétante, parfois précieuse lorsqu'elle utilise le plomb, beaucoup plus forte lorsqu'elle tend sa pointe à hauteur de hanche. Elles semblent se déplacer quand on leur tourne le dos pour mieux cerner le spectateur et lui interdire la sortie : fascinant.

Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple, Paris 4e. Tél. : 42-72-39-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 mai.

Georges Rousse

En 1990, Georges Rousse a investit un bâtiment désaffecté à Tulle, y a dessinné ses personnages parfois dantesques, en a perverti voluptueusement les perspectives. Revoici le résultat, dérangeant, à travers huit cibachromes et un livre rare : les photographies de *la Foi en le soleil* sont un hymne à la lumière.

Galerie Barbaro et Cie, 74, rue Quincampoix, Paris 3e. Tél. : 42-72-57-38. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 h 30. Jusqu'au 3 mai.

Pierre Tual

Une demi-douzaine de sculptures en acier Corten que Pierre Tual tord, découpe et plie pour créer d'étranges formes colorées, étonnantes de souplesse. A confronter avec deux très grands dessins, dont l'un monté en polyptyque, qui semblent être bien plus que des études préparatoires.

Galerie 9 Mazarine, 9, rue Mazarine, Paris 6e. Tél. : 46-33-59-66. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 24 avril.

Régions

Arles
Rétrospective Jawlensky

Cerise sur le gâteau, une exposition qui réjouira les milliers d'amateurs d'expressionnisme allemand : soixante-dix tableaux du peintre russe Jawlensky, établi à Munich, compagnon de route de Kandinsky et du Blaue Reiter. On remarquera en particulier une série de ses fameuses têtes mystiques d'après-guerre que les travaux récents d'Itzrak Goldberg ont permis de mieux connaître.

Espace Van-Gogh, rue du Président-Wilson, 13200. Tél. : 90-49-37-02. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 juin. 30 F.

Le Mans
Robert Groborne

Invité à enseigner à l'École des beaux-arts du Mans, Robert Groborne, en guise de leçon inaugurale, expose ses propres travaux, tous basés sur le noir et blanc : séries de dessins informatiques, ou à l'encre de Chine, gravures, peintures noires, bronzes, et la maquette d'un bassin : elle promet une telle sérénité qu'elle cherche encore le cloître qui saurait l'accueillir.

Ecole régionale des beaux-arts, 28, avenue Rostov-sur-le-Don, 72000. Tél. : 43-47-38-53. Tous les jours de 13 heures à 19 heures, samedi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 17 avril. Entrée libre.

Lille
Bellezze di Firenze

Lorsqu'un peintre se double d'un collectionneur et qu'il se promène en Toscane à l'aube de la Révolution française, sa moisson promet d'être étonnante. Les dessins légués par Wicar (1762-1834) au musée de Lille surprendront en effet les amateurs d'art italien par leur rareté et leur exceptionnelle qualité. Mais ils raviront aussi tous les autres : études, mises au carreau, encres ou sanguines, tout est à croquer.

Musée de l'Hospice-Comtesse, salle des malades, chapelle, 32, rue de la Monnaie, 59000. Tél. : 20-51-02-62. Tous les jours sauf mardi et fêtes de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril. 15 F.

Marseille
D'un art à l'autre

Bernard Blistène a lâché un nuage de poètes sur Marseille. Il y en a un derrière chaque grand mouvement artistique : le cubisme et le futurisme, le dadaïsme et le surréalisme. Mais aussi derrière Cobra, derrière les Happenings, chez Fluxus et les autres. Ils ont changé la vie, réinventé, non sans lutte parfois. Ils ont bouleversé les genres. Et, depuis Mallarmé, ont découvert que l'œuvre devait trouver sa nourriture et son aboutissement dans le langage, tous les langages.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-56-28-38. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 mai.

Maubeuge
Hervé Télémaque

Exposition des travaux graphiques d'Hervé Télémaque, tout aussi sympathiques et frais que sa production picturale. Télémaque est persuadé que ses estampes, véritables *« moules à formes »*, l'ont ramené vers le dessin. A voir donc pour saisir dans sa totalité cette œuvre généreuse.

Musée de Maubeuge, 9, rue du Chapitre, 59600. Tél. : 27-64-97-99. Tous les jours sauf les mercredi, samedi et dimanche matin de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 avril.

Mouans-Sartoux
L'Esprit Dada, hommage à Marcelle Cahn

L'espace de l'art concret rend hommage à Marcelle Cahn avec une trentaine d'œuvres, et aux artistes, constructivistes ou pas, qui ont su intégrer comme elle « l'esprit Dada ». De Jean Arp à Robert Watts en passant par Arman, Beuys, Merz, Ben, Venet et bien d'autres, une exposition qui remet l'imagination au pouvoir.

Château de Mouans-Sartoux, 06370. Tél. : 93-75-71-50. Jeudi, vendredi, samedi et dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 20 juin.

Nantes
L'avant-garde russe

Une grande et belle exposition qui met l'accent sur la première période de l'avant-garde russe et, surtout, montre des œuvres parfaitement inconnues, tirées des réserves des musées de province de l'ex-Union soviétique où elles dormaient à l'abri des regards staliniens.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures, nocturne vendredi jusqu'à 21 heures. Visites-conférences : 40-41-91-25. Jusqu'au 18 avril.

La sélection « Arts » a été établie par Harry Bellet
« Architecture » : Frédéric Edelmann
« Photo » : Michel Guerrin.

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Scarlatti

22 sonates

Pierre Hantaï (clavecin)

L'intégrale des 555 sonates par Scott Ross, publiée par Erato, n'a pas découragé Pierre Hantaï d'en enregistrer quelques-unes parmi les plus belles. Et c'est tant mieux, car, contrairement à certains de ses confrères au jeu timoré, Pierre Hantaï fait crépiter son clavecin, ose des tempos insensés, un jeu large à la rythmique très précise, un peu à la manière de son maître Gustav Leonhardt, dans un disque RCA à notre avis insurpassé.

Dans son texte de présentation, Hantaï écrit : *« Ce sont paradoxalement les pianistes qui, de nos jours, débarrassés de tous les concepts régissant l'art baroque et des règles du jeu traditionnel du clavecin, parviennent le mieux à faire entendre la vraie structure de cette musique, certainement plus proche du premier Beethoven que de Bach ou Couperin. »* C'est vrai, même si la sonorité trop ronde du piano ne convient pas à cette musique, même si elle la dénature – pour en faire incidemment quelque chose de très beau comme l'ont fait Clara Haskil ou Marcelle Meyer, il y a près de quarante ans. Vladimir Horowitz et son piano émacié seraient l'exception qui confirme la règle. Le problème viendrait de ce que trop de clavecinistes n'ont pas suffisamment de doigts pour venir à bout de cette musique diabolique quand les pianistes osent la grande virtuosité. Ce n'est ni le cas de Pierre Hantaï ni celui d'Andreas Staïer, signataire lui aussi d'un splendide disque Scarlatti, chez Deutsche Harmonia Mundi.

1 CD Astrée-Auvidis E 8502.

Le Violon du diable

Ivry Gitlis joue Paganini

Orchestre de la Philharmonie nationale de Varsovie, Stanislaw Wislocki (direction).

Gitlis, c'est un son reconnaissable en quelques secondes, un son qui « parle », comme pouvait parler celui de Fritz Kreisler. Gitlis, c'est aussi une personnalité musicale, un jeu généreux, débordant d'imagination. Cette réédition d'enregistrements des années 60 vient à point nommé nous rafraîchir la mémoire. Joués ainsi, les *Premier* et *Second Concertos* de Paganini sont plus émouvants qu'impeccables. Emouvants parce que l'on craint, sans cesse, que l'irréparable ne se produise, comme lorsque l'équilibriste reprend... son équilibre. C'est justement ce que les contemporains de Paganini prisaient dans son jeu.

1 CD Philips 438 630-2.

Pierre Fournier

Dvorak : ***Concerto pour violoncelle* – Saint-Saëns : *Concerto n° 1 pour violoncelle* – Fauré : *Elégie ; Berceuse***

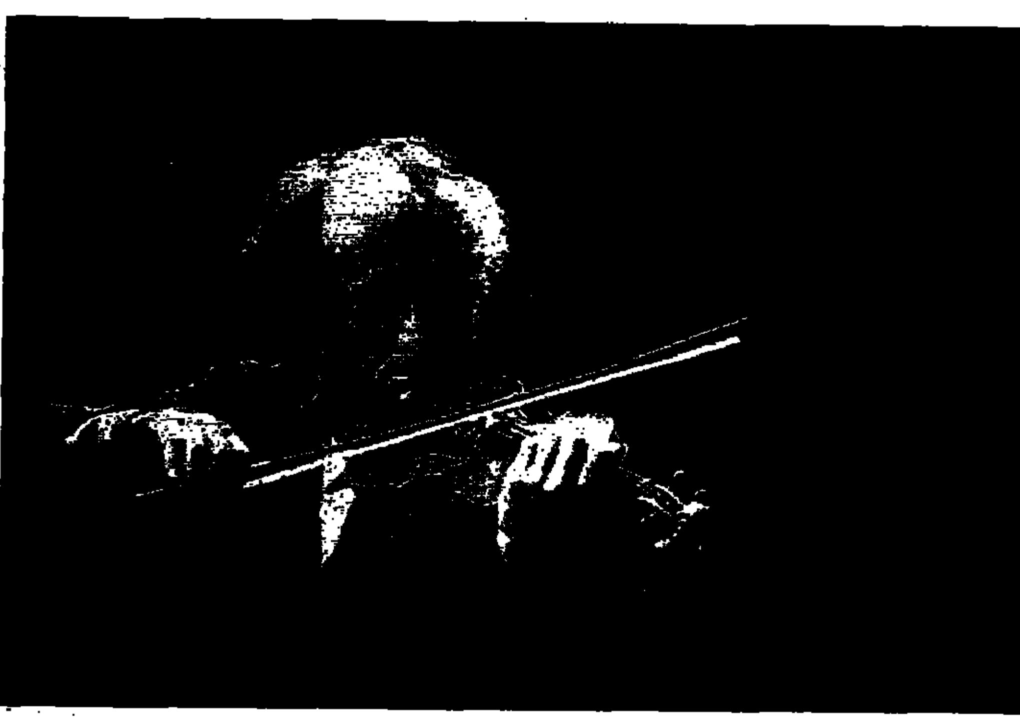
Orchestre Philharmonia, Rafael Kubelik et Walter Süsskind (direction) ; Ernest Lush (piano).

Pierre Fournier a enregistré au moins trois fois le *Concerto pour violoncelle* de Dvorak : deux fois avec Kubelik et une avec George Szell (cette dernière en stéréophonie pour Deutsche Grammophon). Testament réédite, en collaboration avec EMI, propriétaire des bandes, pour la première fois depuis sa première publication à la fin des années 40, la première version enregistrée à Londres avec l'Orchestre Philharmonia. Les différences sont minimes entre les trois interprétations du violoncelliste mort en 1986, à l'âge de quatre-vingts ans. Son jeu est aussi élégant, aussi « propre » dans le meilleur sens du terme, aussi inspiré et attentif à instaurer un vrai dialogue avec l'orchestre dans chacune d'elles. Peut-être est-il plus libre dans son premier disque, plus concentré dans le dernier ? La surprise vient de la qualité sonore, assez stupéfiante pour un enregistrement de 1948. Au bout de quelques instants, on oublie le son mono, les timbres mats, tant l'équilibre qui règne entre les pupitres confine au miracle.

Sur ce même disque, Testament a aussi repiqué le *Premier Concerto* de Saint-Saëns, que l'on ne joue ni n'enregistre plus guère. Comme le disait Colette, Fournier y chante mieux que tout ce qui chante.

1 CD Testament SBT 1016. Distribué par Média 7.

A. Lo.



Ivry Gitlis joue Paganini.

THIERRY MARTINOT

Jazz

Joëlle Léandre

Palimpseste

Il y a là des sons venus de partout, des grincements et des plaintes, des murmures et des accords, tout un monde d'images et de musiques qui viennent du ventre de la basse, et l'histoire d'une histoire : celle de Joëlle Léandre qui, depuis quinze ans, s'impose dans un monde d'hommes, avec sérieux, avec drôlerie, avec ténacité, mais cela ne constitue qu'une moitié de l'aventure. L'autre tient en peu de mots. Joëlle Léandre impose son histoire, passe encore, mais elle impose surtout sa singularité. Elle n'est pas une femme dans un monde d'hommes, elle est elle. Duo piano-basse dans *Palimpseste* avec Eric Watson, croisements avec Rüediger Carl et Carlos Zingaro dans *Canvas Trio*, une idée forte de la musique s'énonce et se défait sans ressemblance. C'est difficile de faire entendre sa voix, sa juste voix, à ce point.

2 CD Hat ART 6103 et 6122.

Charlie Haden Hampton Hawes

As Long As There Is Music

Près d'un an plus tard, le 22 mai 1977, Hampton Hawes, pianiste, quarante-huit ans, disparaît. *As Long As There Is Music* est sa dernière incursion en studio. Le dialogue qu'il y noue avec Charlie Haden (contrebasse) est fondé sur le goût de la lenteur, la profondeur du blues et quelque secret partagé. Ce disque (trois prises inédites par rapport à la version de 1976) se signale à la fois par la science de l'improvisation (*Hello Goodbye*) et le plaisir à l'harmonie. Il y a beaucoup de disques inutiles, quelques disques nécessaires et des confidences qui, à mots couverts, racontent en huit chansons l'histoire du jazz et un peu de celle des hommes. C'est le cas.

1 CD Verve 513 354. Distribué par Polygram.

F.M.

Rock

David Bowie

Black Tie White Noise

Les dernières incarnations de David Bowie n'étaient pas des plus réussies. Retourné à la base (établi, comme on disait il y a vingt ans) en tant que chanteur d'un groupe de rock urbain (Tin Machine), il n'a convaincu personne de sa sincérité. C'est sans doute injuste, mais ce scepticisme tenait aussi à la qualité très inégale des disques et des spectacles du groupe. Puis, quand il s'est mis une première fois en congé de Tin Machine, Bowie a donné une tournée consacrée à ses plus grands succès, démarche d'un cynisme si franchement affiché que tout un chacun s'en est ému. Tel le berger qui criait au loup, Bowie ne déplace plus les foules, qu'il dise la vérité ou qu'il mente.

Pour se sortir de ce mauvais pas, voici *Black Tie White Noise*, audacieuse manœuvre de dégagement, entreprise avec le concours du producteur Nile Rogers, c'est-à-dire l'incarnation de la *dance music* d'il y a quinze ans (*le Freak 1978*) avec qui Bowie avait déjà réalisé *Let's Dance* (1983). Les deux hommes sont bien trop futés pour repasser les mêmes plats. Ce disque s'affiche comme un manifeste moderniste, absorbant et restituant les tendances les plus pointues de la musique contemporaine, côté piste de danse, entre *raves* et ghettos. Le geste ne manque pas de panache, dans son intention comme dans son exécution. Mais la consultation de l'état civil des deux hommes permet d'en établir les limites. Bowie a quarante-six ans, Rogers quarante. La musique qu'ils réalisent est une adaptation à l'usage des adultes. L'instrumental *Pallas Athena* en est l'exemple le plus extrême : un rythme *house* assez lent, des échantillons assez raffinés pour ne pas choquer.

Ces limites une fois posées, on trouvera sur *Black Tie White Noise* les meilleurs moments de David Bowie depuis dix ans. Composé comme une ode à son union récente avec le mannequin Iman, Bowie se fait élégamment sentimental (la belle ballade soul *Don't Let Me Down & Down*, l'adaptation théâtrale de *I Know It's Gonna Happen Someday* composé par Morrisey) ou franchement énergique, habillant de neuf de vieilles idées qui ont fait leurs preuves (*Black Tie White Noise*, la chanson, doit beaucoup à *Fame*, titre que Bowie avait composé avec John Lennon en 1975. Il est entouré d'une distribution impressionnante, revenants de son passé (le guitariste Mick Ronson, le pianiste Mick Garson) et d'invités imprévus (le chanteur soul Al. B. Sure, le trompettiste Lester Bowie, qui fait beaucoup pour la texture de l'album). Ces collages, ces collisions, font de *Black Tie White Noise* un album au style irréprochable. Manque le contenu, la bizarrerie authentique qui caractérisaient autrefois l'œuvre de David Bowie.

1 CD Savage DB002. Distribué par BMG.

T. S.

Chanson

CharlElie Couture

CharlElie and the Flying Wombats

Au cours de la longue tournée qui mena CharlElie Couture à travers la France en 1991-1992, le Nancéien avait passé au crible son répertoire. Au bout du chemin, il y avait l'idée, lancinante, d'abandonner le rôle de chanteur au profit de celui d'artiste (plastique, s'entend). Il y eut des luminosités soudaines (aux Francofolies de La Rochelle), de terribles coups de blues, où Couture s'acharnait dans la noirceur à grand renfort de rock and roll destructeur (au Printemps de Bourges).

CharlElie Couture vient de publier un livre de photographies, *En tournée* (éditions Plume, 149 F, 40 photographies en couleurs). Voici l'album enregistré en public, de Noisel à Québec, avec ses cinq musiciens, australiens et sud-africains. Version minimaliste du *Menteur de métier*, agressivité veloutée de *Media Panic*, déclaration d'amour à *Melbourne*, et répétition cool de *Comme un avion sans aile* : Couture est un poète de la chanson, critique, ironique. Il ne lui manque qu'à s'y trouver bien, sans amertume.

1 CD EMI 781 463-2.

V. Mo.

Musiques du monde

Denez Prigent (1)

La Ceinture de cire

Voix de Bretagne (2)

Dan Ar Braz

Les Iles de la mémoire (3)

Fin 1992, on avait découvert Denez Prigent sur la scène du Quartz à Brest, puis sur celle du Théâtre de la Ville à Paris, aux côtés des plus grandes voix de Bretagne et au beau milieu des rockers, à l'occasion des Transmusicales de Rennes. Etonnement des amateurs du genre devant ce chanteur de gwerz portant jeans et boots américaines, maniant l'humour et la timidité avec un art consommé. L'album *Voix de Bretagne* sortit dans la foulée. Prigent, natif de Santec, dans le Finistère, s'y trouvait enrôlé dans un round, une danse de la côte léonarde, avec le magnifique chanteur qu'est Arnaud Maisonneuve (de Quimper). A l'affiche des *Voix de Bretagne* également : Annie Ebrel, Erik Marchand, Patrick Molard, Mann Lann Huel, la harpiste Kristen Nogues, Jean Le Meut.

A vingt-six ans, Denez Prigent n'a pas envie de s'embarrasser de carcans. Sa voix est libre, mais il a les pieds sur terre. Des airs traditionnels appris auprès de grand-maman aux compositions fraîchement imaginées, *la Ceinture de cire* dessine les contours d'une tradition où la vigueur du style et la distance intellectuelle permettent d'échapper un minimum au tragique du genre (les guerres, les naufrages, les suicides, les épidémies). Moderne, mais élevé dans le respect des veillées traditionnelles (et des sœurs Goadec), Prigent ne peut cependant pas s'empêcher de raconter d'horribles histoires, d'accidents de voitures par exemple.

Dan Ar Braz, chanteur-compositeur-auteur, dont le nom est lié à celui d'Alan Stivell, revient sur son histoire avec *les Iles de la mémoire*. Une histoire plus électrifiée, davantage tournée vers une celtitude moderne, telle que l'avait imaginée le mouvement culturel breton des années 70, que Prigent, l'enfant du terroir. Avec sa guitare virtuose, sa voix douce, ses envies de perpétuer le style folk, Dan Ar Braz passe en revue ses premiers albums (*Douar Nevez* en 1976, *Acoustic*, sorti aux Etats-Unis, au début des années 80). Version soft, en anglais, avec une basse, un clavier, un tin whistle (un petit fifre) et les guitares du maître.

(1) 1 CD Silex Y 225022. Distribué par Auvidis.

(2) 1 CD RS CD 205 Le Quartz/France 3. Distribué par Keltia Musique.

(3) 1 CD KMCD 32. Distribué par Keltia Musique.

V. Mo.

Hommage à Gilberto Gil

Souverain, africain, cinquantenaire

SES convictions politiques, son habileté primesautière et son rayonnement scénique ont fait de Gilberto Gil une figure de proue du Brésil moderne. Un Brésil où tout fonctionnerait avec intelligence et partage. Un Brésil convaincu des bienfaits du métissage. Gil-le-Bahianais est une tête chercheuse, directement branchée sur le monde. A commencer par l'Afrique, la matrice, et toutes ses ramifications américaines. Le chanteur, enfant terrible de la bossa-nova et de la samba, créateur du mouvement tropicaliste à la fin des années 60, avec Caetano Veloso, Gal Costa, Maria Bethânia, fut, au pays du racisme économique, un des premiers à revendiquer son appartenance à la communauté « nègre ». Un temps conseiller municipal et démocrate, chargé de la culture à Salvador-de-Bahia, il n'eut de cesse d'établir des ponts entre les deux rives de l'Atlantique, insatiable voyageur des terres angolaises, béninoises, nigérianes...

La rue de Salvador appartient à Gilberto Gil. Il en est l'idole incontestée. Il lui fournit l'énergie, les vibrations optimistes et lucides. En ces temps chahutés de déception démocratique et de danger inflationiste, Gil est un magicien populaire. Agile, sentimental, écologique, digne. Le chanteur à la guitare véloce a eu cinquante ans l'an passé. Les tempes grisonnent, le sourire éclate. Pour cet anniversaire annonciateur de la maturité, trente-neuf parmi les plus connus des chanteurs brésiliens ont rendu hommage à l'auteur-compositeur prolixe, précis, rieur et mélodieux qu'est Gilberto Gil.

Ce *Songbook* en trois volumes permet donc une double incursion. L'une, *via* Gilberto Gil, dans la magie quotidienne du pays bahianais, dans ses fleurs éclatantes, ses verdeurs incontrôlées, ses pluies bienfaitrices, ses histoires de *candomblé*, d'amours soudaines, d'autobus bondés et de fêtes carnavalesques. L'autre *via* Joao Bosco, Chico Buarque, Paulinho da Viola, Nana Caymmi, Hermeto Pascoal, Rita Lee, Alceu Valença, Paralames du Sucesso, ou Lobao, etc., dans la riche galaxie de la chanson et du rock brésiliens. Les compositions de Gil passent du rock années 70 (*Expresso 2222*) à la souplesse antillaise (la *Lambada*) acquise dans les années 80 et à la *dance*, façon bal funk, que les Noirs de Rio et de Sao-Paulo animaient alors à grande échelle.

Nulle part, dans ce *Cahier de chansons*, les interprètes, qui sont parfois aussi de grands compositeurs, n'ont renoncé à apposer leur griffe, malgré toute l'admiration qu'ils témoignent à Gilberto Gil. D'autres tentatives en forme d'hommage (des *Songbooks* dédiés à Noël Rosa et à Dorival Caymmi) prouvent qu'au Brésil la musique est une, la poésie indissociable du rythme, et l'éducation musicale sauvage, le bien le mieux partagé du pays. En France, la compilation réalisée l'an passé par Virgin au profit de la recherche sur le sida, puis celle, *Génération Brassens*, publiée en hommage à Georges Brassens, laissait entrevoir une nouvelle posture des chanteurs, Francis Cabrel en tête, capables de renoncer à leurs egos et de chanter des beautés qui ne leur appartenaient pas. Le volume 2 du *Songbook*, en particulier, montre l'élégance d'une jeune génération nourrie au rock anglo-saxon, et parfaitement capable de s'investir avec délice dans les chansons d'amour d'un Bahianais turbulent.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

★ 3 CD Luminar Discos LD01-02-0392 vendus séparément. Distribués par DAM.

DANSE/JAZZ

LA CINÉMATHÈQUE DE LA DANSE PRÉSENTE LES ARCHIVES DE JO MILGRAM

LES PRINCES DONT LE HIP-HOP EST L'ENFANT

Jo Milgram fait partie des quatre ou cinq collectionneurs de films de jazz. Une passion viscérale, née d'une illumination : l'écoute, par hasard, d'un disque de Louis Armstrong à la Foire à la ferraille. La Cinémathèque de la danse, dirigée par Patrick Bensard, fête ses dix ans en présentant ses trésors. A la mémoire de Duke Ellington, de Bill Robinson. Aux rois du swing et de la tap dance. A une époque où le jazz était lié au plaisir de danser.



Les Berry Brothers.

COLL. CINÉMATHÈQUE FRANÇAISE

«*COMMENT devient-on collectionneur? Avec des sous! Et c'est cher! A moins d'être riche comme Daniel Filipacchi, qui possède lui aussi une très belle collection*», dit Jo Milgram, qui vit retiré au Pecq, petite ville de la banlieue ouest de Paris. A soixante-dix-sept ans, il vient d'être opéré des yeux. Dur pour un homme qui ne conçoit pas la musique sans son aspect visuel, vivant. «*Le jazz s'arrête le jour où le trompettiste, qui se lève pour jouer, ne souffle plus pour faire danser. Le jazz a suivi la même évolution que la musique contemporaine, il s'est intellectualisé et a perdu son côté populaire, joyeux. Francis Ford Coppola peut toujours faire revivre le Cotton Club, c'est un décor vide. Les danseurs d'aujourd'hui n'arrivent pas à la moitié de la cheville de ceux des années 30. Le disque et l'amplification du son ont mis fin à cet esprit de fête. Le jazz que j'aime est celui du plaisir.*» Tous les géants de la danse afro-américaine swingent sur les images de Jo Milgram.

Il faut voir Bill «Bojangles» Robinson, au mauvais caractère légendaire, n'hésitant pas à faire le coup de feu (1). Peut-être n'est-il pas le plus grand – certains lui préféraient son contemporain King Rastus Brown, et pour d'autres il aimait trop la compagnie des Blancs – mais il fut le plus célèbre. C'est lui qui a peaufiné le grand style de la tap dance entre les deux guerres. Il le pratiquait tout en racontant des histoires. Il exigeait le silence dans la salle pour ses exhibitions au Hot Mikado ou au Hoofers Club, réservé à l'élite des danseurs, qui venaient y faire enregistrer leurs inventions. Immortel pour avoir inventé le numéro intitulé *stair dance* («danse de l'escalier»), grimpant, puis descendant des marches, léger comme Pégase. «*Je rêvais que je montais en dansant jusqu'à mon trône, prenais ma couronne et redescendais dans la même foulée*», expliquait-il à ses admirateurs, subjugués aussi par la musique percussive et suspensive qu'il créait avec ses pieds.

«*J'ai été un pilier du Tabou, de la Rose rouge, du club du Vieux-Colombier*, reprend Jo Milgram. *J'ai connu Gréco, et tous les autres. Compagnon de Grappelli et de Django. Ensuite, j'ai entamé une carrière chez Barclay, puis dans la maison de disques d'Europe 1, au temps de Lucien Morice. Je suis un collectionneur altruiste, le seul à ouvrir ses trésors au public. A l'inverse des spécialistes, je ne pense pas que* Jammin'the Blues *sonne le glas du film de jazz.*» Il défend toutes les images tournées jusque dans les années 50, les comédies musicales, et les courts-métrages réalisés par des anonymes : «*Ils avaient souvent une caméra époustouflante parce qu'ils filmaient leur passion*», dit Milgram, qui se rappelle les «courts» projetés en levée de rideau au Studio 28, à la Salle des Agriculteurs, aux Ursulines.

Admirez l'étonnante Velma Middleton dans *Swinging on Nothing* (1944). Elle a été la partenaire pendant plus de vingt ans de Louis Armstrong. Cent cinquante kilos au bas mot. Une voix superbe. Elle danse comme une bulle de savon, en robe du soir, écharpe blanche à la main. La petite histoire raconte qu'une fois au sol, elle attendait l'extinction des lumières pour se relever, non sans mal, de son grand écart.

Les Three Browns Jacks, en habits blancs et petits gilets coupés au-dessus de la ceinture, «claquettent» sur un seul pied, avec des bras empruntés au charleston. Rois de la cascade acrobatique, ils firent leurs début, en 1923, au Plantation Club, à Chicago, avant de rejoindre Duke Ellington au Kentucky, à New-York. Dans l'extrait de *Barber Shop Blues*, les Four Step Brothers se livrent à un superbe numéro de petits cireurs s'occupant, d'un chiffon leste, des chaussures de clients en train de se faire raser. Avec eux, l'acrobatie s'introduit dans la danse jazz, mais aussi les rythmes afro-cubains et les saynètes de comédie. Ils avaient conservé l'idée du défi, en cercle, comme les gamins des rues le pratiquent depuis toujours.

Jo Milgram n'est allé qu'une seule et unique fois aux Etats-Unis. A New-York, en 1963. Avec en souvenir, une soirée de gospels à l'Apollo : «*C'était le vaudou, le Dahomey. J'étais plongé dans un chaudron d'huile bouillante. Même les murs de la salle semblaient onduler.*» Pas besoin d'être grand expert en coutumes chorégraphiques pour comprendre que la break dance, le hip-hop, viennent droit de la danse vernaculaire des Noirs, de l'Afrique, mais aussi des folklores européens. Le fameux pas glissé de Michael Jackson est un peu pâlot comparé à la nonchalance de celui qu'exécute Bunny Briggs avec, il est vrai, au piano un Nat King Cole beau, jeune dandy sophistiqué, jouant légèrement détourné de son clavier. Benny Carter à la batterie.

Découvrir Duke Ellington dans *Hot Chocolate*, entouré, cette fois-ci, des Whitey's Lindy Hoppers. Ils dansent le lindy hop, l'ancêtre du be-bop. Les filles en jupes à bretelles, les garçons en imper, avec parfois un chapeau sur la tête, pantalon en jersey serré. Mauvais genre exquis. Ils passent pour une bande de chats sauvages. Ce qu'ils sont. Le Savoy de Harlem est leur repaire. Le lindy hop est la danse la plus rapide du monde. Avec l'énergie qui jette les corps en l'air. Des appuis au sol dignes de départ de 100 mètres. Avec beaucoup de style et de poses. Un chic fou.

Pour les prochaines séances à la Cinémathèque de la danse, Jo Milgram sort ses duos de choc. Paterson et Jackson, Buck et Bubbles. Et aussi les Berry Brothers – Ananias, Jimmy et Warren, – les grands rivaux des Nicholas Brothers. Du pur style goguenard, délié, ondulatoire, celui du Sud, de La Nouvelle-Orléans. Signe particulier : ils arrivent en scène en sautant par-dessus les têtes des musiciens.

Et encore des images de Harlem des années 30, les rues bondées d'enfants qui courent, sautent, bondissent. La danse liée à la musique de jazz, d'une insolente santé, drôle, sans pour autant être coupée de la réalité sociale, de la pauvreté et de la ségrégation. Dans le film *Hooray for Love*, l'expulsion d'une jeune femme, chassée de son logement, provoque une succession de numéros désopilants et tendres. La danse jazz n'est pas la cousine du bon Oncle Tom. Jo Milgram a arrêté sa collection il y a six ans.

DOMINIQUE FRÉTARD

(1) *Jazz Dance, The Story of American Vernacular Dance*, de Marshall et Jean Stearns, Schirmer Books (non traduit).

★ Danse jazz, archives Jo Milgram, le mardi 20 avril, 20 h 30, avec le film, *Black and Tan Fantaisy*, de Dudley Murphy, un show de Lionel Hampton avec de nombreux numéros de danse, les Berry Brothers, Buck and Bubbles, Patterson et Jackson. Autre séance, le 18 mai, 20 h 30, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Prix : 35 F. Tél. : 45-53-21-86.



Leon James danse le Lindy Hop.

COLL. CINÉMATHÈQUE FRANÇAISE

Quand la musique est devenue mouvement

LE jazz inspire la danse. A ses débuts, il la suscite. Elle l'habite. Les mazurkas et quadrilles que les esclaves noirs écoutaient aux portes des maîtres et qu'ils imitaient en riant, c'est la scène primitive qu'on raconte et qui explique tout.

Les musiciens de danse ordinairement répondent à une norme, à un maintien qui les fige. Avec le jazz, ce sont les musiciens qui se mettent à danser, la musique même. C'est ce qui saisit dans les premiers orchestres de jazz, dont on ne sait même pas encore si on les appelle ainsi. La voix outrepassée et le corps en transes, le blues et les tambours se chargent de dire. Lors des premières manifestations en Europe, tous en témoignent, les surréalistes immédiatement amateurs, Cocteau qui s'essaie à la batterie, Georges-Henri Rivière au piano, Robert Goffin sidéré par les balancements rollinsiens de Coleman Hawkins, Michel Leiris au spectacle d'Ellington, Soupault transfiguré après avoir vu de ses yeux Paul Whiteman.

La musique se voit. On l'écoute, on la traduit par le mouvement des pieds, des mains, du buste, mais elle se voit. Le Bal Nègre de la rue Blomet est ce rendez-vous du visible et du mouvementé.

Bataille, en 1929, devant la revue nègre Lew Leslie's Blackbirds, au Moulin-Rouge : «*Inutile de chercher plus longtemps une explication des colored people brisant soudain avec une folle incongrue un absurde silence de bègues : nous pourrissions avec neurasthénie sous nos toits, cimetières et fosses communes de tant de pathétique fatras ; alors les Noirs qui se sont civilisés avec nous (en Amérique ou ailleurs) et qui, aujourd'hui, dansent et crient, sont des émanations marécageuses de la décomposition, qui se sont enflammées au-dessus de cet immense cimetière : dans une nuit nègre, vaguement lunaire, nous assistons donc à une démence grisante de feux follets louches et charmants, tordus et hurleurs comme des éclats de rire. Cette définition évitera toute discussion.*»

Dans l'imaginaire actuel, le jazz reste lié à sa représentation dansée. Leur séparation est même assez mal vécue, comme une erreur, un regret, une fausse piste. Comme si la musique lui était montée à la tête. C'est le contraire évidemment, c'est la danse qui s'est faite pensée, mais la nostalgie est trop forte. Nostalgie des big bands qui donnaient une vision heureuse et acrobatique de la machine, tous pistons au vent, tous cuivres dehors. Nostalgie des danseuses et des danseurs impudiques et souverains, le corps à la fois célébré, exhibé et détendu. Nostalgie de ces mouvements d'ensemble que l'on apercevait de loin, le batteur et sa pantomime efficace, le bassiste et ses pirouettes d'éléphant. Au cirque, dont les musiciens venaient du jazz, on s'en rendait encore compte, *de visu*, sous le pinceau des projecteurs.

Dans les documents miraculeux de Jo Milgram, on voit cela image par image, dans l'entrain. Devant le peuple des danseurs, il y a sur scène des danseurs prodigieux et derrière eux des danseurs équipés. A force de sueur, d'émotion vive, de galeté, c'est l'orchestre tout entier qu'on perçoit dans sa danse, toujours impeccablement réglée dans un dérèglement de fête : Ellington et sa troupe, Benny Carter, impérieusement léger, Nat King Cole, superbe et caressant de biais le clavier comme pour poser, Armstrong, Cab Calloway, Fats Waller, tous à la limite de l'image du jazz qui sera tellement déformée et tous en plein dans son idée la plus juste. Acrobaties cocasses ? Dizzy Gillespie donnait en scène un contrepoint dans un style Groucho à ses géniales inventions. Cette façon de traîner sur le plateau qu'avait Miles, c'était cela, d'une autre manière, comme refusée. La musique indique toutes les possibilités de se tenir, de s'oublier et de se magnifier.

En 1973, lors du premier Newport à New-York organisé par George Wein, il y eut tout à la fois, comme un bouquet : les derniers tap dancers, une après-midi à Central Park, eux qui s'entendent à prévenir des jambes et de l'équilibre la forme du rythme ; toutes les gloires vivantes d'une musique active ; un festival off pour caser l'avant-garde ; et, un soir d'Independance Day au Roseland Ballroom, les trois orchestres de Duke Ellington, Count Basie et Woody Herman se relayant à l'ancienne comme à New-York naguère, à Kansas-City jadis ou à la Nouvelle-Orléans bien avant. On pensait leur musique un rien dépassée. Mais leurs gestes, leurs mises en scène, leurs déplacements avaient quelque chose d'aérien et de prolixe, comme un hommage de la musique à la musique et de la musique à la danse.

FRANCIS MARMANDE

